



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

## Visite chinoise à la Chambre des Députés



«La Chine constitue un pays en mouvement, qui a su s'adapter à un environnement mondial en transformation, tant au niveau politique qu'au niveau économique.» C'est avec ces mots que le Président de la Chambre des Députés, M. Jean Spautz, a ac-

cueilli M. Xu Jialu, vice-président du comité permanent de l'Assemblée Populaire Nationale de Chine (APN) et sa délégation, en visite officielle à Luxembourg du 8 au 10 octobre 2003.

L'APN est composée d'environ 3000 députés élus par les pro-

vinces, les régions autonomes, les municipalités relevant de l'autorité centrale ainsi que par les forces armées. Son mandat est de cinq ans; elle se réunit une fois par an. Le Comité permanent de l'APN exerce le pouvoir suprême d'Etat dans l'intervalle des sessions de

l'Assemblée populaire et lui rend compte de son travail. Il comprend environ 150 membres et se réunit tous les deux mois pendant une semaine.

M. Xu Jialu fait partie de l'«Association chinoise pour le progrès de la démocratie», un des huit partis (appelés communément partis démocratiques) participant au pouvoir à côté du Parti communiste chinois.

La majeure partie de l'entretien avec la délégation luxembourgeoise - composée de MM. Jean Spautz, Niki Bettendorf, François

Bausch et John Schummer - était consacrée à l'explication du système politique chinois en général, et du rôle des partis démocratiques en particulier. M. Xu a insisté sur le fait que ces partis seraient consultés en permanence non seulement au sujet des grandes issues politiques, mais également des décisions internes du Parti communiste. Cette consultation - équivalente à un contrôle a priori - expliquerait le large consensus avec lequel la plupart des décisions politiques seraient prises en Chine.



Schweizer Parlamentarier in der „Chambre des Députés“:

## „Die Schweiz schottet sich nicht ab!“

Die zurzeit noch ablehnende Haltung der Schweiz zu einem EU-Beitritt sei keineswegs Ausdruck einer breiten europafeindlichen Front im Alpenstaat. Sie sei vielmehr in der Tradition der schweizerischen partizipativen Demokratie begründet: Im Falle einer Mitgliedschaft in der EU müssten die Schweizer aller Voraussicht nach auf ihre, über Jahrhunderte gewachsenen Mitbestimmungsrechte verzichten. Ein

solcher freiwilliger Verzicht auf direkte Einflussnahme sei aber zurzeit nicht mehrheitsfähig.

Dies erklärten Vertreter der außenpolitischen Kommission des Schweizer Ständerats im Rahmen einer Unterredung mit einer Delegation des Kammerbüros. Von einer bewussten Abschottung der Schweiz könne jedenfalls nicht die Rede sein.

Die luxemburgischen Abgeordneten erläuterten ihrerseits die Vor-



teile, die das kleine Großherzogtum bislang aus seiner EU-Mitgliedschaft gezogen habe. Sie verschwiegen aber nicht, dass die Position des kleinsten EU-Mitgliedslandes im Zuge der Erweiterung erheblich geschwächt wer-

den könne. Die anstehende Reform der Institutionen sei in diesem Zusammenhang von „weichenstellender Bedeutung“.

Die Abordnung des Ständerats wurde in der „Chambre des Dé-

putés“ von Parlamentspräsident Jean Spautz begrüßt. An dem anschließenden Meinungsaustausch nahmen die Abgeordneten Niki Bettendorf, Jean-Paul Rippinger, John Schummer und Robert Mehlen teil.

N.B. Der **Ständerat** bildet zusammen mit dem Nationalrat die Bundesversammlung (Parlament) der Schweiz. Der Ständerat setzt sich aus 46 Vertreterinnen oder Vertretern der Schweizer Kantone zusammen. Jeder Kanton wählt zwei, die Kantone Obwalden, Nidwalden, Basel-Stadt, Basel-Landschaft, Appenzell Außer Rhoden und Appenzell Inner Rhoden eine Vertreterin oder einen Vertreter. Zürich mit über einer Million Einwohnerinnen und Einwohnern wählt ebenso zwei Vertreterinnen oder Vertreter wie der Kanton Uri, der rund 36.000 Einwohnerinnen und Einwohner zählt. Der **Nationalrat** zählt 200 Mitglieder. Er vertritt das Schweizer Volk. Beim heutigen Bevölkerungsstand kommt auf je 35.000 Einwohnerinnen und Einwohner ein Sitz. Jeder Kanton bildet einen Wahlkreis, der mindestens eine Vertreterin oder einen Vertreter wählt, selbst dann, wenn seine Bevölkerung unter 35.000 Einwohnerinnen und Einwohnern liegt.





109<sup>e</sup> Assemblée de l'Union Interparlementaire (UIP) à Genève:

# La sécurité et le maintien de la paix préoccupent les parlementaires



(de gauche à droite) M. Claude Frieseisen, M. Jean-Paul Rippinger, M. Jean Spautz, M. Niki Bettendorf, Mme Ferny Nicklaus-Faber, M. John Schummer, S.E. M. Alphonse Berns, ambassadeur du Luxembourg auprès de la Confédération suisse

Du 28 septembre au 3 octobre, des parlementaires de 145 pays formant l'Union Interparlementaire (UIP) se sont réunis à Genève. La délégation luxembourgeoise se composait de Messieurs Jean Spautz, Président de la

Chambre des Députés, Niki Bettendorf, Vice-Président de la Chambre des Députés ainsi que des députés Jean-Paul Rippinger, John Schummer et Ferny Nicklaus-Faber. La délégation fut accompagnée de Monsieur Claude

Frieseisen, Secrétaire général de la Chambre des Députés.

«Le rôle des parlements dans l'action menée par les organisations multilatérales pour assurer la paix et la sécurité et la constitution d'une coalition internationale

pour la paix» fut un des points à l'ordre du jour des quelque 500 parlementaires qui ont assisté à la 109<sup>e</sup> Assemblée de l'UIP.

## Plaidoyer pour la paix et la sécurité dans le monde

Face à la persistance des menaces sur la paix et la sécurité dans le monde, notamment par l'expansion d'actions terroristes, l'Assemblée de l'Union Interparlementaire a souligné une fois de plus la nécessité de prendre des mesures pour faire barrage à l'exercice de la terreur et d'analyser les causes profondes engendrant pour certains la volonté de recourir au terrorisme.

Par ailleurs, l'Assemblée a réaffirmé sa conviction qu'il y a lieu de renforcer la démocratie dans le monde, de promouvoir les droits de l'homme voire d'encourager le règlement pacifique des conflits.

En matière de conflits internes, en particulier dans les pays moins avancés, les partenaires présents ont été convaincus qu'ils pourraient être évités par une politique de développement exhaustive et prospective aux volets économique, social et environnemental.

Finalement les parlementaires se sont prononcés contre toute forme d'occupation de territoire voire de détention d'armes de destruction massive ou chimiques.

## NTIC au service des Parlements

Les représentants des différents parlements nationaux s'accordaient à constater que les nouvelles technologies de l'information et de la communication (NTIC) sont en train d'entraîner de profondes mutations d'ordre

politique, économique et social qui génèrent de nouvelles géographies, de nouvelles cultures, de nouveaux marchés, des espérances mais également des inquiétudes. Sans aucun doute occupent-elles une place de plus en plus importante pour le développement socioculturel, économique et politique à l'ère de la mondialisation et facilitent le partage des connaissances entre les peuples.

Mais l'Assemblée de l'Union Interparlementaire est également consciente d'un clivage entre pays développés et en voie de développement et a exprimé le vœu de voir renforcer la coopération Nord-Sud et Sud-Sud dans le domaine des NTIC, d'évaluer les moyens à mettre en œuvre en vue de combler le retard des pays du Sud et de les assister dans le développement de l'e-gouvernement.

## Les biens publics mondiaux: un nouveau défi à relever

Depuis peu la communauté internationale a commencé à parler de l'importance qu'il y a lieu de réserver aux biens publics mondiaux qui ne sont ni des marchandises ni des services, mais qui désignent plutôt les avantages que tire la société de la prestation de certains services publics et de la satisfaction de besoins particuliers tels que l'éradication d'une maladie ou l'élimination d'une source de pollution. Dans un premier stade les parlementaires se sont mis d'accord à recenser et à hiérarchiser de concert les biens publics mondiaux et à en assurer le financement à travers divers mécanismes.

# Liberté religieuse et Forum méditerranéen



La délégation luxembourgeoise - M. Jean Spautz entouré de MM. Alexandre Krieps, député, et Martin Bisenius, conseiller et secrétaire de la délégation - devant la Chambre des Députés italienne.

L'Assemblée parlementaire de l'Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe (OSCE) s'est réunie au Parlement italien à Rome du 9 au 11 octobre 2003. La session était consacrée à une conférence sur la liberté religieuse et à un Forum sur la Méditerranée. La Chambre des Députés y était représentée par M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, président de la délégation, et M. Alexandre Krieps, membre de la délégation. En sa qualité de chef de délégation, M. Jean Spautz a également participé à une réunion de la Commission permanente de l'AP-OSCE.

La Conférence sur la liberté religieuse, à laquelle ont participé plus de 160 parlementaires de 49 Etats-membres de l'OSCE, a comporté une série d'exposés et de discussions concernant les aspects juridiques et politiques de la liberté et de la tolérance religieuses dans les sociétés pluralistes modernes. Suite à une allocution de bienvenue du Président de la Chambre des Députés italienne M. Pier Ferdinando Casini,

l'assemblée a entendu les contributions de professeurs d'université américain, français, israélien et italien spécialisés dans le domaine, du directeur de l'Office des institutions démocratiques et des droits de l'homme de l'OSCE (ODIHR), d'un représentant de la Conférence islamique, d'un représentant de la commission pour la liberté religieuse des Etats-Unis et du Vice-Ministre de l'Intérieur de l'Italie.

Avant de conclure leurs travaux sur ce sujet, les parlementaires ont eu le très grand honneur d'être reçus en audience au Vatican par sa Sainteté le Pape Jean-Paul II qui dans son allocution a qualifié la liberté religieuse de droit humain universel tout en saluant l'importance des travaux de l'AP-OSCE sur ce sujet.

Le premier forum de l'AP-OSCE sur les affaires méditerranéennes a traité la question de savoir comment peut être développée la dimension méditerranéenne de l'OSCE à la fois dans les domaines de l'économie des Etats

concernés et du respect des principes démocratiques et des droits de l'Homme. Dans le contexte actuel d'une crise au Proche-Orient en voie de dégénérer gravement, les parlementaires ont examiné la possibilité de mettre à profit la très large expérience de l'OSCE en tant qu'enceinte de dialogue permanent pour aider à surmonter cette phase aiguë du conflit.

En dehors d'une série de points administratifs, la Commission permanente a principalement étudié la question de savoir de quelle façon l'assemblée parlementaire peut obtenir un droit de regard sur la politique budgétaire gouvernementale concernant l'OSCE. L'AP-OSCE a exprimé son souci face à une éventuelle restriction des crédits budgétaires, alors qu'elle considère qu'une telle politique est totalement contre-indiquée dans un monde dans lequel les conflits et les dangers pour la sécurité ne cessent d'augmenter. Il importe dès lors à préserver les moyens financiers indispensables aux nombreuses activités de l'OSCE.





XXX<sup>ème</sup> Conférence des Organes spécialisés dans les affaires communautaires:

## La COSAC et la Convention



(de gauche à droite) M. Laurent Mosar, M. Gast Gibéryen, M. Paul Helming, M. Ben Fayot

Le projet de traité constitutionnel élaboré par la Convention sur l'avenir de l'Europe était au centre des débats de la XXX<sup>ème</sup> Conférence des Organes spécia-

lisés dans les affaires communautaires (COSAC) qui s'est déroulée à Rome les 6 et 7 octobre 2003. La Chambre des Députés y était représentée par MM. Laurent

**Mosar, Président de la délégation, Paul Helming, Ben Fayot et Gast Gibéryen.**

Dans sa contribution, la COSAC a salué et les résultats de la Convention et «l'importance historique» de sa méthode de travail marquée par une forte composante parlementaire. Au cours d'un échange de vues avec le Ministre des Affaires étrangères italien M. Franco Frattini, la délégation luxembourgeoise a fait valoir que le compromis trouvé par la Convention constituerait le seul compromis possible et serait, de ce fait, plus qu'une bonne base de travail pour la Conférence intergouvernementale.

D'autres points à l'ordre du jour de la XXX<sup>ème</sup> COSAC étaient des entretiens avec le Haut Représentant de l'UE pour la politique étrangère, M. Javier Solana et avec le Président de la République italienne, M. Carlo Azeglio Ciampi.

Lord Robertson à la Chambre des Députés:

## "Petit membre - grand allié!"



1<sup>ère</sup> rangée: M. Niki Bettendorf, Lord Robertson, M. Jean Spautz  
2<sup>e</sup> rangée: MM. Jean-Pierre Koepp, Lucien Clement, Paul Helming  
3<sup>e</sup> rangée: MM. John Schummer, Jean-Paul Ripinger, François Bausch, Alex Bodry  
4<sup>e</sup> rangée: MM. Robert Mehlen, Claude Wiseler, Laurent Mosar, Jean-Marie Halsdorf

«Ne sous-estimons pas les défis qui nous attendent à l'avenir! Pour les relever, nous aurons toujours besoin d'organisations comme l'OTAN!» Voilà le message central du Très Honorable Lord Robertson, Secrétaire général de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord à l'adresse d'une délégation parlementaire qu'il a rencontrée au cours de sa visite d'adieu chez le «petit membre, mais grand allié» que serait le Grand-Duché de Luxembourg.

A l'aube de la campagne électorale dans notre pays, Lord Robert-

son a lancé un appel aux députés: «Faites passer le message que tout investissement en faveur de l'OTAN et de sa capacité de défense est une police d'assurance contre les nouveaux ennemis et les nouvelles menaces. C'est ainsi que les dépenses militaires devront être perçues par les électeurs - et non pas comme du gaspillage!»

Suite à l'élargissement, la force économique de l'Union européenne correspondra à un tiers du PIB mondial. De ce point de vue, l'UE rejoindra les Etats-Unis. «Mais si l'Europe veut que son in-

fluence en matière de politique de sécurité et de défense soit proportionnelle à son poids économique, elle devra se donner les moyens» a conclu le Secrétaire général.

La délégation de la Chambre des Députés, conduite par le Président M. Jean Spautz, était composée de membres du Bureau, de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense et de la délégation luxembourgeoise auprès de l'Assemblée parlementaire de l'OTAN.

## Audience au Palais grand-ducal

Comme il est de tradition à l'ouverture d'une nouvelle session parlementaire, S.A.R. le Grand-Duc a reçu en audience au Palais grand-ducal, dans la matinée du

mercredi, 15 octobre 2003, le Président, les Vice-Présidents et les membres du Bureau de la Chambre des Députés.



(photo: Guy Jallay / Luxemburger Wort)

(de gauche à droite) 1<sup>ère</sup> rangée: M. Lucien Weiler, M. Jean Asselborn, Vice-Président, M. Jean Spautz, Président, S.A.R. le Grand-Duc, M. Niki Bettendorf et M. Nico Loes, Vice-Présidents, M. Jean-Paul Ripinger; 2<sup>e</sup> rangée: M. John Schummer, M. Jeannot Krecké, M. François Bausch, M. Robert Mehlen, M. Lucien Clement et M. Claude Frieseisen, Secrétaire général

Mme Obaid à la Chambre des Députés:

## Le FNUAP témoigne sa reconnaissance

La Directrice du Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP), Mme Thoraya Obaid, a profité de ses entretiens à la Chambre des Députés pour remercier les autorités luxembourgeoises du soutien financier et moral à l'action du Fonds. Soutien dont il a eu besoin au cours de l'année dernière, lorsque les Etats-Unis - suite à un conflit avec le FNUAP - décidaient de ne pas verser leur contribution annoncée. Ce n'est qu'un effort supplémentaire des pays de l'UE qui a permis au Fonds d'assurer le financement de tous ses projets engagés.

En 2003, la contribution luxembourgeoise au FNUAP - contribution (volontaire) au budget et financement de projets confondus - s'élève à plus de trois millions d'euros.

Le partenariat entre le Luxembourg et le FNUAP prend son as-

pect le plus visible en Afghanistan où notre pays cofinance de manière substantielle un projet dont l'objectif consiste à fournir aux femmes des services de santé reproductive sous forme d'assistance prénatale, postnatale, d'obstétrique d'urgence et d'assistance aux naissances.

Ce projet caractérise de manière parfaite l'action du FNUAP que Mme Obaid a qualifiée de basique: «Saving women's lives when they have a baby!»

Mme Obaid a été accueillie à la Chambre des Députés par le Président M. Jean Spautz, qui a été rejoint par MM. François Bausch, Laurent Mosar et Jacques-Yves Henckes, membres de la Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense pour les entretiens.



Mme Thoraya Obaid signant le Livre d'or est entourée de MM. Laurent Mosar, François Bausch, Jean Spautz et Jacques-Yves Henckes (de gauche à droite)





# Composition des Commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

## Commissions réglementaires

### Commission des Comptes

Nancy Arendt, Mars Di Bartolomeo, Emile Calmes, Ben Fayot, Camille Gira, Fernand Greisen, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Nelly Stein, Théo Stendebach, Nicolas Strotz

### Commission des Pétitions

Xavier Bettel, Agny Durdu, Lydie Err, Jean Huss, Nico Loes, Lucien Lux, Robert Mehlen, Patrick Santer, Marco Schroell, Théo Stendebach, Lucien Weiler

### Commission du Règlement

François Bausch, Xavier Bettel, Ben Fayot, Gast Gibéryen, Marcel Glesener, Paul Helminger, Jeannot Krecké, Jean-Paul Rippinger, Patrick Santer, Lucien Weiler, Claude Wiseler

## Commissions permanentes

### Commission des Affaires étrangères et européennes et de la Défense

François Bausch, Emile Calmes, Lydie Err, Ben Fayot (remplaçant: Alex Bodry pour le volet Armée), Marcel Glesener (remplaçant: Nico Loes pour le volet Armée), Paul Helminger, Jacques-Yves Henckes (remplaçant: Jean-Pierre Koepp pour le volet Armée), Laurent Mosar (remplaçant: Jean-Marie Halsdorf pour le volet Armée), Jean-Paul Rippinger, Marcel Sauber, Claude Wiseler

### Commission des Affaires intérieures

Emile Calmes, Camille Gira, Gusty Graas (remplaçant: John Schummer pour le volet Police), Jean-Marie Halsdorf, Aly Jaerling, Jean-Pierre Klein, Nico Loes, Lydia Mutsch (remplaçant: Mars Di Bartolomeo pour le volet Police), Maggy Nagel, Marco Schank, Fred Sunnen

### Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

Jeannot Belling, Lucien Clement, Agny Durdu, Camille Gira, Nico

Loes, Robert Mehlen, Maggy Nagel, Marco Schank (remplaçant: Marie-Josée Frank pour le volet Viticulture), Jos Scheuer, Nicolas Strotz, Georges Wohlfart

### Commission des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

Nancy Arendt, Simone Beissel, Jeannot Belling, Lucien Clement, Norbert Hauptert, Jean-Pierre Koepp, Jeannot Krecké, Marcel Sauber, Jos Scheuer, Marco Schroell, Renée Wagener (remplaçant: Dagmar Reuter-Angelsberg pour le volet Logement)

### Commission du Contrôle de l'exécution budgétaire

François Bausch, Lucien Clement, Ben Fayot, Norbert Hauptert, Jean-not Krecké, Alexandre Krieps, Robert Mehlen, Jean-Paul Rippinger, John Schummer, Lucien Weiler, Claude Wiseler

### Commission de l'Economie, de l'Energie, des Postes et des Transports

François Bausch (remplaçant: Camille Gira pour le volet Energie), Lucien Clement, Mady Delvaux-Stehres, Agny Durdu, Gusty Graas (remplaçant: Emile Calmes pour le volet Energie), Fernand Greisen, Norbert Hauptert, John Schummer, Marcel Sauber, Nicolas Strotz (remplaçant: Marcel Glesener pour les volets Economie et Energie), Marc Zanussi

### Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

Xavier Bettel, Jean Colombera, Agny Durdu, Claude Meisch, Ferny Nicklaus-Faber (remplaçant: Nancy Arendt pour le volet Sports), Dagmar Reuter-Angelsberg, Jos Scheuer, Nelly Stein, Fred Sunnen, Claude Wiseler, Marc Zanussi

### Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine

Nancy Arendt, Jeannot Belling, Jean Colombera, Lydie Err, Lydia Mutsch, Maggy Nagel, Ferny

Nicklaus-Faber, Dagmar Reuter-Angelsberg, Marco Schank, John Schummer, Nelly Stein

### Commission de l'Enseignement supérieur, de la Recherche et de la Culture

Simone Beissel (remplaçant: Xavier Bettel pour le volet Enseignement supérieur), Ben Fayot, Fernand Greisen, Norbert Hauptert, Alexandre Krieps, Lydia Mutsch (remplaçant: Mady Delvaux-Stehres pour les volets Enseignement supérieur et Recherche), Dagmar Reuter-Angelsberg, Marco Schroell, Nelly Stein, Fred Sunnen, Claude Wiseler

### Commission de l'Environnement

Alex Bodry, Emile Calmes, Ben Fayot, Camille Gira, Gusty Graas, Nico Loes, Robert Mehlen, Claude Meisch, Ferny Nicklaus-Faber, Marco Schank, Nicolas Strotz

### Commission de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse

Xavier Bettel, Mars Di Bartolomeo, Emile Calmes, Marie-Josée Frank, Jean-Marie Halsdorf, Aly Jaerling, Lucien Lux, Paul-Henri Meyers, Maggy Nagel, Ferny Nicklaus-Faber, Renée Wagener

### Commission des Finances et du Budget\*

François Bausch, Alex Bodry, Emile Calmes, Lucien Clement, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Norbert Hauptert (remplaçant: Jean-Marie Halsdorf pour le volet Budget), Jeannot Krecké, Jean-Paul Rippinger, Serge Urbany, Lucien Weiler, Claude Wiseler (remplaçant: Laurent Mosar pour le volet Place financière)

### Commission de la Fonction publique et de la Réforme administrative

Jeannot Belling, Mars Di Bartolomeo, Gast Gibéryen, Gusty Graas, Norbert Hauptert, Jean Huss, Jean-Pierre Klein, Paul-Henri Meyers, Maggy Nagel, Fred Sunnen, Lucien Weiler

### Commission des Institutions et de la Révision constitutionnelle

Jean Asselborn, Simone Beissel, Alex Bodry, Paul Helminger, Jacques-Yves Henckes, Paul-Henri Meyers, Jean-Paul Rippinger, Patrick Santer, Marcel Sauber, Renée Wagener, Lucien Weiler

### Commission juridique

Simone Beissel, Xavier Bettel, Agny Durdu, Lydie Err, Jacques-Yves Henckes, Jean-Pierre Klein, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Patrick Santer, Marcel Sauber, Renée Wagener

### Commission des Media et des Communications

Simone Beissel, Alex Bodry, Mady Delvaux-Stehres, Marcel Glesener, Fernand Greisen, Jean-Marie Halsdorf, Paul Helminger, Laurent Mosar, Jean-Paul Rippinger, Patrick Santer, Renée Wagener

### Commission de la Santé et de la Sécurité sociale\*

Niki Bettendorf, Jean Colombera (pour le volet Santé), Mars Di Bartolomeo, Marie-Josée Frank, Gast Gibéryen (pour le volet Sécurité sociale), Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Jean Huss (remplaçant: François Bausch pour le volet Sécurité sociale), Alexandre Krieps, Lucien Lux, Paul-Henri Meyers, Marco Schroell, Serge Urbany

### Commission du Travail et de l'Emploi\*

Xavier Bettel, Niki Bettendorf, Marcel Glesener, Gusty Graas, Jean Huss, Aly Jaerling, Nico Loes, Lucien Lux, Paul-Henri Meyers, Patrick Santer, Serge Urbany, Marc Zanussi

### Commission des Travaux publics

Jeannot Belling, Niki Bettendorf, Jean-Pierre Koepp, Nico Loes, Jos Scheuer, John Schummer, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Renée Wagener (remplaçant: Dagmar Reuter-Angelsberg pour le volet projets routiers), Lucien Weiler, Georges Wohlfart

## Commissions spéciales

### Commission spéciale „Ethique“

Nancy Arendt, Alex Bodry, Emile Calmes, Mady Delvaux-Stehres, Agny Durdu, Marie-Josée Frank, Gast Gibéryen, Jean Huss, Jean-Paul Rippinger, Patrick Santer, Lucien Weiler

### Commission spéciale „Immigration“

Xavier Bettel, Mars Di Bartolomeo, Ben Fayot, Marcel Glesener, Gusty Graas, Jacques-Yves Henckes, Alexandre Krieps, Patrick Santer, Renée Wagener, Lucien Weiler, Claude Wiseler

### Commission spéciale „Jeunesse en détresse“

Xavier Bettel, Alex Bodry, Marie-Josée Frank, Aly Jaerling, Ferny Nicklaus-Faber, Dagmar Reuter-Angelsberg, Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell, Lucien Weiler, Claude Wiseler, Marc Zanussi

### Commission spéciale „Plan d'action national en faveur de l'emploi“

Niki Bettendorf, Lucien Clement, Mars Di Bartolomeo, Marcel Glesener, Gusty Graas, Jean Huss, Aly Jaerling, Alexandre Krieps, Lucien Lux, Marcel Sauber, Théo Stendebach

### Commission spéciale „Stupéfiants“

Niki Bettendorf, Lydie Err, Marie-Josée Frank, Jean-Marie Halsdorf, Aly Jaerling, Alexandre Krieps, Lydia Mutsch, Ferny Nicklaus-Faber, Jean-Paul Rippinger, Théo Stendebach, Renée Wagener

\* Commission à 12 membres

Nom en gras et souligné: **Président**

Nom souligné: Vice-Président

Toutes les Commissions parlementaires n'ont pas encore nommé leurs Vice-Présidents.

# Assemblées parlementaires internationales

## Assemblée parlementaire du Conseil de l'Europe (CE)

### Membres effectifs:

M. Marcel Glesener (CSV)  
M. Gusty Graas (DP)  
Mme Lydie Err (LSAP)

### Membres suppléants:

M. Norbert Hauptert (CSV)  
M. Emile Calmes (DP)  
Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP)

## Assemblée de l'Union de l'Europe Occidentale (UEO)

### Membres effectifs:

M. Marcel Glesener (CSV) (VP\* 07/02-07/04 et VP de l'Assemblée / P ff. de l'Assemblée 2.7.03)

M. Gusty Graas (DP)

(P\* 07/02-07/04)  
Mme Lydie Err (LSAP)

### Membres suppléants:

M. Norbert Hauptert (CSV)  
M. Emile Calmes (DP)  
Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP)

## Assemblée parlementaire de l'OTAN (APO)

### Membres effectifs:

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)  
M. Niki Bettendorf (DP)  
M. Alex Bodry (LSAP)

### Membres suppléants:

M. Claude Wiseler (CSV)  
M. Paul Helminger (DP)  
M. Mars Di Bartolomeo (LSAP)

## Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

### Membres effectifs:

Mme Nelly Stein (CSV)  
M. Nico Loes (CSV)  
M. Jeannot Belling (DP)  
M. John Schummer (DP)  
Mme Lydia Mutsch (LSAP)  
M. Jean-Pierre Koepp (ADR)  
M. Camille Gira (DÉI GRÉNG)

### Membres suppléants:

M. Fred Sunnen (CSV)  
M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)  
Mme Agny Durdu (DP)  
M. Xavier Bettel (DP)  
M. Marc Zanussi (LSAP)

M. Jean Colombera (ADR)  
Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG)

## Conseil Parlementaire Interrégional (CPI)

### Membres effectifs:

M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés, Membre d'office du CPI  
M. Nico Loes (CSV)  
M. Nicolas Strotz (CSV)  
Mme Maggy Nagel (DP)  
M. John Schummer (DP)  
M. Alex Bodry (LSAP)  
M. Fernand Greisen (ADR)

### Membres suppléants:

M. Jean-Marie Halsdorf (CSV)  
M. Marco Schank (CSV)  
M. Xavier Bettel (DP)  
M. Claude Meisch (DP)  
M. Jean-Pierre Klein (LSAP)  
M. Aly Jaerling (ADR)

## Assemblée parlementaire de l'OSCE

### Membres effectifs:

M. Jean Spautz, Président de la

Chambre des Députés,  
Membre d'office de l'OSCE

M. Fred Sunnen (CSV)  
M. Alexandre Krieps (DP)  
M. Lucien Lux (LSAP)  
Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG)

### Membres suppléants:

M. Lucien Weiler (CSV)  
Mme Simone Beissel (DP)  
M. Georges Wohlfart (LSAP)  
M. Jacques-Yves Henckes (ADR)  
M. François Bausch (DÉI GRÉNG)

## Assemblée Parlementaire de la Francophonie (APF)

### Membres effectifs:

M. Jean Spautz (CSV), Président de la section luxembourgeoise  
M. Jos Scheuer (LSAP), Trésorier international  
M. Lucien Weiler (CSV)  
M. Jean-Paul Rippinger (DP)

### Membres suppléants:

Mme Maggy Nagel (DP)

Mme Lydie Err (LSAP)  
Mme Dagmar Reuter-Angelsberg (DÉI GRÉNG)  
M. Jacques-Yves Henckes (ADR)

## Conférence des Organes

### Spécialisés dans les Affaires Communautaires (COSAC)

M. Laurent Mosar (CSV)  
M. Jean-Paul Rippinger (DP)  
M. Ben Fayot (LSAP)  
M. Gast Gibéryen (ADR)  
M. Jean Huss (DÉI GRÉNG)

## Convention sur l'avenir de l'Europe (28 février 2002 - juin 2003)

### Membres effectifs:

M. Paul Helminger (DP)  
M. Ben Fayot (LSAP)

### Membres suppléants:

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG)  
M. Gast Gibéryen (ADR)

\* P= Président VP= Vice-Président

# NOUVELLES LOIS

## 5091 - Projet de loi

modifiant la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire

### I. Travaux parlementaires

Le projet de loi a été déposé le 29 janvier 2003. Le 5 février 2003, la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a désigné M. Claude Meisch comme rapporteur. Le Conseil d'Etat a émis son avis le 17 juin 2003. La Commission parlementaire a examiné le projet de loi à la lumière de l'avis de la Haute Corporation lors de sa réunion du 24 juin 2003. Le présent rapport a été adopté le 10 juillet 2003.

### II. Contenu du projet

Avant d'être admis au stage, les universitaires voulant s'engager dans la carrière d'enseignant dans l'enseignement postprimaire, doivent se présenter à un concours de recrutement qui comporte:

- des épreuves préliminaires visant à vérifier les connaissances dans les trois langues utilisées dans l'enseignement,

- des épreuves de classement qui portent sur la matière dans laquelle le candidat a obtenu le diplôme requis pour l'admission au stage ou sur la matière principale si le diplôme sanctionne des études dans plusieurs matières.

Actuellement, l'admissibilité aux épreuves de classement est subordonnée à l'obtention de résultats satisfaisants aux épreuves préliminaires linguistiques. Le classement final des candidats est établi sur la base des résultats obtenus aux épreuves de classement.

En 1992 le législateur avait scindé les épreuves de classement du concours de recrutement en deux parties, vu le nombre de candidats disproportionné par rapport aux nombres de postes vacants. Ce texte a été rédigé dans une hypothèse de pléthore d'enseignants; or actuellement le cadre global dans lequel le recrutement a lieu a fortement changé puisque, dans plusieurs branches, notamment dans les langues et les mathématiques, il y a une pénurie d'enseignants. Le législateur veut donc renoncer à cette scission des épreuves et faire juger les candidats sur l'ensemble des résultats des épreuves de classement.

Dépôt par Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, le 29.01.2003

Rapporteur: M. Claude Meisch

Travaux de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports (Présidente: Mme Agny Durdu):

05.02.2003 Désignation d'un rapporteur

24.06.2003 Examen du projet de loi et de l'avis du Conseil d'Etat

10.07.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.10.2003

## 5100 - Projet de loi

modifiant le Code des assurances sociales et la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension

Le présent projet regroupe certaines adaptations ponctuelles de la législation applicable en matière de sécurité sociale.

Ces mesures avaient été insérées initialement dans le projet de loi 5052 portant ajustement des pensions et rentes accident au niveau de vie de 2001 et modifiant le Code des assurances sociales et la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension - projet qui est devenu la loi du 20 décembre 2002 - mais n'ont pas été retenues dans le texte proposé au vote de la Chambre des Députés.

Le détail des mesures proposées se présente comme suit:

\* Les conditions d'ouverture du droit à l'indemnité pécuniaire

Les modifications techniques que le projet propose d'apporter à l'article 25 du CAS ont pour objet de rétablir l'équité en matière d'attribution de l'indemnité pécuniaire de maternité, en garantissant que

la femme enceinte qui remplit la condition de stage est admise au bénéfice de l'indemnité pécuniaire de maternité, même si elle n'est plus affiliée au début du congé de maternité.

Ainsi les modifications proposées mettent un terme à l'iniquité qui consiste dans le fait que les femmes enceintes valides dont le contrat de travail est venu à échéance se trouvent exclues du bénéfice de l'indemnité pécuniaire de maternité alors que les femmes dont le contrat de travail est venu à échéance, mais dont l'affiliation est prolongée par un congé de maladie jusqu'à l'échéance du risque, y sont admises.

\* Les règles de fonctionnement de l'assemblée générale de l'Union des caisses de maladie (UCM)

La modification de l'article 6 alinéa 3 du CAS a pour objet d'introduire la base habilitante pour déterminer par voie de règlement grand-ducal les modalités d'un mécanisme de pondération des voix permettant de maintenir, en tout état de cause et quel que soit le nombre des membres présents, l'équilibre entre le groupe des assurés et le groupe des employeurs lors de l'assemblée générale de l'UCM.

\* Le financement de l'assurance accident agricole

Le projet de loi propose de modifier les articles 165 et 166 du CAS pour adapter certaines modalités techniques du financement de l'assurance accident agricole.

\* Mise en compte des baby years

Pour des raisons techniques et administratives, le projet de loi propose d'inverser l'ordre des deux opérations prévues à l'article 220 alinéa 3 du CAS. Ainsi on effectue d'abord des différences entre la moyenne des revenus réalisés avant la naissance de l'enfant et les revenus cotisables gagnés pendant les baby years, pour la compléter, le cas échéant, jusqu'au concurrence du seuil de 270,28 €. Cette modification technique évite de devoir recourir à la substitution du forfait d'éducation aux baby years pour garantir que les baby years ouvrent droit à des majorations de pensions au moins égales au montant du forfait d'éducation.

\* La prise en charge des frais d'administration des caisses de maladie d'entreprise

Le point 13 de l'article 1er du projet de loi propose la modification

de l'article 282 alinéa 12 du CAS afin de mettre les caisses de maladie d'entreprises sur un pied d'égalité avec les autres caisses de maladie en ce qui concerne les charges des frais d'administration.

\* L'adaptation de l'assiette de cotisations

Afin de garantir le respect des principes d'équité, le projet, par le biais d'une modification de la loi du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pensions, précise que l'activité accessoire soumise à assurance dans le cadre du régime général exercée par une personne ressortissant, en raison de son activité principale, d'un régime spécial transitoire n'est soumise à cotisation sur son activité accessoire que jusqu'à concurrence du maximum cotisable, compte tenu du revenu gagné dans le cadre de l'activité principale.

Dépôt par M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 13.02.2003

Rapporteur: M. Niki Bettendorf

Travaux de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale (Président: M. Niki Bettendorf):

05.03.2003 Désignation d'un rapporteur

01.07.2003 Présentation et examen du projet de loi

14.07.2003 Présentation et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.10.2003

## 5101 - Projet de loi

relatif aux études et travaux préliminaires en vue de la réalisation d'un centre national de la culture industrielle sur le site des hauts fourneaux à Belval-Ouest

Le projet de loi a pour objet d'autoriser les études (état des lieux, risques imminents, diagnostic des structures, scénarios de développement) et les travaux (installation du chantier et déblaiement du

site, sécurisation de première urgence, démantèlement et stabilisation, la construction d'un centre d'information) relatifs au futur Centre National de la Culture industrielle. Le coût global est estimé à un montant de 13.930.000 euros, l'élément le plus important étant les travaux de sécurisation et de stabilisation. Le développement du centre en question feront l'objet d'un projet de loi séparé qui reste à élaborer à partir des résultats des études et travaux préparatoires faisant l'objet du projet de loi sous examen. Ledit Centre recherchera des synergies avec les autres lieux de la sidérurgie au Grand-Duché, à savoir le Parc industriel et ferroviaire du Fonds de Gras, le Musée national des mines de Rumelange et le Centre de Documentation sur les migrations humaines de Dudelange, d'une part, et avec les sites industriels revalorisés en Lorraine et en Sarre, d'autre part.

Le Centre National de la Culture industrielle s'agencera dans un ensemble de monuments industriels, dont principalement les deux hauts fourneaux A et B avec leurs halles de coulées, les Cowpers, les cheminées correspondantes, le highway et sa rampe d'accès, la "Möllerei", les anciennes gravières, ainsi que les vestiges des conduites à gaz et d'air.

Dépôt par Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, le 17.02.2003

Rapporteur: M. Fred Sunnen

Travaux de la Commission des Travaux publics (Président: M. Nicolas Strotz):

20.05.2003 Désignation d'un rapporteur  
Examen du projet de loi

24.06.2003 Examen de l'avis du Conseil d'Etat

08.07.2003 Examen et adoption d'un projet de rapport

Vote en séance publique: 15.10.2003

# Chamber TV



Chambre  
des Députés

L U X E M B O U R G

um Réseau vun der Eltrona / Siemens (imagin)

um Kanal S40 / 455.25 Mhz

um Réseau vun der Coditel

um Kanal S 29



## Ordre du jour

1. Clôture de la session ordinaire 2002-2003 et ouverture de la session ordinaire 2003-2004
2. Confirmation de la composition du Bureau
3. Election du Secrétaire général de la Chambre des Députés
4. Composition des commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales
5. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales
6. Discours de M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, M. Michel Wolter, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Charles Goerens, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

### (Début de la séance publique à 15.01 heures)

#### 1. Clôture de la session ordinaire 2002-2003 et ouverture de la session ordinaire 2003-2004

M. le Président.- Dir Damen an Dir Hären, den Artikel 72, drëten Alinea vun eiser Verfassung gesäit Folgendes vir: «Toute session est ouverte et close par le Grand-Duc en personne, ou bien en son nom par un fondé de pouvoirs nommé à cet effet».

Duerch groussherzoglechen Arrêté vum 3. Oktober 2003 huet de Grand-Duc Henri dem Här Jean-Claude Juncker, Premier- a Statsminister d'Vollmacht ginn d'Sessiou ordinaire 2002-2003 zouzemaachen an d'Sessiou ordinaire 2003-2004 opzemaachen.

Ech ginn d'Wuert un den Här Premierminister.

M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat.- Här President, de Grand-Duc huet mech op Grond vun den einschlägege Bestëmmunge vun der Verfassung autoriséiert d'Chamber-sessiou 2002-2003 zouzemaachen, a gläichzäiteg duerch deeselwechten Arrêté huet mech autoriséiert d'Sessiou, an zwar déi ordinaire, fir d'Joren 2003-2004 opzemaachen.

Merci.

M. le Président.- Ech ginn Akt vun Ärer Deklaratioun. D'Sessiou ordinaire 2003-2004 ass domadder op.

#### 2. Confirmation de la composition du Bureau

Den Artikel 5.1 vum Chamberreglement gesäit Folgendes vir: „Les députés élus Président, vice-président ou membre du Bureau sont nommés pour la durée de la législature, sauf en cas de vacance extraordinaire ou de demande d'un groupe politique“.

Ech froen dofir d'Fraktiounspresidenten, ob se eventuell Virschléi wëlle maachen, oder ob de President, déi dräi Vizepresidenten an déi aner Membere vum Bureau deiselwecht bleiwen. D'Wuert huet den Här Lucien Weiler.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, am Numm vu menger Fraktioun wollt ech lech, als President vun der Chamber, den Här Loes als Vizepresident a vun eiser Fraktioun als Membere den Här Loes, den Här Clement a mech selwer proposéieren.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jean-Paul Rippinger

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, eis Fraktioun huet decidéiert, fir den Här Niki Bettendorf als Vizepresident vum Bureau ze presentéieren an och ze proposéieren, an den Här John Schummer als Member. A vu datt d'Fraktiounschefen d'office quasi dra sinn, ass meng Candidature dann och deiselwecht fir erëm an de Bureau vun der Chamber.

M. le Président.- D'Wuert huet den Här Jeannot Krecké.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, eis Fraktioun huet gemengt et géing kee Grond ginn eppes un der Kompositioun ze änneren, esou datt mer lech de Jean Asselborn als Vizepresident virschloen an eise Fraktiounspresident als Member vum Bureau.

M. le Président.- Den Här Gast Gibéryen.

M. Gast Gibéryen (ADR).- Här President, och bei eiser Fraktioun gëtt et kee Wiessel, mir proposéieren erëm de Robert Mehlen fir an de Bureau.

M. le Président.- An nach den Här François Bausch.

M. François Bausch (DÉ GRÉNG).- Bei eis bleift alles beim Alen, Här President.

M. le Président.- Ënner Berücksichtigung vun enger Ofännerung vum 11. Mäerz 2003 bleift de Bureau fir d'Sessiou 2003-2004 an där Form bäibehale wéi en den 12. Oktober 1999 agesat gouf: ech selwer als President, den Här Niki Bettendorf als Vize-President wéi och déi Häre Jean Asselborn an Nico Loes. Membere sinn d'Häre Lucien Weiler, Jean-Paul Rippinger, Jeannot Krecké, François Bausch, Robert Mehlen, Lucien Clement a John Schummer.

Ass d'Chamber domat averstan?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert an de Grand-Duc gëtt doriwuer vun eis a Kenntnis gesat.

#### 3. Election du Secrétaire général de la Chambre des Députés

Ass d'Chamber och domat averstanen, dem Här Claude Frieseisen säi Mandat als Secrétaire général vun der Chamber ze verlängeren?

#### (Assentiment)

Dat ass also esou decidéiert.

#### 4. Composition des commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales

Kolleeginnen a Kolleegen, Dir hutt eng Lëscht ausgedeeelt kritt mat der Zesummesetzung vun de parlamentareschen Kommissiounen. Bis elo si folgend Ännerungsvirschléi agaangen.

Vun der LSAP-Fraktioun:

Commission de la Santé et de la Sécurité sociale :

- den Här Georges Wohlfart figuréiert net méi als Remplaçant am Volet „Santé“.

Vun der DP-Fraktioun:

Nom Här Théo Stendebach sengem Austréit aus der DP-Fraktioun gëtt säi Remplacement folgendermoosse proposéiert:

- den Här Alexandre Krieps gëtt Member vun der Commission des Comptes ;

- den Här Marco Schroell gëtt Member vun der Commission des Pétitions ;

- den Här John Schummer gëtt Member vun der Commission de l'Egalité des chances entre femmes et hommes et de la Promotion féminine ;

- den Här Gusty Graas gëtt Member vun der Commission du Travail et de l'Emploi ;

- den Här Jean-Paul Rippinger gëtt Member vun der Commission spéciale « Jeunesse en détresse » ;

- den Här Gusty Graas gëtt Member vun der Commission spéciale « Plan d'action national en faveur de l'emploi ».

Vun der CSV-Fraktioun:

Commission des Comptes:

- den Här Théo Stendebach ersetzt d'Madame Marie-Josée Frank.

Commission spéciale « Plan d'action national en faveur de l'emploi »:

- den Här Théo Stendebach ersetzt den Här Jean-Marie Halsdorf.

Commission spéciale « Stupéfiants »:

- den Här Théo Stendebach ersetzt den Här Patrick Santer.

Commission des Pétitions:

- den Här Théo Stendebach ersetzt den Här Laurent Mosar.

Gëtt et nach iergendwellech aner Ännerungsvirschléi?

#### (Négation)

Dat ass net de Fall. Da froen ech d'Chamber, ob se mat der Lëscht a mat den Ännerungsvirschléi, esou wéi ech se virgedroen hunn, averstanen ass.

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert an déi nei Lëscht, déi diesen Ännerunge Rechnung dréit, gëtt verdeelt.

No dem Ofschlossrapport vun der Enquêtékommissioun « Transports routiers internationaux » sinn d'Aarbechte vun deser Kommissioun ofgeschloss. Den Artikel 179 vum Chamberreglement seet iwwert d'Enquêtékommissiounen: « Les pouvoirs de la commission cessent en cas de dissolution de la Chambre. Ils sont suspendus par la clôture de la session, à moins que la Chambre n'en décide autrement ».

Ass d'Chamber deemno mat der Opléisung vun der Enquêtékommissioun « Transports routiers internationaux » averstanen?

#### (Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Déi verdeelte Lëscht dréit och Informatioun iwwert d'Presidenten an d'Vizepresidenten vun de Kommissiounen.

#### 5. Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales

Da komme mer un d'Representatiounen an den internationalen Organer, d'Composition des délégations parlementaires auprès des assemblées parlementaires internationales. Et gëtt just eng Ännerung virgeholl. An d'Plaz vum Här Théo Stendebach gëtt den Här Xavier Bettel Membre supérieur vun der Delegatioun beim Conseil interparlementaire consultatif du Benelux.

Ginn et dozou nach Ännerungsvirschléi?

#### (Négation)

D'Lëscht mat der Zesummesetzung vun den Delegatiounen ass verdeelt ginn, an ech froen d'Chamber, ob se och domadder d'accord ass.

#### (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert an d'Lëscht gëtt am Compte rendu veröffentlecht (cf. *Noriichten aus der Chamber*).

#### 6. Discours de M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleeginnen a Kolleegen, fir d'éischt en hærzeleche Merci fir dat Vertrauen, dat Dir mir och fir déi lescht Sessiou an deser Legislaturperiode entgéintbruecht hutt. Ech wëll dese Merci och am Numm vun deenen anere Kolleegen un lech weiderginn, déi an hire Mandater bestätegt gi sinn.

Esou wéi dat vum Chamberpresident erwaart gëtt, wäert ech och an deenen nächste Méint dofir surgen, datt all Deputéierten, ob Majoritéit oder Oppositioun, gläich behandelt gëtt. Des Garantie ass besonnesch wichteg, well an aacht Méint d'Vollek opgeruff ass eng nei Chamber ze wielen an och d'Mandater fir d'Europaparlament ze erneieren. Aus der Erfahrung eraus wësse mer, datt do duerch déi national politesch Aktualitéit nach méi an de Vierdergrond rétsche wäert.

Ech géif eis dofir alleguer an der Perspektiv vum Wahltermin vum 13. Juni 2004 un d'Häerz leeën, deene sachleche Ausernanersetzungen hei an der Chamber de Virtrétt ze loosnen, a vun allméigleche Provokatiounen ofzegesinn, fir déi d'Leit dobaussen och kee Verständnis hunn, an déi méi wéi kontraproduktiv fir d'Bild vun der Chamber sinn.

Et ass eis Aufgab, am Respekt vun eiselem Reglement, dem Bierger eis verschidde Positiounen zu de gesellschaftleche Problemer op eng korrekt, gediegen a fair Aart a Weis duerzeleeën, esou datt se en connaissance de cause hire Verdikt ofleeë kënnen.

An deenen nächste Méint bis virun de Wahle wäerte mer nach e groussen Aarbechtspensum ze bewältegen hunn. Esou wäert et nach zu esou munch wichtege Debatten hei an der Chamber kommen. Ech denken hei nënnen un d'Debatt vun de Kompetenzen tëschent dem Stat an de Gemengen, oder d'Debatten iwwert d'Immigratioun an d'Jeunesse en détresse, fir nënnen déi ze nennen.

Des Weidere stinn net manner wéi 147 Gesetzesprojeten an 119 Gesetzespropositiounen um Rôle des

affaires, vun deenen der sécherlech nach en etlech gestëmmt wäerte ginn, wat drop schlësse léisst, datt eis Kommissiounen, déi hir Aarbechte schonn erëm Ufanks September opgeholl hunn, am selwechten héije Rhythmus wéi an deene leschte Joren tage wäerten. Et sief hei nach eng Kéier drun erënnert, datt an der Sessiousperiode 2002-2003 eis 28 parlamentaresch Kommissiounen net manner wéi 500-mol zesummekomm sinn. An der Sessiou 2002-2003, déi haut op en Enn gaangen ass, huet d'Chamber 124 Gesetzer gestëmmt, 8 Debatte gefouert a während deem Zäitraum si 85 mëndlech a 581 schrëftlech Froen un d'Regierung gestallt ginn.

Wann déi lescht zwielf Méint och scho ganz am Zeeche vun Europa stoungen, esou wäert dat och an deenen nächste Méint nach de Fall sinn. Nodeems eis Verrieder am europäesche Konvent eng gutt Aarbecht geleescht hunn, sinn elo eis Blécker op d'Conférence intergouvernementale geriicht, déi hir Aarbechten opgeholl huet.

Wann am Kader vun de Konventionensarbeitsbechte vill Fortschreter erreicht konnte ginn an den Entworf vun enger europäescher Verfassung sécherlech e gudden Usaz duerstellt, ass et unni Zweifel un der Conférence intergouvernementale fir déi verschiddenen Onklorheiten, speziell um institutionelle Plang, nach aus dem Wee ze rauen. Och eist Parlament wäert an deem Zesammenhank gefuerdert sinn, wa mer, vertraueden duerch eis Konventionsdelegéierten, an deenen nächste Woche mat de Membere vun der Commission des Affaires constitutionnelles vum Europaparlament zesummekomme wäerten, fir hinnen eis Haltung zu verschidde Froen duerzeleeën.

Als Chamber solle mer dofir surgen, datt mer och an deenen nächste Wochen a Méint mat vereentem Asaz eist Bescht maache mussen, fir datt d'Stëmm vun eiselem Land och an deem erweiderten Europa vu muer nach ze héieren ass.

Op internationalem Plang géif ech an eiser aller Numm d'Hoffnung ausdrécken, datt mer während deser Sessiousperiode vun neien internationale Konflikter verschont bleiwen. Et géif Zäit ginn, datt erëm e bësse Rou an déi international Relatiounen tëschent de Kontinenter, tëschent de verschidde Nopeschlänner a Stréimungen a verschidde nationale State géif kommen.

Et wär ze hoffen, datt den Erëmopbau vun Irak unni regelméissege Attentater kënn geléngen, datt d'Situatioun am Noen Osten sech net weider auszeechne géif duerch Haass, Gewalt a Géigegehalt oder datt a verschidde afrikanesche Länner d'Morden ënnert deene verschidde Rasse géif ophéieren, fir nënnen des Beispiller ze nennen.

Och mir si virun zwee Deeg erëm un déi schrecklech Evénementer an déi schwéier Jore vun Angscht a Leed erënnert ginn, déi Lëtzebuerg - an doriwuer eraus ganz Europa - viru méi wéi 60 Joer kann huet. D'Journée de la Commémoration nationale ass engersäits en Hommage un all déi Matbierger, déi hiert Liewe geaffert hunn, fir eis d'Fräiheet an d'Onofhängegkeet erëmzeginn an ze garantéieren, mä et ass och eng Symbolik am Friddensdenken: Dat schrecklech Erliewe soll net méi erëmkommen.

Mir hunn et fäerdeg bruecht, iwwert d'Emsetze vum europäesche Gedanken, iwwert d'Bekennen zu gemeinsamen Wäerter, datt een Haass iwwerwanne kann, an datt, wa géigesäitege Wëllen existéieren, et esouguer no schroen Ausernanersetzungen och erëm ee Matenee ka ginn. Europa ass e Beispill vum Méiglechen.

Dat gesot, wënschen ech eis all vill Energie an eng gutt Gesondheet fir déi Méint, déi an dëser neier Sessioun virun eis leien, wou niewent engem chargéierte parlamenta-

resche Programm och e grouse perséinlechen Engagement vu jiddferengem, deen am Wahlkampf engagéiert ass, erfuerdert wäert sinn. Ech wëll zum Schluss nach

eng Kéier en häerzlechen Appel un eis all riichten, dës spezifesch Virwahlkampfzäit an aller Dignitéit an am géigesäitege Respekt unzegoen. Ech soen lech merci.

### (Applaudissements)

Domadder ass deen offiziellen Deel vun der institutioneller Sitzung ofgeschloss a mir géingen zur

éischter Aarbechtssitzung iwwerzegoen.

**(Fin de la séance publique à 15.13 heures)**

MARDI, 14 OCTOBRE 2003

2<sup>È</sup> SÉANCE

Présidence: M. Jean Spautz, Président

## Ordre du jour

- Dépôt d'un projet de loi
- Hommage à la mémoire de M. Nicolas Majerus, député honoraire
- Communications
- Ordre du jour
- Heure de questions au Gouvernement
  - Question N° 326 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Nico Loes relative à certaines modalités de la rentrée scolaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
  - Question N° 327 du 13 octobre 2003 de Monsieur le Député Jos Scheuer relative au droit de vote des chargés de cours lors des élections du délégué du personnel enseignant, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
  - Question N° 328 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar relative à l'organisation d'un référendum sur la future constitution européenne, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur
  - Question N° 329 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant les difficultés de la société Centralmarketing et l'avenir des installations dites "collectives agricoles" de l'Agrocenter à Mersch, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural
  - Question N° 330 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à la mise en pratique de la loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement
  - Question N° 331 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à au nouveau quartier AGORA à Esch/Belval, adressée au Ministre de l'Intérieur
- Accueil de Madame Maria Eugenia Brizuela de Avila, Ministre des Affaires étrangères de la République d'El Salvador
- Question avec débat N° 32 de M. Marc Zanussi relative à la professionnalisation du football luxembourgeois
- Question avec débat N° 33 de M. Alex Bodry relative au plan directeur sectoriel " Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles "

Au banc du Gouvernement se trouvent: M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre; Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; M. Fernand Boden, Mme Marie-Josée Jacobs, M. Michel Wolter, Mme Anne Brasseur, MM. Henri Grethen, Charles Goerens, Carlo Wagner et François Biltgen, Ministres; M. Joseph Schaack, Secrétaire d'Etat.

### (Début de la séance publique à 15.13 heures)

M. le Président.- Ech maachen d'Sitzung op.

Ech géing d'Regierung froen, ob si iergendeng Kommunikatioun un d'Chamber ze maachen huet.

### (Assentiment)

Den Här Carlo Wagner huet d'Wuert.

### 1. Dépôt d'un projet de loi

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Här President, duerch Arrêté grand-ducal vum 3. Oktober sinn ech autoriséiert de

- *Projet de loi 5222 portant création de l'établissement public « Centre national de rééducation fonctionnelle et de réadaptation »*

ze hannerleeën.

M. le Président.- Ech ginn Akt vum Dépôt vun engem Projet de loi duerch den Här Carlo Wagner. Dee Projet gëtt un de Statsrot an un déi zoustänneg Kommissioun weidergeleet.

### 2. Hommage à la mémoire de M. Nicolas Majerus, député honoraire

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegeen, e Freiden,

den 19. September 2003, huet ee vun eise fréiere Kolleegeen, den Dokter Nicolas Majerus vun Esch, eis am Alter vun 80 Joer verlooss. Hien ass gestuerwen am Escher Spidol, eng Plaz, déi hien zu sengem Liewenswierk gemaach hat.

Den Nicolas Majerus, deen et duerch seng Wëllenskraaft a säin Talent zu engem bekannten Häerzspezialist bruecht hat, huet schonn als jonke Mënsch zu sengem Iwwerzeegunge gestanen a sech net gescheit seng Ofneigung vis-à-vis vum deemolegen Okkupant ze manifestéieren. Den Aarbechtssdängscht, de Waffendängscht an der friemer Uniform an d'Desertioun waren duerno d'Lous, dat hie mat villen anere jonke Männer aus sengem Alter gedeelt huet.

Nom Ofschloss vu senge Studien ass den Nicolas Majerus a sengem Beruff opgaangen an huet sech massgeblich um Ausbau vum Escher Spidol bedeelegt. Dësen Engagement fir d'Wuelergoe vum Mënsch huet de Verstuerwene mat an d'Politik bruecht. Zéng Joer laang huet hien, vun 1979 bis 1989, als CSV-Politiker déi parlamentaresch Aarbecht geprägt, virun allem um Gebitt vum Sozialwiesse an de Gesondheet. Och am Escher Gemengerot huet den Nicolas Majerus sech fir d'Belaanger vun de Bierger agesat, déi him 24 Joer laang, bis 1993, hiert Vertraue geschenkt hunn.

Mam Dokter Nicolas Majerus verléisst eis een engagéierte Politiker an ee kompetenten Dokter. Senger Famill drécke mer eist oprichtegt Bäileed aus a versécheren hir, dass mer de Verstuerwene a gudder Erënnerung behale wäerten.

Ech géing lech elo bieden eng Minutt opzestoen an deem léiwe Verstuerwene senger ze gedenken.

### (Minute de silence)

Ech soen lech merci.

### 3. Communications

Ech hu folgend Kommunikatiounen un d'Chamber ze maachen:

1. La liste des questions au Gouvernement ainsi que des réponses à des questions est déposée sur le Bureau.

Les questions et les réponses sont publiées au compte rendu.

2. La liste des projets de loi, propositions de loi et des projets de règlement grand-ducal déposés à partir du 23 juillet 2003 sera publiée au compte rendu.

Liste des projets de loi, propositions de loi et projets de règlement grand-ducal déposés à partir du 23 juillet 2003

1) 5186 Proposition de loi portant modification de la loi du 2 décembre 1987 portant réglementation de la médecine scolaire  
Dépôt: Jean Colombara, le 23.07.2003

2) 5188 Projet de loi portant approbation de l'Accord euro-méditerranéen

établissant une association entre les Communautés européennes et leurs Etats membres, d'une part, et la République arabe d'Egypte, d'autre part, ainsi que de l'Acte final y afférent, signés à Luxembourg, le 25 juin 2001

Dépôt: Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 29.07.2003

3) 5189 Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Ettelbruck

Dépôt: Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 30.07.2003

4) 5190 Projet de loi portant approbation du Traité entre le Royaume de Belgique, le Royaume de Danemark, la République Fédérale d'Allemagne, la République Hellénique, le Royaume d'Espagne, la République Française, l'Irlande, la République Italienne, le Grand-Duché de Luxembourg, le Royaume des Pays-Bas, la République d'Autriche, la République portugaise, la République de Finlande, le Royaume de Suède, le Royaume Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord (Etats membres de l'Union européenne) et la République Tchèque, la République d'Estonie, la République de Chypre, la République de Lettonie, la République de Lituanie, la République de Hongrie, la République de Malte, la République de Pologne, la République de Slovaquie, la République de Slovaquie relatif à l'adhésion de la République Tchèque, de la République d'Estonie, de la République de Chypre, de la République de Lettonie, de la République de Lituanie, de la République de Hongrie, de la République de Malte, de la République de Pologne, de la République de Slovaquie et de la République Slovaque à l'Union européenne, signé à Athènes, le 16 avril 2003

Dépôt: Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur, le 31.07.2003

5) 5191 Projet de loi portant réorganisation de l'administration des Bâtiments Publics

Dépôt: Ministre des Travaux publics, le 01.08.2003

6) 5192 Projet de loi autorisant la construction d'une antenne ferroviaire

entre Belval-Usines et Belvaux-Mairie et modifiant la loi modifiée du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire

Dépôt: Ministre des Transports, le 06.08.2003

7) 5193 Projet de loi relative à la garantie de conformité due par le vendeur de biens meubles corporels portant transposition de la Directive 1999/44/CE du Parlement et du Conseil du 25 mai 1999 sur certains aspects de la vente et des garanties des biens de consommation et modifiant la loi modifiée du 25 août 1983 relative à la protection juridique du consommateur et l'article 1648 du Code civil

Dépôt: Ministre de l'Economie, le 08.08.2003

8) 5194 Projet de loi portant approbation de la décision du Conseil réuni au niveau des chefs d'Etat ou de gouvernement du 21 mars 2003 relative à une modification de l'article 10.2 des statuts du Système européen de banques centrales et de la Banque centrale européenne

Dépôt: Ministre du Trésor et du Budget, le 11.08.2003

9) 5195 Projet de loi relatif à la construction d'un nouveau Laboratoire National de Santé à Dudelange

Dépôt: Ministre des Travaux publics, le 19.08.2003

10) 5196 Projet de loi relatif à la construction d'un Lycée technique et d'un internat à Redange-sur-Attert

Dépôt: Ministre des Travaux publics, le 19.08.2003

11) 5197 Projet de règlement grand-ducal portant transposition de la directive 1999/95/CE du Parlement Européen et du Conseil du 13 décembre 1999 concernant l'application des dispositions relatives à la durée du travail des gens de mer à bord des navires faisant escale dans les ports de la Communauté

Dépôt, à la demande du Ministre des Transports: le 19.08.2003

12) 5198 Projet de loi portant 1. transposition en droit luxembourgeois en matière d'infrastructures de transport de la directive 97/11/CE du Conseil du 3 mars 1997 modifiant la directive 85/337/CEE concernant l'évaluation des incidences de certains pro-



- jets publics et privés sur l'environnement 2. modification de la loi du 16 août 1967 ayant pour objet la création d'une grande voirie de communication et d'un fonds des routes, telle que modifiée 3. modification de la loi du 10 mai 1995 relative à la gestion de l'infrastructure ferroviaire, telle que modifiée
- Dépôt: Ministre des Travaux publics, le 26.08.2003
- 13) 5199 Projet de loi relative à la titrisation et portant modification de - la loi modifiée du 5 avril 1993 relative au secteur financier - la loi modifiée du 23 décembre 1998 portant création d'une commission de surveillance du secteur financier - la loi du ... 2003 sur le trust et les contrats fiduciaires - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- Dépôt: Ministre du Trésor et du Budget, le 02.09.2003
- 14) 5200 Projet de loi concernant le budget des recettes et des dépenses de l'Etat pour l'exercice 2004
- Dépôt: Ministre du Trésor et du Budget, le 10.09.2003
- 15) 5201 Projet de loi relative à la Société d'investissement en capital à risque (SICAR) et portant modification de - la loi modifiée du 4 décembre 1967 relative à l'impôt sur le revenu - la loi modifiée du 16 octobre 1934 concernant l'impôt sur la fortune - la loi modifiée du 1er décembre 1936 concernant l'impôt commercial communal - la loi modifiée du 12 février 1979 concernant la taxe sur la valeur ajoutée
- Dépôt: Ministre du Trésor et du Budget, le 02.09.2003
- 16) 5202 Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'OSCE aux élections législatives en Géorgie
- Dépôt, à la demande du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur: le 02.09.2003
- 17) 5203 Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'OSCE aux élections législatives en Russie
- Dépôt, à la demande du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur: le 02.09.2003
- 18) 5204 Projet de règlement grand-ducal concernant la participation du Luxembourg à la mission d'observation de l'OSCE aux élections présidentielles en Azerbaïdjan
- Dépôt, à la demande du Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur: le 02.09.2003
- 19) 5205 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 29 mars 1974 créant un centre informatique de l'Etat
- Dépôt: Ministre de la Fonction publique et de la Réforme administrative, le 03.09.2003
- 20) 5206 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1976 relative à la lutte contre le bruit.
- Dépôt: Ministre de l'Environnement, le 08.09.2003
- 21) 5207 Projet de loi relatif au réaménagement des bâtiments du Lycée et Collège Vauban à Luxembourg-Limpertsberg
- Dépôt: Ministre des Travaux publics, le 08.09.2003
- 22) 5208 Projet de loi ayant pour objet la création d'un établissement public sous la dénomination „Centre National de Gestion du Trafic“ pour l'exploitation du centre de contrôle du trafic
- Dépôt: Ministre des Travaux publics, le 10.09.2003
- 23) 5209 Projet de loi relatif à l'agrandissement et au réaménagement du Lycée technique de Lallange à Esch-sur-Alzette
- Dépôt: Ministre des Travaux publics, le 11.09.2003
- 24) 5210 Projet de loi relatif à la construction d'un bâtiment provisoire pour le Centre de Recherche „Gabriel Lippmann“ sur la friche industrielle de Belval-Ouest y compris l'acquisition des équipements spéciaux et l'aménagement des alentours
- Dépôt: Ministre des Travaux publics, le 17.09.2003
- 25) 5212 Projet de loi modifiant la loi modifiée du 21 juin 1999 autorisant l'Etat à participer au financement de la modernisation, de l'aménagement ou de la construction de certains établissements hospitaliers
- Dépôt: Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, le 19.09.2003
- 26) 5211 Projet de règlement grand-ducal concernant la commercialisation des matériels de multiplication végétative de la vigne
- Dépôt, à la demande du Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural: le 19.09.2003
- 27) 5213 Projet de loi ayant pour objet d'augmenter le taux de compétence en premier et dernier ressort des justices de paix et de modifier certaines dispositions: - du Nouveau Code de procédure civile - de la loi modifiée du 18 février 1885 sur les pourvois et la procédure en cassation - du Code d'instruction criminelle - de la loi modifiée du 14 février 1955 portant modification et coordination des dispositions légales et réglementaires en matière de baux à loyer - de la loi modifiée du 21 avril 1908 concernant les vices rédhibitoires
- merce extérieur: le 02.09.2003
- des animaux domestiques - de la loi modifiée du 10 juin 1898 concernant les dégâts accidentels causés à la propriété superficière par les travaux d'exploitation des mines, minières et carrières - de la loi du 15 mars 1979 sur l'expropriation pour cause d'utilité publique
- Dépôt: Ministre de la Justice, le 23.09.2003
- 28) 5214 Projet de loi ayant pour objet de modifier et de compléter la loi électorale du 18 février 2003
- Dépôt: Ministre de l'Intérieur, le 25.09.2003
- 29) 5215 Projet de loi portant réorganisation des instituts culturels de l'Etat
- Dépôt: Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le 30.09.2003
- 30) 5216 Projet de loi sur le bail à usage d'habitation principale
- Dépôt: Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement, le 06.10.2003
- 31) 5217 Projet de loi concernant l'accès au public à l'information en matière d'environnement
- Dépôt: Ministre de l'Environnement, le 09.10.2003
- 32) 5218 Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Grevenmacher
- Dépôt: Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 09.10.2003
- 33) 5219 Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre intégré pour personnes âgées à Luxembourg
- Dépôt: Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 09.10.2003
- 34) 5220 Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la construction d'un centre de services intégrés de soins pour seniors à Luxembourg
- Dépôt: Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 09.10.2003
- 35) 5221 Projet de loi autorisant la participation de l'Etat à la transformation, la modernisation et l'extension de l'internat Sainte Elisabeth à Troisvierges
- Dépôt: Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse, le 09.10.2003
3. Par lettre du 1er octobre 2003 Monsieur le Député Serge Urbany a informé le Président de la Chambre qu'il désire interpeller le Gouvernement au sujet du bilan de la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle.
4. En date du 17 septembre 2003 la Confédération belge pour Aveugles et Malvoyants, Pro Retina Deutschland e.V. et l'association des Aveugles d'Alsace et de Lorraine ont remis la pétition N° 255 „Euro Tandem Tour 2003“.
5. Par lettre du 16 juillet 2003 le Secrétaire général du Parlement européen a fait parvenir au Président de la Chambre le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 1er au 4 juillet 2003:
- résolution sur le rapport de la Commission au Parlement européen et au Conseil: Fonctionnement de l'Office du contrôle de sécurité d'Euratom en 1999-2000
  - résolution sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen, au Comité économique et social et au Comité des régions concernant certains aspects juridiques liés aux oeuvres cinématographiques et autres oeuvres audiovisuelles
  - position sur la proposition de décision du Conseil relative à la conclusion de l'accord INTERBUS relatif au transport international occasionnel de voyageurs par autocar ou par autobus
  - résolution sur les conclusions du Sommet mondial de l'alimentation des Nations unies
  - résolution sur le projet de loi relatif à la protection des membres des services des Etats-Unis (ASPA)
  - résolution sur le suivi de la politique communautaire relative à la protection des acquéreurs d'un droit d'utilisation à temps partiel de biens immobiliers (directive 94/47/CE)
  - résolution sur la communication de la Commission „renforcer la dimension locale de la stratégie européenne pour l'emploi“
  - résolution sur la communication de la Commission au Conseil, au Parlement européen et au Comité économique et social intitulée „Promouvoir les normes fondamentales du travail et améliorer la gouvernance sociale dans le contexte de la mondialisation“
  - résolution sur les violations des Droits de l'homme en Egypte.
- Par lettre du 18 juillet 2003 il lui a encore fait parvenir le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 30 juin au 1er juillet 2003:
- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la conclusion d'un accord visant à renouveler l'accord de coopération scientifique et technologique entre la Communauté européenne et l'Ukraine
  - résolution sur la réunion du Conseil européen (Thessalonique, 19/20 juin 2003)
  - résolution sur la cinquième Conférence ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (Cancun)
  - résolution sur le rôle international de la zone euro et le premier bilan de l'introduction des billets de banque et des pièces de monnaie
  - résolution sur les femmes des régions rurales de l'Union européenne dans la perspective de la révision intermédiaire de la politique agricole commune.
- Par lettre du 25 septembre 2003 il lui a enfin fait parvenir le texte des résolutions adoptées par le Parlement européen au cours de sa période de session du 1er au 4 septembre 2003:
- position sur la proposition de décision du Conseil concernant la signature et la conclusion de l'accord entre la Communauté européenne et ses Etats membres, d'une part, et la République populaire de Chine, d'autre part, relatif aux transports maritimes
  - position sur la proposition de règlement du Conseil relatif à la conclusion de l'accord sous forme d'échange de lettres relatif à la prorogation du protocole 2000-2001 fixant les possibilités de pêche et la contrepartie financière prévues par l'accord conclu entre la
- Communauté européenne et le gouvernement de la République populaire révolutionnaire de Guinée, concernant la pêche au large de la côte guinéenne, pour la période allant du 1er janvier 2003 au 31 décembre 2003
  - résolution sur les Droits de l'homme dans le monde en 2002 et la politique de l'Union européenne en matière de Droits de l'homme
  - résolution sur la situation des droits fondamentaux dans l'Union européenne (2002).
- #### 4. Ordre du jour
- Wat elo déi parlamentaresch Aarbechte fir dës Woch ubelaangt, gëtt folgenden Ordre du jour vun der Presidentekonferenz proposéiert:
- Haut de Mëtteg hu mer:
1. eng Froestonn un d'Regierung;
  2. d'Question avec débat Nummer 32 vum Här Marc Zanussi iwwert d'Professionalisierung vum Lëtzebuerger Fussball, an
  3. d'Question avec débat Nummer 33 vum Här Alex Bodry iwwert de Plan sectoriel „Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles“.
- Muer hu mer:
1. de Projet de loi 5091 iwwert d'Léierpersonal am Postprimaire;
  2. de Projet de loi 5100 iwwert de Code des Assurances sociales, zesumme mat der Proposition de loi 5060 vum der Madame Delvaux an der Proposition de loi 5061 vum Här Jaerling, an
  3. de Projet de loi 5101 iwwert d'Schafe vun engem nationalen Zentrum vun der Industriekultur zu Esch/Beval.
- Iwwermuer steet op eisem Ordre du jour d'Interpellatioun vum Här Jean Colombera iwwert d'Bekämpfung vun der Kriibskrankheet.
- Ass d'Chamber mat dem Ordre du jour averstanen?
- (Assentiment)**
- Et ass also esou decidéiert.
- Da kéime mer elo zur Froestonn un d'Regierung. Laut dem Artikel 78 vum Chamberreglement huet den Deputéierten zwou Minutten Zäit fir d'Fro virzedroen an d'Regierung véier Minutten Zäit fir drop ze äntwerten.
- Als éischt Fro hu mer d'Fro Nummer 326 vum Här Nico Loes un d'Erzëigungsministesch iwwert d'Schoulentrée. D'Wuert huet elo den Här Nico Loes.
- #### 5. Heure de questions au Gouvernement
- Question N° 326 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Nico Loes relative à certaines modalités de la rentrée scolaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports
- M. Nico Loes (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Kader vun eiser Froestonn wollt ech der Educatiounsministesch folgend Fro stellen. Den hallwe September, wann d'Schoulugeet, huet et sech e bëssen, souwäit wéi ech informéiert sinn, agebiegert, datt et a verschidde Gemengen a Syndikater mëtten schoulfräi gëtt, fir datt d'Lehrpersonal kann d'Schoulorganisatioun matenee beschwätzen. Dofir wollt ech froen, ob dat iwwert d'ganz Land esou ass oder nëmmen an Deeler, ob do eng legal Basis dofir ass, a wann dat net de Fall ass, ob d'Madame Minister vläicht gedenkt fir do e Reglement auszeschaffen, datt dat uniforme iwwert d'ganz Land och gehandhabt gëtt.
- Merci.



**M. le Président.**- D'Madame Erziungsminister Anne Brasseur huet d'Wuert.

**Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'Schoulorganisatioun, d'Joer 2000, hunn ech an der Lettre circulaire ganz kloer präziséiert, dass den éischte Schouldag muss e ganze Schouldag sinn. Ech hunn dat an deene sukzessive Circulaires de printemps un d'Léierpersonal an un d'Autorités communales widderholl.

Weider gesinn d'Texter vir, wéi déi lescht Circulaire de printemps, an zwar ass dat de Punkt 3.1.8 an ech zitieren: „Les réunions de service font partie intégrante de la tâche des enseignants“, dat ass e Règlement grand-ducal vum 3. Mee 1989. „Les réunions de service sont à organiser de façon à éviter dans la mesure du possible des perturbations de l'horaire des classes. Le remplacement des enseignants, prenant part à de telles réunions, est à préconiser. Toutefois, la réunion pour l'élection du délégué du personnel enseignant et la réunion concernant la répartition des classes peuvent avoir lieu pendant l'horaire normal, sous condition que les parents en soient informés au moins deux jours à l'avance et qu'un service d'accueil fonctionne selon les besoins.“

Or, d'Kritäre fir en Delegierten ze wéile sinn hei net erfëllt, well dee muss am Oktober gewielt ginn. An d'Schoulorganisatioun selwer, d'Repartitioun vun de Klassen, gëtt um Schlüss vum Schouljoer virginn, esou dass et keng Base légale gëtt fir hei eng Réunion de service ze maachen. Et gëtt wuel e Règlement grand-ducal iwwert d'Tâches des enseignants wou dra steet: „Les prestations permanentes ont lieu en dehors des heures de classes. Exceptionnellement sur décision des autorités communales, les réunions de service peuvent avoir lieu pendant les heures de classe.“

Déi Direktiven, déi ech awer erausginn hunn, soe ganz kloer, dass den éischten Dag e Schouldag ass an dass dat sollt e ganzen Dag sinn. Den honorablen Deputierten, den Här Loes, huet mech gefrot, ob ech net géing drun denken e Règlement erauszeginn. Ech mengen an der Circulaire de printemps wier et kloer an et wier am Intérêt vun de Kanner a vum Fonctionnement vun der Schoul, wann och all d'Gemengen dat géinge befollegen. Well wann d'Schoul un ass, ass et net dat au compte-gouttes ze maachen.

Ech soen lech merci.

**Plusieurs voix.**- Très bien.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro Nummer 327 vum Här Jos Scheuer an d'Erziungsministeresch iwwert d'Stëmmrecht vun de Chargés de cours bei der Wahl vun der Personaldelegatioun. D'Wuert huet den Här Jos Scheuer.

- Question N° 327 du 13 octobre 2003 de Monsieur le Député Jos Scheuer relative au droit de vote des chargés de cours lors des élections du délégué du personnel enseignant, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports

**M. Jos Scheuer (LSAP).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wollt der Madame Minister eng ganz prezis Fro stellen, déi just och elo muss beäntwert ginn an alle Gemengen an alle Primärschoulen, déi amgang sinn den Delegierten ze wéilen.

D'Fro ass déi hei: Wien huet d'Recht fir den Delegierte vum Léierpersonal an der Primärschoul ze wéilen? Et gëtt do den Arrêté grand-ducal vum 1993, deen an en-

gem Artikel sech doriwwer auschwätzt, an zwar steet do dran, datt déi Leit, déi nëmmen temporaire an enger Schoul ugestellt sinn an engem bestëmmte Schoulgebai, kee Recht hu fir den Delegierten ze wéilen, mä nëmmen déi, déi eng fest Nominatioun hunn. Or hu mer an der Tëschenzäit eng ganz Kategorie, net grad eng Panoplie, mä eng ganz Serie vu Chargés kriit, déi méi oder manner fest gebonne sinn un déi eenzel Gebaier an och iwwer e Gerichtsuerdeel e Recht op aner Nominatiounen hunn an et wier gutt, wann d'Gemengen an d'Léierpersonal elo eng Ausleeung vun deem Artikel kréichen, fir datt déi Delegationswahlen, déi muenchmol zu Streidereie féieren, da kënnen en bonne et due forme oflafen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet d'Madame Erziungsminister Anne Brasseur.

**Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den Här Scheuer referéiert sech op den Artikel 74 vum Schoulgesetz vum 1912 iwwert d'Organisatioun vum Enseignement primaire an do steet dran, dass an d'Schoukkommission e Membre du personnel gennant gëtt « à désigner chaque année par le corps enseignant de la commune ». An da steet och nach am Gesetz: « le mode d'élection du délégué du corps enseignant est déterminé par règlement d'administration publique ».

Et besteet en Arrêté grand-ducal vum 17. Juni 1993 iwwert de Mode d'élection du délégué du personnel enseignant de la commune à la commission scolaire an do steet am Artikel 2, deen ech zitieren: « le corps électoral se compose des instituteurs de l'éducation préscolaire, de l'enseignement primaire, complémentaire et spécial, des maitresses de jardin d'enfants, des instituteurs d'économie familiale et des maitresses d'enseignement ménager familial ayant une nomination provisoire ou définitive auprès de la commune, l'exception des remplaçants temporaires ».

Or, dat hei bezitt sech op Leit, déi Titulaire sinn, déi also Instituteur sinn, an dat ass eng Formatioun, déi ee virdu gemaach huet. Et ka sech also net op d'Remplaçant bezéien. Et ka sech also net op d'Chargés de cours bezéien. D'Chargés de cours, och esouguer wa se à durée indéterminée agestallt sinn, hu keng Nominatioun op e feste Poste, well déi feste Poste si fir d'éischt reservéiert fir de Personnel breveté. Esou dass ee muss Distinction maachen tëschent engem Kontrakt, deen een huet mat enger Gemeng fir eng Beschäftigung, an enger Nominatioun op e Poste als Enseignant, an déi sinn nëmmen definitiv fir Instituteuren, esou wéi et am Arrêté grand-ducal vum 17. Juni steet.

Wann ech also, Här President, meng Interpretatioun hei op der Chambertribün gefrot ginn, da soen ech, dass ech déi Texter esou interpretéieren, dass et nëmmen déi Brevetéiert sinn, déi eng Nominatioun définitive oder provisoire hunn, déi fir de Corps électoral zougelooss sinn a selbstverständlech och nëmmen déi Leit kënnen delegéiert ginn, well et muss ee fir d'éischt zum Corps électoral gehéieren éier een iwwerhaupt ka Kandidat sinn. Dat ass déi Interpretatioun, déi ech gäre ginn. Ech weess awer net, ob et un engem Minister ass d'Texter op der Chambertribün ze interpretéieren. Vläch ginn et aner Plazen, déi eng Kéier dat aneschtars decidéieren. Mä Dir hutt mech meng Interpretatioun gefrot an domat hunn ech lech déi ginn. Merci.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro Nummer 328 vum Här Laurent Mosar un d'Ausseministeschesch iwwert e Referendum fir déi europäesch Verfassung.

D'Wuert huet den Här Laurent Mosar.

- Question N° 328 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar relative à l'organisation d'un référendum sur la future constitution européenne, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur

**M. Laurent Mosar (CSV).**- Här President, an de leschten Deeg war an der internationaler Press vun engem Virstouss vu verschidde Europaparlamentarier ze liesen, déi proposéieren, datt de Referendum iwwert déi zukünftige europäesch Constitutioun sollt deeselwechten Dag an allen Etats membres, esou wéi och an de Kandidatestaten stattfannen. Dëst, fir dem europäesche Prozess méi eng grouss Dynamik ze ginn. Dës Iddi schéngt och op positiv Ouere gestouss ze si bei enger Rei vun europäesche Regierungen.

Meng Fro un d'Ausseministeschesch wär déi, fir ze wësse wat d'Lëtzeburger Position zu där Iddi do vun engem gemeinsame Referendum an all Memberstat ass an doriwwer eraus iwwerhaupt ze wëssen, wat d'Positioun vun der Regierung zu dem zukünftigen Datum vun der Organisatioun vun engem Referendum ass. Merci.

**M. le Président.**- D'Madame Ausseminister Lydie Polfer huet d'Wuert.

**Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur.**- Merci, Här President. Fir d'éischt zum Prinzip vum Referendum. D'Lëtzeburger Regierung huet de 27. Juni a senger Sitzung festgehale, datt mir wëllen e Referendum iwwert déi nei Constitutioun ofhalen, an zwar am Laf vum Joer 2004.

Firwat déi Flexibilitéit an dem genauen Datum? Mä well et u sech an deem Moment onméiglech ass ze soe wéi een dat genau kann halen, well dat présupposéiert jo emol, datt mer fir d'éischt en Text hunn iwwert dee mer eis eens sinn.

Mir hunn de Moment an theoretischen Timing wéi d'Aarbechten an der Regierungskonferenz sollen oflafen nodeem d'Konventioun hir Aarbechten ofgeschloss huet. Deen Timing gesäit vir, datt wann alles riicht leeft ee bis um Enn vun deem Joer en Text huet fir deen op d'mannst d'Regierungen, déi do vertrauede sinn, hiren Accord kënnen ginn. Wann deen Text Enn Dezember kann ugeholl ginn, da brauch et mindestens nach 2 ? bis 3 Méint bis deen Text juristeschesch esou a Form gesat ka ginn an deene verschidde Sproochen, well et geet jo hei net nëmmen em eng Sprooch, mä em vill, bis e wirklech an där Form ass, datt e kann énnerschrivwe ginn.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

Fir datt all déi nei Länner, déi zéng Länner, kënnen mat énnerschrivwe, muss en nom 1. Mee 2004 eréischt énnerschrivwe ginn, well virdu sinn déi Länner jo net Membre de plein droit vun der Unioun.

Dat léisst eis also eng ganz Rei Fragezeichen, ob mer et fäerdeg bréngen dat doten anzehalen an do ass den éischten Datum deen, datt mer eis Aarbechten ofschléissen Enn Dezember zu Roum. Mir als Regierung hunn eis do jo ganz kloer ausgeschwat, datt mer alles wäerte maache fir dat fäerdeg ze bréngen, mä Dir suivéiert wéi mer alleguerten - an ech hunn de Moien, an ech hat d'lescht Woch dem Parlament och ausféierleche Bericht gemaach - wéi bis elo d'Aarbechte gelaf sinn. Et stinn

awer eng ganz Rei Punkten nach op, an ob mer dat do also fäerdeg bréngen oder net, dat steet nach aus. Esou datt ee sech also iwwert de genauen Datum de Moment net kann definitiv ausdrécken.

Wann et awer sollt esou sinn, datt all déi Elementer kënnen agehale ginn a wann all déi aner Länner sech kënnen un déi Propositioun vum Europaparlament ralliéieren, da géing et bestëmt net un ons hale fir dat och matzemaachen, obschonn, an do sinn ech prinzipiell effektiv der Meenung, datt d'Wichtigkeet vun dem Text et géing verlaangen, oder et der méi Wäert wier, fir sech ausféierlech mat deem Text kënnen ze beschäftegen. Mir sinn eis jo all bewosst, datt wann dat an déi allgemeng Wahlcampagne mat erafällt, et risquéiert dann awer net méi ee vun den Haaptpunkten ze sinn.

Op där anerer Säit kann een natierlech awer och nees soen, datt et wichtig ass, datt d'Leit kënnen hir Meenung soen, wa se wéile ginn, well déi Leit, déi jo do gewielt ginn, si jo déi, déi dann deen neien Traité solle ratifizéieren, wou also och eng demokratesch Legitiimitéit a Logik dra leie géif.

Ech géing lech also ganz einfach dat heite proposéieren, mir gesinn eis an der Commission des Affaires étrangères vun deem héijen Haus Enn Dezember, Ufanks Januar erëm, mir kucke wéi dee Moment d'Saachen évoluéiert hunn an zesumme mat alle Partei versiche mer eis dann eens ze maachen op dee beschtméiglechen Datum, Comptes tenu vum ebe ganz einfach de Realitéite wéi se bis dohinner gelaf sinn.

Nach ee Wuert vläch och zu dem Wäert vun esou engem Referendum. Dir wësst, datt verschidde Parteien a ganz besonnesch och meng eegen sech scho méi laang fir esou e Referendum ausgeschwat hunn. Ech si frou, datt mer elo alleguerten am grouse Konsensus dee Wee als dee richtegen och fannen. De juristesche Wäert ass en anere wéi de politesche Wäert. De politesche Wäert ass ganz kloer deen, datt e fir déi Majoritéit oder fir d'Regierung bindend muss sinn, souguer wann dat juristeschesch an den Texter net onbedéngt esou virginn ass.

Mä wéi gesot, loosse mer d'Saachen nach eng Kéier kucken au vu vun de Realitéite wéi se sech an deenen nächste Woche wäerten entwéckelen.

Nach ee Wuert. Wat géing geschéie wann éieren deen Text, deen aus der Regierungskonferenz erausgeet, net vun engem Land géing ratifizéiert ginn? Dann ass et ganz kloer virginn an der Partie 4 am Artikel 4 Punkt 8 vun der neier Constitutioun, datt dann domat deen Traité net kann a Kraaft treden. Duerno ass zwar proposéiert de Moment an der Konventioun vun dem Text, datt wa véier Fénneftel en net ratifizéiert hätten, datt de Conseil européen da kënt zu anere Moosnamen iwwergoen, mä deen heiten Traité kann nëmmen a Kraaft treden, wann all d'Länner, dat heescht déi 25, e ratifizéiert hunn. Wéi gesot, mir hunn also nach vill Aarbecht virun eis an hoffe mer, datt mer déi gutt iwwert d'Bühn kréien. Merci.

**M. le Président.**- Mir kommen elo zur Fro Nummer 329 vum Här Robert Mehlen un den Ackerbauminister iwwert den Agrarzentrum vu Miersch. Den Här Mehlen huet d'Wuert.

- Question N° 329 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant les difficultés de la société Centralmarketing et l'avenir des installations dites «collectives agricoles» de l'Agrocenter à Mersch, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural

**M. Robert Mehlen (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, virun zwou, dräi Wochen ass d'Nouvelle duerch d'Land gaangen, dass d'Luxlait an d'Centralmarketing hir geschäftlech Relatioun vunene getrennt hätten. D'Reaktioun bei der Sociétéit Centralmarketing war déi, dass se Kuerzaarbecht ugefrot huet, an dee Fait war et der Regierung wäert fir am Ministerrät d'Wuert ze schwätzen. Aus der Press war ze erfueren, dass verschidde Ministere sech bereit erkläert hätten, fir mat deene Responsabelen ze schwätze fir ze kucken, wéi een dee Problem kënt léisen.

Dofir war meng Fro un de Landwirtschaftsminister, obschonn hien net direkt fir d'Aarbechtslosegkeet an déi Problemer, déi domat verbonne sinn, zoustänneg ass: Ass dat geschitt, a wat ass dobäi erauskomm? An, Här Minister, ech hunn nach eng zousätzlech Fro. Et ass mer zougedroe ginn, et géing de Moment vu Säite vun der Regierung Pressioun op d'Luxlait gemaach ginn, si misst erëm an Zukunft mat der Centralmarketing zesummeschaffen, soss kéint et eventuell Problemer gi wat hiren Neibau géing ubelaangen.

Deen zweete Volet ass deen, dass mer wëssen, an dat ass elo bei där Affär Centralmarketing offekundeg ginn, dass d'Cepal, déi plus ou moins Eeigentümer ass vun den Aariichtungen zu Miersch, a ganz schlechten Dicher stécht, an dat lescht, wat dobaussen zirkuléiert ass, war, dass en Deel dovou soll verkaf ginn - et gëtt vum Schluecht-haus emol énnere anerem geschwat.

Ech wollt an deem Zesammenhang d'Eigentumsfro vun deene ganzen Aariichtungen hei opwerfen, drop hiweisen, dass opgrond vun engem Gesetz vum 1956 an engem Arrêté grand-ducal vum 1958 all Käreproduzenten hei am Land forcéiert si gi fir ze bezuelen, fir dass dat sollt operéiert ginn, dass am Text vum Arrêté grand-ducal festgehele gëtt, dass d'Propriétéit vum Silo der Chambre d'Agriculture zoukënt, an dass d'Centrale paysanne faisant fonction de Chambre d'Agriculture nëmme Gestionnaire vun deene Fonge wär.

Dat Zweet ass, dass et eng Fleischkompensatiounskeess ginn ass, an där 106 Milliounen dra waren, wéi 1970 de gemeinsame Maart a Kraaft getrait ass. Opgrond vun enger Question parlementaire vun honorablen Här Weiler huet den Här Steichen, deemools senges Zeechens Statssekretär am Landwirtschaftsministère, geäntwert, dass déi Suen der Bauerenzentral zur Verfügung gestallt gi wäeren. Dat sinn och öffentlech Gelder, déi opgrond vun engem Gesetz an engem Reglement ageze si ginn. An en drëtte Finanzierungsmodus ass en ongesetzlechen. Et ass aus dem Rapport vu Finanzexpären ervirgaangen, dass een Deel vum Mëllegeld ofgezweigt ginn ass fir en zu Miersch ze investéieren.

Ech weisen och nach drop hin, dass de Lëtzeburger Stat, ech weess net, iergendwou em eng Milliard Frangen dran investéiert huet. Ech wollt den Här Minister froen: Ass d'Regierung iwwert déi Situatioun informéiert? Ass d'Regierung d'accord, dass d'Cepal, d'Société anonyme, wou een net ganz sécher ass wien d'Aktionäre sinn, en Deel dovunner oder dat Ganzt verkafen däerf, an ass et eventuell souguer wouer, dass d'Regierung bereit wär, dat Ganzt ze kafen an et dann erëm zu engem symbolesche Präis un déi bis hereg Bedreiwler ze verlounen? Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet den Här Landwirtschaftsminister Fernand Boden.

**M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.**- Dir Dam-



men an Dir Hären, den Här Mehlen huet d'Problematik vun der Centralmarketing opgeworf. Ech mengen et ass gewosst, dass déi Centralmarketing Schwierigkeeten hat, dass déi vergréissert gi sinn do-derch dass d'Luxlait hir Zesummenaarbecht opgekënnegt huet mat der Centralmarketing, an do-rober hin huet d'Centralmarketing Kuerzaarbecht ugefrot fir ee Mount. Se huet déi och accordéiert kritt. An ech mengen si hätt och eng Demande gemaach fir e weidere Mount Kuerzaarbecht kënnen ze maachen.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

Et ass e Fait, dass d'Centralmarketing versicht huet fir, esouguer schonn ier d'Luxlait déi Matarbecht opgekënnegt huet, eng nei Direktioun anzesetzen, versicht huet en neie Businessplang ze maachen, fir aus deene Schwierigkeeten erauszekommen - et war jo net nëmme fir d'Centralmarketing, mä och fir aner Installatiounen - an dass et normal ass, dass wann d'Betriber Schwierigkeeten hunn, versicht gëtt mat deene Betriber zesummenzekommen, mat hinnen ze diskutieren, no Léisungen ze sichen, fir dass se aus deene Schwierigkeeten erauskommen. Ech wëll just nach eng Kéier drun erënneren, dass hei an deene ganzen Arichtung vun der Cepal 500 Leit beschäftegt sinn. Et geet also em gravéierend Problemer fir ganz vill Leit. Et ass üblich an normal, dass do d'Regierung kuckt fir Weeër a Mëttelen ze fannen, fir eventuell de Betriber kënnen ze hëllefen erëm op e gudder Wee ze kommen. Dat am Kader vun de gesetzleche Méiglechkeeten a Reglementer, déi bestinn.

Et war effektiv eng Réunioun, vläicht souguer méi Réuniounen - ech war bei enger dobäi wou déi Problematik opgeworf ginn ass -, wou si eis gesot hu wat se amgaange wäeren ze maachen. Ech mengen déi Diskussiounen mussen natierlech weidergoen. Mir sti jo och elo viru Sozialwahlen, an da ginn ëmmer esou Gerüchter an d'Welt gestreet. Ech hunn och schonn dovunner gehéiert an de Medien, dass d'Regierung géif d'Installatioun vum Agrocenter opkafen an se dann erëm - fir e symbolesche Frang gëtt nach ëmmer gesot, oder Euro - hinnen zur Verfügung stelle géif. Ech ka mir net virstellen, dass d'Regierung géif déi ganz Installatiounen opkafen an déi zur Verfügung stelle fir e symbolesche Frang.

Ech mengen och viru Sozialwahlen soll een oppassen, dass een net onnëtzeweis aneren Institutiounen an anere Leit Schued mécht, well ech mengen hei ass e Problem, dee gravéierend genuch ass, an et muss ee konstruktiv dru goe fir matzëhëllefen, dass den Agrocenter ka weiderbestoen. Ech wëll drun erënneren, dass viru méi wéi 50 Joer den Agrocenter geschaf ginn ass, dass dat eppes war, wat vill Wäitsicht gewisen huet, an dass déi Iddi, déi dohannert stécht, haut nach ëmmer richteg ass. A well mer gären eng staark Landwirtschaft hei am Land hätten, gären hätten, dass d'Bauere solle méi eng wichteg Roll spillen am ganze Commerce, dass se e méi staarkt Glidd an där Kette solle sinn, muss mer alles maache fir déi Installatiounen ze halen, ze stäerken an ze kucken, dass d'ganz Bauereschaft och dohannert steet an och versicht fir zu gudder Solutiounen ze kommen.

Dofir hunn ech ëmmer begréisst, dass déi Synergie-Gesprécher ugaange sinn, dass versicht ginn ass zesummenzekommen. Ech mierken elo, dass ëmmer méi Leit versichen do Steng an de Wee ze leeën. Ech fannen dat net ganz glécklech an ech hoffen, dass mer alleguete gemeinsam kënnen, och mat der Mathëlef vun der Regierung, an eng Richtung goen, fir dass mer iwwert déi Schwierigkeeten, déi bestinn, ewechkommen, an dass mer eng Zesumme-

gehéiregkeet vun de Bauere kënnen dokumentéieren.

Den Här Mehlen huet och d'Eigentumsfro vun den Installatiounen vum Agrocenter opgeworf. Dat ass eng, déi scho laang am Raum steet. Ech ka just soen, dass wéi d'Gesetz vum 7. September 1987 iwwert d'Chambre d'Agriculture gemaach ginn ass, dee Problem do net abordéiert ginn ass. Dat heescht, dass do nach gewässe Saachen effektiv net honnertprozenteg behuef sinn. An ech mengen, wann déi Fro sech géif stellen, wa géifen Installatiounen verkat ginn, da kënnen Leit, déi sech léiséiert fillen, jo dann eventuell och kucke fir zu hirem Recht ze kommen.

Ech mengen ganz vill Froen stinn do op, déi ech net ka beäntweren. Ech mengen do wäerte wahrenscheinlech eng Kéier d'Gerichter op déi Froen mussen Äntwerte fannen, well wéi gesot, et si Gesetzer gestëmmt ginn, d'Chambre d'Agriculture ass geschaf ginn, an do ass dat doten net abordéiert ginn. Et kann een also dovunner ausgoen, dass do entre-temps fréier Bestëmmungen, déi hei ernimmt gi sinn, net méi Gültigkeet hätten, mä ech wëll dat nach net hei definitiv beäntweren.

Voilà, ech géif also nach eng Kéier och en Appel maachen un all déi, déi u Sozialwahlen bedeelegt sinn, vläicht ze versichen, net méi Schiebelen ze man wéi der schonn do sinn. A loosse mer kucken, zesummen ze hëllefen, dass mer iwwer Schwierigkeeten, déi der ganzer Baurewelt kënnen schueden, ewechkommen.

#### (Interruptions)

Also ech ka just soen, dass ech net iergendwéi bei der Luxlait Diskussiounen emol doriwwer hat. Ech weess net, ob een aneren...

#### (Interruption)

Dir sot jo et wär Drock gemaach ginn. Ass dat vun der Regierung aus? Ass dat vläicht vun der Centralmarketing aus, dass déi versicht erëm eng Kéier do bäizekommen? Ech weess net vu wem den Drock do soll kommen. Och dat ass an deem Kader vun deene Gerüchter, déi elo am Virfeld vu soziale Wahlen ausgestreet ginn, déi ech net ganz gären hunn a wou ech mengen et soll een dat ënnerloossen. Ech ka mir net virstellen, dass d'Regierung soll ech weess net wat zu der Luxlait soen, Dir kritt keng Bähëllef wann Dir dat an dat net maacht. Mir hu Reglementer a Gesetzer. Wann d'Luxlait eng nei Molkerei opriicht, gesäit d'Agrargesetz vir, ënner wat fir Kritären a Konditiounen se ka wéi vill Bähëllef kréien. An dorunner wäert ech mech och halen!

■ M. le Président.- Mir kommen elo zur Question Nummer 330 vum Här Mars Di Bartolomeo un den Här Wunnungsbauminister iwwert d'Aide au logement. D'Wuert huet den Här Mars Di Bartolomeo.

- Question N° 330 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à la mise en pratique de la loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, d'Regierung huet elo just en neit Mietgesetz op den Instanzewee ginn, ass awer nach net um Enn mat der Akraaftsetzung vum neie Wunnungsbaugesetz, dat virun engem gudder Joer dem Parlament zur Verofscheedung virgeluecht gouf an dat den 8. November d'lescht Joer a Kraaft getrueden ass. Zwou wesentlech Neierunge sinn nach ëmmer net a Kraaft. Esou hat d'Parlament decidéiert, fir eng Garantie locative anzeféieren, eng

Garantie locative, déi de Leit hëllef, wa se keng erschwénglech Wunneng, keng Sozialwunneng fannen an trotz niddregem Gehalt oder Akommes gezwonge sinn um fraie Maart sech no enger Wunneng ëmzekucken.

Dir wësst, d'Praxis ass am Moment déi hei, dass ee bis zu fënnf Monatsmieten op ee Coup muss bezuelen, wann een iwwerhaupt eng Wunneng wëllt kréien an dofir war déi geplangte Garantie locative eng ganz gutt Saach.

Et muss een awer feststellen, dass obwuul en Aarbechtsgrupp zënter zwee Joer schafft, déi Garantie locative nach ëmmer net an d'Praxis konnt ëmgesat ginn, esou dass ech vum Minister wëll wëssen, wéini dass de Règlement grand-ducal endlech kënnt, fir déi Garantie locative ëmzesetzen oder ass se ersatzlos gestrach a gëtt ersat duerch d'Méiglechkeet, déi am Mietgesetz virgesinn ass, fir kënnen eng Bankgarantie ze hannerleeën, wat awer keng staatlech Hëllef méi wär. Dat ass also net méi ganz kloer, ob dat gestëmmt Gesetz elo zielt oder ob dat Gesetz soll zielen, dat just op den Instanzewee geschéckt ginn ass.

Eng zweet Neierung, déi ugekënnegt gi war, dat ass déi vun der Prime vun 100 Euro fir all Neigebuere. Déi Prime sollt d'Proposition vun eis ersetzen, fir eng Garantie de l'Etat bis zu 100% ënner gewässene Fäll anzeféieren. Mä och do waarde mer zënter der Akraaftsetzung vum Gesetz vum 8. November op eng Akraaftsetzung vum deem Reglement iwwer 100 Euro pro Neigebuere. An och do schéngt et net ganz kloer ze sinn, wat d'Regierung wëllt, well virun engem Joer huet se nach gesot, dass ënner Neigebuere all Kanner bis zu sechs Joer ze verstoe sinn. Laut deene leschten Informatiounen, déi ech awer konnt kréien, soll dat nëmme nach gëlle fir déi Neigebuere, déi nom 8. November 2002 gebuer sinn.

Un de Minister d'Froen: Wéi sollen d'Leit sech uleeën, fir an de Genoss vun där dréngend noutwendiger Garantie locative ze kommen? Ech wëll soen, dass eenzel Gemengen, ënner anerem och Diddeleng, esou eng Garantie locative an der Zwëschenzäit bezuelen. A wéini kommen d'Leit an de Genoss vun där Prime vun 100 Euro pro Neigebuere, déi dozou féiere soll, dass méi gespuert gëtt, fir dass ee sech an 30 Joer kann een Haus leeschten? Merci.

■ M. le Président.- D'Wuert huet elo den Här Wunnungsbauminister Fernand Boden.

■ M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- D'Ausféierung vum Här Mars Di Bartolomeo weise jo drop hin, dat d'Regierung ganz aktiv ass an der Wunnungsbaupolitik. Hien huet nach vergiess déi steierlech Moosnamen ze ernimmen, déi mer och d'lescht Joer geholl hunn, fir de Wunnungsbaunzereegen.

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Déi sinn awer a Kraaft, Här Minister.

■ M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Déi sinn a Kraaft. Dat Gesetz vum 8. November 2002 ass och a Kraaft.

#### (Interruptions)

An do war dat Wichtegst dobäi, Här Di Bartolomeo, datt mer wollte versiche fir méi Wunneng op de Maart ze kréien an do hu mer dann déi Bähëllef fir d'Gemengen a fir d'öffentlech Baupromoteure wesentlech an d'Luucht gehuewen, vu 40 op 75% beim Mietwunnungsbaun, op 70% bei de Gréngplazen a

bei de Spillplazen a 50% kritt Der bei Foyeren oder Crèchen, déi bedéngt sinn duerch esou Wunnungsbauprojeten. Dat alles ass a Kraaft. An ech hunn am Juli vun deem Joer en Appel un all d'Gemengen gemaach, wou mer eng ganz Dokumentatioun matgeschéckt hunn, a mer gesot hunn: Kuckt emol, dat do hu mer elo a Kraaft gesat, wann ech glift eis Projeten eran. An ech si wierklech enttäuscht, Här Di Bartolomeo, datt déi Diddelenger Gemeng bis elo net dorober reagiert huet. Also, ech géif...

#### (Hilarité et interruptions)

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Dir hutt awer nach net op meng Fro geäntwert, Här Minister.

■ M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Jo, mä dat géif dozou bäidroen, datt méi Wunnenge géife gebaut ginn, datt d'Leit kënnen dovunner profitéieren an ech erwaarden, datt den Här Di Bartolomeo, dee jo ganz aktiv ass an der Diskussioun iwwert de Wunnungsbaun, och hei e besse mathëllef neie Wunnungsbaun ze schafen, well déi substanzuell...

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Doranner hu mir vill Tradition, Här Minister.

■ M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Well déi Reprochen, déi ëmmer nees weider gemaach ginn, de Stat, d'Regierung géif d'Gemengen am Ree stoe loosse, déi sinn net méi richteg an deem Fall. Mir hunn hei wesentlech gehollef an ech erwaarde mer elo, datt och do matgeholl gëtt.

#### (Interruption)

Dann huet den Här Di Bartolomeo zwou aner Froen opgeworf.

#### (Interruption)

Dat ass net déi éischte Kéier, Här Di Bartolomeo, ech hunn lech ewell op d'mannst zweemol op Questions parlementaires geäntwert...

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Et ass awer nach ëmmer net gemaach, Här Minister.

#### (Coups de cloche de la Présidence)

■ M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- ..., op déi sou genannten 100 Euro.

Déi 100 Euro, dat ass jo éischer eng symbolesche Spuerprime fir d'Leit ze encouragéieren, e spezielle Spuerkonto op ze man fir de Wunnungsbaun, fir herno genuch Suen do um Spuerkont ze hunn, fir kënnen vun de staatleche Bankgarantien ze profitéieren. Déi staatlech Bankgarantië bestinn nach ëmmer, mä mir wollten et ureegen, datt do soll en Instrument, e Produkt geschaf ginn, vun de Banken, vun de Spuerkeesen, fir datt d'Leit kënnen ënner bessere Konditiounen an de Genoss vun deene staatleche Garantië kommen.

An ech hunn lech op eng Fro, déi Dir den 28. Juli doriwwer gestallt hat, genee drop geäntwert wéi dat soll ausgesinn. Dir wësst et nach ëmmer net, mä liest nach eng Kéier...

#### (Interruption)

Dir hutt elo vu Saache geschwat op déi ech virun engem Joer drop geäntwert hunn. Den 28. Juli hutt Dir eng Fro gestallt, Dir hutt eng Äntwert dorober kritt, Dir wësst also ganz genee wat do virgesinn ass.

Nun déi aner Problematik...

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Wou ass et, Här Minister?

■ M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Dat kënnt, Här Di Bartolomeo.

#### (Interruptions)

■ M. le Président.- Här Di Bartolomeo, loosst de Minister dach schwätzen!

■ M. Fernand Boden, *Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement*.- Dat kënnt gläich. Et ass jo absolut kee Problem. Well ech hunn lech gesot, datt d'Leit sechs Joer Zäit hunn, fir e Spuerkonto opzemaachen, fir déi 100 Euro ze kréien. An déi, déi haut manner wéi ee Joer al sinn, déi bauen net iwwermuer. Mir hunn also Zäit. Do ass absolut kee Bedarf do. Et ass méi wichtig, dass Dir hëllef, datt méi Mietwunnenge gebaut ginn. Dat ass vill méi wichtig.

#### (Interruptions)

Deen anere Problem ass dee vun der Garantie locative. D'Garantie locative ass am Gesetz ageschriwen a mir hunn och do en Aarbechtsgrupp agesat, wou och eng ganz Rei vun A.s.b.l.en dobäi woren, déi an deem Domän do schafen. Déi hu verschiddearteneg Iddien gehat. Et huet also misse kontrovers diskutéiert ginn an och do misse mer kucken, datt d'Banke matspillen. An och wa mer eng Bankgarantie elo am Mietgesetz virgesinn hunn, ass dat just an deem nämlechte Geescht gemaach ginn, well och eng Bankgarantie ka staatlech garantéiert, ofgeséichert ginn.

Dat heescht, mir wëllen also elo an eng Richtung goen, datt mer d'Bankgarantie aféieren, wou de Locataire e Recht drop huet, fir net misse Suen op den Dësch ze leeën, mä mat enger Bankgarantie kënnen déi fënnf Méint vun deene geschwat gëtt ze assuréieren. An de Stat kann, ënner gewässene Konditiounen eng staatlech Garantie fir déi Bankgarantie ginn. Dat ass déi Iddi, déi mer hunn, an déi wäert och gläich a Kraaft treden.

■ M. le Président.- Déi nächst Fro kennt vun Här Mars Di Bartolomeo. Et ass d'Fro Nummer 331 un den Här Innenminister iwwert e Quartier AGORA zu Esch/Beval. D'Wuert huet elo den Här Di Bartolomeo.

- Question N° 331 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative au nouveau quartier AGORA à Esch/Beval, adressée au Ministre de l'Intérieur

■ M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).- Merci, Här President. Et ass awer heiansdo fein, wann een nom Minister erëm eng Kéier d'Wuert kritt, fir kënnen ze soen, dass selbstverständlech...

#### (Interruptions diverses)

...d'Gemeng Diddeleng, wéi vill aner Gemengen, Tradition am Wunnungsbaun huet a mir déi och wäerte weiderféieren. Mir waarden iwwregens zënter Méint op de Fonds du Logement, fir bei engem grouse Projet eng Äntwert ze kréien, fir e kënnen an Ugrëff ze huelen. Den Här Minister kann dat vläicht weiderginn.

D'Bauplazen - an do gesitt Der, Här President, dass ech beim Sujet bleiwen - si selten a schrecklech deier an dofir muss een an der Zwëschenzäit bal an der Lotterie gewannen, fir sech nach kënnen eng Bauplaz ze leeschten. Dofir ass et interessant a spannend, dass een an der Zwëschenzäit och eng Bauplaz kann an engem Quiz gewannen. Eng Bauplaz an engem Quiz, wou een an Zukunft an dee schéine Süde ka wunne goen. Dee Quiz leeft am Moment. D'AGORA, d'Entwécklungsgesellschaft vun de Frichen, huet se am neie Wunnquartier AGORA op Belval gestéft, wat dozou gefouert huet, dass ech an deene leschten Deeg vun e puer Medien drop ugeschwat gi si wéi ee sech soll uleeën, fir och eng Bauplaz kënnen gestéft ze kréie fir e Präisausschreiwung.

Mä virun allem sinn ech awer vun enger Rei vu Leit kontaktéiert ginn,



déi op der Sich no enger Bauplazz sinn. An déi Leit hu mech gefrot, wa jo an der Zwëschenzäit eng Bauplazz kann an engem Quiz ugebuede ginn, da muss een och déi Bauplätze bal kafe kënnen. Si hu mech gefrot, wéi ee sech muss uleeën, wéi de Präis vun deene Bauplätzen ass, wéi wäit dass déi Prozedur fortgeschritt ass, well et jo och esou eppes wéi Prozedure gëtt, wann ee Bauplätzen erschleisst, an ech konnt hinne keng Antwort dorop ginn.

Dofir hunn ech mech un den Innenminister, deen d'Prozedure ganz gutt kennt, an un de Minister fir den Aménagement du Territoire, deen d'AGORA ganz gutt kennt, gewannt, fir mer ze soen, wéi wäit dass déi Prozeduren dann elo sinn an ech hoffen, dass hie mer ka soen, dass ech net Recht hunn a menger Annahm, dass déi Prozeduren iwwerhaapt nach net ofgeschloss sinn. An ech hoffen, dass hie mer och net Recht gëtt a menger Annahm, dass d'AGORA déi Prozeduren, wéi se hei am Land sinn, net esou richtig ze kenne schéngt oder se jiddefalls net ëmmer esou eescht hélt wéi de Minister dat de Gemengen empfiehlt, well an deem heite Fall gëtt et ganz kloer Direktiven un d'Gemengen an ech mengen, déi missten och fir eng Gesellschaft gëllen, wou net nëmmen eng Privatgesellschaft dran ass, mä wou de Stat Teilhaber ass. Ech hoffe jo, dass ech mech an där Analys net ieren.

Merci.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Innenminister Michel Wolter.

**M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass richtig esou wéi den Här Di Bartolomeo dat gesot huet, dass de Stat an deene leschte Joren am Süde ganz aktiv war, fir ze kucken um Niveau vun der Restrukturierung vun Süden Akzenter ze setzen. Dozou gehéiert en ambitiöse Projet op Esch/Belval, deen an deene leschte Joren an Zesummenarbeit mat de konzernierte Gemengen entwéckelt ginn ass, a wou mer gesinn, dass déi éischt Projeten elo lues a lues an d'Realisationsphas kommen. Dozou gehéiert och en neie Wunnuquartier, deen um Territoire vun der Gemeng Suessem soll entstoen, a wou mengen Informatiounen no d'AGORA, wat d'Entwécklungsgesellschaft ass vum Site, à l'heure actuelle amgaangen ass ze kucken deen Dossier ze preparéieren.

Mengen Informatiounen no ass haut zu Biele op der Gemeng en éischte Workshop mat méi wéi 15 Promoteuren, Investisseuren, fir mat hiren Architekten de Masterplang, deen aus der Prozedur erauskomm ass, ze diskutéieren, ze preziséieren, fir dass déi Projeten dann am Laf vun nächste Joer an d'Genehmigungsprozedur kënnen kommen. Dobäi si selbstverständlech och d'Uleisesse vun der Gemeng Suessem wichtig doran, fir duerch en intelligente Phase sécherzestellen, dass d'Gemeng am Kader vun Développement vun deem Projet net iwwerrullt gëtt.

Grouss war och mäin Erstaunen, wéi ech déser Deeg an de Medien erfuer hunn, dass een eng Bauplazz kennt an enger Lotterie gewonnen. Op d'mannst huet déi Prozedur den Avantage, dass op en Neits iwwert d'AGORA, dass op en Neits iwwert de Site Belval an iwwert déi Développement, déi do geschéien, geschwat gëtt.

Op Nofro hin, well ech jo selwer net am Conseil d'administration an den Décisionsgremie vun der AGORA vertrauede sinn, ass mer gesot ginn, dass d'AGORA eng Partnerschaft mat RTL agaange wier, dass also dee Präis do net e Präis en tant que tel wier, mä dass do eng Contrepartie wier, dahingehend dass en Accord ofgeschloss gi wär tëschent der AGORA an RTL

wat d'Mesures de publicité géif ubelaangen, fir de Standuert an deenen nächste Jore weider ze vermaarten, dass et also net e One way, mä en Two way, en Double way wär, wou déi zwou Parteien hiren Intérêt hätten.

Richtig ass awer och, dass ech déi Responsabel vun der AGORA drop opmierksam gemaach hunn, dass mer an deem Land hei Gesetzer a Reglementer hunn, an dass dozou gehéiert, dass een de Leit net däerf eppes verspriechen, wann een d'Prozeduren net ofgeschloss huet.

Esou hu mer notament e Gesetz vun 1937 iwwert den Aménagement communal, dat et verbiit eng Bauplazz am Marché unzbedden esou laang d'Genehmigungsprozedure bei der Gemeng net ofgeschloss sinn.

#### (Interruption)

Et ass mer doropshi verséichert ginn, dass déi Bauplazz selbstverständlech eréischt kennt definitiv dee Moment iwwergeen, wou d'Prozeduren ofgeschloss wären, esou dass ech och dovun ausginn, dass de Präis en tant que tel net ka verspillt ginn, ees mer déi Rechtssecherheet hunn, déi noutwendeg ass, fir dass de Gewënner och kann an de Genoss vu sengem Präis kommen.

Mir hunn also, wéi mer doriwwer informéiert gi sinn, an eise Minister dat gemaach, wat mer och par rapport zu Gemengen heiansdo maachen, par rapport zu Promoteuren heiansdo maachen, fir se drop opmierksam ze maachen, dass et net erlaabt ass fir Publizitéit ze maache mat Bauplätzen, esou laang se d'Prozedur net ofgeschloss hunn. Dat wat fir d'Gemengen zielt, wat fir d'Promoteuren zielt, zielt selbstverständlech och fir d'AGORA.

### 6. Accueil de Madame Maria Eugenia Brizuela de Avila, Ministre des Affaires étrangères de la République d'El Salvador

**M. le Président.** - Chers collègues, je vous propose d'interrompre nos travaux pour accueillir Madame Maria Eugenia Brizuela de Avila, Ministre des Affaires étrangères de la République d'El Salvador et les membres de la délégation qui l'accompagnent pendant sa visite officielle à Luxembourg.

#### (Applaudissements)

Madame la Ministre, au nom de nous tous, je vous souhaite la bienvenue à la Chambre des Députés et vous assure de l'honneur que nous éprouvons d'accueillir dans notre enceinte la Ministre des Affaires étrangères de la République d'El Salvador.

Mir fueren dann elo weider mat eise Ordre du jour a mir kéimen zur Question avec débat N° 32 vum Här Marc Zanussi iwwert d'Professionalisierung vun Lëtzebuenger Fussball.

Den Auteur vun der Fro huet fénnef Minutten Zäit an den zoustännege Minister zéng Minutte fir ze äntwerthen.

D'Wuert huet den Här Marc Zanussi.

### 7. Question avec débat N° 32 de Monsieur Marc Zanussi relative à la professionnalisation du football luxembourgeois

**M. Marc Zanussi (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn eis als Fraktioun an deene leschte Méint méi eng Kéier mam Thema Leeschtungssport beschäftigt gehat a mir hunn och iwwert den Thema

Leeschtungssport als Fraktioun e Positionspabeier ausgeschafft, deen op d'Defizit hiweist, déi mer hei zu Lëtzebuerg an deem dote Beräich hunn. Mir hunn och eng Rei vu Virschléi gemaach gehat an et läit och eng Demande d'interpellation vir, fir deen Thema Leeschtungssport eng Kéier hei an der Chamber kënnen ze diskutéieren. Mir wiere frou, wann déi Interpellatioun eng Kéier kënt hei stattfannen.

Aus deem Intérêt eraus ass et fir eis dann och normal gewiescht, dass mer eis mat där Fro vun der Professionalisierung vun Fussball beschäftigt hunn, en Dokument an e Projet, déi an deene leschte Wochen a Méint och op verschiddene Plazen diskutéiert gi sinn.

Et ass, denken ech, eng onëmstridden Tatsaach, dass wann een de Stellwäert vun Lëtzebuenger Fussball am internationalen an am europäesche Vergläich kuckt, dass do nach e gewëssenen Nohuelbedarf virherrsch. Wann ee weess, dass mer op der internationaler FIFA-Weltrangléisch op der Plaz 153 stinn, dann ass dat eppes wat sécherlech all interesséiertem Fussballbegeeschterten hei am Land e bësselche wéi deet.

A wann ee kuckt wéi iwwert d'Entwécklung vun Lëtzebuenger Fussball regelméissig diskutéiert gëtt a wat fir eng Problemer dass do regelméissig ugeschwat ginn, da kënt een do zu der Tatsaach, dass ee feststellt, dass d'Zuel vun de Leit op den Terrainen zréckgeet. Et stellt ee fest, dass et fir Nationaléquipé schwierig ass Spiller ze rekrutéieren. Et stellt ee fest an et gëtt oft d'riwwer diskutéiert, dass an den Equipen, besonnesch an der Nationaldivisioun, e ganz héije Prozentsaz vun auslännesche Spiller spillt, an déi lescht Prozenter, déi do genannt gi sinn, leie bei 57% an der Nationaldivisioun. Et stellt een och fest, dass mer nëmme méi haut ee Lëtzebuenger Profi-Fussballspiller hunn, am Géigesaz zu 1998. Do waren et der nach aacht. Deen eenzegen, deen elo nach do spillt, ass de Jeff Strasser.

An dann, Dir Dammen an Dir Hären, stellt ee fest, dass et e Komitee gëtt, deen eng gewëssen Ennerstézung vun der Fussball-Federatioun hei am Land huet an dee sech mat där doter Fro beschäftigt huet an deen e Projet zu der Professionalisierung vun Fussball ausgeschafft huet. Et ass e Virschlag, dee virläit an dee ganz graff resuméiert wourop en erausleeff, hei zu Lëtzebuerg eng semi-professionnell Fussballséquipe ze schafen, déi an der zweeter belscher Liga spille soll, mat der Méiglechkeet fir do kënnen opzestiegen.

Et ass en Dokument, eng Iddi, déi vun enger Rei vu Leit presentéiert ginn ass, emfangräich dokumentéiert ginn ass, a wann ee sech mat där Fro ausernanersetz stellt een awer op d'mannst eng Kontradiktion fest. Wann déi Leit wëllen déi Problemer, déi virdrun évoquéiert gi sinn, léisen, ass et menger Aschätzung no awer eng licht Kontradiktion wann een en Dokumenter liest, dass an där zukünfteger semi-professioneller Equipe eigentlech nëmme 40-50% vu Spiller solle spillen, déi fir d'Nationaléquipe selektionabel sinn.

An deem Dokument ginn nach eng Rei vun anere Froen opgezeechent, nämlech déi vun der Finanzierung vun deem dote Projet. Et gëtt sech net prezis iwwert de Budget ausgeschwat, mä et gëtt dovunner geschwat, dass dee Projet jährelch 500.000 bis 1 Millioun Euro soll kaschten. Et gëtt am Dokument revendiquéiert, dass dee Projet hei eng national Envergure hätt an dass e vun der Regierung, vum Sportsministère, ënner Emstänn vun deene betraffene Gemengen a

méi prezis vun dem Schäfferot a vun der Gemeng Lëtzebuerg soll ennerstézt ginn. A wann een deem Dokument ka gleewen, gëtt et jo säitens vum Schäfferot vun der Stad Lëtzebuerg éischer eng positiv Approche dozou.

Et gëtt och nach dovunner geschwat, dass wann esou e Projet eng Kéier sollt realiséiert ginn, dass et och noutwendeg wär déi néideg Infrastruktur fir esou eng Equipe zur Verfügung ze stellen. Et gëtt vun engem neien, modernen, grouss Fussballstadion geschwat an et gëtt och vun engem Zäitplang geschwat, dee laut den Auteurs vun deem Projet sollt a misst aagehale ginn. Et gëtt vun deem Hierscht geschwat, wou wichtig Décisiounen solle falen. Et gëtt dovunner geschwat, dass déi Equipe an der Saison 2004-2005 soll untrieden a spillen.

An aus deem Dossier eraus ergi sech dann, menger Aschätzung no, eng Rei vu Froen, déi ech hei un d'Madame Brasseur als Sportsministerin riichte wollt.

Éischtens d'Fro vun der Position vun der Regierung oder vun der Sportsministerin zu där doter globaler Iddi vun der Professionalisierung vun Fussball.

Zweetens, ass doriwwer bei lech geschwat ginn? Gëtt et doriwwer Diskussiounen? A gëtt dorunner geduecht vun der Regierung, ee Projet wéi deen heite finanziell ze ennerstézen? Ech wier dofir frou, op déser Plaz op dës Froen eng Antwort vun der Regierung a vun der Ministerin ze kréien. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Elo huet d'Madame Sportsminister Anne Brasseur d'Wuert.

**Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech hu mer d'Fro gestallt ob d'Chamber d'Plaz ass fir iwwer esou en Dossier ze diskutéieren, well mir sinn hei am privat organiséierte Sport, an ech froe mech ob et un der Regierung ass Stellung ze huelen zu Propositionen vun engem Dokument wat an där Federatioun selwer nach net ganz zu Konklusiounen komm ass. Ech hu mer och d'Fro gestallt ob den Dag wou d'Chamber opgeet - an dat ass en Akt, deen an der Konstitutioun steet - ob do dat Wichtigst wat mer ze diskutéieren hunn effektiv de Lëtzebuenger Fussball ass, obwuel mer deen och um Härz läit.

Mä Här President, wann d'sozialistesch Partei esou e Punkt op den Ordre du jour stellt, ass d'Regierung selbstverständlech à disposition vun der Chamber, an ech wäert och esouwäit ech dat kann op déi Rei Froen äntwerthen, déi den Här Zanussi mer gestallt huet.

#### (Interruptions)

De 17. Juli ass dat selbstverständlech gefrot ginn, mä do war d'Chamber zou. An dofir.

#### (Interruptions)

Jo, d'Fro ass vum 17. Juli, mä d'Chamber war zou an et konnt keen Débat dee Moment stattfannen.

D'Fro vun Här Zanussi ze beäntwerthen ass schwierig, well dat Dokument op dat den Här Zanussi sech referéiert huet, wat ech och hunn, werft effektiv méi Froen op wéi et der léist. Fir eng Equipe - ech probéieren drop ze äntwerthen -, eng Fussballséquipe op d'Been ze setzen, brauch een éischstens Fussballspiller an en Encadrement. Et brauch een zweetens en Terrain an et brauch een dréttens finanziell Moyenen.

Fussballspiller: Do huet den Här Zanussi selwer d'Fro gestallt, gëtt dat mat Lëtzebuenger gemaach, mat Spiller vun hei oder net? Eng Fro, déi ech net ka beäntwerthen. Mä et schéngt mir esou ze sinn,

dass fir an esou enger Equipe matzespillen, mer net genuch Spiller am Moment hätten, déi iwwerhaapt d'Kritäre géingen erfëllen deen Niveau do ze errechen oder déi géinge wëllen. An ech wëll aus engem Zeitungsartikel, aus engem Interview virlesen, Här President, haut aus dem Tageblatt, wou de jéngste Spiller aus der Fussballnationaléquipe - an hie kritt d'Fro gestallt, ob hien net um Profigeschäft interesséiert wier - seet: „Es sagt mir einfach nichts. Ich kann mir nicht...“

#### (Interruptions)

Dee jonke Fussballspiller seet wann e gefrot gëtt firwat hien net wëllt Profi ginn: „Es sagt mir einfach nichts. Ich kann mir nicht vorstellen, ein ganzes Jahr nur Fußball zu spielen. Morgens, mittags, abends. Nein danke. Mit der Nationalmannschaft sind wir pro Monat nur einige Tage unterwegs. Das ist in Ordnung. Mehr wäre mir einfach zu monoton. Würde ich aus einer Gegend stammen, wo es mir nicht so gut gehen würde, wäre das wahrscheinlich etwas anderes. In Luxemburg geht es uns und auch mir wohl zu gut. Auch wenn ich als Profi noch mehr Geld verdienen könnte, wäre es nichts für mich.“

Dat also vun engem jonke Fussballspiller, engem Hoffnungsträger vun Lëtzebuenger Fussball, wou een deem seng Attitud gesäit. Esouguer wann een dann esou eng Equipe a Belgien, an der zweeter Divisioun, géing maachen, kéint ech mer kaum virstellen, dass esou ee wéi deen hei interesséiert wär. Also éischt Fro, et brauch ee Fussballspiller. Ech stelle mer awer d'Fro, wou huele mer se hir? Wann d'Antwort déi muss sinn, dass mer da müssen an d'Ausland Spiller kafe goen, fir ënner dem Numm Lëtzebuerg am Ausland ze spillen, da froen ech mech wierklech wat mer do geschafft hunn. Da brauche mer och en Encadrement vu Kinée bis Dokteren an Traineren.

Zweetens brauch een eng Infrastruktur. Ech hunn och gelies, dass d'Stad Lëtzebuerg eventuell bereet wier mat do ze kooperéieren, well de Stadion op der Areler Strooss ass deen eenzegen Terrain am Moment, deen déi international Normen erfëllt fir do kënnen matzemaachen. Et geet awer och Rieds am Dokument, ob mer net à terme missten en neie Fussballstadion hunn. Ech muss lech soen, Här President, an dat ass meng perséinlech Meinung an Iwwerzeugung, mir hunn am Moment aner Prioritéiten an aner Suergen, déi mer müsse léisen, wéi nach e groussen nationale Fussballstadion hei zu Lëtzebuerg ze bauen.

An déi drétt Fro ass déi vun de finanzielle Moyenen. Bei de finanzielle Moyene muss ee soen, dass de Profifussball jo eng kommerziell Entreprise ass, an eng kommerziell Entreprise misst sech am Fong vum selwen droen. Or, hei ass jo awer net dru geduecht, dass d'Rechnung opgeet, dat heescht - an dat steet och am Dokument -, dass d'öffentlech Hand, dat heescht de Stat an d'Gemengen, misste participéieren. Mä ouni Subsidiatioun geet et jo net.

Déi Zuelen am Dokument weisen op 500.000 Euro bis eng Millioun. Or, ech hunn nogekuckt. Virton, déi spillen an der 2. Liga, déi brauchen annerhalfe Millioun, an Eupen brauch 1,7 Milliounen Euro. Déi hu keng professionnell Spiller, dat si Semi-professioneller oder et sinn der, déi de ganzen Dag schaffen. Den Training ass just owes. Dat heescht et ass e verbesserten Training vun Amateuren. Wann ee géing eng professionnell Equipe draus maachen, muss een den Aussoen no vu Virton dee Montant op d'mannst verduebelen, dat heescht, da kéim een op d'mannst op dräi Milliounen Euro d'Joer fir esou eng Equipe kënnen funktionéieren ze dinne. Tréier, hunn ech mer soe gelooss, huet e Budget annuel vu véier Milliounen Euro.



Et sinn am Fong véier Froen, déi ee sech an deem Zesammenhang muss stellen. Éischters, wat ass d'Plus-value économique? Eng Plus-value économique gëtt et menger Meenung no, à ce stade, esou wéi ech den Dossier kennen, keng, well et gi keng Retombées positives, dat heescht d'öffentlech Hand muss vill méi investéiere wéi se erëmkritt. Da ginn et nach déi extra Dispositiounen vun de Steieren, wou d'Spiller verschidden Avantage hunn, déi Sport op deem Niveau bedreiwen, esou dass ech mengen, dass een à ce stade net ka soen, dass et eng Plus-value économique wär.

Zweet Fro, gëtt et eng Plus-value vun der Notoriétéit? Dat heescht, profitéiert Lëtzebuerg dovun wa mer eng Equipe hunn, déi gutt am Ausland an an de Medien do steet. Ech froe mech, ob dann déi zweet belsch Fussballliga zu der Notoriétéit vu Lëtzebuerg bäidréit, well fir mech gewënnt Virton net un Notoriétéit, well déi eng Equipe spillen hunn an der zweeter belscher Liga. Esou dass ech mengen, dass och déi Fro do net ka mat Jo beäntwert ginn.

Déi drëtt Fro, déi ass, gëtt et eng Plus-value fir d'Spectateuren? Och do zweiwelen ech drun, well ech froe mech, wou dann den Ureiz ass fir e Spectateur hei zu Lëtzebuerg eng Equipe kucken ze goen, wou méi wéi d'Halschent oder sécherlech d'Halschent vun de Spiller emol net Résident hei zu Lëtzebuerg sinn, fir dann an d'Ausland kucken ze goen, wann déi géint Eupen oder Virton spillen. Esou dass ech och net gesi wou d'Plus-value fir d'Spectateuren ass.

Dann déi véiert Fro, dat ass menger Meenung no déi wichtegst, dat ass déi vun der Plus-value sportive. An ech froe mech wou d'Plus-value läit fir de Lëtzebuurger Sport a fir de Lëtzebuurger Fussball. Plus-value hätte mer da wa mer do d'uewer d'Méiglechkeet hätte jonk Leit an en Environnement eranzubringen, wou se besser kéinten trainéieren, wou se och kéinten no uewe kucken. Mir bréngen et hei zu Lëtzebuerg net fäerdeg - mä dat ass net de Rôle vun der Politik dat ze decidéieren -, deene jonke Leit emol d'Perspektiven an hirer eegeger Equipe ze ginn. An ech fannen, dass et méi wichteg ass, an dat wär eng Recommandatioun - wann ech mer kann erlaven déi ze ginn - un d'Fussballfederatioun, dass mer et fäerdeg bréngen, dass déi Lëtzebuurger Elementer, déi elo d'uewer d'Fussballsschoul ginn, déi mer och anescht encadréieren, ugefaange vun de Classes sportives iwwert d'Fussballsschoul vu Monnerech, och spéider an hirer Equipe fagnion kënne spillen.

Ech wollt lech nach soe wat d'Kontributioun vun haut vum Lëtzebuurger Stat um Fussball ass. Mir ginn haut fir Monnerech, fir do de Fussballszentrum funktionéieren ze dinn, eng Participatioun vun 250.000 Euro d'Joer. Dobäi koum en Investissement vun 3 Milliounen Euro, wat d'Participatioun vum Lëtzebuurger Stat am nationale Fussballzentrum zu Monnerech ubelaagt. Et muss een awer all déi Dépenses dobäi rechnen - an déi Rechnung misst ech eng kéier mam Innenminister maachen - déi d'Gemengen hunn, fir d'Fussballsterrainen, fir den Encadrement a fir déi Subsiden, déi se op kommunalem Plang zur Verfügung stellen, an da komme mer op enorm Zommen.

Ech hunn lech déi Chiffere genannt, fir lech ze soe wat mir am Moment investéiere fir onse lokale Fussball, an ech menge wann een dann d'Chiffere kuckt, déi en jeu sinn, fir iwwerhaapt kënne matzhalen, wou e Minimum 1,5 Milliounen ass, dann ass dat einfach disproportionéiert par rapport zu deem wat mer maachen. An dofir kann ech à ce stade net Jo soen zu där Propositioun, déi virläit, fir de Projet Club Lëtzebuerg. A moins dass déi folgend véier Froe positiv beäntwert ginn. Wat ass d'Plus-value économique? Wat ass

d'Plus-value vun der Notoriétéit? Wat ass d'Plus-value fir d'Spectateuren? A wat ass d'sportlech Plus-value? Wann all déi véier Froe positiv kënne beäntwert ginn, da sinn ech ganz gäre bereet den Dossier nach eng kéier ze kucken, mä am Moment feele mer d'Antworten op déi kruzial Froen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Här Zanusso, wëllt Dir nach eng Zousazfro stellen?

**M. Marc Zanussi (LSAP).** - Jo, Här President.

**M. le Président.** - Den Här Zanussi huet d'Wuert.

**M. Marc Zanussi (LSAP).** - Ech wollt just vläicht op dëser Plaz nach eng kéier kloerstellen, wann dat aus eiser Froestellung net ervirgaangen ass, dass mir als Fraktioun deem Projet, esou wéi en elo hei virläit, och extrem kritesch gégeniwwer stinn. Ech hunn awer gemengt gehat, dass et een Thema ass, dee vill Leit interesséiert. An ob dat op der éischter Sëtzung, Madame Brasseur, beschwat gëtt oder op der zweeter Sëtzung oder op der drëtter Sëtzung, ass menger Aschätzung no net schrecklech relevant.

Mir stinn als Fraktioun och extrem kritesch deem dote Projet gégeniwwer, a mir wollten einfach vun der Regierung a vun der Ministerin héieren, wat d'Positioun ass, well déi dote Froen am Raum stinn an diskutéiert ginn. Ech weess elo net wéi een Är Äntwert hei soll interpretéieren, engersäits sot Der, dass d'Regierung oder dass Der lech nach net domat befaasst hutt, aus den Ausféierungen héiert een awer, dass et éischer negativ ass, an ech denken, dass dann elo d'Auteure vun dem Dokument mat Ärer Äntwert wëssen, wat se ze maachen hunn. A wa se dann un deem Gespräch interesséiert sinn, lech dann och wäerten invitéieren, fir iwwert déi Froen do mat lech ze diskutéieren. Mä ech wollt awer hei just nach eng kéier kloer preziséieren, dass mir als Fraktioun op Grond vun deene Gespréicher, déi mir haten, och vis-à-vis vun deem Projet do, ganz kritesch sinn.

#### (Interruption)

**M. le Président.** - Wëllt Dir nach eng kéier äntwerten, Madame Minister?

**Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Dat wor e Commentaire vum Här Zanussi, mä et war jo keng Fro, esou dass ech dann net brauch nach eng kéier dorop ze äntwerten. Merci.

#### (Interruptions)

**M. le Président.** - Als nächste Punkt vun eiser Dagesuerdnung hu mer d'Fro Nummer 33 vum Här Alex Bodry iwwert de Plan directeur sectoriel «Stations de base pour réseaux publics et communications mobiles». D'Wuert huet den Här Alex Bodry.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Deen do Ball ass an den Abseits gaangen.

**M. Jeannot Krecké (LSAP).** - Dir wësst iwwerhaapt net wat en Abseits ass, héchstens wou Är Partei...

#### (Hilarité et interruptions)

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Här Krecké, em Gottes Wëllen.

**Une voix.** - Dat do wor zwar keen Abseits, mä dat do wor e Selbstgoal.

#### (Hilarité et interruptions)

**(Coups de cloche de la Présidence)**

**M. le Président.** - Elo huet den Här Bodry d'Wuert.

## 8. Question avec débat N° 33 de M. Alex Bodry relative au plan directeur sectoriel «Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles»

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech kucken dann elo dee Ball hei besser ze placéieren.

#### (Hilarité et interruptions)

Ech mengen hei geet et em e Punkt wou ech hoffen, dass d'Regierungsmemberen net och hei kommen a mengen, dee wär net wichtig genuch, fir hei an enger éischer Chamberssitzung behandelt ze ginn. Et geet em eng Fro, déi mir schonn hei undiskutéiert hunn, wou d'Regierung awer oui d'Chamber virdrun ze consultéieren, an eng Prozedur eragaangen ass, mat engem Text, engem Projet de règlement grand-ducal, deen e sektorielle Leitplang fir Mobilfunkantenne soll obligatoresch maachen.

Fir esou e sektorielle Plan directeur gesäit d'Gesetz vun 1999 eng Prozedur vir, an ech wëll selbstverständlech hei net an déi Prozedur agräifen. Ech wëll awer vun der Regierung, op Grond och vun deene Stellungnahmen, déi zu deem Regierungstext komm sinn, wou eng ganz Rëtsch vu Kriticke komm sinn, Reserve formuléiert gi sinn, an erëm op eng ganz Rëtsch vun Onzoulänglechkeeten, haaptsächlech juristescher Natur, higewise ginn ass, Opschluss doriwwer kréie wat hir initial Absichte bei deem Text waren, dee se de Gemenge pour Avis zougeschéckt hunn, an deem se jo wëllen en obligatoresche Charakter ginn.

Ech wëll also vun der Regierung wëssen, wat se am Fréjoer beabsicht huet, wéi se en Text am Regierungsrot guttgeheescht huet, deen an Zukunft soll festleeën, wéi d'GSM-Antennen hei zu Lëtzebuerg autoriséiert ginn. Ech wëll dofir eng ganz Rëtsch vu Froe stellen, wou ech frou wär, wann ech kéint am Detail eng Äntwert kréien.

Ech wëll vun der Regierung wëssen, ob et hir Absicht war, iwwert deen heite sektorielle Leitplang bestehend illegal GSM-Antennen ex post ze legaliséieren, an dat obwuel eenzel Uerteeler déi Antenne fir illegal erkläert hunn.

Ass et d'Absicht vun der Regierung gewiescht, iwwert dese Règlement d'Commodosgesetz vun 1999 an engem präzise Punkt ausziewelen, an zwar am Punkt wou et drëm geet, dass en Etablissement, an deem heite Fall eng Antenne, nëmme kann autoriséiert ginn, wann am Bebauungsplang vun de Gemengen déi dote Buedemnotzung virgesinn ass?

Ass et d'Absicht vun der Regierung iwwert dese Règlement grand-ducal, e bestehend Gesetz ausser Kraaft ze setzen?

Ass et d'Absicht vun der Regierung déi nei Kompetenzen, déi elo de Buergermeeschter iwwert hiren Text soll kréien, bei der Verdeelung vu Baugenehmigung vu GSM-Antennen, gläichzäiteg reglementaresch esou anzéengen, dass de Buergermeeschter eigentlech net méi seng Vorbefugnisser en matière de police des bâtisses hätt?

Ass et d'Absicht vun der Regierung gewiescht d'Etablissementer - wou et sech hei em privat a kommerziell Firmen handelt, also Bedreier vun deenen doten Antennen - zu engem öffentlechen Notzen ze erklären?

Wann dat de Fall sollt sinn, da froen ech mech, ob d'Regierung sech bewosst ass, dass dat dote Punkte sinn, déi a mengen Aen, an eisen Aen, net conforme sinn zu gelten-

dem Recht. Et kann een net d'uewer Règlement grand-ducal Gesetzer deelweis ausser Kraaft setzen oder interpretéieren, wat souguer, wéi aner Rechtsexpäre schonn an öffentlechen Stellungnahme gemengt hunn, och net conforme zu eiser Verfassung wär, notamment wat d'Autonomie vun de Gemengen ueget.

Firwat - stellen ech mir och d'Fro gesäit dee Plang, deen an d'Prozedur geschéckt ginn ass, nëmme bestehend GSM-Antenne vir an net déi geplangte GSM-Antennen, wat bei engem Plang, dee jo soll an d'Zukunft kucken eigentlech normal wär?

Firwat ass och net vun der Geleeënheet profitéiert ginn - an d'Gesetz vun 1999 gëtt déi Méiglechkeet iwwert d'Festleeëung vu Servituten - fir zumindest sensibelen Aktivitéiten oder Bebauunge Mindestdistanze vun deene GSM-Antenne virzeschreien?

Alles dat si Froen, wou et mengen ech wichteg wär, dass mer à ce stade vun der Regierung eng Explikatioun kréien, zumools well jo deemnächst och, wann den Avis vum Conseil supérieur de l'aménagement du territoire virläit, de Comité interministériel vum Aménagement du territoire nach eng kéier iwwert den Text kuckt.

An dat dote sinn, mengen ech, fundamental Froen, déi mer eis stellen, déi och an den offizielle Prozedure gestallt gi sinn, an do hätte mer gären eng Äntwert drop.

Zur Prozedur selwer wëll ech dann och d'Fro stellen, wisou et geschitt ass. War et en Accident? War dat Absicht, dass de Conseil supérieur vum Aménagement du territoire scho mam Dossier befaasst ginn ass ier d'Avis vun de Gemenge virlungen oder emol nëmme gefrot si ginn. Dat ass contraire zum Gesetz vun 1999. An ech wollt och wëssen, wéini d'Regierung deen heiten Text wäert dem Statsrot pour Avis virleeën. Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo den Här Kommunikationsminister François Biltgen.

**M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications.** - Ech géif d'Wuert weiderginn un den Innenminister.

**M. le Président.** - Den Här Wolter huet d'Wuert.

**M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass effektiv, wéi den Här Bodry elo grad gesot huet, eng wichteg Fro, déi mir hei diskutéieren an déi och allméiglech Reaktiounen an all Richtungen an deene leschte Wochen a Méint eropbruecht huet, wouvun der eng Rei e méi pertinente Charakter hunn, eng aner Rei net richtig eppes mam Projet ze dinn hunn, an eng Rei, an eisen Aen, complètement net fondéiert sinn.

Et ass e Fait, dass d'Téléphonie sech hei zu Lëtzebuerg ganz staark an deene leschte Joren entwéckelt huet. Mir sinn an enger Situatioun, wou een op där enger Säit de Consommateur vu GSM-Apparater huet, dee gären am ganze Land zu all Moment an op all Plaz méiglechst stéierungsfräi telefonéiere wëllt, an op där anerer Säit déi legal Prozeduren, déi noutwendeg sinn, fir esou eng Antenn dann op enger gewëssener Plaz vun eise Territoire opzerrichten.

Et ass eng Situation de fait entstanden. Dat ass déi, datt mer praktesch an all Gemeng, ech géif esouguer soen an all Gemeng hei am Land, GSM-Antenne stoen hunn, déi kenge Regelen entsprechen. Mir géifen esouguer soen, datt mer an der Situatioun vun enger kompletter Anarchie sinn, well weder urbanistes, nach gesondheetlech, nach vu Strahleschutz déi noutwendeg Viraussetzungen do sinn, fir kënne déi Saach op

eng géuerdnet Aart a Weis ze entwéckelen.

Dobäi, dat muss ech ganz offesoen, huet de Gemengesector, gewollt oder net gewollt, seng Responsabilitéit an deene leschte Joren net geholl. De Buergermeeschter hätt eng Rei vu Méiglechkeete gehat fir beim Bau vun esou Antennen kënne virzegoen. Et ass jo och op enger Rei Plazen deen een oder deen anere virgaangen, mat deenen Uerteeler, déi mer kannt hunn.

An e wesentlech Uerteel, an dat ass dat wou mer hei driwwer schwätzen, betrëfft d'Fro, ob een oder ob een net an enner wat fir enge Konditiounen een eng GSM-Antenn an engem PAG kann opstellen. D'Gerichter hunn do tranchéiert a si hu festgehalen, dass wa vum Niveau vum PAG aus Zonen net conforme si par rapport zu der Installatioun, dass dann eng Antenn net kann installéiert ginn an och kee Sendebetrieb selbstverständlech dee Moment opgeholl ka ginn.

Mir stellen awer fest, dass net eng vun deenen 118 Gemenge mat där dote Fro a Conformitéit ass. Et huet keng Gemeng, net eng Gemeng, an hirem PAG déi noutwendeg landesplaneresch a gemengeplaneresch Konsequenze gezunn an esou Zonen an hirem PAG ausgewisen. Et ass eng Gemeng, déi huet et fir eng Antenn gemaach, mä fir déi zweet Antenn, déi um Territoire vun hirer Gemeng steet, huet se et schonn nees net gemaach. Si steet illegal do. Wa se illegal do steet an de Buergermeeschter, dee mierkt dat, da muss hien dogéint virgoen. Dat ass dat wat vum Buergermeeschter verlaangt gëtt.

#### (Interruptions diverses)

Gitt mer eng Chance. Jo, mä d'Buergermeeschtere sinn net esou schlecht drun du point de vue réglementaire, wéi se dat heiansdo d'Leit gleewen dinn.

Den Här Bodry huet d'Fro gestallt wat d'Zilsetzung vun der Regierung war. D'Zilsetzung vun der Regierung bei deem heite war an ass bei deem Plan sectoriel, fir am ganze Land e kohärente Réseau vun Antennen ze erméiglechen, dat oui wëllen en Antennebësch ze schafen.

En zweet Objektiv vun der Regierung ass et fir Klorheet an d'PAGE vun de Gemengen ze bréngen, well dat d'Conditio sine qua non ass, fir dass mer op den drëtten Punkt, an dat ass jo deen, deen d'Leit am Fong am meeschten interesséiert, nämlech dee vum Gesondheetsschued a vum Strahleschutz, dass mer iwwerhaapt op dee kënne kommen. Dofir hu mer eng Démarche uegeholl. Mir hunn eng Démarche uegeholl, wou mer gesot hunn: Mir maachen e Plan sectoriel, dee mer net vun uewen erof comme plan sectoriel imposéieren, wou mer praktesch d'office an deenen 118 Gemenge géifen Emplacementer festleeën, wou déi Antenne géifen hikommen. D'ailleurs wär et irrealistes fir esou eppes ze maachen, well ech net an deenen 118 Gemengen gesinn déi Emplacementer vu Regierungssäit aus ze fannen.

Et ass kloer, dass een hei muss eng Solutioun fannen, déi mat de Gemengenautoritéiten zesumme gesicht gëtt. An dat ass déi zweet Démarche, déi mer geholl hunn, dass mer gesot hunn: Wann een dat heite propper wëllt léisen, da muss een dat zesumme mat de Gemenge maachen an dofir muss och an der Gemeng de Buergermeeschter d'Responsabilitéit behalen. Mir hätten also gären dezentral Décisiounen, fir op déi lokal Situatioun vun deenen eenzelne Gemengen eng Äntwert kënnen ze ginn.

Mir hunn eng kooperativ Démarche virgeschloen andeem mer gesot hunn, op dee Reproche, oder op déi Crainte hin, déi mer am Virfeld vun der Ausaarbechtung héieren hunn, dass d'Gemengen - d'aill-



leurs net alleguerten d'Gemengen, mä eng Rei vu Gemengen - iwwerfuert wärend, wann et ëm d'Technicitéit vum Dossier géif goen, dass mer dem Buergermeeschter, der Gemeng géifen hëllefen andeem mer e Gremium schafe vu staatlecher Säit aus, wat de Gemeng soll hëllefe bei der Ausaarbechtung vun de Pläng wat hir Gemeng ubelaangt, respektiv wat och als Intermédiaire kann déngen, wann et zu Meenungsverschiddenheeten tëschent dem Bedreier an der Gemeng kënn, wann d'Nécessitéit vun der Installatioun vun enger gewëssener Antenn op där oder där Plaz géif bestoen.

A mir hunn eng Démarche gemaach, Dir Dammen an Dir Hären, an dat ass awer ganz wichteg an dat hunn ech a bal kengen Avise vun de Gemengen erëmfonnt, déi bestehend Recht behält, nämlech déi, dass mer hei an engem Landesplanereschen Instrument sinn, wat opgrond vun engem Gesetz vun 1999 net d'Fakultéit huet an aner Gesetzgebungen ze intervenéieren.

Et ass d'ailleurs déiselwecht Diskussioun, déi mer am Plan d'occupation du sol Findel erëmfannen, wou bewosst oder onbewosst, gewollt oder ongewollt - heiansdo hunn ech d'Impressioun gewollt - den Amalgame gemaach gëtt tëschent verschiddene Gesetzer a gewëssene Sparten, déi niewentenee lafen a wou d'Autorisatioun vun deem engen net d'Entbannung vun der Autorisatioun vun deem anere mat sech bréngt. An ech schwätzen hei ganz kloer d'Fro vun der Gesondheet, vum Strahleschutz un. Duerch dee Plan sectoriel hei gëtt d'Kommodo-Inkommodos-Gesetz net ausser Kraaft gesat, op kengem Punkt. Et brauch een eng duebel Autorisatioun. Et brauch een eng Autorisatioun vum Buergermeeschter fir kënnen eng Antenn op enger gewëssener Plaz nidderezstellen an et brauch een de Kommodo-Inkommodo, deen dann op eng Rei vun aner Froen, déi gestallt ginn, wéi no oder net no kann ee par rapport zu dësem oder deem Gebai eng Installatioun opriichten, eng Äntwert gëtt.

Den Här Bodry huet gefrot wéi vill Gemenge geäntwert hunn, a wéi se geäntwert hunn. Mir hu bis zum 17. September, dem Datum wou mer ofgeschloss hunn, 100 Avise vun de Gemenge gehat. Dovu ware 40 Avise positiv, ouni Reserv. Et waren 13 Avise positiv ënner Reserven an et ware 44 Avisen défavorabel. Bei dräi Gemenge war et mam beschte Wëllen net méiglech erauszefannen ob se dofir oder ob se dergéint waren, esou wéi d'Déliberatioun formuléiert war.

Déi Avisen hu mer gekuckt a mir hunn, wéi ech virdru gesot hunn, schonn een haaptsächleche Punkt fonnt, deen eis berechtigt an de Kriticken ubelaangt, an dat ass déi Fro vun deenen Installatiounen, déi ënner 100 Watt senden. Dat ass manifestement eng Lacune gewiescht. Ech hu mat mengem Kolleeg Biltgen doriwwer diskutéiert a seng Servicier sinn amgaangen dorunner ze schaffen, fir och déi Installatiounen ënner 100 Watt mat an déi ganz Prozedur ze kréien.

En zweeten Deel vu Kriticken, déi komm sinn, ass a mengen Aen, wéi ech virdru gesot hunn, hors sujet. All déi Froen, wat d'Santé ubelaangt, wat de Strahleschutz ubelaangt, ginn net duerch e Plan sectoriel, och net duerch e Plan d'occupation du sol regléiert, mä ginn duerch d'Kommodo-Inkommodos-Gesetz vun 1999, wat, ech soen et nach eng Kéier, integral bestoe bleibt, regléiert.

Et geet also net duer eng Autorisatioun vum Buergermeeschter ze hunn. Et muss een och, an dat ass de Volet „Santé, Strahlenschutz“ eng Autorisatioun hunn opgrond vum Gesetz vun 1999. Dofir kënnen mer deene Kriticken, déi sech mat deenen dote Froen am Fong befaassen, am Kader vun der Elaboratioun vun engem Plan sectoriel,

dee sech am Kader vum Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du territoire widderspillt, net Rechnung droen, esou wéi mer och beim Plan d'occupation du sol Findel all deene Reklamatiounen, déi sech mam Kaméidi, mat der Unzuel vu Flugbewegungen an esou weider befaassen, och net kënnen Rechnung droen. Déi muss mer renvoyéieren an d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur, déi duerno kënn.

Mir hunn eben dee Problem, dass mer Gesetzgebungen hunn, déi zum Deel parallell lafen, wou déi eng sech op déi aner grefféiert a wou gesot gëtt vun de Gerichter, Dir musst fir d'eischt kucken, dass Der Rechtssécherheet um Niveau vun Ärem Territoire hutt an da kënnen mer an déi nächst Etapp eragoen an dat ass déi vun de Konditiounen, no deenen dann esou eng Autorisatioun gi gëtt.

Da kommen ech op déi drëtt Kategorie vu Kriticken, wou mer der Meenung sinn, dass se net fondéiert sinn, respektiv dass se net ze maache waren.

Eng éischt doranner ass déi, dass gesot gëtt: Dir hätt missen Zones sensibles definéieren. Ech mengen, déi Leit, déi dat froen, wëssen net wat dat fir eng Aarbecht mat sech bruecht hätt, wa mir vu staatlecher Säit aus elo an deenen 118 Gemengen hätte missen all eenzel Zone sensible, déi et an de Gemenge gëtt, sériéiere goen, Normen definéieren, déi d'ailleurs net eis Norme sinn, mä Norme sinn, déi am Kommodo-Inkommodo festgeluecht ginn, an déi da probéieren an d'Gemengeréglementatioun eriwwer ze huelen. Dat wollte mer net maachen, dat géif Joren an Aarbecht bedeuten, wa mir dat vun uewen erof géife maachen. D'ailleurs géif et onendlech Diskussionsone mat de Gemenge ginn, wann et do an den Detail géif goen.

Dofir ware mer der Meenung, dass dat vum Buergermeeschter am Kader vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur, mam Kommodo-Inkommodo zesumme soll gekuckt ginn.

Dann ass e Reproche, deen ech net verstinn à la lecture du texte, fir ze soen, et géif sech hei ëm eng Régularisation systématique handelen. Dat ass net de Fall. Mir maachen eng Prozedur wou mer soen, alleguerten déi Antennen, déi elo opgeriicht si ginn, déi de facto en illegale Charakter hunn, déi kënnen regulariséiert ginn. Se kënnen regulariséiert ginn. Se müssen net regulariséiert ginn. An zwar kënnen se regulariséiert ginn éischters wann d'Affectatioun an enger Zone geschitt conformément zum PAG. Dat kann all Gemeng eenzel fir sech maachen, um Niveau vun hirem Territoire, oder wann de Buergermeeschter eng Derogatioun huet. Déi Derogatioun kann hie ginn. Déi Derogatioun muss hien awer net ginn.

Wat mir gären hätten, dat ass, dass de Buergermeeschter muss eng Äntwert ginn. Et sinn eng Rei där ganz Cleverer, déi hunn Demandé kritt a leschter Zäit a si hu keng Äntwert op d'Fro ginn, déi se gestallt kruten. Dofir hätte mer gären elo, dass an engem gewëssenen Délai geäntwert gëtt. De Buergermeeschter kann awer soen: Ech sinn net domadder d'accord. An d'Preuve läit beim Opérateur. Den Opérateur muss duerno beweisen, dass aus technesche Grënn hie seng Installatioun op e gewëssene Punkt muss hisetzen.

Well mer awer net gären hätten, dass dat direkt op d'Gerichter geet, hu mer eng Kommissioun geschaf beim Stat, déi kucke soll, mat de Gemengen zesummen a mat den Opérateuren zesummen, wann do Litigé sinn, an ech si fest dovunner iwwerzeegt, dass mer a ville Gemenge keng Litigé wärte kréien, ze kucken déi ewechze kréien.

Wann dat net méiglech ass, da geet et selbstverständlech op

d'Gericht an da muss d'Gericht décidéieren, ob oder ob net deem enge sai Point de vue oder deem anere sai Point de vue dee richtege ass.

Gëtt de Buergermeeschter seng Autorisatioun, heescht dat nach net, dass d'Situatioun regulariséiert ass, mä et heescht soss näischt wéi dass mer dann endlech an d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur erakommen, dass also déi Froe vu Gesondheetsschutz, vun Distanz, vu Strahleschutz an esou weider, am Kader vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur, regléiert ginn.

Dat kann net aneschters sinn, well déi Gesetzgebung do seet ganz kloer, dass et de Stat ass, am Kader vum Gesetz iwwert de Kommodo-Inkommodo, deen zoustänneg dofir ass fir d'Normen ze definéieren, déi respektéiert an déi applicabel sinn an deenen eenzelne Gemengen.

Ech sinn och net d'accord mat enger Analys, déi seet, dass dat heite contraire wär zur Constitutioun oder zu de Gesetzer. Den Artikel 107 vun eiser Verfassung wéi och d'Gesetz vun 1999 iwwert den Aménagement du territoire gesi ganz kloer vir ënner wat fir enge Konditiounen, dass de Stat kann an d'PAGë vun deenen eenzelne Gemengen agräifen.

An dann d'Form vum Plan sectoriel, déi mer adaptéiert hunn. Dat war schlussendlech och nach eng Kritik, déi mer an deenen Avise kruten, déi sech geähnelt hunn, fir et emol esou ze soen, wann et och net grad deeselwechte Wortlaut war op verschiddene Plazen, esou ware mer eis awer bewosst, dass mer et hei mat engem schwierege Plan sectoriel ze dinn hunn, well et net méiglech ass fir d'Zukunft ze definéieren, wou wat fir eng Antenn hikënn. Ech hat als Landesplanungsminister och, muss ech ganz éierlech soen, während enger ganzer Zäit ganz heftig Diskussiounen mat mengem Kolleeg Biltgen doriwwer, dat ech gesot hunn: Mir müssen et dach kënnen fäerdeg bréngen, dass mer an engem Land, wat esou ass wéi et ass, ganz genau kënnen d'Plazen definéieren wou dann déi Antennen hikommen.

Mä d'Expären, d'Spezialisten hunn eis iwwerzeegt, a mech och, an dogéint kann ech leider näischt méi awenden, och als Landesplanungsminister, dass dat net ad aeternam méiglech ass, well déi Antennen an engem Zesummespill tëschent Puissance an Unzuel vun Appelë fonctionnéieren, wat et noutwendig mécht, dass jee nodeem wéi een eng Antenn réckelt, een aner Antennen och muss réckelen. Et geet heiansdo esouguer duer, dass Der ee Gebai baut op eng gewësse Plaz, dass Der d'Antenne muss réckele fir sécher ze stellen, dass den Trafic fonctionnéiert.

An dat ass deen aneren Aspekt vun der Fro. Mir wëllen déi Fro hei jo och am Intérêt vum Consommateur léisen. Mir wëllen d'Fro léisen, dass d'Leit am ganze Land e méiglechst gudden GSMs-Empfang hunn. Fir dat ze maache brauch een eng Approche, déi flexibel ass, an dofir konnte mer net - an ech soe wierklech et war meng Approche am Ufank - higoen an elo schonn am Fong eng definitiv Tabelle dohinner leeën, fir dass d'Gemengen - all 118 - emol informéiert wäeren am Detail, wou da wat fir eng Antenne bei hinne géife stoen.

Ech hunn d'Impressioun, dass op gewëssene Plazen d'Buergermeeschteren net ëmmer informéiert doriwwer waren, wou da wat géif stoen, obschonn ech op verschiddene Plazen och d'Impressioun hunn, dat se et ganz gutt

woussten an dat se awer net dat gemaach hu wat se am Fong hätte misse maachen.

Net d'accord kann ech awer mat verschiddene Propositione sinn, déi ech da liesen, a wou ech muss awer och heiansdo soen, dass et d'Limite vun der Hypocrisie awer och licht tangéiert, dat wat ech an deenen Avisen do hu mussen liesen. Wann ech zum Beispill liesen, dass d'Gemeng X elo gären hätt, dass de Stat d'Antenn, déi op hirem Waassertuerm opgeriicht war, géif ewechhuelen; wann d'Gemeng Y mer schreift, dass de Stat elo emol gefällegst déi Antenn soll ewechhuelen, déi bei hinnen op der Schoul steet; oder dass eng aner Gemeng mer schreift, si hätten um Centre culturel communal eng Antenn stoen an de Stat soll elo emol kucken, dass déi ewechkënn.

Da stellen ech mer awer d'Fro: Wéi kënn eng Antenn op e Centre culturel communal? Wéi kënn se op e gemengeneegene Waassertuerm? Oder wéi kënn se op eng Schoul? Si kënn net vum selwen dohinner. A wann déi Buergermeeschteren esou concernéiert gewiescht wäeren iwwert déi Fro, dann hätten se selwer d'Moyens juridiques gehat, fir sech dogéint ze wieren.

Also nach eng Kéier, Här Bodry, op Är konkret Froen: Et geet net drëm fir bestehend illegal Antennen ex post ze legaliséieren. De Buergermeeschter muss keng Autorisatioun ginn. Hie kann eng Autorisatioun ginn. D'Charge de la preuve ass beim Bedreier a wa se sech net eens ginn, och net no Mediation an där Kommissioun, dann ass et um Rechtswee, wou sech déi Fro muss klären.

D'Kommodo-Inkommodo-Gesetzgebung gëtt net ausgehiewelt. Och eng Autorisatioun vum Buergermeeschter vun enger Antenn, déi elo besteet, entbënn déi Antenn net d'Kommodo-Inkommodo-Prozedur ze maachen. Wat awer de Préalabel dozou ass, ech soen dat nach eng Kéier, dat ass d'Buedemnotzung, dass mer déi conforme kréien, an dat ass de Sënn vun deem Reglement. Näischt verhënnert awer d'Gemengen an Zukunft, wa se hir PAGen ausschaffen, wa se hir PAGen änneren, fir Zonen ze definéieren an hirem Kader, déi deene Considératiounen Rechnung droen.

Ech sinn net der Meenung, dass mer de Gemengen hir Kompetenze géifen anengen, au contraire. Ech sinn der Meenung, dass mer exakt an der Rumm bleiwe vun de Kompetenze wat déi eng a wat déi aner hunn.

Op d'Fro firwat dass mer déi zukünftige GSMs-Antennen net elo ausweisen, mengen ech, hunn ech eng Äntwert ginn. An d'Mindestdistanz virschreiw fir sensibel Gebai, do si mer der Meenung, dass dat am Kader vun der Kommodo-Inkommodo-Prozedur soll definitiv gekläert ginn. A wa mer dat bis op zwou, dräi Plazen hunn, da wäert dat sech jo och dann op déi 118 Gemengen applizéieren.

Mir hunn de Conseil supérieur d'ailleurs net befaasst ier dat gemaach ginn ass. Deen ass den 3. November befaasst ginn. Wa mer den Avis vum Conseil supérieur hunn, da geet d'Prozedur jo nach an...

#### (Interruption)

Mir hunn de 16. September opgehale, mir hätten de 16. August am Fong d'Consultation des communes kéinten ophalen. Mir ginn elo an de Conseil supérieur. Dee gëtt säin Avis. Nom Conseil supérieur kënn dann den CIAT nach eng Kéier, de Conseil interministériel de l'aménagement du territoire. Wann déi hir Avise ginn hunn, huele mer dat wat mer vun hinne kruten, plus dat wat mer vun de Gemenge kruten, nach eng Kéier an eisen Aarbechtsgrupp. Mir délibéréieren doriwwer, ginn dann an de Conseil de Gouvernement, kucke wéi eng vun deene Criticke mer kënnen, opgrond vun den Objekti-

ver vun eisem Plan sectoriel, zréckbehalen a wat fir eng dass mer net kënnen zréckbehalen, well se net fondéiert sinn oder well se net an der Prozedur hei tangéiert sinn.

Da geet d'Prozedur iwwert de Conseil d'Etat zum Enn, ier se dann zum allerleschte Schluss, dann hoffentlech, iergendwann eng Kéier am Intérêt vun dem Bedreier, vun de Gemengen a vun de Particulieren zu engem Reglement grand-ducal kann iwwergoen.

Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Här Bodry, wëllt Dir nach eng Kéier d'Wuert ergräifen?

**M. Alex Bodry (LSAP).** - Här Minister, ech wëll nach eng Kéier e puer Froen stellen an deem Ganzen, well awer déi Äntwert mer net Satisfaktioun ginn huet, well ech mer net kann erklären, wisou dat heiten elo net vun uewen no ënnen erof imposéiert ginn ass. Wat fir e Buergermeeschter huet gefrot, fir déi heite Kompetenzen ze kréien, niewent den normale Prozedure bei der Baupolice hei zu Lëtzebuerg?

Dat hei ass eppes, hei baue mir e spezielle Regime, de Bauteregime, fir d'GSM-Antennen, deen et a kenger anerer Matière gëtt. De Buergermeeschter ass zoustänneg fir d'Police des bâtisses hei zu Lëtzebuerg, mä am Kader vun der Exekutioun vun Bautereglement vum senger Gemeng. Hei maache mer e Mischmasch. Hei kritt een eng Kompetenz, mä mir setzen him direkt eng staatlech Kommissioun niewendrun, déi en Avis ofgëtt. A wat fir e Buergermeeschter kann a senger Décisioun herno deen Avis do net suivéieren? Wat fir eng Décisioun vun engem Buergermeeschter hätt Bestand virun de Gerichter, wann hie géif eng aner Décisioun huele wéi déi, déi d'staatlech Kommissioun hei virgeschloen huet?

Hei kritt de Buergermeeschter zousätzlech iwwert den Artikel 5 vun deem Projet de règlement d'Kompetenzen, fir och nach no Kritäre vum Gesetz vun 1937 ze kucken, vum Gesetz vun 1999 ze kucken a vum Gesetz vun 1982 iwwert den Naturschutz ze kucken, wou de Buergermeeschter null Zoustännegkeeten huet an deenen Texter. Dat geet net!

Här Minister, ech froen lech wéi Dir mengt, dass dat dote géif goen. An Dir insistéiert hei flott op eng Distinction, déi misst gemaach ginn tëschent dem Kommodosgesetz op där enger Säit an dem Gesetz vun 1999 iwwert d'Landesplanung op där anerer Säit. Dir kënn hei keng Bestëmmungen dra schreien, déi do géifen eng Interferenz maachen. Mä Dir baut an Är eegen Texter Interferenzen an. Kuckt lech den Artikel 5, leschten Ofsatz un. Do sot Dir, och wann d'Genehmigung eigentlech contraire ass zum Bauteplang vun der Gemeng, si ass awer richtig, an da spillt domadder den Text vun 1999 iwwert d'Gesetz Kommodo-Inkommodo net méi an deem heite Fall.

Ech liesen lech en eng Kéier gäre vir: «Dans ces cas, et aux fins de la législation relative aux établissements classés». Wat huet dat heiten an deem Text hei ze sichen, et geet jo nëmme ëm d'Landesplanung, heescht et. Hei gëtt probéiert - an et ass juristescht net haltbar -, eng wesentlech Errungenschaft vun deene sëlliche Reforme beim Kommodo ofzebremen an deem spezifische Fall vun de GSM-Antennen. Ech mengen ech weess ëm wat, dass et hei géif goen. Et gëtt probéiert dee Prinzip, dee seet, dass eng Kommodogenehmigung nëmme daerf erstallt ginn, wann d'Occupation du sol déi doten Aktivitéite méiglech mécht, auszehiewen iwwert deen heiten Text.

Dir musst et maachen. Dir wëllt bestehend illegal Situatiounen regulariséieren iwwert deen heiten Text.



**(Interruption)**

Wann Dir dat nämlech net maacht, da kritt Dir dat net, also maacht Dir et hei. Mä Dir maacht et iwwer e Règlement grand-ducal, well Dir eng bestehend Gesetzgebung deelweis ausser Kraaft setze wëllt, an dat geet net. Dat schéngt mir einfach op der Hand ze leien, dass dat do net geet.

**(Interruptions)**

Dat dote geet net.

■ M. François Biltgen, *Ministre délégué aux Communications*.- Dat geet hei. Ma sécher geet dat!

**(Interruptions)**

Et ass ëmmer gutt, wann een nom Prinzip fiert «j'adore ce que j'ai brûlé», an emgedréint.

■ M. Alex Bodry (*LSAP*).- Neen. Hei komme keng Aussoe vu mir an déi dote Richtung.

**(Coups de cloche de la Présidence)**

Deen Text vun 1999 ass gutt.

■ Une voix.- A maja, dat menge mir och.

■ M. Alex Bodry (*LSAP*).- An ech gesinn net an, firwat mir eng Rei vu Rechtsprinzipien hei iwwert d'Kopp werfen, well mer an Eenzelfäll d'Problematik net Meeschter ginn.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Am Avis vun der Gemeng Diddeleng steet just de Contraire. D'Gesetz géif näischt maachen.

■ M. Alex Bodry (*LSAP*).- Well de Minister grad gesot huet, de

Buergermeeschter kënnt d'Autorisation ginn, muss ech soen, dass den Artikel net seet: «le bourgmestre peut», mä et steet do: «le bourgmestre accorde également l'autorisation». Da kënnt de Fall wou et sech ëm illegal bestehend Antennen handelt.

Deen heiten Text ass am Prinzip evident, an zwar dass wann déi Konditiounen, déi d'Gesetzter vorschreift, déi d'Reglement hei vorschreift - wou menger Usicht no eng net onzoulässlech Referenz op aner sektoriell Gesetzter gemaach gëtt, déi net an den Zoustännegkeetsberäich vum Buergermeeschter falen -, wann déi Konditiounen hei erfëllt sinn, da kritt all Antennebedreiwer an Zukunft Recht, op Grond vun deem heiten Text. Da muss de Buergermeeschter, wann déi Konditiounen erfëllt sinn, d'Autorisation ginn, och wann hien se net wëllt ginn.

Setzt lech trotzdem emol eng Kéier an d'Situatioun, net vum Buergermeeschter, dee vläicht seng Responsabilitéit net iwwerholl huet, mä vun deene Leit, déi geklot hu viru Geriicht, wéinst enger illegaler Antenn, an déi Recht kritt hunn.

■ Une voix.- Jo, jo.

■ M. Alex Bodry (*LSAP*).- Elo kommt Dir mat deem heiten Text an Dir geheit dat op d'Kopp. Här Minister, wéi mengt Dir wéi d'Rechtsempfinde vun deene Leit affektéiert wär duerch esou eng Prozedur?

■ M. le Président.- Här Minister Wolter.

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Ech wollt just kuerz drop äntworten, andeem ech gesinn, dass den Här Bodry a senger

éischter Interventioun ganz sachlech war, an dass hien an der zweeter Interventioun amgaangen ass e bësse méi ze weise wou hie wëllt higoen. De Souci vun der Regierung ass deen, ech soen dat ganz kloer, fir en Equilibre ze schaffen, fir d'Mobiltéléphonie hei zu Lëtzebuerg ze erlaben, an net fir se ze verhënneren. Fir dat ze maachen, muss mer iwwer Punkten ewechkommen, déi onkloer sinn, respektiv vun de Gemengen am Kader vun hire PAGen net esou behandelt gi si wéi se misste behandelt gi fir d'Téléphonie kënne ze erlaben.

Mir hunn, Dir Dammen an Dir Hären, eng Kommissioun agesat, well gesot ginn ass, et wär méiglech dass d'Gemengen technesch gesinn net à même wäeren, fir alles do ze suivéieren, als Hëllefstellung. Ech muss soe wann d'Unanimitéit hei doranner besteet, dass déi Kommissioun net soll zesummekommen, kënne mer se sträichen. D'ailleurs fir elo d'Regularisation ze maachen, mengen ech, muss een op d'Kommissioun goen, an duerno ass et eng Fakultéit. De Buergermeeschter muss déi Kommissioun jo iwwerhaupt net uruffen, well déi Kommissioun ass geduecht als Hëllef fir d'Gemengen. Wann d'Gemengen der Meenung sinn, dass déi Kommissioun hei keng Hëllef ass fir si, kënne mir déi Kommissioun sträichen. An da kucke mer ob d'Gemengen da besser eens gi mat der Fro wéi, wou, ënner wéi fir enger Konditiounen een eng Antenn um Territoire vun der Gemeng hisetzt oder net.

Mir hunn hei probéiert eng Bréck ze bauen, fir illegal Situatiounen kënne an en Text eranzekréien, deen et méiglech mécht, d'un point de vue de l'aménagement du terri-

toire, fir kënne eens ze ginn. Mä Rechtsempfinden ass et awer och net, dass wann e Geriicht feststellt - et ass d'ailleurs och net juristescht haltbar - a seet, déi Antenn kann net op där doter Plaz niddergeluecht ginn, well et net kompatibel ass mam Bebauungsplang, dass een dann ad aeternam seet, och deene Leit: Elo kënnt keng Antenn dohinner. De Gemengerot respektiv de Stat iwwert d'Gesetz vun 1999 wou Dir, Här Bodry, den Auteur sidd, huet d'Méiglechkeet fir de Bebauungsplang vun enger Gemeng dahingehend ëmzënnere, dass d'Konstruktioun méiglech ass. A wann een...

**(Interruptions)**

Neen, op Grond vun engem Plang wéi et elo ausgesäit, deen zesumme mat de Bedreiwer fir d'Zukunft soll ausgeschafft ginn,...

**(Interruption)**

...woubäi ech nach eng Kéier soen, dass et net méiglech ass...

■ Une voix.- Et ass méiglech!

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- ... déi Leit, déi gudde Wellen hunn, verstinn dat dann, déi aner net -, all Expär seet lech dat, fir elo bis an d'Zukunft eran d'Plaz ze definéieren hei am Land, wou déi Antenne kënne hikommen, well eng ganz Rei vu Facteure matspillen, déi et noutwendeg maachen, dass dee Plang do permanent adaptéiert gëtt.

Ech soen lech just ee Moment wat ass, wa mir et net esou maachen. Da muss mer jo, fir mobil ze telefonéieren, hilgoen, d'Buergermeeschtere mussen dat elo maachen, si kenne jo elo d'Emplacementer vun hiren Antennen, si mussen eng Prozedur entaméieren op

Grond vun hirer Responsabilitéit, fir dass alleguerten déi Antennen ophale mat senden, well se net konform sinn zum Bebauungsplang. An da muss mer am ganze Land waarde bis déi eenzel Gemengen hir PAGE konform zur Gesetzgebung gesat hunn, fir dass mer d'Mobiltéléphonie hei zu Lëtzebuerg kënne bedreiwen.

Ech hätt gär, dass all Buergermeeschter individuell mat sengem Schäfferot a sengem Gemengerot, wa se dat gär hätten, eis e Bréif solle schreiwen, wou se soen: Mir wëllen op déi dote Prozedur net goen a mir wëllen am Kader vun eisem PAG d'Zonen esou definéieren, dass et geet. Da schreiwen ech de Leit e Bréif an der Gemeng, wou ech soen: Äre Gemengerot huet decidéiert, dass bei lech bis op weiteres mobil net méi telefonéiert gëtt, respektiv dass keen Empfang méi ass, well dat ass d'Alternativ iwwert déi mir hei diskutéieren. Mir probéieren hei eng Bréck ze bauen tëschent de Gemengen, de Bedreiwer an deenen, déi gär telefonéieren. Wann dat a gewëssene Gemengen net akzeptéiert gëtt, ech kann domadder liewen, mä dann iwwerhuelen awer déi d'Responsabilitéit, déi fir déi Décisioun dann och responsabel sinn.

■ M. le Président.- Kolleeginnen a Kolleegen, domadder wär déi Questioun ofgeschloss a mir wäer gläichzäiteg och um Enn vun eisem Ordre du jour ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer Mëtwoch, de 15. Oktober, a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehewen.

**(Fin de la séance publique à 16.54 heures)**

**Ordre du jour**

- Dépôt de deux projets de loi
- 5091 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire  
*(Rapport de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motions - Votes)*
- 5100 - Projet de loi modifiant le Code des Assurances sociales et la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension  
5060 - Proposition de loi de Mme Mady Delvaux-Stehres modifiant le livre III du Code des Assurances sociales  
5061 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002
  - adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
  - portant création d'un forfait d'éducation
  - modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti  
*(Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*
- Ordre du jour
- 5060 - Proposition de loi de Mme Mady Delvaux-Stehres modifiant le livre III du Code des Assurances sociales  
*(Suite - Vote)*
- 5061 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002
  - adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension
  - portant création d'un forfait d'éducation

3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti

*(Suite - Vote)*

7. 5101 - Projet de loi relatif aux études et travaux préliminaires en vue de la réalisation d'un centre national de la culture industrielle sur le site des hauts fourneaux à Belval-Ouest

*(Rapport de la Commission des Travaux publics - Discussion générale - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel)*

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mmes Erna Hennicot-Schoepges, Anne Brasseur et M. Carlo Wagner, Ministres.

**(Début de la séance publique à 14.31 heures)**

■ M. le Président.- D'Sitzung ass op.

D'Wuert huet d'Madame Minister Anne Brasseur.

1. Dépôt de deux projets de loi

■ Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*.- Merci, Här President. Ech hunn den Dépôt vun zwee Projet-de-loien ze maachen. Duerch Arrêté grand-ducal vum 13. Oktober sinn ech autoriséiert, fir e Projet iwwert d'Base vun der Schoul ze deponéieren, dat ass also d'Basis-schoulgesetz. Duerch en Arrêté vum selwechten Datum sinn ech autoriséiert en Dépôt ze maache vun engem Projet de loi iwwert

d'Reform vum Enseignement primaire. Dat Gesetz ersetzt dat aalt Gesetz vun 1912, also e Projet de loi iwwert d'Primärschoul.

- *Projet de loi 5223 de base sur l'Ecole*

- *Projet de loi 5224 concernant l'organisation de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire*

■ M. le Président.- D'Chamber hält Akt vum Dépôt vun zwee Projets de loi duerch d'Madame Minister Anne Brasseur. Si gi weidergeleet un de Statsrot an och un déi zoustänneg Kommissioun.

Mir kommen dann elo zur Diskussioun vum Projet de loi 5091 iwwert d'Léierpersonal am Postprimaire. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si bis elo ageschriwwen: déi Häre Wiseler, Scheuer, d'Madame Durdu, déi Hären Henckes, Garcia an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Claude Meisch.

2. 5091 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire

**Rapport de la Commission de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports**

■ M. Claude Meisch (*DP*), *rapporteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, am Projet de loi 5091 geet et ëm eng weider Reform vum Concours de recrutement. Et kann ee soen eng weider Reform, well jo och scho virun net allze laanger Zäit eng zweet Sessioun bei deem Concours de recrutement agefouert ginn ass.

Mir wëssen, dass wann déi jonk Universitären, respektiv Universitären, déi scho Berufserfahrung gesammelt hunn, wëllen d'Proffecarrière aschloen, da mussen se deen Examen-concours de recrutement do maachen, éier se kënne mam Stage ufänken an éier se dann och nach eng Kéier duerno mussen en Exame maachen, a wa se dee gepackt hunn, da kënne se mat der Proffecarrière ufänken.

Wéi gesot, et ass do scho viru kuerzem eng Reform gemaach ginn, wou eng zweet Sessioun agefouert ginn ass. Dat haaptsächlech fir et deene Studenten ze erlaben, déi am Laf vum Joer vun der Uni zréckkommen, well se hir Diplomaarbecht nach hu misse fäerdeg schreiwen, well se hiren Diplom vläicht éreischt méi spéit kritt hunn, no den Délaien, déi noutwendeg si fir anzehalen, fir beim Concours de recrutement matze-



maachen, dass déi eng zweet Sessioun kënnen nutzen, an natierlech awer och all déi aner Universitäten, déi bei der éischter Sessioun et net gepackt hunn, dass déi eng zweet Chance kënnen an Usproch huelen.

De Concours de recrutement selwer setzt sech aus enger Epreuve préliminaire zesummen aus deenen dräi Landesübliche Sproochen, also Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch, an dann eben der sou genannter Epreuve de classement, déi dann am Haaptfach gehale gëtt, also an deem Fach wat herno soll enseignéiert ginn. Déi Epreuve de classement huet bis elo aus zwee Deeler bestanen, an et geet grad bei deem Gesetzesprojet dorëmmer fir déi zwee Deeler ofzeschaffen an do nach just eng Epreuve de classement an engem Deel weider funktionéieren ze looszen.

Déi zwee Deeler sinn 1992 agefuert ginn an et war dat eben an enger ganz anerer Situatioun. Deemools ass éischter vun enger Pléthore vun Enseignanté geschwat ginn, wéi haut vun enger Pénurie. Deemools ass driwwer diskutéiert ginn, ob dann elo déi net Lëtzebuergesch Kandidaten och zougeloooss gi fir d'Proffecarière. Et ass vu ganz anere Prognosen, wat d'demographesch Entwécklung ubelaangt, ausgaange ginn, wéi mer se duerno effektiv an der Realitéit kann hunn an och haut nach prognostizéieren. Dat huet dozou gefouert, datt de Gesetzgeber deemools der Meenung war, datt déi Epreuve de classement an zwee Deeler soll ofgehale ginn, fir eben an engem éischten Deel ze kucke wien zu deem zweeten Deel iwwerhaapt nach kann zougeloooss ginn, fir also do net all Kandidat zu deem zweeten Deel zouzeloossen, fir eben och déi ganz Epreuve méi einfach a méi schnell maachen ze kënnen.

Nun haut 2003 ass d'Situatioun - wéi mer et wëssen - aneschtens a mir hunn hei an der Chamber schonn oft doriwwer diskutéiert. Mir kennen haut eng Pénurie vun Enseignanten, op d'mannst a bestëmmte Fächer, wou mer eng ganz Rei vu Posten op hunn, déi mer net besat kréien, esou datt d'Ausgangsbasis haut eng ganz aner ass. Mir kréien op där enger Säit déi Posten net besat, well net genuch Kandidaten do sinn, op där anerer Säit huet awer och déi Opdeelung vun der Epreuve de classement an zwee Deeler dozou bäigedroen, an dofir soll se haut mat deem Gesetz ofgeschaf ginn.

Ech ginn e puer Beispiller. Esou war et zum Beispill bis elo méiglech, datt nom éischten Deel vun der Epreuve de classement manner Kandidaten iwwrig bliwwen sinn, fir den zweeten Deel iwwerhaapt nach kënnen ze maachen, wéi Posten do waren. Dat huet dann dozou gefouert, datt d'Kandidaten zwar den éischten Deel gepackt haten, awer net méi zum zweeten Deel zougeloooss waren an dat hat dann zur Konsequenz, datt u sech d'Kandidaten net op der Integralitéit vun hire Leeschtunge konnte gestéiert ginn, an datt d'Integralitéit vun den Epreuven net konnt zu Grond geluecht ginn, fir ze kucken ob se dann herno an de Stage opgeholl ginn oder net, respektiv ob se sech klasséiert hunn oder net.

Dése Projet de loi gesäit dann ebe vir, dass nach just eng eenzeg Epreuve de classement soll gemaach ginn. Weiderhin awer wäerte bestoe bleiwen d'Epreuven linguistiques an deenen dräi Sproochen Lëtzebuergesch, Franséisch an Däitsch an duerno geet et dann direkt mat enger Epreuve de classement weider. Esou datt elo ga-

rantéiert ass, datt d'Béuertheelung vun de Kandidaten u sech op der Integralitéit vun hire Leeschtunge berout an ech mengen dese Projet gëtt och zur Hoffnung Ulass, datt domat méi Poste wéi bis elo besat ginn.

Dem Projet läit och e Règlement grand-ducal bái, deen haaptsächlech d'Modalitéiten an d'Prozedure fir d'Epreuve préliminaire linguistique definéiert. Och do ginn et eng Rei vun Ännerungen, déi méi Flexibilitéit garantéieren sollen. Zum Beispill war et elo esou, datt d'Zuel vun de Juryn an dem bestohende Règlement grand-ducal op dräi limitéiert war. Do kënn elo méi Spillraum dran, well an deem Text gëtt vun enger oder méi Juryé geschwat. D'Zuel vun de Membere vun deene Juryé gëtt erofgesat vu fénnef op dräi, datt also fir méi Flexibilitéit bei der Epreuve préliminaire eranzekréien.

D'Moyenne soll och an Zukunft ziele vun der mëndlecher a vun der schrëftlecher Epreuve préliminaire. Bis ewell war et och esou, datt do déi schrëftlech schonn eliminatoresch war. Dat heescht, wann een déi net gepackt huet, da war een eliminéiert. An Zukunft soll also eng Moyenne do zielen.

Da gëtt och nach eng Modifikatioun gemaach vun de Kritären opgrond vun deenen een eng Dispens vun der Epreuve préliminaire linguistique ka kréien. Bis elo huet een dofir dräi Joer an engem Land misse studéieren, wou dann däitsche respektiv franséischen Unterricht gehale ginn ass, fir am Däitschen oder am Franséischen eng Dispens kënnen ze kréien. Dat ass elo erofgesat ginn op zwee Joer. Dat ass doduerjer motivéiert, datt eben haut, aneschtens wéi vläicht nach virun engem Jorzéngt, d'Studenten och sollen encouragéiert gi méi laang hei am Land ze studéieren, a mer hu jo Gott sei Dank mëttlerweil och eng Uni Lëtzebuerg, an et war net ubruucht, datt déi Studenten, déi hei am Land op der Uni Lëtzebuerg studéieren, benodeelegt wäer par rapport zu deenen, déi am Ausland studéieren.

Erlaabt mer och nach, Dir Dammen an Dir Hären, e Wuert ze soen zum Avis complémentaire vum Statsrot vum 23. September 2003. Deen ass net opgeléicht an dorobber si mer net agaangen am schrëftleche Rapport, dee schonn am Juli dëses Joers vun der Kommissioun ugeholl ginn ass. Et ass einfach esou gewiescht, datt d'Kommissioun den Textvorschlag vum Statsrot akzeptéiert huet, dunn awer nach eng ganz kleng Modifikatioun gemaach huet, esou datt den Text huet nach eng Kéier missen zréckgoe bei de Statsrot. Dofir deen Avis complémentaire hei, deen awer och duerchaus positiv ass, an dofir wëll ech hei bei dëser Geleeënheet nach eng Kéier dorobber hiweisen. Wéi gesot, am schrëftleche Rapport ass dovunner näischt ze fannen.

Ech menge mat deem Gesetzesprojet kann een dovunner ausgoen, datt d'Qualitéit vum Enseignement an och vun den Enseignanté weiderhin ee ganz wichtige Kritär bleift. Et gëtt hei net probéiert, wéi et och emol des Öfteren dobausse gefuerdert ginn ass, fir vläicht de Concours de recrutement ganz ofzeschaffen, fir jidderee mat engem Universitätsdiplom zum Stage zouzeloossen. Neen, datt ass hei net de Wee. Et gëtt hei net probéiert fir d'Lat méi niddreg ze hänken, mä et gëtt einfach probéiert fir méi Kandidaten iwwert déi Lat, déi op darselwechter Héicht wäert hänke bleiwen, kënnen driwwer ze kréien.

Ech wëll och nach eng Kéier drun erënneren, datt de Concours de recrutement jo net déi eenzeg Etapp ass hin zur Proffecarière, mä datt et eng vun den Etappen ass. Duerno kënn de Stage an duerno kënn den Examen, deen ee jo och nëmmen 2-mol daerf maachen a bei där zweeter Kéier spéitstens muss gepackt hunn.

Dése Projet de loi, zesumme mat deem Règlement grand-ducal, bréngt also méi Flexibilitéit, e gëtt méi Leit eng Chance an de Beruff vum Enseignement ze kommen, an dat bei gläicher Qualitéit, an dofir géing ech lech häerzlech bieden, deem Projet Är Zoustëmmung ze ginn.

Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischte Riedner ass den Här Claude Wiseler agedroen. Den Här Wiseler huet d'Wuert.

#### Discussion générale

M. Claude Wiseler (CSV).- Merci, Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech selbstverständlech dem Här Meisch, dem Rapporteur, félicitéieren, fir déi Aarbecht, déi hie gemaach huet. Ech hunn a sech net vill zu der Technik vun deem hei Text bäizefügen. E puer Remarke wëll ech awer schonn zum Sujet selwer maachen, zum Concours de recrutement selwer, well ech viru méi wéi 20 Joer, wou ech ee vun deenen éischte war, deen huet missen dee Concours de recrutement do duerchmaachen, net nëmme gutt Souveniren dorunner hunn, well ech e Souvenir vu vill Stress hunn, wat een déi Zäit do matkrut.

Mä awer muss ech soen, dass ech denken, dass déi meescht Leit, déi dee Concours de recrutement do gemaach hunn, doduerch eng ganz seriö Preparatioun schonn haten, fir dee Beruff, dee se duerno exercéieren, an och d'Méiglechkeet hate fir d'Uwendung vun der Methodik, déi se op der Uni, op de Schoule geléiert hunn, hei schonn unzewennen, an op där anerer Säit fir awer vun där Spezialisierung, déi op den Universitëiten haaptsächlech an deene leschte Joren normalerweis gemaach gëtt, e wéineg ewechzecommen, a fir sech erëm mat der Generalisierung vun de Sujeten a vun der Matière, esou wéi se am Secondaire geléiert gëtt, ofzeginn a fir och d'Inhalter vun de Programmen, déi an de Schoule gebraucht ginn, erëm eng Kéier ganz opzefrëschen an duerchzegoen. An deem Sënn hunn ech fonnt, dass et schonn en extrem utile Exercice an eng extrem utile Epreuve wär, déi zu engem Zäitpunkt gemaach gëtt, deen ebe just deen ass eier een an den Enseignement antrëtt.

Trotz deem positive Punkt hunn ech mech ëmmer, déi Zäit schonn an haut och nach, gefrot, ob et ëmmer déi Enseignante wäeren, déi déi beschte wëssenschaftlech Resultater hätten, déi duerno och déi beschten Enseignante géinge ginn, well jo och niewent de wëssenschaftleche Resultater eng ganz Rei aner Komponente matspillen, wann ee virun der Klass steet, wann ee virun de Schüler steet, fir ze kucke wéi dat soll ginn, respektiv fir déi Kommunikatiounsméiglechkeeten, déi Aart a Weis wéi ee Schoul hält, wéi ee seng Pädagogie uwennt, och déi oral Ausdrocksform, déi een huet, déi ee gebraucht an déi ee muss an der Schoul hunn. Et ginn also nach eng ganz Rei aner Kritären, déi kéinten do ugewannt ginn. Mä ech weess awer och selwer, dass dat ganz schwéier ass, fir dat an deem Moment ze testen.

Dése Projet geet dann dozou iwwer, fir a sech déi Epreuven préliminaires an d'Epreuven de classement als eppes Gemeinsames ze gesinn, an en dréit am Fong och deem Fait e wéineg Rechnung, andeem en déi Kommunikatiounsméiglechkeeten, déi Ausdrocksméiglechkeeten, déi deem Einzelne gi sinn, dee sech deem Concours stellt, mat an d'ganz Epreuve, net nëmmen an d'préliminaire

mä mat an d'ganz Epreuve, eranzéiert. Esou dass ech am Fong mengen, dass, ob dat elo esou gewollt ass oder net, de Fait, dass een déi préliminaire Epreuven iwwert d'Sprooch mat an d'Concoursresultater hält, schonn zu engem Deel ausdréckt, dass den Enseignant net nëmmen e Wësseschaffler vu sengem Fach ass, mä och eng Rei aner Moyenen, notament sproochlech Moyenen, muss zur Verfügung hu fir kënnen an der Konditioun ze sinn, fir gutt a korrekt Schoul ze halen.

Op där anerer Säit, wann ech awer d'Argumentatioun kucken, esou wéi se am Text elo steet, an ech zitieren hei den Exposé des motifs vum Text, do steet: «Dans la pratique la mise en application des dispositions citées plus haut a conduit du moins dans un certain nombre de spécialités à une situation d'inoccupation de tous les postes disponibles.» De Conseil d'Etat iwwerhëlt dat Argument a seet: «Bien plus l'élimination de certains candidats dans les tests linguistiques dès la fin de la première partie des épreuves de classement ne permettait plus d'atteindre un nombre suffisant de candidats pour occuper les postes vacants, du moins dans certaines spécialités.»

Et ass richtig, esou wéi den Här Meisch et virdu gesot huet, esou wéi et och am Exposé des motifs steet, dass dee Concours agefuert ginn ass Ufanks den achteger Joren an engem Moment, wou eng Pléthore vu Kandidaten fir an den Enseignement do waren, fir do e gerechten Accès zum Stage ze maachen a fir och net ze vill Leit eranzehuelen, esou dass een deene Leit, déi en Effort vun zwee oder dräi Joer do maachen, och eng Garantie gëtt, wa se et packen, dass se dann och kënnen Professer ginn.

E puer Joer duerno ass et zu engem Examen-concours émfunktionéiert ginn, wou net nëmmen e Klassement opgesat ginn ass, mä wou och ofgefrot ginn ass, ob dee jeeweilegen Enseignant da genügend Connaissancen hätt, fir kënnen déi Profession zu exercéieren, wat am Fong en Émschichte vun de Finalitéiten oder eng zousätzlech Finalitéit war. Duerno 1992, wéi d'Ouverture vun der Fonction publique war, ass nach dozoukomm, dass mer och déi Epreuven préliminaires gemaach hunn, fir eng Garantie ze ginn, dass och déi Leit, déi mer bei eis am Enseignement hunn, vun deem Moment un, wou dat och anerer konnte si wéi Lëtzebuerg, awer déi noutwendeg pedagogesch a sproochlech Kenntniss hunn, fir utilement an der Lëtzebuerg Schoul Schoul ze halen. Et ass kloer, dass och d'Lëtzebuerg Sprooch an d'Beherrschung oder zumindest d'Verstoe vun der Lëtzebuerg Sprooch dozou gehéiert.

Deen heite Gesetzestext ass also e Moyen, fir méi Leit eng Chance ze ginn, wann et noutwendeg ass, an et ass haut noutwendeg a sech vläicht och méi nuancéiert e Jugement iwwert déi Kandidaten ze maachen.

Et bleift awer nach d'Fro iwwert de generellen Usproch, dee mer un déi Kandidaten stellen, déi an den Enseignement goe wëllen. Wa mer dat akzeptéieren, wat de Conseil d'Etat seet: «...que certains candidats puissent avoir certaines faiblesses linguistiques surtout à l'écrit après avoir vécu, souvent plusieurs années de suite, à l'étranger dans un milieu linguistique différent», an e wéineg weider: «...il convient de donner à ces candidats une chance de combler leur carence linguistique au cours de leur période de stage et non pas de les éliminer dès le départ et sans leur permettre de se classer utilement en vue d'accéder au stage.»

Ech kann dat gutt verstoen, dass een haut op dee Wee geet, mä ech mengen och, dass een an der

nächster Etapp awer eng Kéier muss iwwerleeën, wat fir eng Uspréch een dann un d'Enseignante stellt, wat fir eng Standarden ee fir dee Beruff vum Enseignant an Zukunft wëllt stellen. Dat ass eng Fro, déi elo vläicht net hei beäntwert ka ginn, mä ech mengen, déi mer eis awer schëlleg sinn, eng Kéier an deenen nächste Méint an deenen nächste Joren unzegoen, fir do eng Äntwert ze ginn.

Zwou aner Remarken, déi ech maache wëll, sinn, dass mer bei der Origine vun deem Text e Mangel un Enseignanten a verschidde Fächer momentan hunn. A wann ech d'Pressekonferenz kucken, déi d'Madame Minister virun e puer Wochen gehalen huet, a kucken, wat fir e Recrutement mir dëst Joer 2002-2003 hunn, dat sinn der am Préscolaire 56, am Primaire 144, am Secondaire 100, am Secondaire technique 29, an dem Précoce 22, dat heescht 351 nei Admissiounen dëst Joer fir an den Enseignement, a wann ech dann och de Plan de recrutement kucken, Madame Minister, deen Der eis zur Verfügung gestallt hutt, wou Der fir 2003 175, fir 2004 180, fir 2005 185, fir 2006 190 a fir 2007 195 nei Enseignanten virgesitt eleng an de Postprimaire anzestellen, da muss ech soen, da kënn een net laanscht d'Reflexioun fir ze soen, dass mer effektiv elo an deenen nächste Jore wäerten e Besoin hu vu ronn 400 jonke Leit, déi all Joers nei an den Enseignement eraginn.

Wann een awer weess, dass mer zum Beispill 2002 knapps 1.000 Primaner haten, déi ofgeschloss hunn, dann ass et liicht ze rechnen, wat fir ee Prozentsatz wierklech - elo grosso modo geschwat - vu jonke Leit, déi aus engem Joergang op Première ofgeschlëssen, mer duerno am Fong drainéieren, fir eenzeg an eleng an de Lëtzebuerg Enseignant ze goen. Dat si 40%. Dat ass eng Zuel, wou ee sech awer muss Froe stellen, déi net onproblematesch ass fir eis Wirtschaft an déi och net onproblematesch ass fir eis sozial Struktur.

Nach eng lescht Remarque, déi ech maache wëll. Mir schwätze jo hei, wa mer vum Concours schwätzen, iwwert den Accès zum Secondaire, iwwert den Accès zu deem Concours, an deen ass definéiert an de Gesetze vun der Fonction publique duerch „un cycle complet de quatre années d'études universitaires“. Dat heescht, wann ee sech wëllt an deem Concours, iwwert dee mir hei schwätzen, presentéieren, da muss een „un cycle complet de quatre années d'études universitaires“ fir dee groussen Deel vun deene Fonctionen, déi do beschriwwen sinn, maachen. Dat ass de classesche System, esou wéi e säit Joren, säit ëmmer, esou wäit ech mech erënnere kann, op jidde Fall beim Stat, besteet.

Op, weess een awer elo, dass d'Universitëitswelt a Bewegung ass, schonn eleng duerch de Fait, dass mer virun enger Rei Wochen eng grouss Debatt hei an der Chamber haten iwwert d'Uni Lëtzebuerg, an dass mer am Kader vun der Debatt och definéiert hunn, dass an Zukunft de System hei zu Lëtzebuerg, wéi an all deenen aneren europäesche Länner, dee wäert sinn, dass mer um Niveau vun engem Bachelor an duerno vun engem Master wäerten ausbilden. Dat heescht dann awer och eng aner Joreszuel, dat heescht net ëmmer nëmme véier Joer, dat heescht eventuell dräi Joer oder dat heescht eventuell fénnef Joer.

Dat ass jo haut an den angelsächseschen Universitëite souwisou schonn de Fall, wou déi Joreszuel net méi esou am Vierdergrond steet, wou e Bachelor ka vun dräi oder vu véier Joer gemaach ginn. A ganz oft sinn Universitëiten, déi e Bachelor an dräi Joer maache mindestens grad esou performant wéi déi, déi datselwecht a véier Joer maachen, esou dass d'Joreszuel näischt méi ausseet, an och déi Diplomer, ob se an dräi oder véier



Joer gemaach ginn, ganz oft eng absolut Equivalenz hunn.

Dofir mengen ech, dass och an dem Kader souwuel d'Education nationale, mä haaptsächlech mengen ech hei d'Fonction publique, missten dee Système d'accès eng kéier iwwerdenken, vläicht och upassen un dat, wat zu Lëtzebuerg, an an deenen nächste Joren an Europa, kéint. Do därfe mer net ze vill Zäit verléieren, well deen Zuch ass iwwerall op de Schinnen, iwwerall amgaangen ze fueren.

Déi Remarque gesot, an ech mengen se passen an engem large Sënn an de Kader vun deemem Text - ech soen an engem large Sënn, well se net strikt elo sech just un den Text halen - ass et evident, dass d'CSV-Fraktioun deesen Text, esou wéi en hei virläit, selbstverständlich wäert stëmmen. Ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jos Scheuer agedroen. Den Här Scheuer huet d'Wuert.

M. Jos Scheuer (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn ee vun deenen, déi nach laanscht dee Concours, fir an de Beruff eranzekommen, komm sinn.

#### (Interruptions)

Ech weess net, ob et Chance war.

Dee Concours ass agefouert ginn an ass noutwendeg gi wéi d'Collation des grades ofgeschaaft gi war, mä ech soen lech, d'Collation des grades huet dat garantéiert wat mer iwwer e Concours préife mussen, nämlech den Accès an d'Professioun iwwer Examen, deen héich selektiv war, dee kontrolléiert ginn ass hei zu Lëtzebuerg vu Leit, déi genau de System kann hunn an déi och wosste wéi d'Besoinë wäeren am Lëtzebuerg Enseignement an déi d'Schrauf esou zougedréit hunn, respektiv se opgelooos hu wéi d'Besoinen do waren.

Ausserdeem war deemools d'Garantie, datt jidderen, deen duerch d'Collation des grades gaangen ass, Däitsch, Franséisch a Lëtzebuergesch geléiert hat an och an deene Sprooch gepréift gi war. Dunn ass dann de Concours komm an de Concours war en Ersatz an ass nach ëmmer en Ersatz fir dat wat d'Collation des grades war, respektiv hu mer domadder endlech de Lëtzebuerg System ugepasst un déi modern Zäit. Ech hale bestëmmt kee Plädoyer fir eng nei Collation des grades.

Dee Gesetzesprojet hei gétt och d'Méiglechkeet fir grouss auszuheulen an och iwwert de Lëtzebuerg Schoulsystem ze schwätzen an och iwwert d'zukünfteg Universitéit vu Lëtzebuerg. Ech verzichten drop fir grouss auszuhuelen, mä ech werfe just e puer Froen op, déi am Zesammenhang sti mat dem Projet.

Den Här Meisch huet e gudde Rapport gemaach zu deem Gesetzesprojet, dee bestëmmt net anodin ass a passe-partout, guer net. Dee Gesetzesprojet adaptéiert de Recrutementssystem un déi bestehend Situatioun, dat heescht, e bréngt méi Flexibilitéit an dee Recrutement, an dat ass gutt esou. Fait ass, datt mer ausgaange si vun enger Pléthore vun Enseignanten, wéi op eemol de Butték opgemaach ginn ass, a fir Kontroll auszuüben hu mer dann de Concours agefouert:

1. fir d'Zuel ze kontrolléieren,
2. awer och natierlech fir d'Qualitéit vun den Enseignanten ze préifen, déi op de Lëtzebuerg Aarbechtsmaart an den Enseignement kommen. Och dat war noutwendeg, mengen ech, an dat gétt och kaum hei kontestéiert. Doduerch datt déi eenzel Brevet an den eenzelne Länner och den Accès hei op de

Lëtzebuerg Enseignement opgemaach hunn, war et kloer, datt mir hu missen de Spezifitéit vu Lëtzebuerg Rechnung droen an eng Kontroll ausüben, wien an den Enseignement kéint. Dat ass de Prinzip an zu deem Prinzip kann a muss ee stoen.

D'Zil ass a bleift, fir méiglechst vill brevetéiert Leit an den Enseignement ze kréien. Den Här Wiseler huet déi puer Zuele genannt, déi sech aus der Planifikatioun erausliesen, e Besoin vu ronn 400 Leit, an ech froe mech wierklech, wéi vill brevetéiert Leit mer op déi dote Plaze kréien an ob mer net och Interêt drun hu fir eist Konzept iwwert d'Astelle vu gudde Chargés de cours och emol ze iwwerdenken. Dat schéngt mer noutwendeg ze sinn, net nëmme wat d'Zuel vun den Enseignanten ugeet, mä och wat d'Qualitéit vun den Enseignanten an de Chargéen, egal wéi ee se nennt, am Secondaire classique an och am Secondaire technique ugeet. Also eng Politik och fir d'Qualitéit an d'Quantitéit vun de Chargés de cours e bëssen ze planifizieren oder ze programmieren, mat der Prioritéit natierlech méiglechst vill Brevetéierter ze kréien.

De Projet de loi ass an esoufern positiv och well déi Epreuves préliminaires mat den Epreuves de classement an engem Examen zesummegefaasst ginn. An do wollt ech awer wierklech och d'Fro opwerfen, déi de Statsrot opwerft. De Statsrot seet, e bësse pointéiert formuléiert: Firwat kacht den Enseignement seng eegen Zopp? Firwat gétt den Diplomat aneschters gepréift wéi den Enseignant? Also, ech kéint mer wierklech virstellen, datt een och do e gemeinsamen Examen mécht, an datt een déi eenzel Epreuves emol harmoniséiert.

Ech hu mech e bësse beschäftigt mat deem wat am Lëtzebuergesche gefrot gétt. Dat geet u beim Redakter bis uewe bei d'Universitären, an déi Leit, déi sech deem Examen mussen stellen am Lëtzebuergeschen, déi sinn och munchmol ganz schéi geplot. Ech hunn esou d'Impressioun, datt een och wat d'Lëtzebuergesch ugeet, esouwuel d'Programmer, wéi och d'Modalitéit vun deenen Epreuve muss iwwerpräieren an dat kéint och bestëmmt deene Leit zegutt, déi am Lëtzebuergesche Schwierregkeeten hunn. Ech kennen do Fall vu Leit aus Portugal, déi am Schrëftleche kloer gescheitert sinn, och un der Modalitéit vun der Epreuve, déi sech awer am Oral parfaitement hätte kënnen zréckkafen. Also, d'Qualitéit vun Lëtzebuergesche sollt och net esou prohibitiv sinn, wéi et munchmol ass.

Ech sinn awer och der Meenung, datt et e Selektionskritär bleiwe soll fir den Enseignement, wann et sech ëm brevetéiert Leit handelt, déi ganz bestëmmt en Accès zum Fonctionariat wëllen hunn. Mä d'Fro ass, Madame Minister: Wéi stiiht Der zu där Propos vum Statsrot, wat och nach net déi grouss Revolutioun ass, mä wou een awer d'Universitären op deeselwechte sproochlechen Niveau stellt?

Et wäeren och nach aner Saachen ze soen iwwert d'Englesch an d'Leit, déi vun enger englescher Uni kommen an déi dann duerch déi Mille vun deem Concours gedréit ginn, mä dat ass och munchmol ganz individuell ze béuerteelen.

Mir sinn der Meenung, datt dee Concours fir de Moment vläicht nach noutwendeg ass, mä datt en als eng Barrière do steet, déi sech an absehbarer Zäit vläicht als eng Hürd duerstellt. Si ass do, mä d'Chargés de cours wäerte méi wichtig si wahrscheinlech, fir iwwert déi nächste Joren ze kommen, wéi déi Brevetéiert, reng vun der Zuel hier.

Ech soen lech merci!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächst Riednerin ass d'Madame Agny Durdu agedroen. D'Wuert huet d'Madame Durdu.

Mme Agny Durdu (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir d'éischt wëll ech dem Claude Meisch a senger Eeigenschaft als Rapporteur merci soe fir säi schrëftlechen a mündleche Rapport, deen hien an der Kommissioun an hei virgeluecht huet, a fir déi Rapiditéit mat där mer en haken, esouguer esou séier, datt mer dem Wonsch vum Ministère nokomm sinn, fir deen neie Projet de loi eréischt haut op den Ordre du jour ze huelen, well mer soss onnéideg prozedural Schwierregkeeten ausgeléist hätten.

Ech sinn net an där glécklecher Situatioun fir aus dem Fach ze kommen, wann ech mengen zwee Virriedner nolauschteren. Ech ka weder soen, ech hat deen Examen net gemaach, nach kann ech soen, ech hunn e gemaach. Fir mech ass an deem Sënn déi Analys vläicht méi einfach an ech wëllt hei ënnersträichen, datt des Regierung sech wierklech ganz vill Méi gemaach huet fir deene jonken Enseignanten et ze erliichteren fir an den Enseignement eranzekommen. Aus deem Grond ass d'Méiglechkeet vun enger zweeter Sessioun agefouert ginn a mat deem Projet de loi gétt och d'Prozedur vum Examen u sech vereinfacht an ech mengen, wann ech deene Virriedner nogelauschtert hunn an och un déi Diskussiounen an der Kommissioun daerf erënneren, datt jiddereen am Fong geholl de Projet a sech gutt fënn.

Doriwwer eraus muss ech awer ënnersträichen, datt et positiv ass, datt wa beim Budget 2004 gesot gétt, de Stat muss méi lues maache mat Astellungen an et gétt iwwerall gesot, stop, esou hu mer eis awer am Enseignement d'Méiglechkeete gelooss fir ebe jonk Enseignanten anzustellen an ech mengen, datt dat eng gutt Evolutioun ass.

Meng béid Virriedner maachen drop opmierksam a soen, et sinn der awer ganz vill déi mer bräichten. Mir wësse jo awer wéi vill Schüler, datt mer an deenen nächste Jore bäikréien a mir wëlle jo, datt eis Schüler e qualitativ gudde Enseignement kréien. Dofir brauche mer och Enseignanten. Also muss mer och kucke jonk Enseignanten ze fannen an eis jonk Primaner ze encouragéieren, datt se op den Enseignement zréckgräifen. Ech mengen, dat sinn normalerweis jo awer Fächer, déi eng interessant Liewensausrichtung erméiglechen.

Mir bräichten och fir de Rescht vun der Ekonomie nach ganz vill Leit an ech sinn iwwerzeegt, datt mer do alleguerten en Ennerdaach fanne fir déi respektiv Interessen, déi eis jonk Leit verfollegen.

Voilà, dat waren am Fong geholl d'Iwwerleungen, déi ech zu deem Projet de loi wollt ginn an ech géif soen, datt eis Fraktioun dese Projet op alle Fall wäert stëmmen an ech géif och all déi aner Membere vun de Fraktiounen invitéieren dese Projet de loi ze stëmmen. Ech soe merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Jacques-Yves Henckes agedroen. Den Här Henckes huet d'Wuert.

M. Jacques-Yves Henckes (ADR).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur merci soe fir säi Bericht, dee schrëftlechen an dee mündlechen, wou hien d'Problematik vum Gesetz virgestallt huet.

Ech wëllt awer och dést Gesetz a méi e generelle Kontext setzen. Deen ass wichtig well onsen En-

seignement wäert héchstwahrscheinlech an den nächste Jore méi schwiereg Zäite kennen, haaptsächlech um Niveau vun den Effektiver. Et geet hei net drëm fir iwwert d'Etüd Pisa nach eng kéier ze péroréieren; ech mengen dat ass scho geschitt. Mä et geet hei ëm d'Perspektive wéi et weitergeet mat der Zuel vun den Enseignanten a mam Recrutement.

Ech verweisen do op de Rapport de planification 2003, deen am Juli dést Joer etabléiert ginn ass a wou de Ministère de l'Education nationale d'Perspektiven unzeechent wéi et an der Zukunft an onsem Enseignement postprimaire wäert sech zoudroen, wou d'Schwierregkeete sinn, wéi d'Evolutioun vun de Schüler ass a wéi d'Besoinen en personnel enseignant sech stellen.

Do muss ee festhalen, dass am Joer 2003 29.602 Schüler am postprimären Unterrecht sinn, dass 2006 déi Zuel sech op 31.881 erhéije soll, an dass mer an de Joren, déi dann nach kommen, mat enger Croissance moyenne vu 700 Schüler pro Joer mussen rechnen. Dat bréngt natierlech mat sech, dass een och muss dat néidegt Personal hu fir do enseignéieren ze kënnen. An och do gesäit een, dass pro Joer, an de Schouljoren, déi elo kommen, d'Zuel vun den Enseignanten, déi mir brauchen, konstant an d'Luucht geet. 523 am Joer 2003/2004, 685 am Joer 2004/2005, 841 fir d'Schouljoer 2005/2006, 994 fir d'Schouljoer 2006/2007 an 1.154 fir d'Schouljoer 2007/2008. Do sinn natierlech och schonn eng etlech Recrutement virgesinn, mä et bleift nach e grouse Solde, dee sech op tëschent 300 a 400 Enseignanten d'Joer beleeft.

D'Fro, déi ee sech muss stellen, ass, ob ee mat deenen augenbléckleche Konditiounen Recrutement déi néideg Enseignanten nach fanne kann. Dat ass déi Fro, déi hei gestallt ass a wou dee Projet de loi, dee mer hei debattéieren, no un der Spézt vum Aisberg ass. A mir bedauern, dass an där ganzer Debatt just nëmme iwwert d'Spézt vum Aisberg geschwat ginn ass an net iwwert dee ganzen Aisberg, deen drënner läit. Mir hu verschidde Konditiounen dra gesat. Fir d'éischt muss de jonke Professor oder Aspirant professeur en Exame maachen am Franséischen, an Däitschen an am Lëtzebuergeschen, a mir hu gesinn, dass et do eng etlech Schwierregkeete gi sinn, well verschidde jonk Leit, déi sech dem Exame gestallt hunn, an enger oder där anerer vun deene Matière net déi Moyenné kritt hunn, déi se fir déi zweet Etapp vum Examenconcours zougelooos hunn.

Doduerjer ergétt et sech natierlech, dass een, wann ee wëllt d'Dier e bësselchen opmaachen, deen Ablack hiegt an e Projet de loi wéi deen heiten déposéiert. Domadder ass de Problem net geléist, dat ass eng Drébs op e waarme Steen. Déi richteg Debatt kéint herno erëm. Mir hunn hei gesot, wou mir da kënnen d'Moyenen hu fir eventuell dee Besoin un Enseignanten opzefänken. Ee Moyer ass deen, op net qualifizéiert Personal zréckzegräifen, dat heescht op Chargé-de-coursen. Dat ass net dee Wee, deen à priori misst gesicht ginn.

Deen zweete Wee ass d'Konditioun vum Recrutement esou wäit opzemaachen, dass een d'Konditioun, déi elo am Gesetz dra steet, dass den Enseignant muss Lëtzebuergesch kënnen, total fale léisst, an deen Ablack d'Diere wäit opmécht fir Leit aus de Nopeschregiounen, esou dass déi sech kënnen hei als Professoren aschreien. Mir mengen, dass dat eng Léisung ass, déi net gutt ass a mat där mir och net kënnen d'accord sinn. Mir mengen, dass d'Lëtzebuerg Enseignanten, déi mat onse Kanner hei ze dinn hunn, mussen Lëtzebuergesch-Kenntnisser hunn, esou wéi mir dat verlaange fir alleguerten déi aner Membere vun der Fonction publique.

Wann dat also net méiglech ass, wa mer do Enkpässe kréie wat d'Zuel vun de brevetéierten Enseignanten ugeet, ech mengen da muss een higoen an op aner Weeër ginn. Wat fir eng aner Weeër ginn et? Et ginn der net vill, et gétt en fait bal nëmme een, dat ass entweder d'Tache vun den Enseignanten erhéien, d'Koeffizienter revidéieren, d'Taches accessoires héien, oder e Mix vun deenen dräi virgesinn. Mä egal wéi, zum Schluss wäert et awer dozou kommen, dass d'Presenz vun den Enseignanten, déi se mussen pro Woch hunn, während der Zäit wou Schoul ass muss gehéicht ginn. Mir hu versicht do e puer Hypothesen opzestellen, op eng ganz empiresch Aart a Weis, dat gi mer zou, mä awer nach menge mer, dass d'Présence vun den Enseignanten an enger Woch misst op 24 Stonne gehéicht ginn, no Modalitéiten, déi een natierlech misst kucke mat de Syndikater an de Betraffenen ze négociéieren, ob een dat iwwert eng Erhéijung vun der Tache mécht, eng Revisioun vun de Koeffizienten oder vun den Taches accessoires oder e Mix vun deenen dräi.

Mä et ass kloer, dass et oui dat an eng Richtung geet, mat där mer net kënnen d'accord sinn, wou mer d'Diere wäit géingen opmaache fir Enseignanten, déi just nëmme an enger Sprooch hei kéinten enseignéieren. Dofir gi mir och an deem Sënn eng Motioun eran, wou mer d'Regierung opfuerderen, ons als Chamber verschidde Propositionen ze maachen, fir deem Zil do entgéintzekommen.

#### Motion 2

La Chambre des Députés,

- considérant l'accroissement visible dans les années à venir du nombre des élèves dans l'enseignement postprimaire de 700 unités et l'augmentation en conséquence des besoins en personnel enseignant dans les cinq prochaines années;

- considérant qu'il est impossible de recruter le personnel enseignant nécessaire;

- considérant qu'il échet dès lors de recourir au personnel actuel et à venir afin de subvenir au besoin croissant d'enseignants et que ceci suppose, soit une augmentation de la tâche hebdomadaire et/ou des charges annexes, soit une révision du système de pondération des cours ou d'un mélange de ces trois mesures et de fixer le temps de présence des enseignants du postprimaire à 24 heures par semaine;

invite le Gouvernement

- à garantir une présence de 24 heures par semaine des enseignants du postprimaire.

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Wann d'Madame Ministerin mengt, dat dote wär net opportun, da fuerdere mer se heimadder op ons ze soen, wéi se da wëllt de Problem an der Zukunft vu brevetéiertem Personal an den nächste fënnf, sechs Joer léisen. Well dat ass finalement den Défi.

#### (Interruption)

Mä dofir hu mer jo eng schrëftlech Proposition gemaach, en forme vun enger Motioun.

Deen zweete Wee, dee mer wëlle goen, an deen zweete Punkt, deen ech wëll uschnieden, ass, dass een natierlech och muss oppassen dorobber, dass den Niveau vum Enseignement gehale gétt, dass d'Qualitéit vun den Enseignante gewahrt gétt, dass net versicht gétt fir lues a lues ëmmer méi d'Konditiounen, fir brevetéiert Personal ze recrutéieren, aus deene Besoinen hier wéi mir se kennen, no ënnen ze revidéieren. Ech mengen d'Qualitéit vun den Enseignanten ass essenziell an engem Régime d'éducation wéi mir e kennen, wou mer dräi a méi Sprooch mussen



kennen. Doduerjer ass och de Recrutement natierlech méi schwéier. Mir mussen also do op verschidde Minimalë kënnen zrëckgräifen, déi mir net dierfen a Fro stellen.

Ech géing dofir mengen, datt et och gutt wier, wann een elo géing en Ist-Zoustand festhalen an eng Etüd maachen iwwert d'Qualitéit vum Lëtzebuurger Enseignement, baséierend op deem wat zum Beispill an der Etüd PITA gemaach ginn ass - et ass jo ënnert deem Numm bekannt - a wou mer bedauern, datt Lëtzebuerg do net wollt matmaachen. Mä dat ass elo eng Tatsaach, déi net méi ze revidéieren ass.

Mä ech géing awer mengen, datt et wichteg wier fir en Ist-Zoustand ze kréien a fir deen Ablack verschidde Konkursiounen ze zéie fir d'Zukunft an dofir gi mer och an deem Sënn eng Motioun eran, wou mer d'Regierung opfuerechen eng Etude sur la qualité de l'enseignement ufäerdeggen ze loossen au niveau national, op Basis oder simulateur zu deem wat augenblicklech an der Etüd PITA als Etüd leeft.

#### Motion 1

*La Chambre des Députés,*

- *considérant que l'OCDE a lancé une étude comparative connue sous le nom de PITA (Programme for International Teachers Assessment) et que le Grand-Duché n'y participe pas;*

- *considérant qu'une étude de ce type au niveau national permettrait de rapporter des données et informations importantes sur la qualité de l'enseignement au Luxembourg;*

*invite le Gouvernement*

- *à établir une étude sur la qualité de l'enseignement au Luxembourg.*

(s.) Jacques-Yves Henckes, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Aly Jaerling, Robert Mehlen.

Wat elo de Projet de loi ugeet, dee mer hei virleien hunn, esou si mer nëmme bereet dee matzedroen, wann op Säite vun der Regierung e positiven Echo op eis Motioun kënn. Wann dat net de Fall wär, da géinge mer eis enthalen, well mer deen Ablack just nëmme d'Spëtzt vum Äisberg diskutéiert hätten an net de ganze Problem deen handendru steet. Dat wier onverantwortlech an dat wëlle mer net maachen.

Mir mengen net, datt ee mat där Attitud vun der Regierung a vun anere Parteien hei an der Chamber kann d'accord sinn, déi doranner besteet am Enseignement nëmme net d'Wourecht ze soen, ze waarde bis de Juli d'nächst Joer, bis d'Wahlen eriwuer sinn, an da mat de richtegen Zuelen a Problemer ze kommen. Ech mengen d'Land dobaussen, d'Schüler, d'Enseignante mussen virun de Wahle wësse wéi d'Problemer solle geléist ginn, wéi se sollen ugepaakt ginn, an net aacht Deeg no de Wahlen.

■ **Une voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Robert Garcia agedroen. Den Här Garcia huet d'Wuert.

■ **M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech wäert der Tentatioun resistéieren fir vun deem klengen technesch Mini-Projet hei ze profitéieren fir e gréisseren Exkurs ze maachen iwwert d'Schoulpolitik.

■ **Une voix.** - Très bien!

■ **M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).** - Ech wëll just soen, dass et sech hei, wéi gesot, ëm eng technesch Adaptatioun handelt, déi wahrscheinlech néideg war an déi och eise Support fénn. Wat de Rescht vun der Problematik ugeet, wëll ech mech deelweis ralliéieren un dat wat verschidde Virriedner

gesot hunn. Ech wäert awer mech hidden iwwert de Concours d'admission au stage ze schwätzen, ech hunn nämlech do eng Gemeinsamkeet mam Här Wiseler, dass mir allen zwee zu deenen Éischte gehéiert hunn, déi dee Concours gemaach hunn, an am Géigesaz zu mir ass den Här Wiseler ugeholl ginn. Mir sinn awer allen zwee hei gelant, esou dass ee mierkt, dass dat elo keng entscheidend Etapp an engem sengem Liewen ass.

#### (Hilarité)

Wéi mer an der leschter Legislaturperiod, nach ënnert där aler Regierung, och mat anere Majoritéiten an Oppositionen, iwwert d'Reform vum Stage, also net vum Recrutement mä vum Stage selwer diskutéiert hunn, hate mer och gesot mir géifen no e puer Joer eng Kéier eng Evaluatioun vum Stage maachen, an ech denken, dass et vläicht ganz nützlich wär, ier een hei faramineuse Theorien oder Propositione mécht, eng Kéier e Bilan ze maache vun deene puer Joer, wou de Stage fonctionnéiert huet, an da versicht, en toute sérénité, ze kucke wou een nach kann eng kleng Adaptatioun maachen.

Ech wëll just nach ganz kuerz soen, dass aus eiser Siicht déi Flexibilitéit, déi de Conseil d'Etat freet bei der Sproocheproblematik, eigentlech och misst sinn, well mir soen engersäits dass d'Langues véhiculaires am Secondaire, am Secondaire technique sollen Däitsch a Franséisch sinn, oder Englesch, an da verlaange mer awer och schonn direkt, dass d'Kandidaten an d'Kandidatinne Lëtzebuergesch kënnen. Ech denken, dass een déi Fuerderung soll ganz sécher un den Enn vum Stage setzen als imperativ Konditioun, dass wann d'Schüler an d'Schülerinne Berodung brauchen, dass se sech dann och kënnen op Lëtzebuergesch mam Enseignant ënnerhalen. Mä dass een Enseignant, dee frësch an d'Lëtzebuurger Schoul kënn a Franséisch gétt, an hie kënn aus Frankräich oder aus der Belsch, dass deen och nach muss onbedéngt Lëtzebuergesch esou beherrschen, dass hien et och eventuell nach ka schreiwen, wat schonn déi meescht Lëtzebuurger net kënnen, dat ass awer vläicht e bësse strikt. Ech denke souwisou, dass wa mer wëlle genuch Enseignanten an Enseignanteën hunn an der nächster Zäit, mer dann un där Flexibilitéit net kënnen laanschtommen.

Ech soen lech merci.

■ **Plusieurs voix.** - Très bien.

■ **M. le Président.** - D'Wuert huet elo d'Erzéiungsministesch, d'Madame Anne Bresseur.

■ **Mme Anne Bresseur, Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports.** - Här President, Dir Damen an Dir Hären, fir d'éischt emol dem Rapporteur villmools merci an och der Kommissioun. An der Kommissioun konnt dee Projet exposéiert ginn, well hei geet et, wéi den Här Garcia dat elo ganz richtig gesot huet, ëm eng ganz technesch Matière fir de Concours ze adaptéieren.

Dass ee sech hei am Plenum och nach ënnerhält iwwert d'Pénurie vun den Enseignanten, där Diskussioun verschléissen ech mech net. Ech sinn awer net frou wann een ënnerstellt, et wäeren net déi richteg Zuelen um Dësch. Déi Planificatioun, déi gemaach ginn ass, déi Zuelen, an nief der Planificatioun gétt et jo och d'Chiffres clefs, dat sinn déi Zuelen, déi mer zur Dispositioun hunn, an ze soen dat wiere falsch Zuelen, dat ass deene Beamten, déi déi Zuelen zesummestellen, ënnerstellt si géinge mat falschen Zuelen operéieren. Et sinn also déi Zuelen, déi zesummege-droe ginn, déi den Ist-Zoustand zueleméisseg erëmginn.

Allerdéings, wéi d'Projectioun ass, ass ganz schwierig ze soen. Mir

hunn an der Planificatioun virgesi fir mat enger Progressioun vu 700 Schüler pro Joer ze rechnen. Mä da kucken ech awer déi lescht Evolutioun am Préscolaire: Dëst Joer ass fir d'éischt d'Rentrée eng Rentrée gewiescht, wou mer maner Schüler hate wéi dat dat Joer virdrun de Fall war. Mir haten elo jorelaang eng Progressioun an elo hu mer e lichte Fléchissement. Dat Ganzt hânt och zesumme wéi d'Evolution économique ass an dovun hânt dann of, ob mer e Solde migratoire positif kréien oder net. Déi Zuelen am Viraus ze soen ass relativ schwierig, esou dass mer ëmmer nëmme kënnen vun Hypotheesen ausgoe wa mer an d'Zukunft kucken.

Wat den Ist-Zoustand awer ubelaangt muss ech soen, dass déi Chifferen dat erëmgitt wat mer am Moment virfannen. Et ass och net dru geduecht, an dat wëll ech, Här President, och gläich am Ufank soen, dass dee Concours hei soll méi lichte gemaach ginn, fir dass mer méi Leit sollen an den Enseignement eranhuelen an dass d'Qualitéit soll ofhuelen. Neen, d'Qualitéit vum Enseignant ass enorm wichtig an dat ass d'Viraussetzung fir gutt kënnen Schoul ze halen.

Et ass och net dru geduecht, dass mer géingen d'Lëtzebuergesch négligéieren, well dat ass d'Ém-gankssprooch, déi ee muss hunn. Ech ginn awer all deene Recht, déi fannen, dass et net onbedéngt néideg ass, dass een déi lescht orthographesch Spitzfindegkeeten am Lëtzebuergesch misst kennen, wann een net Lëtzebuergesch enseignéiert, fir am Enseignement Fouss ze faassen.

Mir hunn am Moment eng Pénurie vun Enseignanten am Secondaire an am Secondaire technique an an Zukunft wäerte mer och nach Problemer hunn, awer net an alle Fächer. An dofir warnen ech dovur wann ee generell seet: Mir brauche Leit am Enseignement! Mir hunn elo scho Fächer wou et eng enorm Pléthore gétt. An der Chimie hu mer keng Plazen op. D'nächst Joer brauche mer zwee Chemiker, d'Joer drop brauche mer der vläicht dräi. Frot emol jonk Universitären, déi elo hir Studien ofgeschloss hunn, wann déi héiere vu Pénurie am Enseignement, da soen se: Dat géllt awer net fir mäi Fach. Esou dass ee mam Message och ganz gutt muss oppassen. Do wou haaptsächlech Leit feelen, dat ass engersäits an de Sproochen, obwuel mer do an der leschter Zäit besser konnte recrutéieren, an et ass an der Mathematik.

An dann hu mer nach punktuell a verschiddene méi technesch Fächer och eng Pénurie. Mir konnten awer Dank den Efforten an deene leschte Joren, déi gemaach si ginn, duerch zum Beispill déi zweet Sessiou, wou mer jonke Leit d'Méiglechkeet ginn hunn am Februar sech och dem Concours ze stellen, do wou mer net genuch konnte recrutéieren, dass Leit, déi net am Enseignement ënnerdaach koumen oder sech dem Concours am September guer net gestallt hunn, awer op eemol de Concours gemaach hunn. Dat huet da mat sech bruecht, dass mer awer an deene leschte véier Joer am Secondaire konnte 14% méi Leit recrutéieren wéi dat nach viru véier Joer de Fall war, wat e positivt Zeeche wierklech ass.

Ech wëll och nach hei vun der Tribün profitéieren. Här President, fir eppes riicht ze stellen, wat dobaussen heiansdo net richtig verstane gétt. An zwar gétt gesot: Wéi, d'Regierung wëllt nëmme 50 nei Posten am Enseignement iwwert de Budget schafen? Dat sinn zousätzlech Posten. Dat heescht mir recrutéieren also weider op engem ganz héijen Niveau. Mir remplacéieren déi Leit, déi a Pensioun

ginn, an da kommen zousätzlech der 50 derbäi. Et ass also net, dass mer nëmme géinge 50 nei Enseignante recrutéieren. Et sinn der wäit méi.

Et muss een och soen, dass an deenen Zuelen, déi mer vum Recrutement fir de Postprimaire hunn, déi fir déi Schoulmeeschtere fir de Préparatoire dra sinn an do sinn, vu dass mer awer nach ëmmer eng Pénurie am Primaire haten, och eng ganz Partie Leit, déi sech net esou fir de Préparatoire interesséieren. Och déi muss een aus der Rechnung eraushuelen, fir e richtegt Bild ze kréien an dann ass dat Bild nach ëmmer net optimal, mä et ass awer net esou negativ, Gott sei Dank, wéi et duergestallt gétt.

Et ass kloer, dass mer net kënnen a kuerzer Zäit déi Pénurie, déi mir hunn, mat engem Fiederstréch resorbéieren, well mir kënnen net 40% vun de Bachelieren aus dem Classique - mä déi vum Technique kënnen sech jo och dem Concours stellen - op ee Schlag fir dee ganzen Enseignement recrutéieren, esou dass mer nach eng Partie vu Jore wäerte brauchen, fir deem bäizekommen.

Wat elo de Projet de loi selwer ubelaangt, do huet den Här Scheuer dat am Fong geholl gutt beschriwwen, andeem hie gesot huet, dee Projet de loi hei géing dem Concours de recrutement méi Flexibilitéit ginn, an dat ass och domat gemengt. Wat de Sproocheconcours betrëfft, do wëll ech awer soen, dass ech dem Conseil d'Etat do net Recht ginn, wann hie seet, dass dee Sproocheconcours soll deeselwechte si fir d'ganz Fonction publique, well et wär egal wou ee géing schaffen.

Dat mengen ech net, well et ass awer en enormen Ennerscheid ob ee beispillsweis an den Affaires étrangères schafft, wou ee sech awer haaptsächlech enger auslännescher Sprooch bedéngt, oder am Enseignement, wou een awer muss kënnen mat de Schüler gutt kommunizéieren, an et muss een och déi Sprooche vum Land gutt verstoen, esou dass ech net mengen, dass et eng gutt Iddi wier, déiselwecht Moosslat unzeleeën, wéi generell an der Fonction publique. Menger Meenung no ass et hei eppes anescht.

Sécher ass et awer wichteg, dass mer dee Sproocheconcours elo an engem Siess maachen, an zwar schréftlech a mëndlech. Well et ass am Enseignement enorm wichteg, dass en Enseignant gutt an der Kommunikatioun ass. Or, mir haten der, an dat sinn der haaptsächlech d'origine francophone, déi doheem net Lëtzebuergesch geschwat hunn, déi woren am däitsche Schréftlechen net gutt, obwuel se dat ni duerno selwer am Enseignement brauchen, mä am Mëndleche konnten se sech ganz gutt rattrapieren, mä déi konnten dat dann emol iwwerhaupt net beweisen, a wou vu vieren eliminéiert, quitte dass se duerno awer ganz gutt Enseignante gi wäeren. A well et esou op dat Kommunikatiivt ukënn, betruuchte mer dat als e Ganzt. Et muss een also déi Epreuve préliminaire an de Sprooche gepackt hunn, et muss een also eng Genügend an der Moyenne vun deenen zwee hunn, well dat Schréftlechen an dat Mëndlechen zesumme muss gekuckt ginn.

An dann de Concours de classement selwer, wou et jo drëms geet ze kucke wéi d'Punktenziel ass, a wou dann deen Éischte mat Sécherheet eng Plaz huet. Ob do dat Richteg gepréift gétt, déi Fro, déi kann ee sech stellen. Mä et huet leider nach kee mer gesot, wéi een et géif anescht maachen.

Duerno, wann d'Kandidaten de Stage maachen a praktesch Stonnen müssen halen, da ginn der heiansdo eliminéiert, well se wierklech net gutt kënnen Schoul halen. Mä e Jonken, dee frësch vun der Uni kënn, deen d'Handwierk vum Enseignement nach net geléiert huet, gläich ze eliminéieren, well

hien dat Handwierk net kennt, schéngt mer awer relativ problematesch ze sinn, a subjektiv.

Dofir stellen ech mech gären all Diskussioun, mä et muss een awer wësse wéi een dat dote ka préiwen. Menger Meenung no ass dee System, dee mer elo hunn, perfektibel. All System ass perfektibel, mä et ass awer deen objektivist System, dee mer zur Verfügung hu fir jonke Leit d'Méiglechkeet ze ginn an de Stage ze kommen.

Déi zweet technesch Neierung ass jo déi, dass mer méi wéi d'Duebelt vun de Kandidaten zum Concours zouloossen, well et kann och sinn, dass et Leit ginn, déi an der éischter Partie net brillant ofschneiden, mä dofir awer an der zweeter Partie sech rattrapieren an am Endeffekt sech gutt klasséieren. Och deene muss een eng Chance ginn. Net dass mer riskéieren, wéi dat ons scho geschitt ass, dass mer op eemol duerch all Selektioun gutt Kandidaten op der Streck gelooss hunn, déi iwwerhaupt keng Chance méi haten an deen zweeten Tour ze kommen. Dofir ass deen heite Projet de loi bestëmmt e positiven Usaz, an dat gétt jo vun alle Bänke begréisst.

Den ADR léisst sech Bedenkzäit a seet, si wësst net ob se dat kéinte stëmmen, well dat géing dovun ofhänken, ob ech déi Motioun kéint unhuelen. Ech muss soen, et ass bei deemem Projet de loi net virgesinn d'Tache vum Enseignant ze änneren a wann et ëm d'Qualitéit vum Enseignement geet, déi préife mer an de Schoulen, mat de Schoulen, mer kucken ons Instrumenter ze ginn, an dofir hu mer och en Observatoire kreiéiert, en Observatoire vun der Qualitéit an och am Enseignement en Observatoire statistique. Ech mengen, et soll een déi hir Aarbecht maache loossen, fir dass déi ons Propositione maachen. Ech géing och à ce stade op jidde Fall déi Motiounen net kënnen unhuelen, och wann dann den ADR mat deemem Projet de loi net kann d'accord sinn, mä ech hu léiwer se stëmmen souguer dogéint, wéi dass ech der Chamber kéint recommandéieren déi zwou Motiounen unzehuelen. Här President, ech soen lech villmools merci.

■ **M. le Président.** - D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen vum Projet de loi 5091 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 an 2 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen also of iwwert dee virleiede Gesetzesprojekt.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmmen mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalen sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 53 Jo-Stëmmen a 7 Abstentiounen.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Ripinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch) et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolo-*



meo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

**(Assentiment)**

Et ass esou décidéiert.

Dann hu mer zwou Motiounen, déi Dir ausgedeelt kritt hutt a virleien hutt, esou dass mer direkt kënnen doriwuer ofstëmmen.

**Motion 1**

Ass do e Vote électronique verlaangt?

**(Assentiment)**

**Vote**

Déi fir d'Motioun sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthale sech.

D'Motioun 1 ass ofgeleent mat 35 Nee-Stëmmen, 12 Jo-Stëmmen an 13 Abstentiuonen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Gusty Graas), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Claude Meisch) et John Schummer;

M. Serge Urbany.

Se sont abstenus: MM. Jean Asselborn (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

**Motion 2**

Da komme mer zur Motioun 2.

**Vote**

Déi fir d'Motioun sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthale sech.

D'Motioun 2 ass ofgeleent mat 53 Nee-Stëmmen a 7 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sauter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf, Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell (par M. Gusty Graas) et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Mars Di Bartolomeo), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch (par Mme Renée Wagener), Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Domadder wär dee Punkt ofgeschloss a mir kënnen zur Diskussioun vum Projet de loi 5100 iwwert d'Ofännerung vum Code des Assurances sociales. An dësem Kader ginn ebenalls d'Propositions de loi 5060 vum der Madame Mady Delvaux a 5061 vum Här Aly Jaerling evaküiert.

D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et si schonn ageschriwwe: déi Häre Meyers, Di Bartolomeo, Krieps, Gibéryen, Bausch an Urbany. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Niki Bettendorf.

**3. 5100 - Projet de loi modifiant le Code des Assurances sociales et la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension**

**5060 - Proposition de loi de Mme Mady Delvaux-Stehres modifiant le livre III du Code des Assurances sociales**

**5061 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002**

**1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension**

**2. portant création d'un forfait d'éducation**

**3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti**

**Rapport de la Commission de la Santé et de la Sécurité sociale**

M. Niki Bettendorf (DP), rapporteur.- Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Hären, mir diskutieren haut e Gesetzesprojet, dee verschidde Moosname beinhaltet déi ursprénglech am Gesetz 5052 enthale waren. D'Chamber huet dëse Projet, deen d'Renten an d'Pensiounen an den Niveau de vie vun 2001 ugepasst huet, d'lescht Joer am Dezember heit ugeholl.

Firwat hate mer deemools verschidde Punkte schlussendlech aus dem Gesetzesprojet erausgeholl, Punkten, déi u sech näischt mam Intitulé vum Gesetz ze dinn haten, och wann eenzel Punkte vläicht gutt dra bliwwen wieren. Amplaz vun engem Fourre-tout-Gesetz si bei Regierunge virdrun esou Punkte ganz oft am Budgetgesetz ënnerbruecht ginn. Dat war net gutt, zumools war dat och net gutt fir d'Oppositioun. Obschonn's ee vläicht mat verschiddenen Ofännerungen averstane war, huet ee schlussendlech dergéint gestëmmt, well traditionsgemäss an aus lwwerzeegung jo d'Oppositioun de Budget net stëmmt.

Am Projet 5052 hate mer deemools an der Kommissioun de Fait staark diskutéiert, dass insgesamt néng Punkte sollte gesetzlech verankert ginn, dovunner aacht punktuell Adaptatioun vum Code des Assurances sociales, déi net direkt eppes mam Intitulé vum Gesetz ze dinn haten. Eng Oppositioun hat deemools direkt gefrot dës Punkten aus dem Projet erauszehuelen. D'Majoritéit war der Meenung, an als President hunn ech dës Meenung gestäipt, mir sollten de gesamte Projet diskutieren, dann op den Avis vum Conseil d'Etat waarden, fir dann déi definitiv Décisioun ze huelen.

De Conseil d'Etat hat deemools bemängelt, dass de Projet sech net op den Ajustement beschränkt huet. Déi fundamental Kritik war, dass keng Zäit fir d'Berufschambere bliwwen war a rasonnablen Délaien hir Avisen ofzeginn, well d'Gesetz den 01.01.2003 huet missen a Kraaft trieden. De Conseil d'Etat wollt ausserdeem, dass aus dem Artikel 1 d'Punkte 5 bis 8 aus dem Projet erauskéimen. Dat waren déi, déi sech ëm d'Indexupassung vun den Honorairé bei den Dokteren, Zäindokteren a verschidden anere Prestataires de soins gedréint hunn. Déi si jo dunn an engem weidere Gesetzesprojet rassembleiert ginn, dee mer nach virun der Sommervakanz hei gestëmmt hunn. Weider huet de Conseil d'Etat befonnt, et wier besser déi punktuell Adaptatiounen an engem separate Gesetzesprojet ze rassembleieren, wat mer du gemaach hunn. Den 13. Februar 2003 konnt de Sozialminister Carlo Wagner de Projet de loi 5100 hei an der Chamber deponieren.

**(M. Nico Loes prend la Présidence)**

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll hei nach eng Kéier kuerz déi Punkten opzielen ëm déi et sech dréint. Ech hat dat schonns gemaach bei der Ofstëmmung vum Projet de loi 5052, mä ech mengen, ech muss nach eng Kéier kuerz drop agoen.

Éischtens gouf et e Problem mat der Attributioun vun der Indemnité pécuniaire de maternité. D'Fra, déi enceinte ass an déi Stagekonditiounen erfüllt, muss och an de Benefiss vun der Indemnitéit kommen, och wa se net méi affiliéiert ass beim Ufank vum Congé de maternité. Dat gëtt elo hei gesetzlech ugepasst.

En zweete Punkt ass de Fonctionnement vun der Assemblée générale vun der Union des Caisses de Maladie. Hei gëtt elo légiféréiert fir den Equilibre vun der Stëmmenzuel ze halen, ganz gläich ob d'Memberen all present sinn oder net. Zum Beispill war et an der Vergaangeneheit de Fall, dass am Krankheetsfall oder bei Ofwieseneheit duerch déi eng oder aner Ursach vun engem Member den Equilibre, dee vum Gesetzgeber gewünscht war, duerch déi Ofwieseneheit a Fro gestallt ginn ass an dass domadder den Equilibre an der UCM op d'Kopp gestallt ginn ass. Dat ass elo mat dësem Projet de loi an der Rei.

Den drëtten Punkt behandelt technesch Adaptatiounen wat de Financement vun der Assurance accident agricole ubelaangt. Dofir ginn elo zwee Artikelen am CAS geännert.

Véiertens gëtt elo garantéiert, datt d'Babyjore Recht ginn op d'Majoratioun vun de Pensiounen, mindestens gläich mam Forfait d'éducation.

Fënneftens ginn d'Administratiounsfräe vun de Betribskrankkeese vum Stat iwwerholl, esou datt si elo mat deenen anere Kee-se gläichgestallt ginn.

De sechsten a leschte Punkt gesäit eng Mesure vir, fir eng Explosioun vun de Käschten, Prestations en espèces, vun der Assurance dépendance ze verhënneren. Fir de Prinzip vun der Gläicheit ze garantéieren soll bei enger accessoirer Aktivitéit gekoppelt un d'Haaptaktivitéit, d'Kotisiatioun net méi brauche bezuelt ze gi fir d'Accessoireaktivitéit bis zum Maximum cotisable Compte tenu vum Revenu vun der Haaptaktivitéit.

Här President, schliesslech wëll ech nach kuerz op d'Avisé vun de Berufschamberen a vum Conseil d'Etat zu dësem Projet agoen. D'Kriticke ware ganz begrenzt. Si hu virun allem ëm d'Ouverture du droit à l'indemnité pécuniaire de maternité gedréint. Dat ass de Punkt, deen de Statsrot e bësse méi am Detail kuckt. Hie seet, e kennt dem Raisonnement net ganz follegen an hésitéiert dofir fir dat unzehuelen, ouni awer dofir ze soen, wou hien da konkret e Problem domadder hätt. Dat ass och de Grond firwat hien zéckt, fir der Mesure zouzestëmmen.

D'Kommissioun huet dann décidéiert, op Grond vun de fondéierten Explikatiounen vun den Expären, déi se gehéiert huet, de Regierungstext awer esou stoen ze loosse wéi en eben am Projet de loi stoung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir ofzeschlësse wollt ech nach op d'Gesetzpropositioun vun de Kolléeg Mady Delvaux an Aly Jaerling agoen, déi mam Gesetzesprojet u sech diskutéiert goufen.

D'Madame Mady Delvaux hat proposéiert fir d'Dispositiounen aus dem CAS, déi d'Gesetz vum 28. Juni 2002 erausgeholl hat, nees ze aktivéieren, nämlech déi, déi de Benefiss vun engem Coefficient actuariel accordéiert hunn. Déi Dispositioun hat et erméiglecht, dass ee mat senger Pensioun och ka bei 68 Joer eréischt ufänken a wann een dat mécht, eng Majoratioun vu senger Pensioun kritt huet. Déi Mesure war deemools aus dem CAS erausgeholl ginn, well se praktesch keen Effet hat. Et ass och net erwiisen, datt et Frae mat enger inkompletter Versécherungscarrière waren, déi vun dem Coefficient actuariel hätte profitéieren kënnen, wéi d'Madame Delvaux dat an hirem Exposé des motifs schreift. Och steet jo engem, dee wëllt méi laang schaffe wéi 65 Joer, vun eiser Sozialgesetzgebung do näischt am Wee.

Esouwuel d'Regierung wéi och de Conseil d'Etat hunn d'Proposition de loi dowéinst ofgeleent.

Den honorabelen Deputéierten, den Här Aly Jaerling, huet sengersäits gemengt fir de Benefiss vun der Majoration professionnelle échelonnée op all d'Bénéficiaires de pension auszeweiten, och op déi, déi virum 1. März 2002 hir Rent ugetratt hunn. Och déi Proposition de loi gouf vun der Regierung ofgeleent, well se sech ausserhalb vun deem beweegt wat um Rentendesch décidéiert ginn ass. Et sollt ebe just um Rentendesch en Ureiz geschafe gi fir déi, déi méi laang schaffe ginn. Deen Ureiz kann ee jo awer net fir ee gëllen, dee schonns a Pensioun ass. De Conseil d'Etat war enger Meenung mat der Regierung.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dëse Gesetzesprojet ass also een, dee punktuell Problemer aus der Sozialgesetzgebung berengegt an dofir d'Armenal vun deem wat u Sozialpoliteschem an de leschte Joren ëmgesat gouf, kompletéiert. Dofir géif ech lech bieden och dëse Gesetzesprojet hei ze stëmmen an ech soen lech merci fir d'Nolauschteren.

M. le Président.- Ech géif dem Rapporteur, dem Här Niki Bettendorf, merci soen an ech géif dann d'Wuert un déi honorabel Madame Mady Delvaux ginn, fir hir Proposition de loi hei virzedroen.

Madame Delvaux, Dir hutt d'Wuert.

Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP), auteur.- Merci, Här President. 1991 war duerch Gesetz d'Méiglechkeet geschafe ginn, dass en Assuré no 65 Joer, mam Accord vu sengem Patron, nach kënn bis 68 Joer weiderschaffen an haaptsächlech weider an d'Pensiounkeess cotiséieren. Déi Joren tëschen 65 an 68 sinn da méi héich majoréiert ginn. Op dee Wee konnt een also méi eng laang Assurancenzäit kréien an also och méi eng héich Rent sech erschaffen.

No den Donnéeën, déi d'Regierung an der Tëschenzäit virgeleucht huet, hunn am Fréijoer dëst Joer 304 Leit vun där Mesure profitéiert. Dat waren 175 Männer an 30 Fraen. Dat sinn der net immens vill, mä dat sinn der awer méi wéi ëmmer haapt ginn ass, dass et der wären.

Déi Méiglechkeet also fir no 65 Joer nach weider ze cotiséieren ass mam Gesetz vum 28. Juni 2002 ofgeschafft ginn, mam Argument, dëst Joer géif eng aner Mesure agefouert gi fir d'Leit ze incitéieren bis 65 Joer ze schaffen. Effektiv gesäit d'Gesetz vum 2002 vir, dass déi Joren tëschen 55 a 65 méi héich majoréiert ginn, dat ass sécher positiv, mä ob dat elo vill Leit derzou bréngt dovunner ze profitéieren, dat muss d'Zäit eis weisen. Et ass elo nach ze fréi, fir doriwuer e Jugement ofzeleeen.

Ech hat allerdéngs gemengt, wann et richtig wär d'Leit ze incitéieren bis 65 Joer ze schaffen an och ze cotiséieren, da wär et jo awer och net falsch fir deenen, déi et wënschen, ze erlaben och bis 68 Joer ze cotiséieren. Ech gesinn eigentlech keng Kontradiktioun tëschen deenen zwee Objektiv. Well et muss ee jo scho bis 65 cotiséieren fir iwwerhaapt Loscht ze hunn nach bis 68 weider schaffen ze goen. Mä als Argument, firwat dass dat elo nom Gesetz vum Joer 2002 net méi méiglech ass, gëtt ugefouert, dat wär eng komplizéiert Superpositioun vun zwee Berechnungsmoden. Wann ech dat richtig interpretéieren heescht dat, et ass ze komplizéiert ze rechnen, dofir maache mir dat net.

**(Hilarité)**

Ech muss soen, dass ech den Actuaire vun der Sécurité sociale ëmmer zougetraut hat, si könnte komplizéiert Berechnunge maachen. A si hunn dat an der Vergaangeneheit och ëmmer bewisen. Déi Berechnunge waren esou komplizéiert, dass kee méi kann eng Rent selwer rechnen. Dofir verstinn ech net, firwat dass dat elo net méi soll wouer sinn an an Zukunft och net soll wouer sinn, an ech verstinn haaptsächlech net, firwat dat an der Politik soll als Argument zielen. Dofir hat ech déi Proposition de loi hei eragereecht fir déi Dispositioun, déi 2002 ofgeschafft ginn ass, erëm anzeféieren. Dat heescht, deene Leit, déi et wëllen, an ech insistéieren, fräiwëlleg, d'Méiglechkeet ze gi fir bis 68 Joer ze cotiséieren an esou hir Rent opzebesseren.

Dës Proposition de loi gëtt elo vun der Majoritéit hei ofgeleent an ech stelle fest, ouni vill Diskussioun. De Conseil d'Etat ralliéiert sech dem negativen Avis vun der Regierung, well de Conseil d'Etat war schonn 1991 net begeeschtert vun der Mesure. Deemools waren se awer dermat d'accord. Si sinn elo nach ëmmer skeptesch, dass et eppes géing bréngen, dofir sinn se elo dergéint. Dat ass jo och ganz lo-gesch.

**(Interruptions)**

D'Chamberkommissioun mécht iwwerhaapt kee Kommentar an hirem



Rapport zu dëser Fro, an d'Regierung ass dergéint well d'Application conjointe de deux mesures komplizéiert ass. Dorop war ech jo schonn agang.

Ech hat meng Proposition de loi och domadder motivéiert, dass et eng Méiglechkeet wär, haaptsächlech fir Fraen, déi hir Berufsscarrière ennerbrach hätten, sech méi eng héich Rent ze erschaffen. D'Regierung hält do dergéint, dass méi Männer wéi Frae vun där Mesure profitieren. Ech hunn domat kee Problem. Ech gesinn awer nach ëmmer net, dass dat soll e Géigenargument si fir déi Mesure do bäizehalen.

Dann huet d'Regierung awer e schlecht Gewëssen a si seet ech géing d'Fro opwerfe vun den ennerbrachene Carrière vun de Fraen, déi, aus Familjenursachen, well se hir Zäit der Famill consacrieren, hir Berufsscarrière ennerbrach hunn. An dann äntwert se dorobber: Do wär jo en Aarbechtsgrupp Individualisation des droits amgang, déi Fro do ze ennersichen an och Léisungen ze proposieren.

Ech wëll dem Minister an den Deputéierten, déi dës Proposition de loi elo ofleenen awer soen, dass deene Fraen, déi elo 64 a 65 Joer hunn an déi dermat gerechent haten, nach kënnen dräi Joer ze cotiséieren, näischt gehollef ass, wann dat elo an engem Aarbechtsgrupp studéiert gëtt. Ech wëll da vun dëser Geleeënheet profitiere fir ze froe wou déi Léisungen da sinn, well esouwäit ech weess ass deen Aarbechtsgrupp jo schonn eng Zäit amgang ze schaffen, an ech hunn nach näischt vu Léisungen héieren. Mä de Minister kann eis dat jo elo matdeelen.

Doriwwer eraus fannen ech et am Allgemenge schued fir de Leit, ob et elo Männer oder Frae sinn, hinnen d'Méiglechkeet ewechzehuele fräiwëlleg no 65 Joer ze cotiséieren, an dat an enger Zäit wou europawäit doriwwer nogeduecht gëtt fir d'Cotisationsdurée ze erhéijen. Ech muss soen ech verstinn d'Argumentatioun net.

Ech hunn dann nach eng Fro un de Minister wat den Text „Prise de position“ vun der Regierung ugeet, wou ech den Text net verstinn. Bis elo konnt nach kee mer eng Erklärung ginn an ech denken, vu dass dat jo enner der Responsabilitéit vum Minister geschitt, kann hie mer do sécher drop äntwerten. An deem Text gëtt zum Schluss rappeliert - de Rapporteur huet dat och hei gesot -, dass de Code des Assurances sociales kengem verbitt no 65 Joer ze schaffen. Dat ass richtig. Et ass eng Konditioun am Code vun den Assurances sociales, dass een no 65 Joer net méi kann an d'Assurance zougelooss ginn. Iwwer 65 Joer kann een net méi nei an d'Pensionskeess abezuelen. Dat ass och richtig.

Allerdéngs gëtt elo d'Bestëmmung erausgeholl, dass een no 65 Joer nach där cotiséieren. An dofir froen ech lech, Här Minister, Dir zitéiert an Ärem Text den Text vun der Regierung, e Passage aus engem Document parlementaire, an dee seet: „Toutefois cette disposition“ - dat heescht also d'Konditioun fir iwwerhaupt an d'Assurance eranzekommen - „n'empêche pas une personne qui est affiliée au moment d'atteindre l'âge de 65 ans de continuer son assurance au-delà de cet âge et de reporter ainsi le début de sa pension de vieillesse.“ Här Minister, ech froe mech wat Dir domadder soe wollt. Heescht dat, dass en Assuré awer nach ka cotiséieren? Da kënt Der jo mat der Proposition de loi d'accord sinn.

#### (Interruptions)

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Madame Delvaux, ech kann lech direkt dorobber äntwerten.

Mme Mady Delvaux-Stehres (*LSAP*), *auteur*.- Ma da sinn ech fro.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Dir gesitt, dass et eng Citatioun ass vum Artikel 178, Alinea 1 vum CAS. Et ass also net main Text. Et ass den Text vum CAS.

Mme Mady Delvaux-Stehres (*LSAP*), *auteur*.- Dat ass en Text, deen am Document parlementaire vun 1987 figuréiert, a meng Fro ass firwat dass Dir dee Passage an dësem Kontext an Ärer Prise de position zitéiert, net firwat en am CAS steet. Ech wëll wëssen...

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Madame Delvaux, well et erlaabt ass, effectivement iwwer 65 Joer eraus weider ze schaffen, a wann een dat net méi mécht, ass et awer méiglech fir op fräiwëlleger Basis ze cotiséieren.

Mme Mady Delvaux-Stehres (*LSAP*), *auteur*.- A wéi berechent Der dat? Wann d'Argument ass meng Proposition de loi ofzuleenen, well Der net wësst wéi Der zwee Modes iwwertenee leet, da froen ech lech, wéi Der déi da berechent iwwer 65 Joer. Heescht dat dann elo, dass d'Leit kënnen cotiséieren no 65 Joer? Dat ass jo d'Fro.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Net op zwou Plazen.

Mme Mady Delvaux-Stehres (*LSAP*), *auteur*.- Manifestement kënnen se net. Dofir verstinn ech net firwat an Ärer Äntwert steet, dass et méiglech wär. Dat ass déi Kontradiktioun, déi ech net verstinn, an d'Leit dobaussen och net. A si kréien och keng Äntwert. Dofir wär et gutt wann Der haut op der Tribün géingt soen, ob d'Leit no 65 Joer dann elo cotiséieren däerfen. Menger Meenung no net, soss hätt ech keng Proposition de loi eraginn. Oder däerfen se nach? Dat ass d'Fro.

M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*.- Madame Delvaux, si däerfen nach, mä si kréie keng Majoratioun vun deem wat se cotiséiert hunn no 65.

M. le Président.- Madame Delvaux, den Här Meyers wëllt lech nach eng Fro stellen.

M. Paul-Henri Meyers (*CSV*).- Ech wëll am Fong geholl keng Fro stellen, mä ech wëll soen, dat wat de Minister gesot huet ass richtig. Déi, déi schaffe fir d'Gläichheet hierzestellen tëschen deenen, déi schaffen an net schaffen a fir net derzou ze féieren, dass Leit iwwer 65 Joer net brauchen ze cotiséieren an doduerch fir de Patron méi bëlleg ginn, ass virgesinn, dass cotiséiert muss ginn. Mä déi Assuréé kréien hir Part vu Cotisation erëm sur demande an de Patron kritt seng net erëm. Dofir ass d'Gläichheet tëschen deenen, déi schaffen an net schaffen, hiergestallt, mä et bréngt dem Assuré guer näischt, well iwwer 65 Joer de Code virgesäit, dass een net méi ka schaffen an dass een och seng Pensioun net méi ka steigern.

Mme Mady Delvaux-Stehres (*LSAP*), *auteur*.- Genau dat war och mäi Verständnis vum Code vun den Assurances sociales, Här Meyers. Et ass also kloer, dass ee ka schaffen an et kann een och cotiséieren, mä et kann een net doduerch seng Rent erhéijen. Dofir hunn ech dee Passage an där Prise de position vun der Regierung och net verstanen. Mä et ass jo dann awer ganz kloer, dass et net geet.

Am Résumé, Här President, ech sinn enttäuscht, dass dës Proposition de loi ofgeleent gëtt. Ech hat gemengt et wär richtig, deene

Leit, déi et wëllen, d'Méiglechkeet ze ginn no 65 Joer net nëmnen ze cotiséieren, mä eppes dovunner ze hunn an hirer Pensioun, besonnesch am Privatsecteur, well mer jo wëssen, dass et vill onkomplett Carrière ginn, an och eng Demande, fir relativ niddreg Renten opzebesseren. Ech fannen et kee gutt Argument an och net ganz logesch fir ze soen, well mer d'Rentenuspréich tëschen 55 a 65 an d'Luucht setzen, dofir géing et kee Besoin gi fir no 65 eppes ze maachen, an ech sinn der Meenung, dass et e falscht Signal ass an enger Zäit wou d'Liewenserwaardung klëmmt. Ech bedauern d'Haltung vun der Regierung a vun hiren zwou Majoritéitsparteien. Ech soen lech merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Madame Delvaux. Mir kéimen dann zum nächste Riedner. Dat ass den honorablen Här Aly Jaerling, deen da seng Proposition de loi am Kontext vun dësem Gesetz och hei wäert virdroen. Här Jaerling, Dir hutt d'Wuert.

M. Aly Jaerling (*ADR*), *auteur*.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi Gesetzproposition, déi ech haut d'Éier hunn lech ze presentéieren, ass am Fong geduecht fir eng Ongerechtheet aus der Welt ze schafen déi bei der Aféierung vum Gesetz iwwert de Rentendesch leider iwwersi ginn ass. D'Gesetz iwwert de Rentendesch gesäit eng Augmentatioun vum Majoratiounstaux vun 0,01% vir fir déi Assuréen, deenen hir Versécherungsjoer kumuléiert mat hirem Alter iwwert de Berechnungsfaktor 93 erausgeet.

Ech huelen als Beispill eng Persoun, déi déi gesetzlech Bestëmmung vun der Prépension erfüllt. Dës Persoun ass an der Regel 57 Joer al, huet 40 Versécherungsjoer, de Cumul vun deenen zwee Faktore gëtt also deemno 97. Deem zu Folleg léich dës Persoun mat véier Punkten iwwert dem Faktor 93 an hätt 0,04% Spezialaugmentatioun vun hirem spezielle proportionale Majoratiounstaux zegutt.

De soziale Gedankegang vun där Mesure hätt also kënnen si fir all déi Persounen, déi méi laang am Berufsliewe bleiwen, ze belounen. Den effektiven Ausléiser fir dës Mesure waren awer d'Recommandatiounen vun der EU fir zu Lëtzebuerg d'Leit insgesamt méi laang am Berufsliewen ze halen. Dat huet leider mat sech bruecht, dass am Beräich vun den Invalidierten eng méi restriktiv Politik gefuer ginn ass, an och mat deem neie sou genannten Invalidesgesetz Problemer nach net geléist a praktesch kee méi d'Invalidierten kritt an och der ganz vill, déi se hunn, erëm schaffe geschéckt ginn, mat der Konsequenz, dass hire Patron se net méi erëmhält a se doduerch ganz oft an eng prekär Situatioun geroden.

Wann et an deem Gesetz Lacuné ginn, esou sinn déi gréisstendeels drop zréckze féieren awer, dat verschidden Employeuren d'Gesetz versichen ze benotze fir sech hire kranke Mataarbechter ze entleeden.

Wat ech awer hei ganz besonnesch wëll begrëssen a betounen ass déi gutt Aarbecht vun de Servicer am Ministère vun der Sécurité sociale, déi sech vill Méi ginn hu fir all Méiglechkeeten ze erfassen, fir dat kee méi vun deene betraffene Leit ouni Revenu bleift. Dofir ass et gutt, dat fir hinnen d'Aarbecht ze erliichteren, a fir dat si nach méi effizient agéiere kënnen, eng schnell Revisioun vun Invalidesgesetz kënt, déi all Onklorheeten aus der Welt schafft, an och mengen de Sozialminister an den Aarbechtsminister sinn och amgang.

gen dorunner ze schaffen an et wäert och hoffentlech net méi ze laang dauere bis mer dee Projet, déi Reform vun deem Gesetz hei leien hunn.

Här President, de Wirtschafts- a Sozialrot huet och ähnlech Recommendationatiounen ausgeschwat wéi d'EU an drop higewisen, dat een d'Leit méi laang misst am Berufsliewen halen. Wat erstaunlech ass, am Wirtschafts- a Sozialrot setzen och Gewerkschaftler, Gewerkschaftsvertrieeder, déi engersäits dës Recommendationatioun, fir d'Leit méi laang schaffen ze loosser, mat droen, anersäits awer am Virfeld vun de Sozialwahlen elo geschwé grous Manifestatiounen wäerten organisieren, fir dat d'Prétraite oprechterhale gëtt, wat ech begrëssen, mä wat awer am Géigesaz zu deem steet, wat se am Wirtschafts- a Sozialrot vertrueden hunn, an dat soll verstoe wéi wëllt.

Och de Bureau international du travail huet Recommendationatiounen ausgeschwat, fir dat den Alter vun der Prépension hei am Land soll eropgesat ginn. Hei am Land läit den Duerchschnëttspensionsalter bei de Männer ëm 57,5 Joer, bei de Fraen ëm 57,1 Joer, also an der Moyenne vun deem wat d'Prépension ausmécht.

Et sinn dës Recommendationatiounen, déi bei dëser Regierung op keen daaft Ouer gefall sinn. An do stellen ech mer awer eeschhaft e puer Froen: Wann d'Zilsetzung vun der Regierung ass, fir d'Leit méi laang am Berufsliewen ze halen, sinn dann net op kuerz oder laang eis Prépensionsmodeller a Fro gestallt? Wann de But soll si fir d'Leit méi laang schaffen ze loosser, wat geschitt mat eise jonke Leit, déi elo scho keng Aarbecht fannen a vun enger Beschäftigungsmesure an déi aner geheit ginn?

Här President, d'Erhéijung vum Majoratiounstaux duerch den Taux de majoration proportionnel spécial gouf mat der Zoustëmmung vun alle Parteien agefouert. Dem ADR seng Zoustëmmung huet awer besonnesch op deem sozialen Aspekt vun där Belounung vun méi laange Schaffe berout, awer net op dem Hannergedanke fir d'Leit méi laang am Berufsliewen ze halen. Wat awer bei der Aféierung vun dësem neien Taux net gutt war ass, dat dës Mesure nimm gëllt fir déi Assuréen, déi nom 1. März 2002 a Pensioun agefouert sinn. Mat dëser Datumsllimite hu mir hei am Land en zousätzlechen Zweeklasse-System am Rentewiese geschafen, oder besser gesot am Renteberechnungssystem. Mir hunn elo am Privatsecteur zwou Klasse Rentner geschafen: déi Assuréen, déi virum 1. März an d'Pensioun gaange sinn, an déi duerno.

Wann d'Ursach, firwat déi 0,01% Majoration proportionnelle spéciale agefouert gouf, och den Hannergedanken hat, fir d'Leit méi laang am Berufsliewen ze halen, esou bréngt dës awer deene Betraffenen eng zousätzlech Augmentatioun. Wéi steet et awer mat all deenen Assuréen, déi virum 1. März 2002 a Pensioun gaange sinn an och méi laang geschaff hunn? Wann et der Regierung hire But war déi Leit ze belounen, déi méi laang geschaff hunn, an net nëmnen den Hannergedanken do war fir d'Leit méi laang am Berufsliewen ze halen, firwat ass dann dës Datumsllimite agesat ginn, déi Zwou-Klasse-Rentner schafft?

Wa mer déi 0,01% jiddfer Rentner zougestane hätten, egal ob e virum oder nom 1. März 2002 a Pensioun gaange wier, dann hätte mer elo och en Deel sozial Ongerechtheeten deelweis erëm kënnen guttmaachen, zum Beispill bei all deene Leit, déi an d'Prétraite gaange sinn oder am Ufank souguer, wou d'Prétraite agefouert ginn ass, hu missen an d'Prétraite goen an déi während deenen dräi respektiv souguer bal bis véier Joer laang weder vun hirem Patron nach vun der Sozialversécherung

iergendeng Opbesserung vun hirem Revenu kritt hunn. A wou säit 1993 souguer hir Prépension, déi se zegutt haten, un de Fonds pour l'emploi iwwerwise gëtt, an deen domadder och nach e gutt Geschäft mécht, wann d'Prépension méi héich ass wéi déi Prétraite, déi ausbezuelt gëtt.

Oder zum Beispill bei den ARBED-Beamten, deene jorzéngtelaang hir Zousazpension bei alle Pensiounsaugmentatiounen gekierzt ginn ass, well keng Regierung et fäerdeg bruecht huet Zousazpensiounen gesetzlech ofzesécheren, bis viru kuerzem, wou e Gesetz hei verabschied ginn ass fir Zousazpensiounen ofzesécheren. Elo also, nodeem praktesch den ARBED-Beamten hir Zousazpensiounen all duerch den ongerechte System verschléckt gi sinn, hu mer enlech e Gesetz.

Dofir kéint ee mat dem Ofschafe vun där Datumsllimite a mat der Majoration proportionnelle spéciale vun 0,01% wéinstens e bësse sozial Gerechtheet schafen. Dat och fir all déi Leit, déi méi laang studéiert hunn a praktesch hu misse bis 65 Joer am Berufsliewe bleiwen, fir d'Pensionsrecht ze kréien. Awer besonnesch och fir déi Leit, déi während hiren Prétraite näischt kritt hunn an déi, déi jorzéngtelaang ëm hir Zousazpension bedru gi sinn. Dat sinn d'Ursaache firwat ech am Numm vum ADR dës Proposition de loi deponéiert hat.

Här President, den ADR huet d'Rentendeschgesetz matgestëmmt, well et an déi richteg Richtung geet, mä sech awer, wéi bei allen anere Gesetzer, d'Recht virbehalen huet, fir eventuell Lacunen, déi sech bemierkbar maachen, oder Artikelen, déi net emsetzbar sinn oder sozial Ongerechtheeten no sech zéien, ze revidéieren. Dat versiche mer elo mat dëser Proposition hei ze maachen.

D'Regierung steet dëser Proposition de loi negativ géigeniwwer, well se d'Leit méi laang am Berufsliewen hale wëllt. D'Belounung vun 0,01% war also keng sozial mä eng taktesch Mesure. En anert Argument vun der Regierung ass, dat si déi Proposition de loi net kënt akzeptéieren, well se ausserhalb vum Accord vum Rentendesch géif falen. D'Regierung versicht also hei manifestement d'Parlament respektiv d'Majoritéitsparteien ze beaflossen, ouni dat iwwerhaupt d'Argumenter virdrun hei gehéiert gi sinn. D'Regierung huet d'Recht Position ze bezéien, mä awer och d'Flicht fir emol fir d'Éischt den Argumenter nozelauschteren, ier se dann hiren Avis gëtt. Déi Aart a Weis do huet mat Transparenz an Dialog, déi esou grous ugekënnegt goufen, iwwerhaupt näischt ze dinn. D'Chamber huet d'Konklusioun vum Rentendesch finaliséiert, an et ass och nëmnen d'Chamber, déi d'Décisioun vum Rentendesch ka revidéieren.

Här President, dofir hat ech gehofft, dat mer an dësem Parlament, wou jo d'sozial Gerechtheet vun alle Parteien ëmmer an de Vierdergrond gestallt gëtt, a sécherlech och d'nächst Joer an alle Wahlprogrammer wäert erëmzefanne sinn, eng Majoritéit fanne fir dës Proposition de loi ze stëmmen, eng Majoritéit fir dës Zweek-Klasse-System am Rentewiesen erëm aus der Welt ze schafen an domadder erëm e Stéck Geschicht a Richtung effektiv sozialer Gerechtheet ze maachen.

Ech soen lech merci.

Une voix.- Très bien.

M. le Président.- Merci, Här Jaerling. Als éischte Riedner ass den honorablen Här Paul-Henri Meyers ageschriwwen an domat ginn ech dem Här Meyers d'Wuert.

#### Discussion générale

M. Paul-Henri Meyers (*CSV*).- Här President, Dir Dammen



an Dir Hären, de Projet de loi, dee mer haut diskutieren, war ursprénglech en Deel vun dem Gesetz iwwert den Ajustement, mä de Conseil d'Etat huet sech opposéiert, dass am Gesetz iwwert den Ajustement och gläichzäiteg aner Modifikatioune vun der Gesetzgebung vun dem Code des Assurances sociales mat sollten diskutéiert a mat sollte gestëmmt ginn. Et war och relativ kuerz fir den Avis ofzeginn an d'Kommissioun huet sech och deem Avis ralliéiert. D'Regierung huet doropshin en neie Projet presentéiert an haut kënne mer dann iwwert déi sechs Mesuren, déi virgesi sinn, diskutieren an ofstëmmen.

Ech wëll kuerz op déi Mesuren agoen, déi vläicht net ganz grouss Mesur sinn, déi awer och an der Sécurité sociale trotzdem hir Bedeutung hunn an déi och fir gewësse Kategoriën vun Assurée Verbesserunge bréngen.

Eng éischt Ännerung betrëfft d'Recht op d'Indemnité pécuniaire de maternité. An der jëtzege Gesetzgebung ass virgesinn, dass een zwou Bedingunge muss erfëllen, dass een de Stage muss erfëllt hunn ier een an de Congé de maternité geet an dass een dee Moment och nach muss affiliéiert sinn. Elo ass et awer esou, dass bei verschiddene Leit, notament verschiddene Fraen, notament do wou eventuell e Contrat de travail à durée déterminée ass, dee virdrun ophält, dass se zwar d'Conditions de stage erfëllt hunn, mä si keng Affiliatioun méi un d'Sécurité sociale hunn, während déi, déi nach am Aarbechtsverhältnis dra sinn, och wa spéider de Vertrag ofleefet duerch de Congé de maladie déi Zäit da verlängere kënnen an nach ofgesécher sinn. Dat huet zu Ongerechtheeten, Illegalitéite gefouert an et ass och gutt, dass dann elo déi Bedingung, dass ee muss affiliéiert sinn, ewechfällt, dass een also d'Indemnité pécuniaire de maternité nach ka kréien, wann een d'Bedingunge vum Stage erfëllt huet.

Eng zweet Ännerung betrëfft de Fonctionnement vun der Assemblée générale vun der Union des Caisses de Maladie. De Gesetzgeber hat virgesinn, dass déi zwou Partenaire, d'Patronen an d'Assuréeën, am Equilibre sollte sinn a gläichwäerteg vertrauede sollte sinn. Si si mat enger gewëssener Zuel vu Memberen an där Assemblée générale vertrauden, mä elo kann et awer sinn, dass op där enger oder op där anerer Säit duerch iergendeen Zoufall ee Member feelt an dann ass dat Gläichgewicht gestéiert. A wann et zu engem Vote kéint, kann natierlech de Vote dann en faveur vun deem Grupp, dee vollzähleg do ass, ausgoen an deen aneren ass dee Moment désavantagéiert.

D'Regierung wollt dat duerch e Règlement grand-ducal änneren an am Sënn vum Législateur de Memberen e Vote pondéré ginn. De Conseil d'Etat huet gesot dofir géif déi gesetzlech Basis feelen. Mir féieren hei déi gesetzlech Basis dofir an, fir dass de Vote pondéré an der Assemblée générale vun der Union des Caisses de Maladie kann agefouert ginn, wou da permanent den Equilibre tëschent deenen zwou Gruppen och hiergestallt ass.

En drëtten Punkt betrëfft de Financement vun der Assurance accident agricole. Et kann een dat als technesch Ännerunge gesinn. Et ass awer och esou, dass déi Ännerungen, déi hei virgesi sinn, och den Assuréeën eppes bréngen. Engersäits ass virgesinn, dass an de Statuten eng Pondéeratioun vun de Cotisatioune agefouert ka ginn, fir ze vermeiden, dass bei groussen Ännerunge vun den Assuréeën et zu grousser Fluctuatioun kéint. U sech wier et jo méi räsonnabel wann ee fir dee ganze Grupp deeselwechten Taux hätt. Mir hunn awer gewësse Klassen do a Klassen, déi méi kleng sinn a wou d'Prestatioune eventuell an en-

gem Joer méi héich sinn. Dat féiert dann och zu eventuell démesuréeeren Erhéijunge vun de Cotisatioune. Esou dass een do kann duerch Statuten d'Cotisatioune deemtspriechend upassen. Et ass also eng Measure, déi eng gewësse Solidaritéit tëschent de Gruppen hierstellt.

E weidere Punkt betrëfft eng Verbesserung vum Gesetz vum 24. Juli 2001, deen déi Amélioratioune, déi dee Moment an der Assurance maladie agricole komm sinn, zu Laaschte vum Stat virgesinn huet. Or, an der Caisse accident agricole ass awer virgesinn, dass d'Reserv muss weinstens 1,2-mol d'jährlech Prestatioune ausmaachen. Doduerch dass d'Prestatioune gehéicht si ginn, misst d'Reserv eropgesat ginn. Fir d'Reserv eropzesetzen, misst een d'Cotisatioune héijen, à moins dass de Stat och do en Deel géif bäidroen. De Stat ass awer hei op de Wee gaange fir ze soen, dann zéie mer déi Prestatioune, déi à charge de l'Etat sinn, of. Déi ginn also bei dem Fonds de réserve net matgerechnet.

Dat bréngt also den Assuréeën eppes, déi duerch d'Erhéijung vun de Prestatioune an duerch déi néideg eventuell Erhéijung vun dem Fonds de réserve och méi héich Cotisatioune hätte misse bezuelen. Doduerch hätt een dann déi Mesuren, déi een am Gesetz vum 24. Juli 2001 virgesinn hat, quasiment erëm zunichte gemaach. Dat heescht déi, deenen een eppes gi wollt, hätt een no-dréiglech erëm eppes iwwert d'Cotisatioune gefrot. Et ass also eng Measure, déi ee Sënn mécht, och am Rahmen vun deem Gesetz virdrun.

Eng aner Measure betrëfft d'Babyjoren. Ech menge mir erënneren eis alleguer, dass wéi de Forfait d'éducation agefouert ginn ass, duerch d'Gesetz vum 28. Juli 2002, do gesot ginn ass, dass eigentlech de Forfait d'éducation eng Solution subsidiaire sollt si par rapport zu de Babyjoren. Dat heescht fir d'éischt sollte Babyjoren agesat ginn a virgesi sinn, d'Assurée sollte fir d'éischt d'Babyjore kréien a wann dat net méi méiglech ass, da sollten se de Forfait d'éducation kënnen besprochen. Wann een awer hannenno d'Texter kuckt, déi gestëmmt si ginn, fënnt een dat esou an den Texter net méi erëm. U sech huet jiddereen eigentlech de Choix entweder de Forfait d'éducation oder d'Babyjoren ze froen. An dat huet och dozou gefouert, dass eigentlech keng richteg Measure do war, fir dass de Fonds de solidarité deenen, déi d'Babyjoren hätte kënnen beansprochen, de Forfait d'éducation ofgeleent hätt.

D'Regierung hat an dem Projet, dee se am Dezember d'lescht Joer eraginn huet, eng Ännerung proposéiert. Déi Ännerung gétt hei erëmgeholl an an deem jëtzege Text, dee mer nach hunn, steet dran, dass d'Babyjore berechent ginn op der Moyenne oder déi Revenuë berechent ginn op der Moyenne vun de Revenuë vun deene leschten zwielef Méint an da steet do, déi Moyenne kann awer net enner 270,28 Euro pro Kand leien. Et ass net déi Moyenne, déi net ennert deene Revenuë ka leien, mä et sinn d'Revenuë, déi agesat gi fir d'Babyjore, déi net ennert 270,28 Euro därefer leien, fir och d'Gläichgewicht hierzestellen mat dem Forfait d'éducation, well doduerch dass d'Cotisatioune agesat gi bis zu där heiten Héicht, entstinn zousätzlech Prestatioune, déi weinstens de Forfait d'éducation ausmaachen.

Déi Schwierigkeeten, déi d'Pensiounkeesen hate fir dat doten unzeweiden, hoffe mer, sinn dann duerch deen heiten Text behuewen a si kënnen also och d'Babyjoren asetze fir all déi Persounen, déi e Recht drop hunn, och fir déi Zäit wou d'Kanner virum 1988 op d'Welt komm sinn, dass also och déi Pensione kënnen nogerechent ginn an dass och déi, déi zënterhier hir

Pensioun gefrot hunn, d'Babyjore kënnen deemtspriechend agesat kréien.

E weidere Punkt betrëfft d'Prise en charge vun den administrative Fräe vun de Krankekeese vun den Entrepreneuren. Duerch déi Measure, déi hei virgesinn ass, ginn déi am Fong geholl gläichgestallt, wat déi administrativ Fräen ugeet, mat deenen anere Krankekeesen, wat och eng gerecht Léisung duerstellt.

Eng lescht Measure betrëfft d'Cotisatioune fir déi Persounen, déi an engem Régime transitoire, deen 1999 geschafe ginn ass, versécher sinn, déi also eng Activité principale am Kader vun deem Régime hunn, déi awer nach accessoirement aner Aktivitéiten ausüben. Si kënnen duerch déi verschiddene Aktivitéite keng Pensioun kréien, déi méi héich berechent wär wéi de Plafong, dee virgesinn ass, dat heescht fénnefmol de Mindestloun. Hir Revenuë kënnen awer méi héich sinn.

Do hätt een zwou Léisunge kënnen fannen. Et hätt ee kënnen higoen a soen, d'Activité principale an accessoire gétt all Joer gekuckt an et mécht een eng proportionell Opdeelung wat d'Cotisatioune ugeet tëschent där enger Aktivitéit an där anerer. Dat wier komplizéiert gewiescht. D'Regierung geet hei op de Wee fir ze soen, d'Activité principale gétt ganz versécher a bei der Activité accessoire nëmme bis zur Héicht vu fénnefmol de Mindestloun? Ma well et ongerecht wär, fir Cotisatioune ze froen fir eng Prestatioun, déi d'Assuréeën net kënnen kréien. Wann ee keng Prestatioun ka kréien, kann een och do keng Cotisatioune froen. Et ass also eng Léisung, déi am Sënn vun der Assurance pension läit.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Entschëllegt, Här Meyers, et läit awer an darselwechter Logik, déi een da misst hunn, wann ee schon nach mat iwwer 65 Joer schafft, dass dat och d'Rent misst majoréieren.

**M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, ech kréien hei Froen gestallt, ech mengen...

**Une voix.** - Den Här Meyers ass net Minister.

**M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Ech sinn net Minister an ech sinn och...

**Une autre voix.** - Mir hu gemengt Dir géngt dat wëssen.

#### (Interruptions diverses)

**M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - De President huet lech och net autoriséiert. Mir sinn hei net an engem Debattierclub.

#### (Interruptions)

**M. le Président.** - Här Meyers, et ass scho richtig, dass den Här Di Bartolomeo lech eng Fro gestallt huet. Hien hat de President och net gefrot. Wann hien dat déi nächste Kéier mécht, da ginn ech him d'Wuert. Dofir ginn ech lech elo d'Wuert fir virunzefueren.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. Paul-Henri Meyers (CSV).** - Här President, ech sinn am Fong geholl un Schluss vu mengem Interventioune ukomm.

#### (Interruption)

Ech well awer op déi Remarque do agoen.

D'Madame Delvaux huet hire Projet hei presentéiert, deen net insensé ass, fir dat emol esou auszedrücken, deen awer misst gesi ginn an deem wat den Här Di Bartolomeo opgeworf huet. Wéi kann een iwwer en Alter vu 65 Joer eraus Leit

et erluben nach weider an der Pensionsversicherung dran ze sinn? A wat kann ee maachen, dass och déi Versicherung, déi Cotisatioune, déi abezuelt ginn, hinnen eppes bréngen?

Do ginn et verschidde Weeër. Mir haten eng Léisung. Déi war dat wäert, wat se wäert war. Si hat e gewëssene Sënn, mä an dem Code steet awer elo dran, dass een iwwer 65 Joer net därefer versécher sinn. Mir hunn déi Alterslimite och ugewant op den Achat vu Perioden. Mir erluben och deenen, déi sech weider versécheren wëlle, net méi iwwer 65 Joer nach eng Weiderversicherung ze maachen.

Also d'Frostellung, ob een iwwer 65 erausgeet, ass scho richtig a misst a mengem Ae weider gekuckt ginn, an dofir wier et och gutt gewiescht, wann een déi ganz Problematik, souwuel d'Proposition de loi vun der Madame Delvaux, wéi och déi aner Problemer, déi sech am Zesammenhank stelle mat enger Weiderversicherung, gekuckt hätt a wann een och, beim Beispill Fonction publique, wou elo en Duerchbroch gemaach ginn ass, all déi Mesuren do zesumme gesinn hätt, well mir wësse jo awer, dass d'Sécurité sociale déi eenzel Gruppe ganz duerstellt. Et kann een net deenen engen eppes ginn an deenen aneren et refuséieren.

Dofir wier et och gutt, wann een eng Kéier déi ganz Problematik géif opgräifen a wann ee se als Ganzt géif gesinn. Dee Moment kann een och déi Proposition vun der Madame Delvaux, och wa se haut vläicht net esou akzeptéiert gétt...

#### (Interruption)

Madame, elo schwätzen ech a mengem perséinlechen Numm, ech hält et besser fonnt, wa mer se nach eng Kéier an der Kommissioun diskutéiert hätten. Ceci, étant dit, wëll ech eppes nohuelen. Ech wëll dem Rapporteur merci soe fir de Rapport. Ech wëll och deenen zwee, der Madame Delvaux an dem Här Jaerling, merci soe fir déi Problematik, déi se an hire Propositionen exposéiert hunn, an ech géif heimat den Accord vun eisem Grupp bréngen fir de Projet de loi vun der Regierung.

**M. le Président.** - Merci, Här Meyers. Mme Delvaux, Dir hutt nach eng Kéier d'Wuert.

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP), auteur.** - Merci, Här President, ech gi ganz gären op d'Proposition vun Här Meyers an. Ech kennen d'Prozeduren net, mä kann een dann déi Proposition de loi vun dem Ordre du jour haut erföhuelen?

**Plusieurs voix.** - Jo.

#### (Interruptions)

**M. le Président.** - Wann d'Chamber domadder d'accord ass, da géife mir zum Schluss vun den Diskussiounen nach eng Kéier dorop zrëckkommen. Ech géif dann elo dem nächsten ageschriwene Riedner d'Wuert ginn an domat kann och den honorablen Här Mars Di Bartolomeo eropkommen an dann hei zum Gesetz Stellung huelen.

Här Di Bartolomeo, Dir hutt d'Wuert.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Merci, Här President. Et ass also net ëmmer onnéideg, dass et zu enger Diskussioun hei am Parlament kéint an och net onnéideg wann zwee Parlamentarier emol dialogéieren oder dräi Parlamentarier hei dialogéieren, wa mer vläicht virgefaasste Meenungen nach eng Kéier kënnen revidéieren a wa mer eis d'Chance nach kënnen ginn, fir iwwer e reelle Problem a Rou ze diskutéieren an da vläicht zesummen eng Solution ze fannen, déi am Sënn wär vun der Madame Delvaux, awer och am Sënn vun deene Betraffenen, well ech nach wie vor der Meenung blei-

wen, dass et einfach geckeg ass, dass een engem d'Méiglechkeet gétt fir iwwer e gewëssenen Alter ze schaffen, ze cotiséieren, awer dat keen Impakt soll op eng Pensioun kréien.

Dat ass onverständlech, dat ass onlogesch an et ass nach méi onlogesch, wann een engem seet, et därefer ee weider cotiséieren an da wann en an d'Pensioun geet, kritt ee seng Cotisatioune rembourséiert, och da wann ee Pensionsuspréich huet. Dat gétt jo nach e Sënn, dass ee rembourséiert wann ee keng Pensionsuspréich huet, mä wann ee Pensionsuspréich huet an et huet een doriwwer ewech cotiséiert iwwer 65 Joer eraus, da kritt een déi Cotisatioune, déi een iwwer 65 bezuelt huet, rembourséiert. Dat gétt da kee Sënn.

Zum Projet de loi ass bal alles gesot. Et ass en ale Bekanntnen, dee mer scho viru längerer Zäit gesinn hunn am Zesammenhank mam Ajustement. Déi Dispositiounen iwwert d'Adaptatioun vun den Dokteschtariffer an déi sechs Dispositiounen iwwert déi mer haut diskutéiere ware Partie intégrante vum Projet iwwert den Ajustement. Deemools huet de Statsrot zu Recht gesot, et ass e Projet fourre-tout. Mir hunn him gegleef a mir hunn de Projet an dräi scindéiert. Den Ajustement, dee mer direkt gestëmmt hunn, d'Adaptatioun vun den Dokteschtariffer, déi mer virun der Vakanz gestëmmt hunn, an elo den drëtten Deel vun deem Ganzen, deen awer nach ëmmer nom Reproche richt, dass et e Projet fourre-tout bleibt, well et eng Rei vun Dispositiounen sinn, déi net alleguer direkt eppes mateneen ze dinn hunn.

#### (M. Jean Spautz reprend la Présidence)

De Projet, et ass scho gesot ginn, ass en technesch Projet, mä et ass awer keen onwichtige fir déi Problematik, déi dovu betraff ass. Deen éischte Volet ass dee vun der Indemnité pécuniaire beim Schwangerschaftsurlaub, wou een e puer Cas de figure huet. Deen een, dee ganz normalen, dat ass wann ee geschafft huet, ier een an de Congé de maternité geet. Dann huet ee quasi d'Lounfortzahlung zegutt, déi zwar vun engem anere bezuelt gétt wéi dem Patron, mä d'Pai leeft eigentlech während dem Schwangerschaftsurlaub weider.

Den anere Cas de figure ass, dass een net berufstäteg war ier een an de Congé de maternité erageet, also iwwerhaapt net berufstäteg war. Da kritt een d'Allocation de maternité, déi sech doduerch ënnerscheet vun der quasi Lounfortzahlung, dass se meeschtens méi nidreg ass, well se op Basis vum Mindestloun opgebaut ass. An dann huet een an där éischter Kategorie Lounfortzahlung nach eng Rei vu Cas de figure, déi sech an der Praxis erweisen hunn, dat haaptsächlech bei Contrats à durée déterminée, wou de Contrat à durée déterminée ofgelaf ass, heiansdo just virun der Entrée an de Schwangerschaftsurlaub. Fir déi Leit, déi net de Reflex haten, sech nach kuerz viru krank schreiwen ze loosse, ass dat dann domm gaangen, well dann haten se net déi Lounfortzahlung zegutt, well hire Contrat de travail ënnerbrach war, an och, wa se déi sechs Méint Stage opbruecht hunn, haten se net d'Indemnité pécuniaire zegutt, mä si haten héchstens d'Allocation de maternité zegutt.

Elo mat deem Gesetz stelle mer eigentlech déi gläich, déi bis elo iwwer e Krankeschäin konnten d'Absence vun engem Kontrakt iwwersprangen an dann an d'Indemnitéit erakomm sinn, déi sechs Méint Stage hunn a keen Aarbechtsvertrag méi haten.

An der Diskussioun ass vun dräi Chambres professionelles drop higewise ginn, dass dee Projet, dee mer hei maachen, jo eigentlech net berechtigt wär, well déi Leit, déi hei viséiert wäeren, hätte jo



e Recht op d'Allocation de maternité. Dat ass allerdéngs eng Méconnaissance vun der Praxis. Wann een nämlech d'Indemnité pécuniaire kritt, déi op de Loun berechent ass an do waren och déi Froen opgeworfen ginn, wann ee kee Vertrag méi huet, et huet een awer sechs Méint Stagen, op wat fir eng Basis gëtt dann déi Indemnité pécuniaire berechent. Majo ganz einfach op dee Loun, deen ee virdrun hat, an déi Argumentatioun, dass een d'Indemnité pécuniaire, also d'Lounfortzahlung, jo nëmme bräicht ze ersetzen duerch d'Allocatioun, ass e Marché de dupes, well do verléieren déi Betraffen, an dat wär e ganz schlechten Tosch.

Et schéngt mer e Malentendu, awer e folgeschwéiere Malentendu fir déi Betraffe gewiescht ze sinn, déi de Chambres professionnelles an deem Fall op de Laim gaange sinn, a mir sinn der Meenung, dass dat hei déi richteg Solutioun ass bei enger klenger Tranche vu Leit, déi betraff sinn, eng Gläichstellung, ob een elo e Krankeschäin huet no Oflaf vum Aarbechtsvertrag oder ob ee kee Vertrag méi huet ënnert der Konditioun awer, dat muss een ennersträichen, dass déi sechs Méint Stage erfüllt sinn. Also ass et ganz kloer, dass mir déi dote Mesure matdroen.

Déi zweet Mesure, déi erwähnenswert ass, ass déi vun der Garantie vun der vum Léiglateur gewollte Paritéit zwéischen Patronat a Salarat bei der Assemblée générale vun der Union des Caisses de Maladie, well an der jétzeger Situation wou d'Paritéit zwar iwwer Gesetz festgeschriwwen war an och iwwert d'Gewichtung innerhalb vun deene verschidde Gruppe konnt d'Majoritätsverhältnis en Zoufallsprodukt ginn, doduerch dass een op där enger oder op där anerer Säit gefeelt huet. Wa se alleguerten do sinn, dann ass kee Problem. Dann ass d'Gewichtung kloer. Da muss schonn een ausscheren aus där enger oder anerer Grupp, fir dass et zu engem verschidde Ofstémungsergebnis kënn. Et ass awer net esou wéi mer et gewénscht hunn, dass just doduerch dass eventuell ee krank wär, net ersat ka ginn, dann en anert Stëmmerhältnis erauskomm wär.

Dofir, dat hei ass ganz kloer am Wëlle vum Léiglateur vun 1992, dass déi Paritéit net sollt duerch en Zoufallsprodukt gefährt ginn. Bon, déi heiten Dispositioun kann elo erëm e bësse méi interessant ginn, well d'Diskussiounen an de Krankeschäin sech erëm e bësse méi spannend ukënnegen, nodeems mer erëm fir d'Joer 2004 mat engem seriösem Defizit bei de Geldleeschungen wäerte konfrontéiert sinn a fir dat Joer duerno och mat engem seriösem Defizit bei den Naturalleeschungen. Mir hoffe jo dass an der Auseinandersetzung, déi sech am November ukënnegt, et net erëm eng Kéier op d'Stëmmung vum Regierungsvorstand wäert ukommen, well dat ass jo schlusslech de President. Den onofhängege President vun der Union des Caisses de Maladie ass jo awer och esou niewebäi nach de Regierungsvorstand.

Mir hoffen, dass et net dozou kënn an dass d'Generalversammlung vun der Union des Caisses de Maladie dat mécht wat mer eis wënschen: keng Verschlechterung vun de Leeschtungen, mä dass se vläicht déi bësse méi komplizéiert Solutiounen sicht, un déi ëmmer nëmme geduecht gëtt wann erëm en Defizit sech ukënnegt, wou een awer och emol enner normalen Zäite kann drun denken, dass ee vläicht de virprogramméierten Defizit emol eng Kéier nom Gesetz vun der Preventivhaltung kéint verhënnern.

Et wär jiddefalls net verbueden dauernd un dat Spuerpotenzial ze denken, wat et an de Krankeschäin gëtt. Da bräichte mer vläicht net esou oft a Panikstëmmung mat der Aaxt an déi eng oder an déi aner Richtung eranzeschoen. Wéi gesot, et ass e fromme Wonsch. Ech hoffen, dass e gehéiert gëtt.

Bon, dann zu deem nächste Punkt. Dat ass d'Zesummewierke vu Babyjoer oder Babyjoren an dem Forfait d'éducation, där sou genannte Mammerent. Ech kann nëmme deem bäiflichte wat de Paul-Henri Meyers gesot huet, dass et dem Wëlle vum Léiglateur entsprach huet, dass an alle Fäll d'Héicht vum Forfait d'éducation als Minimum sollt erauskommen. Dass et also net esou kéint sinn, dass wann een an der Situatioun ass iwwert d'Babyjoren, dass ee se nëmme zum Deel geholl huet oder dass de Loun extrem niddreg war, dass ee manner kritt hätt wéi wann een de Forfait d'éducation kritt hätt.

Et huet sech awer an der Praxis erausgestallt, dass dat net esou ukomm ass wéi de Léiglateur dat wollt hunn, an doduerch konnte Problemer entston. Dofir ass elo ganz kloer mat deem Text wat gewénscht ass. An alle Fäll huet een also mindestens d'Héicht vum Forfait d'éducation zegutt. Wann een iwwer eng Rei vu Babyjore verfügt an e seriösem Revenu huet, dann ass et duerchaus méiglech, dass den Impakt vun de Babyjore sensibel méi héich ass wéi dee vum Forfait d'éducation.

Dann zum Iwwerhuele vun de Verwaltungskäschte vun enger Rei vu Betriebskrankkeesen. Ech muss soen, dass ech der Meenung bleiwen, dass een dru géif wannen, wann een déi Betriebskrankkeesen a wann een d'Krankeesen insgesamt méi staark géif regruppéieren. Dat war eis Meenung scho laang, mä bon, Dir wësst wéi d'Diskussiounen gelaf sinn. Et ass net zu där Eenegung op deem dote Punkt komm. Elo iwwerhëlt de Stat d'Vewaltungskäschte vun de private Betriebskrankkeesen, ARBED an CFL ouni dass eng Contrepartie do ass. An ech wëll awer drop hiweisen dass et ëmmerhin de Pappstiel ass vun zwou Milliounen Euro, mat e puer Grimmel dobäi. Dat si bal 83 Milliounen, déi dann zousätzlech op d'Lee kommen.

Voilà, dann déi lescht Dispositioun, déi ass genuch kommentéiert ginn: Dass wa Leit aus dem Régime transitoire an der Fonction publique nach eng Nieweschäftigung oder eng Beschäftigung am Privatsektor hunn, et kloer sollt sinn, dass se cotisiéieren bis fënnemol de Mindestloun an net doriwwer eraus. Dat ass eng normal Saach. Quitte dass ech der Meenung sinn, wéi den Här Paul-Henri Meyers, dass een do eng Rei vun Optiounen hat, mä déi hei ass ebe geholl ginn a mat där kann ee liewen.

D'Konklusioun zu deem heite Projet: Mir wäerten dee Projet stëmmen a mir si frou, dass een déi Proposition de loi vum Här Meyers, déi vun der Madame Delvaux iwwerholl ginn ass a selbstverständlech och vun eiser Fraktioun ënnerstëtzt gëtt, fir wann ee méi laang schafft, fir dass een do och en Impakt op seng Rent kritt, nach eng Kéier an d'Kommissioun eranhëlt, an dass mer dann zesummen dat fäerdeg bréngt wat mer jo offensichtlech alleguerte wëllen am Privatsektor an och am öffentleche Secteur, wou mer et jo elo bei deene leschte Lounverhandlungen fäerdeg bruecht hu fir de Fonctionnairen d'Méiglechkeet ze gi fir méi laang schaffen ze goen. Och dat wär nëmme e Marché de dupes, wa mer géife soen Dir kënn schaffen goen, mä et huet keen Impakt op Är Versécherungssituatioun. Voilà, dat gesot, soen ech lech merci.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Alexandre Krieps agedroen. Den Här Krieps huet d'Wuert.

**M. Alexandre Krieps (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, zu deem Projet 5100 ass ze widderhuelen, dass d'Demokratesch Fraktioun dem Rapporteur Bettendorf villmools merci fir säi schrëftlechen a mëndleche Rapport seet. Wéi schonns vu ville Vir-

riedner gesot, sinn déi Mesuren an deemem Projet, déi schonn an deem Ajustementgesetz vum 20. Dezember 2002 virgesi waren, an op Dränge vum Conseil d'Etat mat dem „Fourre-tout“-Argument zréckgesat gi sinn, eng ganz gutt Saach. D'Detailer regelt dat heite Gesetz, wat am Fong an der Praxis verschidde Assuréeen an och der Sécurité sociale vill Kappzerbrieches ginn huet.

Dese Projet erlaabt verschidde Organer vun der Sécurité sociale besser ze fonctionnéieren. Dofir ass et och ze begrëssen, dass d'Käschte vun de Betriebskrankkeesen vum Stat iwwerholl ginn. Et muss ee sech natierlech do allerdéngs, à long terme, d'Fro stellen ob esouguer déi Betriebskeesen net sollten integréiert ginn an d'Sécurité sociale. Dat wär interessant fir dat ze fuerderen à long terme. Bei der Indemnité de maternité ass et kloer, dass dat eng Mesure ass, déi an enger Zäit vu réckleefeg Gebuerten misst iwwer all Diskussiounen stoen.

Ech schwätzen net vun de Babyjoren oder dem Financement vun der Assurance accident agricole. Interessant war déi Diskussioun iwwert der Madame Delvaux hir Proposition de loi. Ech si perséinlech der Meenung, dass dat eng gutt Saach u sech ass, mä dat däerf net implizéieren, dass de Pensionsalter vu 65 Joer op 68 Joer automatesch an obligatoresch gehuewe gëtt. Mir sinn der Meenung, dass dat fakultativ bleiwe muss. Also ech warnen lech: Dat muss hei ganz klor gestallt ginn. Ech gleewen dass, wann dann ee wëllt bis 68 schaffen goen, da loosse mer e schaffen goen. Mä dat däerf net fir jiddereen gellen. Dat muss fakultativ bleiwen.

**Une voix.** - Dat ass jo awer kloer gesot ginn.

**M. Alexandre Krieps (DP).** - Neen, dat ass net kloer gesot ginn.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Ma jo, selbstverständlech.

**M. Alexandre Krieps (DP).** - Neen, Dir hutt dat net...

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Ech hunn dat dräimol gesot, Dir musst Är Ouerestëpp ausdoen.

**M. Alexandre Krieps (DP).** - Entschëllegt, Här Di Bartolomeo, ech verstinn dass Dir d'Wahlféier hutt an de Schüttelfrost hutt, mä fänkt net un hei ze fuebelen,...

**(Interruption)**

...well soss wäert de Wieler lech déi kal Wëckelen undoen. Also, passt op!

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Mir maachen nach keng ganzsäiteg Annoncen, fir eis ze rechtfertigen. Mir hunn dat net néideg.

**M. Alexandre Krieps (DP).** - Dir kritt kal Wëckele vum Wieler ugedoen, wann Der de Schüttelfrost hutt.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - An de bloen Donneschdeg ass geschwënn...

**(Interruptions)**

**M. Alexandre Krieps (DP).** - Op alle Fäll ënnerstëtzt d'demokratesch Fraktioun dese Projet de loi an der virleiender Form, wéinst hirer laanger Traditioun vum sozialen Opbau. Här Di Bartolomeo, mir ënnerstëtzen déi leeschtungsgerecht Verbesserungen, an ënnert eisem President, dem Här Jean-Paul Ripinger, stëmme mir deemem Projet zou. Merci.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**(Interruptions diverses)**

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Gast Gibéryen agedroen. Den Här Jaerling schwätzt a senger Plaz. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (ADR), auteur.** - Här President, nodeem dass den Här Bartolomeo hei gesot hat, et wär bal alles gesot gi wat ze soe war, an hien dann och nach wéi laang eppes gesot huet bleift mir dann also net méi alze vill zu deem Projet hei ze soen...

**Une voix.** - Ma da sëtzt lech.

**M. Aly Jaerling (ADR), auteur.** - ..., ausser dass ech awer wëll drop hiweisen, dass ech, wat d'Iwwerhuele vun de Verwaltungskäschten ubelaangt, do awer dem Här Bartolomeo Recht ginn, dass et...

**(Interruptions)**

**Une voix.** - Übt e bëssen: Di Bartolomeo.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - Et ass net schlëmm, wann den Här Jaerling mech esou verneent.

**(Hilarité)**

**M. Aly Jaerling (ADR), auteur.** - Ech schwätzen net esou oft wéi hien, dofir hunn ech also nach net esou déi Rhetorik do u mer, an ech sinn och nach net esou laang derbäi. Mä ech wëll soen, dass ech him do nëmme ka Recht ginn, dass een sech awer wierklech an Zukunft muss, och wéinst dem Käschtepunkt vun de Krankkeesen, eeschthaf Iwwerleunge maachen iwwert eng Fusioun vun deenen néng Krankkeesen, well do och e ganze Koup Waasserkäpp sinn, déi ee kënn am Fong ofschafen a wou och déi Méiglechkeet kënn geschafe sinn, dat eng Kéier ze regruppéieren an dann déi Leit fräizesetzen, fir vill méi effizient Aarbecht am Interesse vum Assuré ze maachen. Dat schéngt mer och sënnvoll.

Mä soss hu mer awer näischt weider zu deem Projet ze soen a mir géifen och deem Projet eis Zoustëmmung ginn, esou wéi mer och géife begrëssen, dass der Madame Delvaux hir Proposition de loi awer an d'Kommissioun kënn, dass do Wuert gehale gëtt.

Ech wär och net rose wann datselwecht mat menger Proposition de loi géif geschéien, da wär ech och bereit se hei zréckzezéien, wann et d'Méiglechkeet gëtt fir se nach eng Kéier an der Kommissioun ze diskutéieren. An ech wäert och hei versichen eng Initiativ ze ergräifen, fir dass mer emol eng Kéier seriö esou eng Debatt hei an deem Parlament kréien, iwwert d'Liewensarbeitszäit, wou elo einfach esou vill Recommandatiounen vun alle Säite kommen a wou mer nach eng Kéier hei seriö Diskussiounen missten driwwer féieren, ob mer dann elo wierklech an déi Richtung ginn an d'Leit effektiv wëlle méi laang schaffen loosse, well da sinn eng Rei sozial Errongenschaften effektiv hei a Fro gestallt. Dofir bedéngt dat schonn enger eeschthafter Diskussioun.

Also, wann et méiglech wier, wär ech och frou, fir nach eng Kéier iwwer meng Gesetzespropositioun, iwwert déi 0,01%, an der Kommissioun ze diskutéieren. Da wär ech och bereit...

**(Interruption)**

Jo, mä et schéngt mer awer, wéi wann deen een oder deen aneren et nach net verstanen huet, Här Weiler. Ech soen lech merci!

**M. le Président.** - Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Merci, Här President. Bei deemem Projet hei handelt et sech jo

ëm eng Rei vu klengere Moossnamen, déi ech stëmme wäert, net ouni awer e puer ergänzend an aschränkend Bemierkungen dozou ze maachen.

Éischtens emol bei der Indemnité pécuniaire de maternité, déi de Loun jo während dem Congé de maternité ersetzt, sollen déi Fraen, deenen hiren Aarbechtsvertrag am Ufank vum Congé de maternité ofleeft, obscho si d'Stagebedingungen alleguerten erfëllen, jo gläichgestallt gi mat deene Fraen, déi am selwechte Fall sinn, mä deenen hir Affiliatioun awer duerch e Krankheitsfall bis zum Congé de maternité verlängert gëtt an déi domadder ënnert dat Gesetz falen.

Et handelt sech hei ëm e Fall vun elementarer Gläichheet, deen eis Ennerstëtzung och fënn. Normal ass och d'Reaktioun vun deenen zwou Patronatskummeren, déi hei alt erëm eng Kéier warne virun enger Ausdehnung vun de Sozialleeschungen. Déiselwecht Kummeren gesinn awer kee Problem derbäi, dass am selwechte Gesetz d'Union des Caisses de Maladie elo déi administrativ Käschte vun de Betriebskrankkeesen an der Héicht vun 80 Milliounen aler Franke soll iwwerhuelen - wéi virdrun hei gesot ginn ass -, ouni dass sech eppes un der Verwaltungsstruktur vun deene Keese géif änneren.

Méi verwonnerlech fannen ech d'Bemierkung vun der Aarbechterkummer zu deem heite Punkt, déi der Meenung ass, dass déi Frae jo da kéinte vun der Allocation de maternité profitéieren. Emol dovun ofgesinn, dass d'Héicht vun deenen zwou Allocatiounen eng ganz aner ass, handelt et sech bei där éischter ëm eng Prestation de sécurité sociale, en Ersatzloun, an do zielen déi Zäiten och fir d'Pensionscarrière, dorop gëtt cotiséiert an dat ass och besonnesch wichteg fir déi Carrière vun deene Fraen, déi ganz oft Ennerbriechungen hunn opgrond vu Familjefflichten, während et sech bei der Allocation de maternité ëm eng sozial Allocatioun handelt, ouni Pensionsberechtigung. Dat bleift och prinzipiell richteg, wann d'Indemnité pécuniaire de maladie ganz vum Stat iwwerholl gëtt.

Zweetens, aus deeneselwechten Iwwerleungen, sinn ech och d'accord mat der neier Verrechnungsmethod, déi garantéiert, dass d'Babyjore Prioritéit kréie virum Forfait d'éducation. Bis elo hate jo bekanntlech grad Leit mat klengem Léin enner Ëmstänn Interessen drun op hir Babyjoren ze verzichten, zu Gonschte vun esou engem Forfait. Elo ginn d'Babyjoren op d'mannst an der Héicht vum Forfait verrechent an dat ass, mengen ech, eng gutt Saach, och wa se näischt méi kascht an och wann et eng reng technesch Operatioun ass, et ass eng Fro vu prinzipiellem Charakter, mengen ech, déi virun allem och de Wäert leet op d'Beruffstätigkeit vun de Fraen an op d'Onofhängegkeet vun de Fraen, déi domadder verbonnen ass.

Drëtts wëll ech Stellung huelen zur Paritéit vun de Vertrieeder vun den Assuréeen an deene vun de Patronen, déi jo elo soll geséichert ginn duerch eng legislativ Bestëmmung. Ech ginn dovun aus, dass d'Sozialversécherung no solidareschem Prinzip Prestatiounen un déi bezillt, déi se brauchen. Gespeist ginn déi Keese prioritär duerch Cotisatiounen, déi eng Aart indirekte Loun duerstellen, dee prozentual zu deem direkt ausbezuelte Loun bezuelt gëtt. An ech fannen et prinzipiell net normal, dass d'Entreprises, déi dee Loun bezuelen, och solle mat driwwer bestëmmen wéi dee Loun verwalt soll ginn a wéi dee Loun ausgi soll gi vun deene Leit déi dervu profitéieren. An effektiv sinn et jo och d'Patronen, déi an der Sécurité sociale andauernd d'Leeschungen blockéieren. Hei misst also eiser Meenung no eng grondsätzlech gesetzlech Ännerung kommen, fir d'Selbstverwaltung vun de Keesen



duerch d'Assuréeën, an eleng duerch d'Assuréeën, an Zukunft ze garantéieren.

Véiertens a leschtens nach e Wuert zum Plaffong vun de Cotisatiounen. Hei sollen also an Zukunft déi héijer Statsbeamte vum Iwwergangsregime dovunner entbonne ginn iwwert de Plaffong eraus ze cotiséieren, wa si en Niewenakommes hunn, dat bei der Privatbeamtekeess verséichert muss ginn, wéi zum Beispill en Niewenakommes a verschiddene Gremien a Verwaltungsreite, mä och zum Beispill, wéi dat an der Praxis de Fall ass, als fréi Journalisten oder Assurancéleit, oder ech weess net a wat fir Beruffer nach.

Heiansdo schaffen och déi Leit ongemellt an deenen Nieweberuffer. Well awer grad a leschter Zäit e gewëssen Drock besteet a Richtung Umeldung vun den accessoiren Aktivitéiten, gëtt also elo e Plaffong geschafen an der Héicht vum Cotisatiounsplaffong vum Régime général, dee jo bei fënnemol de Mindestloun läit. Well bis elo - dat ass jo och hei gesot ginn - bezuele Statsbeamten, wa se am Régime général cotiséieren, ouni Cotisatiounsplaffong. Ech sinn awer prinzipiell hei der Meenung, dass de Cotisatiounsplaffong an deenen zwee Regimer soll opgehewe ginn. Dat géif der Sécurité sociale nei Einnahme bréngen, déi soss a komplementar Pensiounen an a Pensiounsfonge riskéieren ze verschwannen. Dat géif awer menger Meenung no net verhéieren, dass zum Beispill awer eng Maximalrent an agefouert géif ginn, déi fir jiddfere gläich wier, ob en am Privatsektor cotiséiert oder als Statsbeamten cotiséiert, déi an der Héicht géng festgeluecht gi vu fënnemol de Mindestloun.

D'Maximalrent am Privatsektor läit zur Informatioun bei 5.846,76 Euro, dat si ronn 235.000 Frang an ech fannen esou eng Maximalpensioun misst och eigentlech duergoen, fir gutt dermat ze liewen a fir esouguer an enger Luxuswunneng ze wunnen.

**M. Aly Jaerling (ADR), auteur.** - Här Urbany, do hutt Der Iech awer géiert. Do hutt Dir Iech awer ferme géiert. Et gëtt keng Maximalrent vu 5.000 Euro am Privatsektor. Ech froe mech: Wou gitt Der déi Chifferen do sichen?

**M. Serge Urbany (déi Lénk).** - Ech sinn der Meenung, dass et eng Maximalrent am Privatsektor gëtt. Da kuckt dat vläicht no am Code des Assurances sociales, Här Jaerling.

#### (Interruption)

Ech hu mer och soe gelooss, wéi ech och gesinn hunn hei an deem Text deen eis virläit, d'Statsbeamten hätten näischt dovu wa se géifen iwwert de Plaffong eraus cotiséieren, well bei de Statsbeamten ass et esou, dat ass een Element vum Gesetz vun 2002, dass se kënnen eng Rent kréien an der Héicht entweder vun der Maximalrent am Régime général, dat heescht dee Montant, deen ech elo just viru genant hunn oder esouguer, wann dat méi favorable fir si ass, eng Rent an der Häicht vu fënnemol Sechstel vun hirem fréiere Loun aus dem Statssektor. Ech weess elo net méi genau den Artikel vum Code des Assurances sociales, wou dat dra steet, mä op jidde Fall ass dat esou an dat ass och dat, wat erklärt firwat eng Rei vu Beamte an d'Sécurité sociale générale cotiséieren, well se domat hir Rent kënnen effektiv opbesseeren.

Dat virausgeschéckt wäert ech fir dese Projet also wéi gesot stëmmen. Virun allem wéinst deene Bedingungen iwwert d'Indemnité de maternité an d'Babyjoren, déi jo nei sollen heidran agefouert ginn an ech wëll och nach soen, dass ech aus deeneselwechten Ursaachen och déi zwou Propositions de loi ënnerstëtzen, déi hei virbruecht gi si vun der Madame Delvaux a vum

Här Jaerling, déi och an déi Richtung ginn, fir besonnesch deene Leit, an do sinn och vill Fraendrenner, mat kleng Pensiounen ze hëllef. Ech soen Iech merci.

**M. le Président.** - D'Wuert huet elo de Minister vun der sozialer Sécherheet, den Här Carlo Wagner.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll fir d'éischt dem Rapporteur, dem honorabelen Här Bettendorf, villmools merci soe fir dee Rapport, deen hie gemaach huet, souwuel fir dee mëndleche wéi och fir dee schrëftlechen. Ech muss soen, do war effectivement alles gesot an notament wëll ech awer och ervirhiewen, dass an deene sechs Mesuren effectivement méi dra stécht am soziale Beräich wéi een dat à première vue kënnt mengen.

Ech sinn och frou, dass hei an der Chamber en allgemenge Konsensus sech schéngt ze dégagéieren fir déi sechs Mesuren, esou dass ech weider net méi bräicht drop zrëckzekommen.

Ech wollt awer eng kleng Déception hei erwähnen - an den Här Di Bartolomeo war schon dorobber agaangen -, dat sinn, wéi soll ech soen, déi negativ Avisen, déi mer kritt hu vun dräi Chamberen an, muss ech och soen, vum Statsrot, wat d'Indemnité pécuniaire de maternité ubelaangt. Et ass a kenger Hisiicht ze vergläiche mat der Allocation de maternité. D'Allocation de maternité, dat bedeiit während 16 Wochen 29,75 Euro, en Total also, dat hunn ech elo just ausgerechent, vu 476 Euro. Dir gesitt, dass dat wäit auserne geet mat deem wat virgesinn ass an der Indemnitéit.

Wat déi zwou Propositions de loi ubelaangt, esou muss ech soen, Här Jaerling, kann ech mat Ärer net averstane sinn, well et effectivement esou ass, dass den Esprit vun deem Gesetz, dat mer hunn, doranner besteet, dass mer wëlle fir d'Zukunft d'Leit encouragéieren iwwert déi Majorations proportionnelles méi laang am aktive Liewen ze bleiwen. Wa mer also dat och géifen uwenden op déi, déi elo schon an der Pensioun sinn, kënen mer domadder keen encouragéieren méi laang am aktive Liewen ze bleiwen.

Wat d'Proposition de loi ubelaangt vun der Madame Delvaux, esou muss ech soen, an ech mengen Dir hutt et selwer gesot, dass d'Hauptargumentatioun doranner bestanen huet, dass dat géif d'Fraen treffen. Dir hutt awer mat de Chifferen och beluecht, dass dat absolut de Fall net ass. Nun ass et esou dass et onkomplett Carrière selbstverständlech trefft. Wat de Contenu vun Ärer Proposition de loi ubelaangt, esou kann ech net mat deem averstane sinn. Ech muss awer soen, dass déi Proposition, déi hei komm ass, fir déi dote Problematik vun deene Leit an der Kommissioun vun der Chamber ze diskutéieren, och meng Approbatioun fénn. Et ass nämlech esou, wann een hei eng Ouverture mécht, da riskéiert do méi derhanert ze kommen. Doduerch mengen ech, dass déi ganz komplex Matière et derwäert wär, fir an der Kommissioun diskutéiert ze ginn. Dat gesot, wäert ech alleguerten deene Leit merci soen, déi sech hei wäerte positiv beim Vote expriméieren.

**Plusieurs voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - D'Diskussion ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikelen a stëmmen driwwer of.

Den Här Glesener freet nach d'Wuert.

**M. Marcel Glesener (CSV).** - Här President, wann Der erlaabt, ech géif dem Minister do awer nach eng Fro zur Klorheet stellen.

Déi Motioun vun der Madame Delvaux...

**Plusieurs voix.** - Proposition vun der Madame Delvaux!

**M. Marcel Glesener (CSV).** - D'Proposition de loi vun der Madame Delvaux, ass de Minister der Meenung, dat een net soll elo driwwer ofstëmmen, mä dass een déi soll an d'Kommissioun zrëckverweisen, fir do ze diskutéieren? Dat wollt ech just wëssen.

#### (Interruptions)

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Den Här Minister huet zwar eng Meenung, mä d'Chamber decidéiert.

#### (Interruptions)

Neen, d'Chamber decidéiert dat doten.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Honorabelen Här Glesener, d'Chamber ass souverän ze decidéieren wat se wëllt.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Voilà.

**M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale.** - Grondsätzlech sinn ech awer der Meenung, dass wann eng Proposition de loi virläit, soll een driwwer ofstëmmen. Dat verhéiert awer net, hunn ech elo grad gesot, dass een duerno an där doter Matière am Kader vun der Kommissioun diskutéiert.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Voilà. Très bien.

**M. le Président.** - Et soll een e Vote net ënnerbriechen. Fir d'éischt déi eng Saach an dann déi aner. Also de Vote hat ugefaangen an ech géng dofir soe mir maachen d'Leit vum den Artikelen, da stëmme mer driwwer of an da kënt déi Affär vun de Motiounen.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Mir maachen de Vote vum Projet de loi 5100.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi fir de Projet sinn, stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass unanime mat 57 Stëmmen ugeholl.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Norbert Hauptert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Fery Nicklaus-Faber, MM. Patrick Santer, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;*

*Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf (par M. Marco Schroell), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helming, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par Mme Simone Beissel), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;*

*MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo (par M. Alex Bodry), Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Georges Wohlfart et Marc Zanussi;*

*MM. Jean Colombera, Gast Gibéryen (par M. Fernand Greisen), Fernand Greisen, Jacques-Yves*

*Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepf et Robert Mehlen (par M. Jacques-Yves Henckes);*

*MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;*

*M. Serge Urbany.*

Ass d'Chamber d'accord, fir d'Dispens vum zweete Vote ze ginn?

#### (Assentiment)

Et ass esou decidéiert.

#### 4. Ordre du jour

Dann ass nach d'Fro vun der Proposition de loi vun der Madame Delvaux ze klären. Ass d'Chamber d'accord, dass mer déi zrëck un d'Kommissioun ginn?

#### (Assentiment)

Dat ass dann och esou decidéiert.

#### (Interruption)

Mir brauche kee Vote dofir. Ech mengen all Mënsch ass jo d'accord domat.

#### (Interruption)

Wat gelift?

#### (Interruptions)

Mä et ass awer elo hei eng nei Proposition gemaach ginn.

**Une voix.** - Wéi dann? Vu wem?

**M. le Président.** - Den Här Weiler huet d'Wuert.

**La même voix.** - Vu wem dann? Den Här Minister huet guer näischt proposéiert.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Här President, ech hu gemengt...

#### (Brouhaha général)

#### (Coups de cloche de la Présidence)

..., dass mer no deene laangen Diskussiounen, déi mer elo hin an hier haten, wat mat deenen zwou Propositions de loi soll geschéien, an d'Kommissioun, net an d'Kommissioun, ofstëmmen, net ofstëmmen, eis géeneegt hätten. Déi zwou Propositions sinn um Ordre du jour vun der Chamber an d'Chamber soll elo decidéieren. Eis Proposition war et, dat d'Chamber iwwert déi zwou Propositionen ofstëmmt. Fir jo oder neen.

**Une voix.** - Den Här Meyers hat eng aner Proposition.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Neen, den Här Meyers huet gesot hie wär en nom personnel der Meenung, dat et net insenséiert wär iwwert déi Problematik hei weider ze diskutéieren. Dat war d'Iddi, déi hien hei gesot huet. D'Proposition vun der Majoritéit, Här President, ass also déi, déi zwou Propositions de loi elo hei zur Ofstëmmung ze bréngen.

**Plusieurs voix.** - Oh!

**Une autre voix.** - Très bien.

**M. le Président.** - D'Madame Delvaux huet d'Wuert gefrot.

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP), auteur.** - Merci, Här President. Nodeem ech déi Proposition virgestallt hunn, an nodeem ech duerno déi Echoen, deen eischen Echo an den zweeten Echo, heibanne krut, vum Här Meyers an och vum Här Krieps, hat ech verstanen, dass déi Leit, déi hei d'Wuert geholl hunn, eigentlech d'Iddi vun der Proposition de loi eischer sympathesch fonnt hunn a fonnt hunn et wär e richtige Problem iwwert deen ee kéint weider diskutéieren.

Fir deene Leit dann ze erspueren, dass se misste géint hir Iwwerzeugung ofstëmmen, hat ech gemengt da wär et méi gescheit mir géifen déi Proposition de loi vum Ordre du jour erfuehlen, se a Rou an der

Kommissioun diskutéieren an da kënnt mer se jo eng kéier heihiner zrëckbréngen. An ech hu verstanen, dass Dir dat och esou verstanen hutt. Dir sätzt jo dee ganzen Dag, déi ganzen Zäit heibannen an hutt gutt d'Gefill vun der Chamber gehat.

**M. Lucien Weiler (CSV).** - Dat do ass awer e jesuitesche Langage.

**Mme Mady Delvaux-Stehres (LSAP), auteur.** - Dofir hat ech proposéiert dat vum Ordre du jour haut erfuehlen.

**Une voix.** - Dat ass eng vernünfteg Proposition.

**M. le Président.** - Den Här Jean-Paul Rippinger huet d'Wuert.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Jo, Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech hat och e Gefill an dat war vill méi einfach...

#### (Hilarité)

Dat heescht also de President vun der Kommissioun huet mer gesot...

**M. Lucien Lux (LSAP).** - Ech hat d'Gefill, dass ech Iech dobausse gesinn hunn.

#### (Brouhaha général)

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Oh, da waart Dir jo och dobaussen, Här Lux.

#### (Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

**M. le Président.** - Den Här Rippinger huet d'Wuert an déi aner sollen nolauschten.

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Also ech fannen dat, wat Dir elo gesot hutt, vun enger onwahrscheinlecher Dommheet an et ass Ärer net würdeg. Et ass Ärer net würdeg!

#### (Interruptions)

Här President, wann dat do de Stil vun de Sozialisten an Zukunft ass, da kënne mer eis do näischt erwaarden.

**Une voix.** - Lauschtert de Radio vun deene leschten Deeg!

#### (Interruptions diverses)

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Also, si sinn därmoossen nervös, si géifen esou schnell gären an d'Regierung kommen, mä mir hunn awer nach acht Méint. Si mussen nach e bëssen antichambreieren.

**M. Mars Di Bartolomeo (LSAP).** - An Dir musst nach 300 Annoncé bréngen!

**M. Jean-Paul Rippinger (DP).** - Wat zu der Proposition de loi ze soen ass. De President vun der Kommissioun huet mer gesot, dat déi zwou Propositions de loi an der Kommissioun um Ordre du jour stongen, an dat och d'Kommissioun et gare gehat hätt, dat se an de Plenum géife komme fir doriwwer ofzestëmmen. Si hätten se jo nach vill méi laang kënnen diskutéieren. Jiddere vun den Auteurs konnt se diskutéieren, konnt se exposéieren an elo am Kader vun dem Gesetz stëmme mer doriwwer of.

Ech hunn näischt dogéint, dat mer spéider nach doriwwer diskutéieren, awer elo stëmme mer iwwert déi Proposition de loi of, déi um Ordre du jour steet. Mir kënnen nach iwwer viles diskutéieren, a mir loossen Iech och diskutéieren, well mer jo fir den Dialog sinn. Ech hätt gären, Här President, dat elo iwwert déi zwou Propositions de loi ofgestëmmt gëtt, esou wéi den Här Weiler an ech dat proposéiert hunn.

**M. le Président.** - Den Här Fayot freet nach d'Wuert.



M. Ben Fayot (LSAP).- Här President, ech war bal déi ganz Zäiten hei wéi deen Débat stattfonnt huet. Ech wëll näischt vun deenen anere soen. Ech hunn deen Débat nogelauschert an ech hat d'Impressioun, datt ganz vill Intervenanten der Meenung waren, datt do en echte Problem war an der Proposition de loi vun der Madame Delvaux, an datt dofir déi Proposition de loi nach eng Kéier an der Kommissioun sollt diskutéiert ginn. Dat hunn ech och vun eminenter Majoritéitsvertrieder héieren, an ech fanne wierklech, datt et e Respekt fir d'parlamentaresch Initiativ ass, net eppes einfach ofzewiergen, mä fir dat an enger Kommissioun ze diskutéieren.

M. le Président.- Den Här Krecké huet d'Wuert.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, wann déi Débaten hei iwwerhaapt nach e Sënn sollen hunn, da fannen ech, datt wann hei nei Erkenntnisser komme vu Leit, déi awer Sprächer vun hire Fraktioun sinn, da kënnen mer déi ofschaffen, wann dat net méi kann dozou féieren, dass hei net d'Welt op d'Kopp gestallt gëtt, mä datt hei e Projet vun der Kommissioun, an erëm eropkennt. Wann déi do Majoritéit mengt, dat wier ze vill verlaangt, dann deet se mer Leed. Ech kann net anescht dorüber reagéieren, an da solle mer d'Débaten hei ofschaffen, well dann ass dat jo sënnslos, wat hei erzielt gëtt.

M. le Président.- Dir Hären, mir sinn also a Presenz vun engem Antrag vun der Majoritéitsprächer, fir elo driwwer ofzestëmme, ob mer déi Propositions de loi zréck un d'Kommissioun schécken, oder ob mer direkt driwwer ofstëmme.

#### (Interruptions diverses)

Solle mer dann direkt driwwer ofstëmme, ob mer se unhuelen oder net.

M. Jean-Paul Rippinger (DP).- A si kommen och an de Plenum, fir datt d'Chamber hir Meenung driwwer soll soen.

#### (Interruptions diverses)

M. le Président.- Da stëmme mer elo driwwer of. Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Wéi ass d'Formulatioun?

M. le Président.- Mir stëmme driwwer of, ob déi Proposition de loi haut an Erwägung gezu gëtt oder net. Esou hunn ech et verstanen.

Si mer eis driwwer eens?

#### (Interruptions diverses)

Här Weiler, da formuléiert Dir et emol.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, op eiselem Ordre du jour, deen ugeholl ass vun der Chamber, stinn zwou Propositions de loi. Déi sinn elo hei diskutéiert ginn, an d'Majoritéit seet, mir hätten elo gär, datt et zum Vote kéint, de Projet de loi hu mer gestëmmt.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- En Deel vun der Majoritéit!

M. Lucien Weiler (CSV).- Elo kéint et zum Vote vun deenen zwou Propositions de loi. Ech hätt also gären, datt Dir déi éischt Proposition de loi, déi um Ordre du jour steet, elo zur Ofstëmmung bréngt.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech hunn d'Méiglechkeet en Antrag ze maachen. Ech froen hei wierklech d'Chamber fir dat dote vun der Ordre du jour erofzuehuelen, an an d'Kommissioun ze verweisen. Dat ass deen Antrag, deen ech stellen, an

ech hätt dee gär ofgestëmmt, wann ech gilft.

#### (Interruptions diverses)

Mä et sinn nei Erkenntnisser hei. Mir hunn zu jidder Zäit, Här President, laut dem Règlement, d'Méiglechkeet zum Ordre du jour ze schwätzen, eleng diesbezüglich Propositionen ze maachen. Eis Proposition ass fir déi Proposition de loi vun der Madame Delvaux erofzuehuelen, a se nach eng Kéier an d'Kommissioun ze huelen. Ech hätt gär datt mer doriwuer ofstëmme.

M. le Président.- D'Chamber hat gëschter den Ordre du jour, wéi mir en elo hunn, awer ugeholl.

Den Här Jaerling huet d'Wuert.

M. Aly Jaerling (ADR), auteur.- Här President, ech stëmme och dem Här Krecké zou, datt mer déi zwou Propositions de loi net zum Vote solle stellen an nach eng Kéier an d'Kommissioun schécke sollen. Ech verstinn och den Här Weiler, datt hien nervös ass an datt hien déi zwou Propositionen gären esou séier wéi méiglech vun Dësch hätt, fir datt hien net op eemol säi soziaalt Gewësse beréiert, an datt hien awer dann nach muss zoustëmme.

M. Lucien Weiler (CSV).- Hu mer dann eng Proposition hei fir den Ordre du jour vun der Chamber ze modifizéieren?

Wann hei eng Fraktioun eng Demande mécht, fir den Ordre du jour vun der Chamber ze modifizéieren, dee mer awer eréischt viru kuerzem ugeholl hunn, wou mer eis eens waren, da solle mer driwwer ofstëmme ob den Ordre du jour modifizéiert gëtt oder net, a wann en dann net modifizéiert gëtt, da komme mer zum Vote iwwert d'Proposition.

#### (Interruptions diverses)

M. le Président.- Mir stëmme dann driwwer of.

#### Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder enthalen sech.

Den Antrag fir den Ordre du jour ze änneren ass ofgeleent mat 33 Neen a 26 Jo-Stëmme.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Ben Fayot), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf (par M. John Schummer), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

#### (Interruptions diverses)

## 5. 5060 - Proposition de loi de Mme Mady Delvaux-Stehres modifiant le livre III du Code des Assurances sociales (suite)

Dir Dammen an Dir Hären, nach eng Präzisionsfro, mir stëmme dann zweemol of, fir d'éischt iwwert d'Proposition de loi vun der Madame Delvaux, an dann iwwert déi vun Här Jaerling?

#### (Assentiment)

Mir stëmme dann elo fir d'éischt of iwwert d'Proposition de loi vun der Mme Delvaux.

#### Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi aner mat Neen oder enthalen sech.

D'Proposition de loi 5060 ass mat 34 Neen-Stëmme a 26 Jo-Stëmme verworf.

Ont voté oui: MM. Jean Asselborn (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Niki Bettendorf (par M. Gusty Graas), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

## 6. 5061 - Proposition de loi ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002

1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension

2. portant création d'un forfait d'éducation

3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti (suite)

Mir kommen dann elo zu der Proposition de loi vun Här Jaerling a stëmme driwwer of.

#### Vote

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dogéint si mat Neen oder enthalen sech.

D'Proposition ass mat 45 Neen-Stëmme, 8 Jo-Stëmme a 5 Absentiounen ofgeleent.

Ont voté oui: MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen (par M. Robert Mehlen), Fernand Greisen, Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen;

M. Serge Urbany.

Ont voté non: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Hupert, Nico Loes, Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Mme Ferny Nicklaus-Faber, MM. Patrick Sarter, Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Fred Sunnen, Lucien Weiler et Claude Wiseler;

Mme Simone Beissel, MM. Jeannot Belling, Xavier Bettel (par M. Jeannot Belling), Emile Calmes, Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. John Schummer), Mme Maggy Nagel, MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer.

MM. Jean Asselborn (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben Fayot, Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux, Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi.

Se sont abstenus: MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira, Jean Huss et Mme Renée Wagener.

Domadder ass also déi Affär do gekläert a mir fuere weider mat eiselem Ordre du jour.

Mir kommen elo zur Diskussioun iwwert de Projet de loi 5101 iwwert d'Schafe vun engem Zentrum fir Industriekultur zu Esch-Belval. D'Riedezäit ass nom Modell 2 festgeluecht.

#### (Interruptions diverses)

Dir Dammen an Dir Hären, ech géif lech bidden e bësse méi opmierksam nozelauschteren. Mir hu jo awer nach wichteg Saachen hei um Ordre du jour. Ech bidden lech net dauernd d'Sézung ze ënnerbriechen.

Et si bis elo ageschriwwen: den Här Glesener, d'Madame Mutsch, déi Häre Schummer, Jaerling, Garcia an Urbany.

D'Wuert huet elo de Rapporteur vun der Proposition de loi, den honorabelen Här Fred Sunnen. Den Här Sunnen huet d'Wuert.

## 7. 5101 - Projet de loi relatif aux études et travaux préliminaires en vue de la réalisation d'un centre national de la culture industrielle sur le site des hauts fourneaux à Belval-Ouest

#### Rapport de la Commission des Travaux publics

M. Fred Sunnen (CSV), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de franséische Komponist Maurice Ravel, Auteur vun weltberühmte Boléro, huet Ufanks um 20. Jorhonert d'Ruhrgebitt besicht, an e war dovunner esou impressionéiert, datt e Folgendes geschriwwen huet: „Wie soll ich Ihnen den Eindruck dieser Schlösser aus flüssigem Metall, dieser glühenden Kathedralen, der wunderbaren Symphonie von Pfiffen, von furchtbaren Hammerschlägen schildern, der uns umhüllt!“

Deejeinegen, dee materlieft huet, wéi en Héichuewen ugestach ginn ass, kann dem Museker seng Impressiounen gutt verstoen. An der Proportiounen vläicht e bësse méi bescheiden, mä an der Bedeutung fir eist Land gläichwäerteg, sinn déi Produktiounsbetriben fir Stol an Eisen am Süde vu Lëtzebuerg haut historesch Bauwierker, déi ouni Zweifel zu eiselem nationale Patrimoine gehéieren. Si erzielen d'Geschicht vun enger gëllener Ära vun der Lëtzebuergescher Ökonomie, an där d'Fundament fir de Räichtum vun der Land geluecht gouf. Si erziele vun der Stolaarbechter,

déi den Hauptdeel an dëser Erfollegsgeschicht hunn. Mä si erzielen awer och d'Geschicht vun der méi däischtere Säite vun der Sidéierung.

Dat Ganzt si Meilesteng an der Lëtzebuergescher Geschicht, déi mir net vergiessen däerfen, an dofir ass et eis Pflicht a Schëllegkeet, d'Zeie vun deemools, an domat mengen ech d'Héichuewen, em déi et haut am Projet de loi geet, a Stand ze setzen an ze protegéieren. Déi Generatiounen, déi no eis komme solle le Beschreed wëssen iwwert d'Aarbecht vun der Mineur a vun Schmelz-aarbechter, déi Sozialgeschicht geschriwwen an de Kapp duergelassen hunn, fir dass et eis haut gutt geet.

Den Objet vun deem Gesetz, Dir Dammen an Dir Hären, wat mir haut evakuéieren, erlaabt zum engen eng Partie préliminaire Etüden iwwert de Site anzeleeden, an zum aneren Aarbechten ëmzesetzen en vue vun engem zukünftige Centre national de la culture industrielle, kuerz hei CNCI genannt. D'Aarbechten, déi ech ugeschwat hunn, hunn haaptsächlech d'Sécherung an d'Stabiliséierung als Objet. D'Entwécklung, esou wéi och de Konzept vun CNCI ginn an engem méi spéidere Gesetzestext niddergeschriwwen a verankert. De Centre wäert d'Zesammenaarbecht mat aneren Industriemonumenten bei eis hei zu Lëtzebuerg, mä och am noen Ausland vum Louvréngen a vun Saarland sichen.

No der Rockhal ass den nationalen Zenter fir Industriekultur dat zweet grousst Element an den nei gestalten Industriebroochen op Belval. E wäert sech an de ganzen Ensemble vun industrielle Bauten integréieren, wou natierlech déi zwee Héichuewen am meeschten ervirsteichen.

Här President, et war d'Kulturminister, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges, déi dëse Projet de loi. Februar 2003 an der Chamber deponéiert huet. An der Kommissiounssézung um 20. Mee ass de Projet a senger Integralitéit ënnert d'Lapp geholl ginn, an ech sinn als Rapporteur désignéiert ginn. De Statsrot huet säin Avis den 3. Juni 2003 ginn, deen an der Kommissiounssézung um 24. Juni analyséiert gouf. De schréffleche Rapport ass an der Sézung um 8. Juli virgeluecht an ugeholl ginn. Op dëser Plaz wëll ech all deenen, déi un dësem Projet an um Rapport matgeschafft hunn, e grouse Merci soen.

Ech wëll a menger mëndlecher Intervioun nach eng Kéier op d'Geschicht vun der Site vu Belval-Ouest zréckkommen, dee wéi keen aneren am Mëttelpunkt vun der Neiorientéierung an der Lëtzebuergescher Landesplanungspolitik steet. An de Joren 1909 bis 1912 ass d'Belvaler Schmelz gebaut ginn, an dat zu enger Zäit, wou d'ARBED sech gegrenzt huet a wou Lëtzebuerg sech als sechstgréisste Stolproduzent op Weltniveau gefestegt hat. Zu dëser Zäit stoung op Belval-Ouest eng vun de modernste Schmelzen op der Welt, déi Modellcharakter hat. Mat net manner wéi sechs Héichuewen mat enger Produktiounskapaciteit vun 240 bis 250 Tonne Goss pro Dag huet se op engem Areal vun 200 Hektar zu Spëtzengäite ronn 2.000 Leit eng Aarbecht ginn.

Nom Zweete Weltkrich huet Belval misse moderniséiert ginn. Déi sechs Héichuewen si verbreet ginn, an et gouf en neit Walzwierk installéiert. Trotzdeem ass et Enn de sechzeger Joren zu massiver Produktiounsabréch komm. Et war virun allem d'Stolkris an de siwenziger Joren, déi eng Partie vu weidere Transformatiounen mat sech bruecht huet. Enner anere sinn déi sechs Héichuewen duerch dräi neier ersat ginn, déi méi performant waren. Se ware mat A, B a C bezeechent. De gréissten Héichuewen, de C, gouf a China uewe, d'Héichuewen A a B si Gott sei Dank erhalen a ginn eng impressionant Kuliss of.



Mat de Joren hunn d'Produktions-siten am Süde vun eisem Land generell misse moderniséiert ginn. D'Héichiewe sinn, wéi d'Minette ëmmer méi rar gouf, progressiv duerch Elektroiewen ersat ginn. Verschidde Schmelzen hunn an de siwenzeger Joren hir Diere ganz zougemaach. Domat steet de Site vu Belval fir zwou wichteg Phasen an der Lëtzebuurger Sidéurgie: Déi Phas vum Éischte Weltkrich, wou eist Land de sechstgréisste Stolproduzent war. Déi aner Phas steet fir de leschten Héichpunkt an der Ära vun der Stolindustrie.

Dat wat elo nach um Site ze gesinn ass, geet bis op d'Joer 1912 zrëck an illustréiert zum groussen Deel de Modellcharakter vu Belval, well dee ganze Produktionsprozess retracéiert gëtt.

Ervirzehiewe sinn déi zwee lewen, déi sech nach an engem exemplareschen Zoustand befannen an déi, esou wéi se erhale sinn, op de meeschte vergläichbare Siten am Ausland feelen. Déi zwee Héichiewen, déi an de Joren 1965 an 1970 gebaut goufen an 1996 definitiv opgehale hunn ze produzéieren, sinn den 18. Juli 2000 an den Inventaire supplémentaire vu Sites et Monuments opgeholl gi fir se als Patrimoine national culturel ze preservéieren. Et ass an deemem Kontext evident, dass duerch d'Schaffung vun engem Centre, dee sech mat der Geschicht vun der Stolindustrie zu Lëtzebuerg auserne setze soll, d'Erënnerung an des Zäit erëm lieweg gëtt an en adäquaten infrastrukturelle Kader kritt.

Dir Dammen an Dir Hären, ech wëll net méi wäit an den Detail vun den noutwendegen Aarbechten um Site agoen, well mäi schréffleche Rapport wéi och den Exposé des motifs dëst schon am Fong gemaach hunn. Ech wëll just a geraffter Form op dëst Kapitel zrëckkommen. Et ass kloer, dass en ausféierlechen Inventaire vum Site muss gemaach ginn, fir zum engen erauszefannen, wat fir Elementer ze erhale sinn a wat fir Methode fir d'Erhaltung vum Site zrëckbehale solle ginn. Doriwwer eraus muss dësen Etat des lieux opléischen, wat fir eng Stabiliséierungs- a Sécherungsarbechten an d'Wëer geleet muss gi fir mat den eigentlechen Aarbechte fir den neie Centre national de la culture industrielle unzekommen.

Duerch deen zum groussen Deel raschtegen Zoustand vu verschidde Elementer um Site, an do duerch dass Stécker vun den Héichiewen eroffalen, kënn en net derlaanscht, fir schon am Virfeld vun den Aarbechten déi noutwendeg Mesuren ze treffen fir eventuell Risiken auszuschléissen. Och op reng technescher Basis mussen Expertisen ugestallt ginn, fir den aktuellen Zoustand festzeleeën an déi noutwendeg spezifesch Konservéierungsarbechte virzege-sinn.

Aus de verschidde Etüden ergi sech eng Partie Szenarien, wéi een de Site elo am beschte konservéiere kann a wat fir eng Entwécklung een him ka ginn. Fir all eenzelne Szenario kann dann den Inventaire gemaach ginn, wat fir Elementer ze erhale sinn, an dat nom Kritär vun hirem jeeweiligen didaktischen a pedagogesche Wäert. No dësen Etüde gëtt de Chantier installéiert, an de Site gëtt entrëmpelt a gesécher. Duerno kënnen déi Deeler ofgerappt an ofgedroe ginn, déi net fir d'Konservéierung néideg sinn. Um Site selwer mussen Ate-lieren a Raim fir de Stockage geschafe ginn. Déi genannten Infrastrukture sinn néideg fir en optimalen Oflaf vun den Aarbechten ze garantéieren. Dëst ass virun allem um Niveau vun den Demontéierungsarbechte wichteg, fir déi Elementer an d'Rei ze setzen, déi herno erëm mussen installéiert ginn.

Den zukünftege CNCI wäert eng Fläch vun 3,5 ha hunn an den Ensemblen vun den Elementer um Site vu Belval stellt de Kader duer, an

deem sech de CNCI erëmfënt. Wéi de Centre herno en fin de compte ausgesäit, bleift nach ze definéieren. Fest steet op alle Fall, dass dëse Projet sech a verschidde Phase vollzéie wäert. Fir d'Éischt gëtt duerch e pluridisziplinäre Grupp e Gesamtkonzept fir de CNCI ausgeschafft. Dëse Grupp setzt sech aus Vertrieeder aus dem kulturellen, wirtschaftlechen a soziale Liewen zesummen. Et ass hien deen d'Objektiver, d'Missionen an d'Aktivitéit vum Centre definéiert. Zousätzlech ass en internationale Concours an d'Wëer geleet ginn, deen Architekten, Ingenieuren an Artisten mat abezitt.

Fir de Projet am Kontext vun der Rekonversiou vun den Industrie-broche virzestellen an iwwert d'Mission vum CNCI ze informéieren, gëtt e modulabelen Informationszentrum gebaut, deen ënnert anerem en Ausstellungsraum, en Dokumentationszentrum an e Konferenzraum esouwéi verschidde Seminärstaim enthalte wäert. Dësen Informations- an Dokumentationszentrum ass eng Éischt Etapp vun enger vaster Opklärungs-campagne iwwert den Ursprung vun engem neien urbane Quartier am Süde vu Lëtzebuerg.

Dëse Projet, Dir Dammen an Dir Hären, huet säi Präis. E kascht ronn 13,93 Milliounen Euro a begräift déi zitéiert Sécherungs- a Stabiliséierungsarbechten, d'Entwécklung vum CNCI selwer esouwéi d'Etüden an d'Gestiuon vum Projet.

De Statsrot huet ënner anerem kritiséiert, datt bis elo nach keen definitiivt Konzept virläit an datt fir d'Éischt d'Konklusionen aus verschidde Etüden ofzemaachen si fir iwwert en definitiivt Konzept ze befannen. Dat heescht, datt verschidde Elementer um Site duerch Instandsetzung schonn déi spéider Configuratioun vum CNCI virzechnen, ouni datt e globaalt Konzept virläit.

Wat d'Aarbecht an der Kommission ubelaangt, esou hunn d'Memberen drop gehalen, datt déi beschtméiglech Techniken zum Asaz komme fir d'Héichiewen ze konservéieren. Et ass virun allem de Rascht deen déi gréisst Eraus-fuerderung duerstellt, fir d'Erhale vun den lewen an hirer ursprénglecher Form am beschten ze garantéieren.

Wat d'Implikatiounen fir den Tourismus ubelaangt, esou hat de Ministère ervirgestrach, dass sech de Centre national de la culture industrielle als kulturelle Projet versteet an datt et net virstellbar ass, fir aus de Friche en Tourismus- a Fräizäitpark ze maachen. Ledeglech gewësse Retombéien um Niveau vum Kulturtourismus wieren ze erwaarden. Déi Responsabel vum Fonds Belval hunn doriwwer eraus preziséiert, datt den «inventaire archéologique» vu Spezialisten aus Däitschland gemaach an datt déi technesch Ausféierung vum Projet duerch e Bureau d'études garantéiert gëtt. De Service «Sites et Monuments» ass selbstverständlech och mat agebonnen. Last but not least huet eis de Kulturministère wësse gelooss, datt am Ablack en Aarbechts-grupp, zesummegeat aus Spezialisten vun der Arcelor a vun Historiker, amgang ass fir e globaalt Konzept fir eis Industriedenkmäler hei am Land auszuschaffen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hoffen ech konnt lech mat mengen Ausféierungen dëse Projet méi no bréngen.

Fir eng Schlussfolgerung ze zéien, hunn ech mech e bëssen am Internet iwwert den Terme «Industriekultur» ëmgekuckt an ech hunn dat folgend Zitat fonnt, wat menger Meenung no den Objet vun deemem Projet gutt erëmgëtt: „Nicht nur Orte der Erinnerungen sind die häufig nutzlos gewordenen Hüllen einer kurzen und stürmischen Vergangenheit von 200 Jahren Geschichte der Industrialisierung. Fabrikhallen und Verwaltungsgebäude über-

zeugen oft mit einer anspruchsvollen Architektur. Gelegentlich dient sie weiter den alten Zwecken. In ihr kann man aber auch anderes produzieren: museale Erinnerungen, Kreativität, Kunst und Kultur. Neue Nutzungen auch mit ökonomischer Zukunft. Und die Umnutzung als neue Produktionsstätte ist gefragt und das Erbe des Industriezeitalters wird zunehmend auch als identitätsbildender Standortfaktor begriffen - so wie dies auch für andere historische Epochen und deren Stadtquartiere gilt.“

Mat dëse Wieder wëll ech schléissen an ech invitéieren lech dëse Projet esou ze stëmme wéi en elo virläit. Ech soen lech merci fir Är Opmierksamkeit.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als éischen Diskussionsriedner ass den Här Marcel Glesener agedroen. Den Här Glesener huet d'Wuert.

#### Discussion générale

M. Marcel Glesener (CSV).- Här President, Kolleeginnen a Kolleegen, mat Sécherheet gëtt et eng Rei Deputéierten, déi haut eng grouss Genugtuung empfangen, well mer haut d'Viraussetzunge schafen, datt op ARBED/Belval ee Stéck Lëtzebuurger Geschicht definitiv erhale gëtt.

Et geet drëm fir e Patrimoine industriel ze schafen, deen de kommende Generatione soll weisen, wat während e puer Generationen a während zwee Jorhonnerten hei zu Lëtzebuerg d'Grundlage ware vun deem wat mer haut hunn, vum soziale Fortschritt a vun deem Liewensstandard a vun där Positioun, déi Lëtzebuerg huet.

Et ass awer och eng Erënnerung un all déi Leit, an et sinn Dausenden, déi ënnert schwéierste Konditione, ënnert dem Asaz vun hirem Liewen oft, derfir gesuergt hu mat hirer Aarbecht op deene Siten, fir de Wuelstand hei zu Lëtzebuerg eng onwahrscheinlech grouss Partecipatioun ze leeschten. An doriwwer eraus kënn et eis a steet et eis gutt zou, net nëmme de kommende Generatione wëllen ze weisen, datt grouss Architekten an der Welt gelieft hunn an datt mer zäitgenössesch Kulturgidder ausstellen, mä datt doriwwer eraus während iwwer 200 Joer hei zu Lëtzebuerg geschafft ginn ass an datt mer och eng Flicht hu fir de kommende Generatione déi Plazen ze weisen, wou hir Virfahren de Grondsteen geluecht hu fir hei zu Lëtzebuerg kënnen weider ze bestoen.

Et dréint sech drëm, wéi de Kolleeg Sunnen gesot huet, fir op ARBED/Belval déi zwee lescht Zeie vun där glorreicher Epoch, zwee Héichiewen ze erhale an doriwwer eraus d'Produktionsanlage ronderëm déi Héichiewe wéi d'Géisschal, d'Mëllerei, d'Gas- an d'Loflleitungen ebenfalls ze erhale, fir doduerch an domat, wéi et am Ausland och geschitt, e Site industriel ze presentéieren, dee sech afügt an eng nei Déterminatioun déi mer dem Süde wëlle ginn, an zwar Kultur, Educatioun, Forschung, awer och Wunnraum an doriwwer eraus eng ganz Rei vun Industrie wëllen unzeschaffen, fir esou dem Süden dat ze kompenséieren, wat virun 1975 war, wéi d'Stolkris ugefaangen huet.

Ech menge mir sinn dem Süden dat schëlleg. Mir sinn och deenen Uertschaften, déi um Standuert vun der Lëtzebuurger Stolindustrie sech konnten dévelloppéieren, schëlleg dat ze maachen, a mir si frou datt mer haut de Grondstee leeë fir effektiv déi Siten ze konservéieren a fir dorop een Ausbau ze maachen, dee Lëtzebuerg awer och no bausse ka presentéieren.

Ech wëll da vun dëser Plaz dem Rapporteur, mengem Kolleeg Fred Sunnen, merci soen. Ee vun de Buergermeeschteren, mat aneren, déi mat grousem Engagement amgang si sech anzesetzen, fir hir Uertschaften a fir de Süden ze revaloriséieren, an hei ass e groussen an éischte bedeiende Schrëtt. Merci also fir d'Engagement an doriwwer eraus och merci fir déi Klörheet an déi Prezisiounen, déi de Kolleeg Sunnen hei a sengem schréfflechen, virun allem awer och a sengem mündleche Rapport der Chamber presentéiert huet.

Kolleeginnen a Kolleegen, hei an der Chamber ass d'Iddi gebuer gi fir déi zwee lescht Héichiewen ze erhale an op ARBED/Belval em déi Héichiewen e Musée vun industrieller Kultur ze errichten. Mir haten um Héichpunkt vun der Lëtzebuurger Stolindustrie ronn 22 Héichiewen, déi hei produzéiert hunn. Haut ass kee méi do. Haut hunn och déi zwee lescht Héichiewen, nodeem een Héichiewe virun e puer Joer a China exportéiert ginn ass, 1995 respektiv 1997 hir lescht Coulée produzéiert. Et sinn also nach just zwee Zeien do an dat sinn déi zwee Héichiewen, an dofir war et d'Meenung vun enger ganzer Rei vu Kolleeginnen a Kolleegen fir alles drun ze setze fir datt déi Héichiewe sollen erhale ginn.

Ech erënnere do un eng Question parlementaire, déi den 20. Juli 1996 vun den Deputéierte Spautz a Glesener un d'Adress vum Regierungschef gestallt ginn ass, fir sech dofir anzesetzen an ze verwenden, bei der ARBED ze intervenéieren, datt d'Méiglechkeet soll geschafe gi fir déi zwee Héichiewen ze erhale. Duerno hu mer hei an der Chamber eng parteiwwergräifend Motioun den 11. Dezember 1996 presentéiert an ech hat d'Eier fir am Numm vun alle Parteien, vun alle Fraktiounen, déi hei an der Chamber vertruede sinn, déi Motioun ze presentéieren, wou d'Regierung opgefuerdert gëtt alles drun ze setze fir déi zwee Héichiewen ze konservéieren, fir se ze klasséieren, fir doriwwer eraus ronderëm déi Héichiewen dee Kultur-musée, deen industrielle Musée ze schafen.

Sämtlech Parteien, wéi gesot, hunn déi Motioun ënnerschriwwen. Niewent mir de Robert Garcia, de Gast Gibéryen, den Henri Grethen, d'Lydia Mutsch an de Jean Spautz. Déi Motioun ass un sech den Ursprung gewiescht fir all déi Démarchen, déi do d'Regierung ënnerholl huet, fir zu deem Zil ze kommen, wat mer haut kënnen hei zur Ofstëmmung bréngen.

Ech wëll awer och net vergiessen deene Kolleegen merci ze soen, déi sech besonnesch hei vir hierginn hunn, a Motiounen, a Questions parlementaires, fir déi Motioun do ze ënnerstëtzen, an dass et soll virugeen, well dat war net evident, well et waren net nëmme Frënn vun deenen Iddien, et waren och Leit, déi sech mat Hänn a Féiss gewiert hunn, dass mer déi Héichiewe sollten erhale.

Ech kommen nach ganz kuerz dorop zrëck, et ass dat virun allem och de Robert Garcia, deem ech merci soe fir säin Engagement, an net zulescht och der Madame Mutsch - heutege Buergermeeschtesch, mä deemools war se Deputéierten -, déi och eng Question parlementaire an deemselwechten Zusammenhang un d'Regierung gericht huet, fir sech ze verwennen, dass déi zwee Héichiewe sollen erhale ginn.

Et huet eis dofir och méi erstaunt an iwwerrascht, just duerch den Engagement vun der sozialistescher Partei, wéi eng hinnen nosternde Zeitung, d'Tageblatt vun Esch, dat zu Esch ass an och no bei ARBED/Belval ass, an no bei deene Leit ass, déi Leit, déi sech dofir verwennen hunn, esou e bëssen duergestallt hunn als nostalgesch Schwärmer an dann och Argumenter presentéiert hunn, dass

et engersäits net sënnvoll wär, dat ze maachen, datt et net ubruucht fir dat ze maachen, dass ARBED/Belval mat Sécherheet deen allerschlechteste Site wär, fir Héichiewen ze halen, an dass et och därmoossen deier géif ginn.

Deemools huet de Leitartikel aus dem Tageblatt dann och geschriwwen, dass et eng ganz sënnvoll Alternativ géif ginn zu deem Wonsch déi Héichiewen ze halen, an dat wier déi: „Erhaltet die Völklinger Hochöfen.“ Et ass argumentéiert ginn, dass u sech jo Lëtzebuerg ni-mools eng eegestänneg Lëtzebuurger Stolindustrie gehat hätt.

Mir hunn dat deemools als traureg ëmfonnt, ëmsou méi jo dann awer aner Leit bereet waren, déi Iddi fir d'Erhaltung vun den Héichiewen ze ënnerstëtzen.

Doriwwer eraus, huet een och gesinn, dass an der Chefetage vun der ARBED d'Leit ufänglech guer net begeeschtert waren, weil se der Meenung waren, niewent dem HéichueweN C och vläicht nach déi aner Héichiewen ze verkafen, an nodeem all Bestriewunge feelgeschloe sinn, wéi och den Héichuewe B no Ägypten ze verkafen, war dann och d'Chefetage vun der ARBED bereet den Héichuewen A dem Lëtzebuurger Stat ze schenken an den Héichuewe B eis och zur Verfügung ze stellen. Mä dat huet eng ganz Rei Iwwerzeigungsarbecht kascht, soss wäer mer vläicht net esou wäit komm.

Nun, Kolleeginnen a Kolleegen, haut gëtt wéi gesot de Projet gestëmmt, deen dann déi Etapp ofschléisst, déi mer 1996 hei ageleert hunn, a mir sinn iwwerzeegt, dass et noutwendeg, gutt a wichtig ass, dass mer elo schnellstméiglech virukommen. Et ass esou, dass et jo richtig ass, dass déi ganz Operatioun relativ vill Geld kascht, dat ass kee bëllege Projet, et kéint een och soen, dass ee wann ee méi schnell gehandelt hätt, et sinn elo siwe Joer erëm, da wär et vläicht net esou deier gi fir déi Héichiewen ze erhale, well all Mënsch weess, dass een Héichuewen, deen ausser Betrib ass, wann een do net direkt a schnellstméiglech Instandarbechten organiséiert, dass dann d'Gefor besteet, dass de Verraschtungsprozess esou schnell virugeet, dass et deier gëtt fir dat nach ze erhale.

Et ass och esou, dass jo schonn 1996 Etüde gemaach gi sinn iwwert d'Faisabilitéit vun der Erhaltung vun deenen zwee Héichiewen. A wann deemools vläicht reagiert gi wär, da wär mat Sécherheet déi Restauratioun vläicht zu engem wesentlechen Deel méi bëllege ginn.

Mä ech wëll dorop net méi weider agoen, et sinn och nach aner Etüde gemaach ginn, wéi vun der Fondation Bassin Minier, wou och eng ganz Rei Propositione gemaach gi sinn, mä leschten Enns kéint ee jo awer elo mat Genugtuung soen, dass op Grund vun allen Irrfahrten, déi em deen Dossier vollzu gi sinn, an déi geschitt sinn, mer elo zu engem gudden Enn kommen, an dass elo endlech ugefaange gëtt, déi noutwendeg Vorkerungen ze treffen, dass dee Projet ka realiséiert ginn.

Et geet elo drëm, an do géing ech och e waarmen Appel un d'Regierung riichten, där ech och merci soe fir d'Hëllef, och fir d'Verständnis, fir den Initiativ vum der Chamber nozekommen, fir ze maachen, dass de Projet ka realiséiert ginn, an och déi finanziell Mëttele bereet ze stellen, fir dat do iwwerhaupt ze finanzéieren. Grad elo an Zäite wou et jo vill méi enk gëtt hei zu Lëtzebuerg déi noutwendeg Finanzen ze hunn, fir och esou Projeten ze realiséieren. Mä et ass och de Beweis vun der Regierung, dass se och bereet ass am Süden ze investéieren, och bereet ass de Süden duerzestellen, a Lëtzebuerg an en Europa, als e Site, als e Standort wou villes gelescht ginn ass, am Intéret vum Land.



Ech géif also den Appel un d'Regierung riichten, esou schnell wéi méiglech unzefänken, nodeem de Vote hei geholl ass, fir de Verfall vun deenen zwee Héichwien opzeshalen. An dat ass méiglech a misst machbar sinn, well anerefalls, wa mer nach laang waarden, da mengen ech, da brauche mer vläicht net méi unzefänken, well dann ass et bal net méi machbar, fir déi Héichwien nach ze halen.

Dat gesot, soen ech nach eng Kéier alleguerten deene merci, déi gehollef hunn, dass déi Iddi, déi mir 1996 hei an der Chamber lancéiert haten, elo Realitéit gétt. Mat Sécherheet kënnen déi kommend Generatioun stolz drop sinn, fir ze gesinn, dass do e groust Stéck wäerteg Lëtzebuurger Geschicht erhale bliwwen ass, an hinnen och ka presentéiert ginn.

Ech ginn am Numm vu menger Fraktioun d'Zoustëmmung zu deemem Projet, a wéi gesot, mir hoffen, dass mer schnellstméiglech kënnen ufänken, mat der Realisatioun vun der Astandsetzung vun den Héichwien fir d'Konzept ronderëm d'Héichwien definitiv ofzeschléissen, fir dee Site industriell kënnen ze realisieren. Villmools merci.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass d'Madame Lydia Mutsch agedroen. D'Madame Mutsch huet d'Wuert.

Mme Lydia Mutsch (LSAP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass vill geschitt an deene leschte siwe Joer nodeem 1996 d'Regierung an d'ARBED eng Interessengemeinschaft gegrënnt hunn, déi eben als Objet hat d'Rekonverssioun vun de Sites industriels abandonnés.

Am Schnellverfahren: 1997 Etüd AGIPLAN mat véier Sites prioritaires, 1999 e Masterplang fir Belval-Ouest, 2000 AGORA, d'Constitutioon vun enger Entwécklungsgesellschaft tëschent Stat an ARBED, am Mee 2000 huet de Minister Wolter hei an der Chamber säin éischte Rapport iwwert den Avancement gemaach an 2001 schonn deen zweeten, wou den Développement ronderëm de Site Belval sech konkretiséiert huet. An 2001, kuerz duerno, huet d'Regierung dann de Beschloss geholl mam Okay fir den Développement vum Site Belval-Ouest als Projet phare fir d'Rekonverssioun, als Projet catalyseur fir den Développement, als Projet de politique de décentralisation an als Projet global um wirtschaftleche sozialen a kulturelle Plang.

Et ass da monter esou weidergaange mat der Kreatioun duerch d'Gesetz vum 25. Juli 2001 vun engem Etablissement public fir d'Realisatioun vun den Equipementer vum Stat um Site Belval-Ouest, an de Fonds Belval war gebuer.

Ech wëll op deser Plaz net méi op déi historesch Komponenten agoen, déi vum Rapporteur hei scho genannt gi sinn, an en huet mer d'lescht Kéier gesot, ech géing en ni luewe fir säi Rapport, dat maachen ech dann haut, an ech verzichten dann och drop, fir déi Saachen ze widderhuelen, déi scho gesot gi sinn, well mer hu jo tatsächlech, als zwou haaptsächlech, awer net eleng, betraffe Gemenge ronderëm dee Projet eng Schicksalsgemeinschaft ugefaangen an do musse mer eis jo och heiansdo luewen.

Et ass awer net näischt, dat wëllt ech awer trotzdeem soen, wat de Fonds Belval sech hei virgeholl huet, wann een den Investitiounsprogramm gesäit, deen e sech op säi Fändel geschriwwen huet, plus/minus 25 Projeten iwwert eng Surface brute totale vun 426.000 m<sup>2</sup>. Dat wäert ongeféier eng Surface de construction vun 270.000 m<sup>2</sup> ginn. Eleng dovunner sinn der 160.000 als Constructiounssurface nëmmen op der Terrasse des hauts fourneaux.

A ganz ënnerschiddlechen Domäne gétt de Fonds Belval aktiv: Enseignement supérieur, Centre de recherche, Enseignement secondaire, Activités, Start-up, nouvelles économies, staatlech Servicer, déi dezentraliséiert ginn an nei gebaut ginn, Kulturfräizäit a Sportinfrastrukturen.

Dass et net bei den Ukënnegunge bliwwen ass, dat hu mer scho gemierkt 2003, well schonn am Mee hate mer de Projet de loi fir d'Rockhal hei an der Plénière an e Mount drop ass schonn de Projet de loi déposiert gi fir de Centre national de la culture industrielle iwwert dee mer haut schwätzen.

Mir hunn dann en cours de route elo virun e puer Wochen och den Dépôt gehat vum Projet de loi fir en neie Centre de recherche Gabriel Lippmann um Site Belval, wou en och herno säin definitive Sëtz soll fannen. A muer an der Réunioun vun der Travaux-publics-Kommissioun wäerte mer iwwert deen neie Lycée technique op Belval-Ouest schwätzen.

Mir waarden och ongedëlleg op de Projet de loi iwwert d'Archiven, nodeem mer e ganz flotte Projet iwwert e Concours gewise kritt hunn, a mir kënnen och gespaant drop si wat aus där Motioun gétt, déi d'Chamber hei als Recommandatioun mat op de Wee ginn hat fir de Champ d'action vum Fong och kënnen auszedehnen, fir dass en op deenen anere Site prioritär kann aktiv ginn. Ech denken als Beispill un deen neie Lycée Terres Rouges, deen och ganz dréngend ass. Da wiere mer an der glécklecher Situatioun, dass mer op a ronderëm Belval-Ouest zwee neie Lycéeeën hätten, déi an där Region batter noutwendeg sinn.

Et soll och nach enger Kéier rappeléiert ginn, dass deemools wéi de Fonds Belval kreéiert gouf iwwert d'Gesetz vum 25. Juli 2002, e Kapitel ganz erausgi gouf iwwert d'Acquisitioun vum Stat vun den Terrainen an den Immeublen, respektiv vun den Installations nécessaires aux réalisations. Dat sollt jo op Wonsch vum Statsrot an en neie Projet de loi erakommen an dat ass och geschitt. Dat ass an deenen nächste Wochen amgang an der Finanzkommissioun finaliséiert ze ginn. Ech schwätze vum Projet de loi 5152, iwwert deen de Stat autoriséiert gétt «à acquérir des immeubles sur le site Belval-Ouest». Emmerhi schwätze mer hei vun enger Dépense engagée vun 85 Milliounen Euro.

85 Milliounen Euro, dat sinn emgerechert 3,4 Milliarde Lëtzebuurger Frang, esou wéi ech och nach heiansdo esou heemlech am Kapp ëmrechnen, esou dass een oni ze iwwerdreiwe behaapte ka, dass dat ee vun deene ganz grouse Schwéierpunkter vun deser Regierung ass, wat natierlech ze begreissen ass.

Duerch de Bësch si mer awer nach net, dat ass vun deene Virriedner och hei schonn ervirgestrach ginn, am Zesummenhank mam CNCI, also dese Centre national, iwwert dee mer haut schwätzen. Ech wëll just zitieren aus eben deem Projet de loi, wou de Stat autoriséiert gétt fir d'Acquisitioun vun Immeublen, respektiv Terrainen ze maachen.

Do gétt geschriwwen: «pour ce qui est du futur centre national de la culture industrielle CNCI, le Conseil d'Etat arrive au constat suivant: la surface des terrains nécessaires, estimée à 3,5 hectares dans le projet de loi relatif aux études des travaux préparatoires en vue de la réalisation d'un centre national, ...» - also deen, iwwert dee mer haut schwätzen - «...semble s'établir à la lecture du projet de loi sous examen à 4,2 hectares (terrasse des hauts-fourneaux moins centre de musique amplifiée et archives nationales)».

An da kommen se zur Konklusioon: «Le terrain du CNCI aura donc coûté, au moment où commenceront les travaux de réalisation pro-

prement euros, la somme de 81.337,34 millions (soit 3.281.140 LUF) par are! S'y ajouteront les frais de décontamination du terrain du périmètre des hauts-fourneaux, que la décision d'inscription sur l'inventaire supplémentaire des monuments a enlevés au propriétaire initial pour les placer sur les épaules de l'Etat, et dont le coût ne fait l'objet d'aucune évaluation qui soit à la disposition du Conseil d'Etat.» Do wäerte mer nach dozou kommen.

An awer, Dir Dammen an Dir Hären, et ass derwäert op deen dote Wee ze goen an et ass och derwäert sech déi Instrumenter ze ginn, fir déi doten Erausforderunge kënnen ze bewältegen. Mir sinn op alle Fall der Meenung, dass eleng schonn duerch d'Tatsaach, dass esou vill Projeten en route sinn, de Fong sech als dat richteg Instrument erausgestallt huet fir deen heite Projet, dee virdrun nach ni do war am Land, unzegoen. En ass dynamesch, dat muss ee soen. En ass och effikass, dat gesäit een. En ass kreativ, dat gesäit ee beispillsweis un deem Concours, deen elo gemaach gouf fir jonk Lëtzebuurger Architekten, fir den Skip, deen neien Informatiounspavillon um Site, an en ass och realistesch. Dat huet en och bewise bei deemem Projet vun engem Centre national de la culture industrielle, andeem en en opgedeelt huet op zwou Phasen, well et wier net aneschtters gaangen, Dir Dammen an Dir Hären.

Fir d'éischt emol d'Mise en sécurité vum Patrimoine an dann zum Zweeten den eigentlechen Développement vum Centre de culture industrielle, dee virsiichteg an der Travaux-publics-Kommissioun geschätzt gouf op plus/minus 14 Milliounen Euro Käschten, déi e wäert mat sech bréngen.

Déi Opdeelung huet Sënn gemaach, well et si ganz vill Virgaben, déi hei mussen erfëllt ginn. Et muss en Inventaire architectural et archéologique gemaach ginn. Et muss eng Diagnostik gemaach ginn. Et muss eng Faisabilité technique établiert ginn. D'Stabilisation an d'Accessibilité vun den Hauts-fourneaux muss garantiert sinn, a Kooperatioun mam Sites et Monuments an Expären op deem Gebitt. Et muss e Concours d'architectes lancéiert ginn, fir déi héichwäerteg, qualitativ Oplagen ze garantiieren, déi mer eis ginn hunn, an et muss e ganz detailléierte Catalogue des prestations kommen, mat enger geneeër Définition de l'enveloppe budgétaire. Dat muss alles gemaach ginn an et ass gutt, dass do de Wee gaange gétt fir opzebauen op deem wat ass a fir Synergien ze siche mat deem wat elo scho besteet an duerno kënnen.

Ech denken zum Beispill un d'Rockhal, un d'Cité des Sciences, déi mer plangen, awer och un déi Muséeën, déi elo schonn do sinn, wéi zum Beispill de Musée des Mines oder och de Fond-de-Gras an ech denken och un all déi aner regional Kulturträger mat deene soll zesumme gemaach ginn.

De Fonds Belval ass och gutt begleet vun engem Groupe de travail Centre national de la culture industrielle, deen nach méi wäert an Aktioun tueden, wann dat Gesetz iwwert d'Entwécklung vum Konzept a vun der Realisatioun vun deemem Centre national hei bei eis an d'Chamber kënn. Mä schonn elo gesäit een eleng duerch d'Kompositioun vun deemem Groupe de travail, wou net nëmme Verrieder vum Fonds Belval a vum Ministère de la Culture, mä och vun der Gemeng, vum touristesche Beräich, vum Beräich nouvelle technologie, vu Sites et Monuments, vum Centre national de Littérature, Historiker, Architekten, Animateuren, Inge-

nieuren, Expären a Stol an esou weider, mat vertruete sinn.

Genee dese Grupp huet dann och am Dezember 2002 e Memorandum verfaasst fir de Projet vun engem Centre national, an en huet en ënnert de Motto gesat „Créativité, recherche, innovation, hier, aujourd'hui, demain“. En huet sech prononcéiert iwwert d'Missiounen an den Enjeu vun esou engem Centre national, iwwert d'Architecture, iwwert de Public cible, iwwert de Fonctionnement, iwwert déi zukünfteg Synergien an ech wëll hei zitieren: „Héritaire d'un passé glorieux conservé sous forme des hauts-fourneaux A et B, le Centre national de la culture industrielle sera la plate-forme de communication, les centres de focalisation de la Cité des Sciences témoignant de la créativité, de la recherche et de l'innovation d'aujourd'hui et de demain. Le Centre national de la culture industrielle évoluera dans le cadre d'un projet architectural avant-gardiste, modulable et extensible. Grâce à son fonctionnement à plusieurs vitesses, il deviendra un lieu de rencontre, d'échanges et de loisirs attirant un public largement diversifié.“

Dat ass wäerteg a geneesou wäerteg ass de Pavillon d'information, dee Partie intégrante vun deemem Gesetz ass, deen et wäert faerdeg bréngen an deen ënner engem strategesch wäertegem Emplacement Informatiounen ka ginn, Hapeninge ka maache ronderëm den Développement vum Site, mat Informatiounen un de grand public ka goen, informéiere kann iwwert d'Evolution vun deenen eenzelne Projeten, alleguerten d'Projete weisen, déi de Stat wëlls huet op Belval-Ouest, an och d'Accessibilité vum Public op de Chantiers garantiieren no alle Sécherheetsmesuren, déi musse geholl ginn. Dat ass net näischt wat hei un Aarbecht bewältegt gétt an et ass och net näischt wat nach un Aarbecht op eis zoukënn.

Wéi scho mäi Virriedner et gesot huet, stieche ganz vill Emotiounen hanner all deene Projeten hei, well am Minett gétt et net vill jonk Leit, déi aus Famillje kommen, wou net mindestens een op der Schmelz geschaff huet. Dat prägt déi Leit, déi aus där Region kommen a mat Sécherheet gétt entre-temps net nëmme vun deene Leit, déi aus der Südregion sinn, gesinn, dass dee Projet, dee mer haut stëmmen, e weideren Zukunftsprojet ass, deen zur Valorisation vun enger ganzer Region wäert bäidroen an och weist, dass d'Regierung et eescht mengt mat der Dezentralisation vun de staatlechen Infrastrukturen.

Ech géing dowéinst den Accord vu menger Fraktioun zu deemem Projet de loi mat op de Wee ginn.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här John Schummer agedroen. Den Här Schummer huet d'Wuert.

M. John Schummer (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir hunn elei an der Chamber schonn esou oft iwwert d'Rekonverssioun vun den Industriebroochen am Süde vun eisem Land geschwat. Déi Rekonverssioun, wéi et an der Regierungserklärung vum 12. August 1999 steet, am Kader vum Aménagement du territoire eng Prioritéit vun deser Regierung. Nodeems éischt Projeten, wéi zum Beispill d'Rockhal, op de Wee bruecht gi sinn, ass et elo un der Zäit fir déi nächst Schrëtt anzeleeden, fir deenen Industriebroochen en neit Liewen anzehauchen. Erlaabt mer fir d'éischt awer dem Rapporteur, dem Fred Sonnen, merci ze soe fir säin excellente schréfflechen esouwéi och mëndleche Rapport zu deemem Projet de loi. Ech wëllt dann och just op e puer Detailler vun deemem Projet agoen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären. Ech sinn iwwerzeegt, mir sinn alleguerten heibannen an do-

baussen darselwechter Meenung doriwwer, wat fir eng wäerteg geschichtlech Roll de Süde vun eisem Land an der wirtschaftlecher Entwécklung vum ganze Land gespillt huet, an dass mir de Wuelstand, dee mer haut hunn, zu engem groussen Deel dem Süden a speziell deene Leit, déi do ënnert schwéierste Konditiounen, sief et an der Minière, sief et op de Schmelze geschaff hunn, ze verdanken hunn. Mä bedéngt duerch d'Veerännerunge vum Stolsecteur, déi et net nëmmen hei am Land, mä iwwerall uechtert d'Welt gi sinn, huet sech d'Geschicht an d'Gesicht och vum Süde verännert.

Do wou fréier Kamäiner eng Gégend an eng Region geprägt hunn, ass et elo ongewinnit roueg ginn. Ech ka mech nach gutt drun erënneren als Bouf zu Diddeleng. Do stoung fënnf Héichwien. Haut steet kee méi do. Et steet iwwerhaapt näischt méi do vun där aler Schmelz, och wa mir nach wësse wou se stoungen a wéi esou en Héichwien funktionéiert huet. Eis Kanner vun haut wëssen dat jo scho ganz oft net méi.

Dofir ass et wäerteg, dass mer dese wäertegem Deel vun eiser Geschicht fir déi kommend Generatiounen erhalen, fir dass och si kënnen gesinn, wat esou e groussen Deel dozou bäidroen huet, dass eist Land haut dat ass wat et ass. Nieft de geschichtlechen, den technologeschen a kulturellen Interessen, déi d'Erhale vun deenen Héichwien huet, dierfe mer awer net vergiessen, dass et net nëmmen em eis Vergaangenheet, mä och em eis Géigewaart geet. Mir sollen net vergiessen, dass mir mat der Arcelor hei bei eis doheem d'Zentral vun deem gréisste Stolproduzent vun der Welt hunn.

D'Etüden an d'Aarbechte fir d'Erhale vun deenen Héichwien virzebereede sinn immens wäerteg, well si e weidere Schrëtt a Richtung Rekonverssioun vun de Broochen an domadder och déi wirtschaftlech, touristesch a kulturell Erschließung vun deser Region duerstellen. Si sinn e Beitrag zur Diversifizierung vun der Wirtschaft an der Dezentralisation an eisem Land, well op dem Site jo net nëmmen de Centre de la culture industrielle soll gebaut ginn, mä ënnert anerem och sechs Centres de recherche, en Internat, eng Schoul, e Sportszentrum, de Statsarchiv, déi schonns erwähnte Rockhal, en Deel vun der neier Universitéit Lëtzebuerg, Verwaltungen an ausserdeem nach eng Pépinière vun Entrepriséer respektiv Banken. Duerch déi Etüd soll elo festgehale ginn, wéi déi Héichwien am beschten an d'Gesamtbild kënnen integréiert ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mir sinn eis jo alleguerte bewosst, dass des Aarbechte fir d'Planung an haaptsächlech d'Aarbechte fir den Terrain ze stabiliséieren a fir déi zwee Héichwien ze sécheren indispensable si fir déi weider Aarbechten um Site Belval virzebereeden. Mä speziell an Zäite wou mer besonne mat eise Finanzen mussen ëmgoen, musse mer eis am Klore sinn, wat mer op deem Site do gären hätten. Déi zwee Héichwien sinn an engem ganz schlechten Zoustand, an et gétt immens vill ze dinn, fir se erëm an d'Rei ze setzen. Nieft aller kultureller Wäertegkeet vun deemem Site musse mer trotzdeem oppassen, dass dat Ganzt net zu engem Faass oni Buedem gétt. Mir musse eis am Klore sinn, ob mer déi zwee Héichwien esouwaier erëm an d'Rei setzen, dass se muer erëm kënnen ugefaange ginn, oder ob een dem Fonctionnement vun deenen Héichwien net och kombinéiert mat Restauratiounsarbechte mat Hëllef vu modernen, multimedialen Technologien deelweis virtuell en neit Liewen anhauche kann, oni alles am Original opzebauen.

Ech wëll an deemem Zesummenhang nëmmen u Völklingen verweisen, wou och alles fir vill Geld erëm



an d'Rei gesat ginn ass an déi net allze gutt Erfahrungen domadder gemaach hunn. Den Interessé vum de Leit war net esou grouss wéi sech dat erhofft gi war, an et gëtt elo neierdengs vun engem „kontrollierten Verfall“ geschwat. Et ass sécherlech net vu Muttwéll fir hei iwwert d'Kombinatioun vun Alem mat Modernem ze diskutéieren, mä mir mussen eis bewusst sinn, dass mir hei keen Disneyland bauen an dass mer heimadde och nëmme déi Leit uschwätzen, déi sech fir déi kulturell, fir déi industriell Kultur interesséieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech sinn dee Leschten deen dergéint ass fir déi Héichiewe fir déi folgend Generatiounen ze erhalten. Mä mir mussen immens oppassen, dass mer keng Feeler an der Planung maachen, fir net Gefor ze lafen eppes opzeriichte wat hannenno kee gesi wëllt. Dofir ass et extrem wichteg fir dese Projet de loi ze stëmmen, well mer mat der Hëllef vun deenen Etüden, déi iwwert d'Duerchféierung vum Projet gemaach ginn, e Méttel hu fir des Feeler kënnen ze vermeiden. D'Fraktioun vun der Demokratescher Partei gëtt deemno ganz kloer hiren Accord zu diesem Projet. Ech soen lech merci.

**M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, no esou vill Nostalgie, déi hei elo ervirkomm ass, si mer bal d'Tréine komm. Ech versichen awer elo trotzdeem e bësse sachlech ze bleiwen. Nodeems den Här Rapporteur hei en explizite Rapport virbruecht huet, deen dat erëmginn huet am Fong wat d'Majoritéit an der Kommissioun beschloss huet, awer net, wéi Der wësst, dem ADR seng Zoustëmmung fonnt huet, erlaben ech mer dann och elo hei d'Argumenter virzedem fir dem ADR säin Neen zu diesem Projet ze begrënnen.

Den Här Rapporteur ass op d'Geschicht vun eiser Stolindustrie agaangen, eng Geschicht, déi wierklech wichteg ass, dass een drun erënnert, aus där erausgeet, dass et wuel Sënn huet och der Nowelt en Deel dovunner ze erhalten. Et ass och aus där Ursach wou den ADR 1996 seng prinzipiell Zoustëmmung ginn huet fir eiser Nowelt en Deel vun eiser Industriegeschicht ze erhalten, souwéi dat och an eisen Nopeschlänner de Fall war. Mä eng prinzipiell Zousou vum ADR zu enger gemeinsamer Motioun vum 11. respektiv 17. am Chrëschtmount 1996, déi d'Erhale vun engem Héichuewen an de Klassement an dem Register vun de Sites à classer virgesäit, heescht awer nach laang keen Accord zu egal wat fir engem Präis. An do si mer scho beim Haaptujet vun deem Projet hei, de Präis, deen iergendwéi hei awer e bësse vergiess ginn ass ze erwähnen.

Den Haaptobjet vun deem Industriemuseum, loosse mer en esou nennen, deen anhand vun diesem Projet soll realiséiert ginn, ass, dass déi zwee Héichiewen eiser Nowelt sollen erhale bleiwen. Deen ee solle mer kafen oder hu mer scho kaaft, kee weess et. An deen aneren, dee kréie mer geschenkt. Aus dem Präis vun deem éischte wäert sech da spéider eng Kéier erauskristalliséieren zu wat fir engem Präis, dass mer deen zweete geschenkt kréien. Wann ee Multi Cadeauë mécht, da gëtt et nëmme zwou Ursachen: Entweder ass en deen Objet net lass ginn, wat hei manifestement de Fall ass, oder säin Énerhalt kënn et zu deier, oder den Objet ass souwisou um Zerfallen, an en iwwerléisst d'Refectioun deenen, déi generéis mat Steiergelder Schrott erëm kënnen zum Liewen erwächen. Op den Héichuewen op Belval spille menger Usiicht no déi zwou virziéiert Ursachen.

De Cadeau vun deem zweeten Héichuewen ass also elo dankend uegeholl, mä wéi steet et mat deem éischten Héichuewen, dee mer verkaaft kruten oder verkaaft solle kréien? Kee weess et. Keen aus der Regierung konnt eis bis elo kloer soe wat de Präis ass vun deem Héichuewen. D'Regierung weess, dass haut dese Projet hei diskutéiert gëtt, an obwuel dass ech de 5. am Hierschtmount dëst Joer eng parlamentaresch Ufro gestallt hunn, déi also haut de 15. am Wäimount scho längst iwwerfällig ass, huet d'Regierung déi Fro nach ëmmer net beäntwert. Ech hätt kënnen gëschter op déi Fro hei an der Froestonn agoen, mä well dese Projet haut um Ordre du jour war, hat ech gemengt fir Zäit ze gewanne kënn ech dat dann haut heimat abannen. Dofir froen ech dann elo nach eemol ganz kloer: Wat kaschten déi zwee Héichiewen?

#### (Interruptions)

Da soll ee mer soen, dass se näischt kaschten. Bis haut hunn ech nach keng Äntwert kritt. Wat huet d'Regierung der ARBED als Gégeleschtung fir deen zweeten Héichuewen als Geschenk versprach? Gehéieren déi zwee Héichiewen dann elo dem Stat schon oder net? Well wa se eis nach net gehéieren, da froen ech mech wéi sou mer hei schon elo e Gesetzesprojekt virleien hunn, e Projet anhand vun deem mer bal 14 Milliounen Euro sollen an d'Stabiliséierung an d'Securiséierung vun zwee Objete stiechen, déi eis nach net gehéieren.

Des Weidere solle mer hei e Projet stëmmen, wou mer iwwerhaupt nach keng global Iwwersiicht hunn iwwert de ganze Käschtepunkt deen domadder zesammenhängt. Här President, dofir ass eng weider Fro, déi ech hei wëll opwerfen, déi vun den Terrainen. Déi Terrainen op deenen déi zwee Héichiewe stinn, gehéieren déi eis schon a wat kaschten se?

Theoretisch kënnen se eis net gehéieren, well elo d'Regierung eréischt d'Recht kritt, Terrainen oder Immeublen um Site Belval ze kafen, wann de Projet 5152 hei am Parlament gestëmmt ginn ass. Et ass nämlech dee Projet deen de Käschtepunkt festleet, wat um Site Belval duerf a fir wéi vill kaaft ginn.

De Projet 5152, deen endlech Kloerheit an de Käschtepunkt vun den Investitiounen op Belval kann erbréngen, ass duerch d'Oppositioun vum Statsrot beim Gesetzprojekt 4899 iwwert de Fonds Belval zu Stane komm, well och fir de Statsrot de Sujet vum ganzen Invest, deen do soll stattfannen, net transparent war, an et hätt kënnen virkommen, dass do Objete géife realiséiert ginn, déi net virgesi waren.

Här President, 16.676 m<sup>2</sup> Terrain ëmfaassen déi zwee Héichiewen eleng, dobäi kommen nach 7.367 m<sup>2</sup> fir de Réservoir vum der Minett a 14.036 m<sup>2</sup> fir d'Gebléishalen, Terrainen, déi de Stat nach muss opkafen, wann en den Industriemuseum realiséiere wëllt.

Elo stellt sech d'Fro ob de Präis vun deenen Terrainen elo ënnert déi 1.000 Ar vun 372 Euro den Ar aus dem Prix d'apport aus dem Rapport AGORA falen, oder awer ënnert déi 1.734 Ar vun 1.859,2 Euro den Ar. Dat ass eng Fro, déi hei och nach ze beäntweren ass.

Kloer ze stellen ass awer op jidde Fall, dass éischstens nëmme 75% vun deenen Terrainen effektiv kënnen genotzt ginn, well en Deel ewechfällt fir Stroosseninfrastruktur, Grénganlagen an esou weider, déi dann och op Käschte vum Stat wäerte goen, an dass een zum Bruttopräis vun engem Terrain - an ech mengen dat weess een aus der Baubrooch - nach mindestens 80% Käschten dobäi muss rechnen, ier se iwwerhaupt notzbar sinn, ouni nach emol vun der Sanéierung ze schwätzen. An och déi Aart vu Sanéierung, déi virgesinn ass, ass menger Usiicht no einfach

net vertriebar. Dee verseuchte Buedem einfach ofzedroen oder op e Koup ze geheien an do uwendriwwer ze versigelen, ass fir mech onverantwortlech.

Wa sech bei esou engem Sanéierungskonzept dann och nach op d'Ausland beruff gëtt, esou stellt sech awer d'Fro, wou et dann am Ausland esou e Konzept gëtt, dat scho jorzéngtelaang besteet, fir datt ee seriö Konklusiounen dorauer zéie kënn. Eis ass am Ausland keen esou e Konzept vu Sanéierung vun Terrain bekannt.

Et stellt sech och d'Fro wisou déi Gréng, déi am Escher an am Suesemer Gemengerot an der Majoritéit sëtzen, esou en onsënneg Sanéierungskonzept konnte matstëmmen.

Här President, d'Entwécklungskäschte vun deem Ganze bis zur Realiséierung si mat 73,8 Milliounen Euro agesat, ouni datt awer och do eng detailléiert Opstellung eraus ze gesinn ass.

Dat war elo zur allgemenger Niewegeschicht vun deem Ganzen. Wat elo de Projet, dee mer haut hei virleien hunn, selwer betrëfft, esou ass Folgendes ze soen.

D'Installatioun vum Schantjen esou wéi d'Stabiliséierung an d'Ofsicherung vun deem Objet kaschten 8,5 Milliounen Euro, wouvunner d'Stabiliséierung vun den Héichiewen eleng 5,5 Milliounen Euro, also 220 Milliounen aler Frang ausmaachen. Et kënn ee bei deem Stabiliséierungskäschtepunkt bal unhuelen, datt déi zwee lewe bal esou schif mussen stoe wéi de schifen Tuerm vu Pisa. Oder se sinn an esou engem desolaten Zoustand, wat een éischer muss unhuelen, datt och wa se gestäipt ginn se op kuerz oder laang awer eng Kéier wäerten zesummefalen. Hei soll versicht gi mat Steiergelder aus enger Schrottkarosserie e Rolls-Royce ze maachen, egal wat et kascht.

Dann zu deenen 2,1 Milliounen Euro, oder 82 Milliounen aler Frang Ofsicherungskäschten. Esou vill huet d'ARBED net emol an d'Sécherheet vun deenen lewe gestach wéi se nach funktionéiert hunn, an elo solle mer 2,1 Milliounen Euro brauchen, fir en doudegt Objekt ze securiséieren.

Well mer jo esou gären an d'Ausland kucken an eis souguer mat Studiereesen ëmmer iwwerzeege ginn, ob mer dann och richtig gekuckt hunn, wa mer eppes wëlle maachen, sollte mer hei och emol eng Kéier eis Aen opmaachen. Da géife mer nämlech gesinn, datt dat wat mer haut hei sollen an diesem Projet realiséieren eisen Noperen d'Aen aus dem Kapp kascht an datt se net méi fäeg sinn den Énerhalt vun hiren Industriemuseeën ze droen. Souguer d'Ofsicherungs- an d'Securisierungsfräe kënnen se net méi opbréngen, esou datt dat Ganzt nach just vu wäitem mat engem Schutzhelm ze bewonneren ass, wann een net wëllt en déckt Accident risquéieren.

Här President, zu deem Ganze fanne mer dann nach op der leschter Säit vum Projet, datt fir d'Exploitatiounskäschte vum Centre pédagogique, dee jo och mat hei dran agebonnen ass, 650.000 Euro virgesi sinn. Sinn déi elo an deene 750.000 Euro, déi fir de Centre pédagogique am Projet ënnert der Käschteopdeeling stinn dran oder kommen déi nach zousätzlech derbäi?

Eng interessant Informatioun hat den Här Rapporteur eis awer schon an der zoustänneger Kommissioun ginn, am Zesammenhang mat de Reflectiounsaarbechten. An engem vun deenen zwee lewen, sot hien eis, wärend d'Steng nach intakt, esou datt déi Reflectioun géif méi bëlle g'wéi bei deem aneren.

Do kann ech nëmme soen, dem Här sei Dank, well stellt lech emol vir, mir hätten och fir deen Objet nach missen op d'Sich no deene richtege Steng goen, bei deem Rhythmus, wéi dat elo hei am Land allgemeng vir sech geet, wärend déi zwee lewen zesummegefall, ier mer déi richteg Steng fonnt hätten.

#### (Interruptions)

Jo, ech steigere mech jo elo, Här Glesener. Ech steigere mech.

#### (Interruption)

Elo war ech nach fein.

#### (Interruption)

Här President, de ganze Projet deen hei virläit kascht insgesamt 13,93 Milliounen Euro.

Här President, géift Der wann ech gliff...

#### (Coups de cloche de la Présidence)

**M. le Président.** - Énnerbriecht den Här Jaerling dach net dauernd, loosst hien dach auschwätzen!

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Ech respektéieren den Här Clement jo och ëmmer wann hie schwätzt. Dir wësst, dass ech e bësse schei sinn, an da kënn elo nach dat doten dobäi. Dat ass jo awer!

#### (Interruption)

Dee ganze Projet deen hei virläit kascht insgesamt 13,93 Milliounen Euro, an dovunner sinn 2,12 Milliounen Euro Architekten- an Ingenieurskäschten, wat 15,26% ausmécht. Bon, dat ass ëmmer nach manner wéi de Pei gefrot hätt, mä et wier awer net schlecht wa mer hei Opschluss kéinte kréien, wéi esou Architektenhonorare berechent ginn. Ass dat par tête du client oder leien do kloer Norme vir?

An deene 15,26% sinn, no Aussoe vun Expären, déi mer dat erkläert hunn, ëm déi 3% Käschte fir d'Sécherheet mat dra gerechent. Sinn déi geduecht fir den Architekten hir Finanzsécherheet oder wat fir eng Sécherheet ass hei gemengt? Wisou muss fir d'Anhale vu gesetzleche Sécherheetsbestëmmungen nach extra bezuelt ginn? Als Bauher ass ee verflücht déi gesetzlech Bestëmmung iwwert d'Sécherheet ze respektéieren, ouni dofir extra bezuelt mussen ze ginn, well soss kéint et jo esou sinn, dass all Mënsch, deen de Code de la route respektéiert, dann och nach vum Stat eng Prime dobäi kréich.

Här President, dese Projet ass e Projet deen de Kader vun deem finanziell Ertragleche sprengt. Éischters emol well en hei virgeleucht gëtt, ier mer de globale Käschtepunkt vun deene gesamten Infrastrukture virleien hunn op deem dese Projet soll realiséiert ginn. Zweetens well och d'Noutwendegkeet vun esou engem rissege Käschteopwand net ginn ass, fir eiser Nowelt eis Industriegesellschaft ze erhalten. Et wier vläicht méi sënnavoll gewiescht dee gesamten Industrieoflaf an enger funktioneller Maquette vun der Eisenerzerschleissung bis zum endgültige Walzprodukt ze realiséieren, an dat an enge vun deenen Halen, déi nach do stinn a wou mer jo schon esou viles wollten dra setzen an ni eppes dra kritt hunn. Do hätt sech bestëmmt déi Iddi kënnen realiséiere loosse.

Här President, d'Haaptursach awer, firwat dass den ADR diesem Projet keng Zoustëmmung ka ginn, sinn déi budgetär Prioritéiten. Mir sinn haut an enger Situatioun déi 1996, wéi d'Iddi vun engem Industriemuseum gebuer gouf, nach net konnt viragesen ginn. Nodeem mer awer kloer virun Aen hunn, dass d'Situatioun net méi esou roseg ausgesäit, och wann d'Regierung nach ëmmer Schéimolerei bedreift, ass esou eppes op kee Fall méi vertriebar, an zwar datt Projekte gestëmmt ginn, déi eiser Usiicht no weder eng kulturell nach eng urbanistesche a scho guer keng finan-

ziell Plus-value bréngen, mä just e finanziell Abenteuer aleeeden, wat d'Folgekäschten ubelaangt, déi kee ka virausplangen.

#### (Interruption)

Wann ech gliff, Här Glesener?

#### (Interruption)

Ah, ech hat gemengt Dir hätt eppes gesot. Et sinn ëmmer déi Stëmmen aus dem Hinterhalt. Vlächicht héieren ech och nëmme Stëmmen.

**Une voix.** - Dat ka gutt sinn!

**M. Aly Jaerling (ADR).** - Neen.

Wa mer musse feststellen, dass an enger Rei sozial wichtige Domänen, wou Ongerechtegkeete bestinn, kee Geld do ass fir déi richteg ze béien, dann ass och kee Geld do fir deen engen oder anere Minister oder Buergermeeschter en Denkmal ze setzen.

Elong scho wann een nëmme de Budget 2004 kuckt, ouni emol méi vun engem pluriannuellen ze schwätzen, da gesäit ee wou et am Sozialberäich higeet. Bei der Fleegeversicherung wëllt d'Regierung hir Participatioun vu 45 op 40% erofsetzen. D'Argument, datt dem Assuré do awer näischt géif ofgoen, ass nëmme deelweis richtig, well d'Konsequenzen dovunner kritt op kuerz oder laang den Assuré ze spieren.

Dann ass am Budget 2004 och näischt méi virgesi fir d'Mamement, ausser deem Montant deen elo schätzungsweis 2003 ausbezuelt ginn ass. Also ass et kloer datt déi Ongerechtegkeeten, déi bei der Mamement duerch d'Ausgrenze vun deene Leit, déi e staatléchen Zouschoss kréien, och dat nächst Joer net beheweue ginn. Ausser vlächicht wann dem ADR seng Proposition de loi, déi des Ongerechtegkeeten erëm soll aus der Welt schafen, hei am Parlament eng Majoritéit fénn, fir datt en Zousatzbudget dofir ka gestëmmt ginn.

Här President, och net méi spéit wéi de Méttég, huet den ADR hei am Parlament eng Proposition de loi presentéiert, déi den Zweeklassesystem bei de Rentner am Privatsektor, am Zesammenhang mat deenen 0,01% Majoration proportionnelle spéciale, soll ofschafen. Och zu där sozial gerechtfäerdigter Proposition huet d'Regierung sech negativ geäussert a bedauerlecherweis och d'sozialistesche Partei, wou déi sech awer soss esou sozial dobausse bei de Leit ervirdeet an all zweeten Dag ee vun hinne mat soziale Fuerderungen um Fernseh ass. Hei hu se kloer verstot. Hei hu se deene Leit, déi hei betraff sinn, hir Rechter mat Féiss getréppelt.

Déi Beispiller bewisen, datt fir d'sozial Gerechtegkeet anscheinend keng Suen do sinn, fir Pei- an Industriemuseeën awer kee Frang ze schued ass. Ech wëll hei elo net dat Soziaalt géint dat Kulturellt ausspiller, mä wann awer d'Finanzen am Stat knapps sinn, wéi elo am Moment, da muss d'sozial Ofsicherung absolut Prioritéit kréien. Projeten, wéi deen, deen haut hei virläit, an déi eréischt an enger Ufanksphas stiechen...

#### (Interruption)

...a wou just prinzipiell Engagementer geholl gi sinn, déi menger Usiicht no och nach net zäitgebundene kënnen a mussen zréckgestallt gi wann hire finanziell Impakt d'sozial Ofsicherung précariséiert. An dat kann elo an deenen Zäiten hei geschéien.

Mir stinn och elo kuerz virun der Diskussioun iwwert de Krankeesendefizit, wou d'Entscheidung mussen getraff ginn, fir d'Krankeeseen ze stabiliséieren an ze securiséieren - grad esou wéi déi zwee Héichiewen - a wou kloer ass, datt wann d'Sozialpartner keng Léisung fannen, well d'Employeure mussen mordicus ofgesichert ginn, da muss de Stat mat an d'Responsabilitéit geholl ginn.



Här President, den ADR seet also kloer Neen zu deemem Projet a wäert dat och bei alle Projete maachen déi heimadder drun hänken, well se fir eis keng Prioritéit hunn. Mir stinn der kultureller Entwécklung, och wäert den Industrieberäich ubelaangt, net negativ géigeniwwer, awer net zu egal wat fir engem Präis a scho guer net wann déi finanziell Situatioun esou ass, wéi se sech am Moment presentéiert. Meng perséinlech Meenung war vun Ufank un, datt keng Steiergelder daerfe verschwent ginn, fir engem Multi säi Schrott ze erhalen, deen en anerwärts net lass ginn ass, an dat wäert sech och an Zukunft net änneren. Ech soen lech merci!

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als nächste Riedner ass den Här Robert Garcia agedroen. Den Här Garcia huet d'Wuert.

(Interruptions diverses)

(Coups de cloche de la Présidence)

Loosst den Här Garcia dach schwätzen. Déi aner sollen nolauschteren. Hei huet jiddferen d'Recht seng Meenung ze soen.

M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG).- Här President, ech kommen da vun der Mammerent zréck bei den Héichuewen. Ech wëll dës Ried zu deemem Projet de loi, dee jo net iwwert de Centre national de la culture industrielle u sech geet, mä éischer iwwert déi Travaux préparatoires dozou, an dat huet e bëssen zur Confusioun hei gefouert, net ouni eng gewëssen Emotioun oder eng gewësse Satisfaktioun halen.

Ech géif dräi Punkten ervirhiewen, firwat dass et awer an der Retrospektiv vun de leschten zéng Joer e gigantesche Schrëtt no vir ass, a verschidde Virriedner hunn dat jo och erwähnt.

Éischtens. Mir erhalen hei eppes, wat virdu chronesch ofgerappt ginn ass, exportéiert ginn ass an ech sinn och frou, dass de Kolleeg Marcel Glesener hei ee vun nach aneren Artikelen aus der Press virgelies huet, wou einfach gesot ginn ass, rappt dee Schrott of, exportéiert en a China oder ech weess net wat, nëmmen aus den Augen aus dem Sinn. An et ass och ganz flott ze héiere wéi elo verschidde Leit Kräid giess hunn an a deeneselwechten Organer Lobeshymnen op déi Initiativ schreiwten.

En zweete Punkt. Mir erhalen hei net nëmmen einfach eppes an der Landschaft fir ze erhalen, mä mir erhalen et am Kader vun enger lieweger Institutioun. Mir stellen net e restauréierten Héichuewen an iergendeng Landschaft, mä mir maache ronderëm en Institut an dee soll och herno Aktivitéite maachen, déi net nëmmen an d'Vergaangenheet mä och an d'Zukunft gerichtet sinn. Dat ass och e wichtige Punkt.

An en drëtten wichtige Punkt. Mir maachen déi Erhaltung am Kontext vun engem neien Opbroch op engem Terrain, deen, zur Zäit wéi mer hei diskutéiert hunn iwwert déi Erhaltung, hätt kënnen an eng Richtung goen, datt iergendwann eng Kéier an der Méit vun engem Containerterminal oder vun enger Industriezon, en Héichuewe géng faarweg lichten, ugestrach sinn, oder an der Nuecht nach vläicht faarweg belicht wär. Mir sinn also elo an enger ganz anerer Situatioun, dass déi Héichuewen eigentlech e Mahnmahl sinn oder e Fanal fir en neien Opbroch vun enger Zon, déi eigentlech scho bal doutgeschriwwen ginn ass. An ech mengen, dass dat eigentlech dee wichtigste Aspekt ass vun deemem Projet.

Ech sinn och perséinlech - och wann et vläicht effektiv meng lescht Ried an deem illustre Gremium ass - souwuel frou, wéi och e bësse geréiert, grad zu deemem Projet

hei nach kënnen eng leschte Kéier ze schwätzen. Ech erënnere mech souguer - am Alter fänkt een ëmmer u sech u perséinlech Erfahrung ze erënnere -, 1976 hunn ech en draimonatege Stage als Ingénieurstudent do gemaach a précisément bei deem doten Héichuewe. Ech ka mech ëmmer nach erënnere wann een do stoung an engem schwéiere Mantel, mat ganz schwéiere Schong, a vir sinn 1.500 Grad komm an hanne minus 20 Grad, dat ass schonn eng Erfahrung déi fir e jonke Student, deen och ni an esou engem Kontext geschafft huet, eng bleiwend Erinnerung bleift. Et sinn natierlech aner Männer hei vu Stol an Eisen,...

(Hilarité)

...ënner anerem de President an de Kolleeg Glesener, déi natierlech nach méi ee langen an intime Kontakt mat deem dote Milieu haten.

Et ass och hei erwähnt ginn, 1996, déi Initiativ vun de Kolleeg Spautz a Glesener fir déi Motioun hei eranzebréngen. Ech wëll awer elo nach eng Kéier drun erënnere - et muss een och heiansdo vu sech selwer schwätzen -, dass wéi d'Kollegen d'Motioun ronderëm ginn hunn, ech extra geduecht hunn, nondikass, versicht ze vermeiden - dat wat ech virdu gesot hunn -, dass herno iergendwou en Héichuewen erhale gëtt. An ech mengen, ech hunn e bëssen agewierkt, dass an där Motioun och schonn dra stoung, dass dat soll an engem globale Kontext vun der Entwicklung vum Site sinn. Ech sinn elo frou no siwe Joer, dass dat nach ëmmer wouer ass an dass et net einfach eng isoléiert Erhaltung vun engem Denkmal ass.

Ech wëll och nach drun erënnere, dass mer 1996 just iwwer een Héichuewe geschwat hunn, dat war nämlech deen, deen d'ARBED dann do immens gönnerhaft dem Lëtzebuurger Stat geschenkt huet, mä et ass jo nach een zweeten Héichuewe gewiescht, wou och nach ëmmer am Raum stoung, dass deen och nach géif ofgerappt oder verkaaft ginn. An et gouf jo eng Motioun hei vun eis Gréngen, de 16. Juli 1998, déi och eestëmmege uegholl ginn ass, fir och deen zweeten Héichuewe mat an de Paquet mat eranzebréngen an ech weess, dass do deen een oder deen anere Minister oder aneren net esou ganz frou doriwwer war. An ech sinn awer nach ëmmer e bëssen erstaunt, dass iwwerhaupt déi Motioun konnt eestëmmege uegholl ginn.

Ech erënnere mech dann och nach - wann ech elo eng Kéier d'Parlament jo sollt verloossen -, dass nach eng Proposition de loi vu mir vun 1999 hei läit, fir de ganze Site am Kader vun engem Groupement d'intérêt économique en valeur ze setzen. Ech sinn nämlech nach ëmmer där Meenung, dass déi vill Institutiounen déi elo dohinner kommen, net sollen niewentenee schaffen, mä dass et soll méiglech sinn, dass esouwuel déi Forschungsinstituter, wéi och déi Kulturinstituter, wéi och nach anerer, kënnen Projete gemeinsam op deem Site erschaffen, dass dee Site och e kohärente Rayonnement no bausen huet.

Wéi gesot, just fir ze erklären, dass dat net nëmmen eng Satisfaktioun vun ons Gréngen ass, dass dese Projet no siwe Joer hei iwwert d'Bühn geet, mä och eng perséinlech Satisfaktioun.

Woubäi ech muss soen, siwe Joer, da mengt een dat wär immens laang, mä déi Leit déi scho méi laang hei Projete verfolge mussen soen, dass dat eng formidabel kuerz Zäit ass, well wann ee gesäit, wat esouwuel déi Regierung virdu, wéi och déi heiteg Regierung op deem Site awer maache wëllt, muss een dat elo an engem bal parteieniwwegräifende Konsens würdegen an eigentlech soen, dass et en Effort war vu quasi alle Parteien an och ganz ville Forcen an der Gesellschaft, fir dass et zu

där Entwécklung komm ass, woubäi ech elo net dee sinn, deen iergendengem géif méi oder manner Mérite bei där Operatioun zouerkennen.

Trotz allem wëll ech, nodeem ech dann d'Zoustëmmung selbstverständlech vun eiser Fraktioun hei bekundet hunn, awer nach e puer Remarke maachen, och e puer kritesch Froe stellen, well dat soll een trotzdem bei der allgemenger Satisfaktioun net ze vill an dem Wäirauch erstécken. Ech deelen zwar net déi Skepsis vu verschidde Virriedner, dass dat do soll e Faass ouni Buedem sinn, ech géif awer soen, dass et d'Gefor kéint ginn, dass datt e Faass ouni Buedem ass, well et ass eng delikat Matière.

Et daerf een natierlech net Völklingen vergläiche mat Belval, dat ass eng ganz aner Dimensioun. Iwwergens ass och zu Völklingen ni versicht ginn dat Ganzt ze erhalen, well déi Iddi vun deem würdege Verfall, déi gouf et scho vun Ufank un, well si och wossten, dass esou eng Substanz ni ze erhale wär. An effektiv muss ee vläicht kucken zwëschenuewerch e Bilan ze maachen a wann et Elementer ginn déi vläicht op eng aner Manéier, wéi elo eng naturgetrei, kënnen erhale ginn, da muss een effektiv do eng gewësse Flexibilität spille loossen. Mä ech denken dass et awer e substanzialen Effort wäert ass, fir dee klengen Undeel vun där industrieller Substanz awer nach der No-welt ze erhalen.

Den zweete Punkt, deen ech wollt opwerfen, ass dee vun dem Pavillon d'information Skip. Ech hunn dat ëmmer schonn eng immens gutt Iddi fonnt, well dee Pavillon jo och net nëmmen iwwert d'Héichuewe geet, mä haaptsächlech iwwert de ganze Site. Allerdéngs muss ech e bësse kritiséieren, dass mir bei deem Projet hei nach dee Skip net haten. Deen ass zwëschenuewerch jo der Press virgestallt ginn an ech géing et gutt fanen, wann zousätzlech vläicht nach en Dossier, deen interessante Modell, géif integréiert ginn, well soss gesäit et esou ass, wéi wa mir hei net géifen en connaissance de cause e Projet stëmme, wou jo awer och dee Pavillon eng wichtige Roll géif spillen.

Dann zum Centre national de la culture industrielle, dee jo da prinzipiell hei festgehale ginn ass. Wann ech elo ganz strikt wär, géif ech soen, mir hu jo hei eng Kéier eng Motioun gestëmmt, dass wann een e Bauprojet mécht, da soll ee gläichzäiteg den Inhalt maachen. Dat hei ass natierlech elo kee Bauprojet u sech. Et ass e Restauratiouns- an Erhalungsprojekt. Also brauch een den Inhalt vläicht net mat ofzestëmme. A wann et dann zu engem Inhalt kéint, géif ech och soen, dass erëm eng Kéier müssen zousätzlech Infrastrukture virgesi ginn, well wann do Leit solle schaffen, da kann een déi jo net do an d'Héichuewe setzen oder soss op iergendeng Plaz. Do mussen wahrscheinlech nach aner Strukturen gebaut ginn an ech wär frou, dass wann dee Moment kéint, dass dann och gläichzäiteg oder esouguer scho virdu den Inhalt vum Centre national de la culture industrielle géif feststoen.

Mir hate jo schonn e puer Esquissé fir e Konzept. Ech erënnere mech un de Groupe de travail Linster viru e puer Joer, deem säin éische Projet och esouguer veröffentlecht ginn ass, deen excellent Ustéiss ginn huet, wou et zwar op der musealer Sait nach e bësse méi traditionell hierraangen ass, mä wou an der Tëschenzäit jo awer nei Iddien opkomm sinn, och au vu vu Beispiller am Ausland, wou jo am Ausland och awer vläicht esou Muséeën an esou Zentren net onbedéngt mat ale Saachen ze fëllen, fir

méiglechst vill Objeten a Vitrienen oder in situ ze exposéieren, mä dass ee vill méi flexibel bleift, fir dass ee méi op temporär Ausstellungen, op temporär Veranstaltungen miséiert.

Deen neie Groupe de travail ass jo amgaang schonn ze schaffen zënter enger ganzer Zäit an et steet jo hei am Projet de loi och, dass am Automne dat da géif presentéiert ginn. Den Automne ass jo säit dräi Wochen amgaang an en ass nach néng Wochen do an ech hoffen, dass dann awer d'Chamber an och d'Öffentlechkeet iwwert den Ofschloss vun deenen Aarbechten a Kenntnis gesat ginn.

Wat ech e bëssen doriwwer weess ass, dass déi philosophesch Orientéierung vun deem Pabeier, dee Belval als esou e Genre Bréckekapp fir eng gesamt Strategie vun der Industriekultur gesäit, relativ interessant ass, dass et awer natierlech nach an deem éische Pabeier u konkrete Mesurë feelt, wou ee sech och e bësse ka festmaache wat geschitt do, wat gëtt do gebaut, wéi eng Struktur kommen do, op wéi engem Niveau gëtt zesummegegëtt an hält Belval aneren Institutiounen eppes ewech.

Mä ech denken, dass mer an deenen nächste Wochen da méi informéiert ginn. Ech hat elo d'Geleeenheet kierzlech a Katalonien op engem Kongress ze sinn iwwer Aarbechts- an Industriekultur. Dat war dann eben an enger Stad zu Terrassa, déi natierlech e Musée huet an eng Struktur, wou mir net kënnen domat konkurrieren, eppes Fantastisches, e Monument vum Art nouveau. Do gëtt et iwwer 20 Industriemuseeën, verdeelt iwwert déi ganz Regioun an déi si matenee vernetzt, hunn eng corporate identity, hunn eng gemeinsam Homepage, et fënn en alles erëm. Si schaffe matenee a si hunn zu all Thema quasi Industriemuseeën, déi iergendeng originell Aart a Weis hu wéi se schaffen an et kënt och elo anscheinend an engem Faubourg zu Barcelona e Migratiionsmusee derbäi, deen och an engem ale Gebai ass, wou nach en neit Gebai niewendru gebaut gëtt.

Do kann ee sech ganz staark inspiréieren an déi Aktivitéiten, déi do lafen, gi wäit iwwert d'Opschaffe vun der Archeologie ewech. Déi ginn och ganz resolut an Zukunft gerichtet an ech hoffen, dass et am Minett och geléngt an déi Richtung ze schaffen, an net nëmmen am Minett, mä et steet jo am Text, dass och géifen aner industriell Siten, wéi zum Beispill Maarteleng, mat an dee Réseau agebaut ginn, esou datt ech relativ zouversichtlech sinn, dass mer mat e bëssen Effort a fënnef bis zéng Joer och hei zu Lëtzebuerg eis kënnen an d'Groussregioun integréieren an de Besucher vu bannen a vu bausen en interessante Réseau ubidde kënnen.

Nach eng allerlescht Remarque, ier ech dann ophalen, dat ass och esou e Lieblingsthema vu mir, nämlech d'Salle des soufflantes, also déi Gebléishal, déi jo ëmmer virgesi war, zumindest zur Halschent fir d'Rockhal, déi jo elo dann eben net genotzt gëtt, well d'Rockhal nei gebaut gëtt an déi gëtt elo tëschenuewerch genotzt fir Saachen ze stockéieren während déi Aarbechten um Site sinn.

An do wëll ech awer nach ëmmer de Leit soen, dass se sollen en mémoire behalen, dass dat awer och e formidabel Gebai ass a wann een herno gesäit wéi eng Institutiounen sech do op deem Site entwéckelt hunn, dass een do vläicht kuckt, wéi kann een dat flexibel notzen, entweder fir Kongresser oder fir aner Veranstaltungen, fir grouss Ausstellungen. Esou eng Struktur soll net herno engem Parkhaus oder ech weess net iergendeppe notzen, wat een dee Moment braucht, mä et soll een effektiv emol eng Kéier kucken, och am Ausland, wéi eng Beispiller et

ginn an da fënn ee vläicht och fir dat interessant Gebai, wat jo hei 1999 nach héich gelueft ginn ass vun alle Riedner, eng interessant Affektatioun.

Dat gesot, soen ech, net ouni eng Tréin am Knapplach, merci fir Ar Opmierksamkeit an ech wëll nach eng Kéier dem Rapporteur, dem Fred Sunnen, merci soe fir säin excellente Rapport an ech ginn heimadder d'Zoustëmmung vun eiser Fraktioun zu deemem Projet.

Plusieurs voix.- Très bien.

M. le Président.- Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déli Lénk).- Dir Dammen an Dir Hären, de Bericht, dee mer hei virleien hunn, schwätzt nëmme vun dem industrielle Volet vun der Geschicht vun der Stolindustrie an och wann en dat gutt mécht, muss een awer soen, dass d'Stolproduktioun net nëmmen en industrielle Prozess war, mä am wesentlechen och e soziale Prozess war. Et war d'Zäit vun der krasser Ausbeutung, wou de Buedem net nëmme rout vum Minett war, och eng Zäit vun de grouse sozialen Auseinandersetzungen, am Verlaf vun deene sech ganz fréi an zwangseefeg eng grouss Sensibilitéit fir déi sozial Froen entwéckelt huet am Süde vum Land an och eng organiséiert a selbstbewossten Aarbechterschaft konnt Entstoen, déi déi politesch Kultur an och d'Zesummeliewe vun de Leit am Süde wesentlech matgeprägt huet.

Et ass och keen Zufall, dass grad an den industriellen Zentren vu Lëtzebuerg de Widerstand géint de Faschismus Entstanen ass an leschte Jorhonnert, dee jo déi schlëmmste Säit vun der sozialer Ennerdrückung duergestallt huet. Et ware grad déi ennescht Schichten, iwwergens vun allen Nationalitéiten, Dir Dammen an Dir Hären, déi am mannste bei der grousser Politik matbestimmen haten, déi déi wesentlech Säite vun eiser Geschicht geschriwwen hunn. Mir haten d'Geleeenheet iwwergens bei der Debatt iwwert de Projet de loi deen d'Spuenekämpfer betrëfft, fir op verschidde vun deenen heroeschen Aspekter vun där Geschicht vu grad deenen enneschte Leit an der Gesellschaft kënnen anzegoen.

Et muss een och verstoen, mengen ech, Här President, dass d'Begeescherung fir d'Erhale vun den Héichuewen grad bei verschidde vun deenen sech a Grenzen hält, déi hiert aktiiv Liewen op der Schmelz verbruecht hunn, net bei allen, mä bei engem Deel vun hinnen, well d'Industriebroochen, déi do stinn, si jo net nëmmen en Zeeche fir déi heroesch Zäiten, déi hannerun eis leien, mä och e liewegt Symbol dofir wéi räksichtslos heiansdo mat den Hauptprotagonisten vun deenen Zäiten, den Aarbechter am Süden, emgespronge ginn ass.

De Bericht weist zu Recht drop hin, dass d'Héichuewen A a B Enn vun de 60er Joren, dat ass nach guer net esou laang hier, eng revolutionär Technik duergestallt hunn an dass den C ee vun deene gréissten Héichuewe vu senger Zäit war.

Den Héichuewen C ass 1979 gebaut ginn an en hat déi aussergewöhnlech kuerz Liewenzäit vun nëmme 16 Joer. Dat heescht, en aussergewöhnlech Know-how vun den Ingenieuren an den Aarbechter ass vun den 80er Joren un enger wesentlech finanziell bestëmmerer Strategie vun den Aktionäre vun der Stolindustrie zum Opfer gefall, an dofir mengen ech och, dass déi verraschten Héichuewen, déi do stinn, trotz dem wat erreecht ginn ass vun de Gewerkschaften, u Preservatioun vum Acquis social an där Zäit, trotzdem de Symbol si vun der eigentlecher Nidderlag vun der Selbstbestimmung vun de Leit iwwer hiren Outil



de travail, iwwert d'industriell Zukunft vum hirem Land an dass sech gebeugt ginn ass ekonomeschen Interessen, déi friembestëmmt am Wesentleche waren. A laansch de battere Constat do kënt een och net, wann een déi Ruine vum den Héichiewe kuckt, déi elo op Belval stinn.

Ech sinn awer trotzdem der Meinung, Dir Dammen an Dir Hären, dass e Musée vum der industrieller Kultur em déi Héichiewen erëm sënnavoll ass an dass et och net nëmmen e Musée ass oder soll gi vum der industrieller Kultur, mä och e Musée vum der Kultur vum der Aarbechterbewegung am Süden, déi de Süde wesentlech mat geprägt huet an och politesch déi Generatioun vum haut wesentlech nach ëmmer mat präegt, an zwar weinst senger duebeler Symbolik.

Éischtens, der Symbolik vum der industrieller a sozialer Vergaangenheet, déi eis drun erënnert, dass et eleng d'menschlech Aarbecht ass, déi Wäerter schafft, och haut nach, och an deenen neien Dëngschleeschtungsbetreiber, och an deenen neien Industrien, och an de Banken, an zweetens och weinst där negativer Symbolik vum Ofbau, als Mahnung u d'Generatiounen an Zukunft opzepasst a vläicht méi sech anzemeschen an d'Selbstbestimmung vum hirem Liewen. Grad do stellen sech och haut nach wichteg Froen op sozialem a politischem Gebitt, och bei der Gestaltung vum der Industriebrooche selwer, wou och d'Leit musse matbestëmme wat do geschitt.

Éischtens emol fannen ech et net onwichtig wat fir en Aarbechtsgrupp dat allgemengt Konzept fir deen neien nationalen Zentrum vum der Industriegeschicht ausschafft. Ech liesen am Bericht, doranner wieren haaptsächlech Historiker a Spezialiste vum der ARBED. Dat ass awer elo e bëssen ausgedehnt ginn hei a verschidde Duerstellungen. Mä ech mengen et missten doranner majoritär Vertrieeder vum deene sozialen a politesche Kräfte sinn, déi d'Geschicht vum Süde geprägt hunn.

Ech liesen awer elo schon, dass dee Grupp am Hierscht soll en éischte Grondrëss fir e Konzept virleeën, an ech mengen op d'mannst dann awer misst déi Ebauche do enger breeder öffentlecher Diskussioun ennerzu ginn, a fir d'Zukunft misst och eventuell dee Grupp do ausgeweit ginn op déi Leit, déi ech elo virdrun erwähnt hunn. Virun allem misst dee Grupp als Missioun kréien, net nëmmen déi industriell Geschicht ze schreiwen, mä och déi sozial Geschicht, déi gewerkschaftlech Geschicht, déi vun der Migratioun - ech liesen zum Beispill dass do eng Zesummenaarbecht mam Diddelenger Centre des migrations virgesinn ass, déi ech als ganz wichteg an nützlich betruechten -, wéi och d'Geschicht vum politesche Widerstand an och vun de politeschen Alternativen, déi entwéckelt gi sinn.

Zweetens mengen ech bei der Gestaltung vum der Industriebrooche stellt sech och d'Fro vum der öffentlecher Matbestimmung am Allgemengen. Ech hunn hei zum Beispill, wéi mer driwwer diskutéiert hu viru méi wéi engem Joer, geschwat iwwert den Etablissement public, deen d'Statséquipement vum Site Belval soll realiséieren. Mä Gefill deemools dass no engem Ufank vum öffentlecher Debatt erëm de Business as usual géif iwwerhand huelen, huet sech leider bestätegt, an dat hânt menger Meinung no haaptsächlech mat där massiver Presenz vum der ARBED an der Entwécklungsgesellschaft AGORA zesummen, déi dozou féiert dass déi kommerziell Logik bei deem ganze Projet iwwerhand hëlt.

Dat betrëfft zum Beispill de Wunnensbau. Duerch de Finanzierungsmodus vum der Entwécklungsgesellschaft exklusiv iwwert de Verkaf vum Terrainen - dat ass

nach eng Kéier vum Innenminister an enger Kommissiounssitzung, wou ech dobäi war, prezisiéiert ginn - entsteet e groussen Drock a Richtung Rentabiliséierung vum ganze Site, deen ouni Zweifel seng Répercussioun wäert hunn op d'Wunnpräisser an op d'Wunnstruktur an och zum Beispill op d'Sanéierung vum Site, wou déi Recht hunn, déi hei soen, dass dat net seriö ass wat do geschitt, fir einfach nëmmen déi Schuedstoffer am Buedem zouzedecken.

Dee Risiko do ass ëmsou méi grouss, well mindestens 50% vum de Benefisser jo laut Aktionärsvertrag müssen un d'Aktionären ausgeschott ginn. Dat ass enorm vill fir eng kommerziell Gesellschaft. Duvunner profitéieren natierlech déi, deenen de Site virdrun och gehéiert huet an déi en exploitéiert hunn. Dat Beispill vu gëschter, wou hei diskutéiert ginn ass iwwert d'Verspille vum enger Bauplaz, déi iwwerhaapt nach net autoriséiert ass an engem Quiz um Radio, ass fir mech zimlech emblematesch fir déi Entwécklung, déi eis um Site Belval eventuell nach bevirsteet wa mer net oppassen.

Dee ganze Frichëproblem werft ausserdeem nach Problemer op vun der Entwécklung vum den Uertskaeren a virun allem vum de Gemeengefinanzen, virun allem och op dem Hannergrond vum Ofbau vum der Gewerbesteier an dem zouhuelende Gewicht vum de Gemeengentaxen, déi d'Liewen an de Gemengen zousehends méi deier wäerte maachen.

Zum Schluss nach eng Bemierkung, déi ech awer wesentlech fanne fir main Ofstimmungsverhalten. Déi Bemierkung ass zum Käschtepunkt vum der Sanéierung an der Renovéierung vum deenen Héichiewen, dee jo an deem Gesamtkredit hei vum ëmgerechnet 600 Milliounen ale Frangen dee gréissten Deel wäert ausmaachen. Hei mengen ech hätt missten d'ARBED respektiv d'Arcelor dee ganze Käschtepunkt oder op d'mannst e groussen Deel dovunner iwwerhuelen. Dat wier nëmmen eng minimal Entschiedegung gewiescht fir déi Gewënner, déi d'Schmelzhären an iwwer 100 Joer hei erwirtschaft hunn an och fir déi staatlech Hëllef, déi se an Zäite kritt hu vum der Stolkris, dat ëmsou méi well jo nach eng Kéier d'ARBED verdénge wäert um Verkaf vum den Terrainen, déi awer zwee Drëttel vun deem ganzen Areal Belval wäerten ausmaachen.

An ech fannen de Stat hätt do vill méi misse seng Verantwortung iwwerhuelen an och an déi Richtung op d'ARBED awierken. Well en dat net gemaach huet, wäert ech mech bei deem Projet hei enthalen, ausschliesslech dowéinst. Dat ass kee Vote géint de Prinzip vum der Schaffung vun engem Industriemuseum mat den Héichiewen als Kuliss, an dat hei ass jo souwisou nëmmen e Préliminaire fir dee Projet. Dee Projet solle mer jo nach eng Kéier hei stëmmen, wann emol e Konzept bis ausgeschafft ass. Da gesäit ee wéi dat Konzept sech ugesäit an da kann ee jo nach eng Kéier dozou eventuell positiv stëmme wann dat dra berücksichtigéiert gëtt, wat ech elo just erwähnt hunn. Mä aus där Ursach, déi ech elo gesot hunn, wäert ech mech beim Vote fir dee Projet hei enthalen. Ech soen lech merci.

**M. le Président.**- D'Wuert huet elo d'Kulturministesch, d'Madame Erna Hennicot-Schoepges.

**Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et ass e Projet vum Bauteministère. Dofir géif ech lech trotzdem merci soen, dass Der mer als Kulturministesch d'Wuert gitt, well ech wäert als Kulturministesch och munches zu deem Projet ze soen hunn. Fir d'alleréischst mäi Merci un de Rapporteur an un d'Membre vum der Kommissioun, déi d'Aarbechte viruge-

driwwen hunn, esou dass mer haut kënnen zu engem wichtige Schrëtt hei kommen.

D'Debatten hu gewisen, dass se méi wéi emotionsgeluede sinn, dass se historesch eigentlech den Emschwung vum eisem Land an en neit Jorhonnert markéieren, dass se domadder dee Réckbléck, deen d'Erhale vum den Héichiewe markéiert, och un eis Industriekultur wëllen ubannen.

Här President, et éiert eist Parlament, dass schonn 1996 d'Iddi hei opkomm ass fir déi zwee Héichiewen ze erhalen. Jiddferen, deen am Süden déi dote Welt materlieft huet, huet eng sentimental Bindung un déi Héichiewen. Deen huet och eng sentimental Bindung un d'Aktivitéit vum de Schmelzen, a mir wieren net dat Land gi wat mer gi sinn, wa mer net déi Schmelze gehat hätten. Et ass dofir en Akt vu Reverenz un d'Vergaangenheet, mä et ass awer en Akt vu Perspektiv fir eng nei Zukunft, deen domadder geschitt wa mer déi Héichiewen erhalen.

Dofir fannen ech déi Iwwerleeung, dass dat elo ze deier soll ginn, an deem Sënn och entspriedend klenglech wa mer vergläichen, Dir Dammen an Dir Hären, wat eis Virfahre munchmol fir Effort gemaach hu fir grad a kulturell Bauten ze investéieren oder fir grad Erhalenswäertes ze erhalen. A wa mer dat a Relatioun stelle mat deene Moyenen, déi si haten, da géif ech soen, déi solle sech schumen, déi déi doten Iwwerleeungen hei esou op déi Manéier maachen.

#### (Interruptions)

Et ass eng Aktioun, déi sech ganz sënnavoll an en Zukunftsprojekt areit, an dat hu mer gesi bei den Iwwerleeungen déi hei ugefuert gi sinn. Et ass net eng Iwwerleeung déi kuerzfristeg nëmmen em d'Erhaltung vum Héichiewen als Monumenter geet. Et ass eng Iwwerleeung déi en Zukunftsprojekt fir d'ganz Lëtzebuurger Land, virun allem awer fir d'Erhale vum Süde soll uleieren.

#### (Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Dofir ass dese Projet och eng Zwëschenetapp esou wéi et vu ville Riedner hei gesot ginn ass, fir net op e falscht Konzept ze setzen.

Mir wësse ronderëm eis si munchmol d'Konzept geännert ginn, a wann een d'Beispill vu Völklingen hëlt, dann ass et zweemol geännert ginn, wat och net onbedéngt dem Projet selwer genotzt huet, mä wat awer beweist wéi schwierig et ass dat richteg Konzept festzehalen. Dofir sinn ech frou, dass mir hei eng Zwëschenetapp kréien an dass de Fonds Belval emol eng Kéier aussergewéinlech gelueft ginn ass, well gesot ginn ass e wier dynamesch, effikass, kreativ a realistesch. Ech menge bei deem sëllege Luef fir de Fong wäert hien et och fäerdeg bréngen déi dote Viraarbechten esou ze bündelen, dass geschwënn der Chamber hei deen definitive Projet wäert virleie wéi mer dann dat End- a Schlusskonzept vun dem Erhale vun deenen Héichiewe wäerten ugoen.

Wat d'Finanzéierung vum deem Ganzen an d'Ofwécklung vum den Transaktiounen ugeet, do huet d'Chamber e Projet de loi hei leien, wou et driwwer hiergeet fir de Stat ze autoriséieren, d'Regierung ze autoriséieren, déi Transaktiounen ze maachen an enger Héicht vu 4,9 Milliounen Euro. Ech brauch net op dee Projet anzegoen, well deen ass an där respektiver Kommissioun a Behandlung, an domadder ass och kloggestallt, dass den Héichiewe B matabegraff ass, esou dass d'Regierung dese Projet kann a Rou ugoen, well se weess dass se, wann dee Projet gestëmmt ass, an der Lag ass fir den

Héichiewe B ze kréien, an domadder déi zwee zu hirer Verfügung hunn.

Et ass net esou, dass gesot ginn ass, déi Héichiewen hätten net kënnen veräussert ginn. Ech weess ganz genau, dass d'ARBED den Héichiewe B hätt kënnen verkafen a China, an dass dat dunn op Demande hi vum der Regierung an och vun der Chamber net geschitt ass. Et ass also net esou, dass mer hei eppes iwwerhuele fir engem Patron zu Gefalen ze sinn. Et ass schonn e sentimental Akt, esou wéi mir och déi zwee Kamäiner um Site stoe loosse, wéinst der Silhouette vum deem ganze Site a wéinst dem historesche Moment deen dat jo bedeit.

Et soll keen doudege Musée, et soll e liewegen Ensemble ginn, an dofir ass deen nationalen Zentrum fir Industriekultur - an dat wëll ech hei ausdrécklech betounen - vum deem Aarbechtsgrupp, deen un deem Konzept geschafft huet, net ze gesinn als nëmmen en Zentrum fir de Süden, deen iwwert d'Sidérurgie géif goen, mä als e vernetzten Zentrum, deen déi ganz industriell Entwécklung vum eisem Land retracéiert, deen och aner Siten am Éislech berücksichtig. Ech denken un d'Schiffgruuewen zu Maarteleng, un d'Liederindustrie zu Woltz, ech denken un dat wat sech am soziale Beräich gedoen huet, esou dass deen nationalen Industriekulturzentrum éischter déi Aarbecht beinhalt, déi mir och op anere Gebitter gemaach hunn.

Mir hunn och eis Geschicht hannerfrot, wat d'Entwécklung vum der Festung ugeet. Mir hunn do grouss Deeler restauréiert, an et ass eben elo un der Zäit, dass mer eis em déi Geschichtswelt, déi eis Industriekultur ugeet, bekëmmere, dass mer déi Geschicht awer och no vir gekuckt analyséieren, an dass mer soen, mir hunn a mir wëllen eng Zukunft och op industriellem Plang hunn a mir fillen eis duerchaus à même fir an enger neier moderner Wëssensgesellschaft, wou d'Recherche a wou d'Universitéit an de Kader eragehéieren, eng nei Zukunft fir eist Land am industrielle Beräich virzprogrammieren. Dat alles zesummegefuert gëtt eng Vernetzung déi leschten Enns ganz vill Sënn mécht an déi grad an deem Ablack dofir och gutt ukënn.

Wat déi weider Aarbechten ugeet vum nationalen Industriezentrum, wäerte mer déi Resultater vum deem Aarbechtsgrupp deemnächst an der Chamberkommissioun virstellen. Mir wäerten dann och déi néideg Informatiounen iwwert de Skip ginn. Deen Aarbechtsgrupp huet iwwerengs och proposéiert op eiser Universitéit e Léierstull fir Industriekultur ze schaffen, wat ech eng ganz gutt Iddi fannen. Esou e Léierstull gëtt et nach néierens. Dat géif eis d'Méiglechkeet gi fir all déi Fuersungen, och wat dat Sozialt ugeet, zesummenzeféieren.

Zu deem soziale Beräich do hu mer mat der Stolindustrie viles an eisem Land geléiert. D'Stolindustrie kum zu engem Moment wou nach vill Lëtzebuurger hu missen auswanderen, well se net genuch ze iessen haten, a leschten Enns huet d'Stolindustrie fir vill Leit e regelméisseg Akommes bruecht. Ech wëll och net hei am Raum stoe loosse, dass d'Stolindustrie an d'Patronen, d'Stolhäre vum där Zäit, net och e sozialen Impakt gehat hätten. Leschten Enns waren et d'Stolhären déi dat éischt Orphelinat zu Diddeleng gebaut hunn. Et waren d'Stolhären déi eng Klinik gebaut hunn, et waren d'Stolhären déi eng Schoul gebaut hunn, den Emile Metz.

Et waren also d'Patronen, déi sech duerchaus bewusst waren, dass se fir dat sozialt Empfänger vum hiren Aarbechter, vum hire Belegschaften eppes misste maachen. Si hu Sozialwunnege gebaut fir de Brill zu Diddeleng an op anere Plaze wou d'Aarbechter konnten dra wunnen.

Si hunn also gewëssemoossen eng Virreideroll gespilt fir eise Sozialstat dee mir virum Éischte Weltkriech an och an deenen Zwëscherkriechsjoren nach net haten. Et war och d'ARBED déi als éischt d'Kannergeld agefouert huet, fir nëmmen ze soen, 1916 bei Lounverhandlungen.

Dat soll alles net schérieden,...

#### (Interruptions)

...wat et un Negativem gëtt a wat et u Wënsch gouf. Ech stelle just fest, dass et Patroné mat engem sozialen Empfänger waren, well och Assistante-socialé gouf et deemools, déi vum der ARBED ugestallt waren an déi d'Leit doheem besiche gaange sinn, wa se an Nout an am Misère waren. Dat hunn ech selwer um eegene Leif vu menger Mamm erzielt kritt. An deem Sënn ass dat vläicht eng Notioun déi mir haut verluer hunn, well haut jo de Patron sech op de Stat verléisst a well e seet: Ech bezuele Steieren, an dofir soll de Stat dat dote maachen. Zu enger Zäit wou dat net esou war huet hei eise Stohlär a méi wéi enger Hisiicht - elo hunn ech net vun deem Intellektuelle geschwat, wat mat Colpach a mat dem Cercle Mayrisch alles u Geschichtlechtem fir eist Land erwuess ass - eng ganz wichteg Roll gespilt.

Här President, ech géif domadder allen Intervenante merci soen. Ech géif natierlech och - awer vläicht net mat enger Tréin am Knapplach - dem Deputéierte Robert Garcia merci soen, well ech freeë mech op aner Plazen elo kënnen op eng aner Manéier mat him zesummenzeshaffen. Ech wëll awer hei déi ausgezecheent Aarbecht an déi valabel Interventioun vum deem Deputéierte besonnesch erwähnen. Merci.

**M. le Président.**- Den Här Jaerling freet d'Wuert.

**M. Aly Jaerling (ADR).**- Madame Minister, Dir hutt op eng Fro net geäntwert, an dat ass déi: Wat hu mer fir déi zwee Héichiewe bezuelt, wat kaschten se? Ech hätt gären dorobber eng Äntwert.

**Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics.**- Ech hunn lech gesot, Här Jaerling, deen een deen hu mer geschenkt kritt, deen aneren deen ass an engem Pak wou en, an deem Dokument wat der Chamber hannerluecht ass, wat an der Kommissioun diskutéiert gëtt, pour mémoire opgefouert ass, an engem globale Package, wou och d'Terrainen dran opgefouert sinn, déi un de Stat solle verkaaft ginn.

**M. le Président.**- D'Diskussioun ass elo ofgeschloss a mir kommen zur Lecture vun den Artikel vum Projet de loi 5101 a stëmmen driwwer of.

#### Lecture du texte du projet de loi (par M. Jean Spautz)

D'Artikelen 1 bis 3 si gelies an ugeholl.

Dir Dammen an Dir Hären, mir stëmmen elo of iwwert dee virleien- de Gesetzesprojet.

#### Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel

Déi dofir si stëmme mat Jo, déi dergéint si mat Neen oder si enthalte sech.

De Projet de loi ass ugeholl mat 50 Jo-Stëmmen, 7 Nee-Stëmmen an 1 Abstentioun.

*Ont voté oui: Mme Nancy Arendt, M. Lucien Clement, Mme Marie-Josée Frank, MM. Marcel Glesener, Jean-Marie Halsdorf, Norbert Haupt, Nico Loes, Paul-Henri Meyers (par M. Lucien Clement), Laurent Mosar, Mme Ferry Nicklaus-Faber (par M. Jean-Marie Halsdorf), MM. Patrick Santer (par Mme Nancy Arendt), Marcel Sauber, Marco Schank, Jean Spautz, Mme Nelly Stein, MM. Théo Stendebach, Nicolas Strotz, Fred Sunnen, Lucien Weiler (par M. Nico Loes) et Clau-*



de Wiseler (par M. Norbert Hautpert);

Mme Simone Beissel (par M. Gusty Graas), MM. Jeannot Belling (par M. John Schummer), Xavier Bettel (par M. Marco Schroell), Mme Agny Durdu, MM. Gusty Graas, Paul Helminger, Alexandre Krieps, Claude Meisch (par M. Alexandre Krieps), Mme Maggy Nagel (par Mme Agny Durdu), MM. Jean-Paul Rippinger, Marco Schroell et John Schummer;

MM. Jean Asselborn (par M. Alex Bodry), Alex Bodry, Mme Mady Delvaux-Stehres, M. Mars Di Bartolomeo, Mme Lydie Err, MM. Ben

Fayot (par M. Jeannot Krecké), Jean-Pierre Klein, Jeannot Krecké, Lucien Lux (par M. Mars Di Bartolomeo), Mme Lydia Mutsch, MM. Jos Scheuer, Georges Wohlfart et Marc Zanussi;

MM. François Bausch, Robert Garcia, Camille Gira (par M. Robert Garcia), Jean Huss et Mme Renée Wagener (par M. François Bausch).

Ont voté non: MM. Jean Colombara, Gast Gibéryen (par M. Aly Jaerling), Fernand Greisen (par M. Jacques-Yves Henckes), Jacques-Yves Henckes, Aly Jaerling, Jean-Pierre Koepp et Robert Mehlen.

S'est abstenu: M. Serge Urbany.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote?

**(Assentiment)**

Et ass also esou décidéiert.

Dir Dammen an Dir Hären, mir wären elo um Enn vun der Sitzung ukomm. Déi nächst Sitzung ass muer Donneschden, de 16. Oktober, a fänkt um halwer dräi un.

D'Sitzung ass opgehuewen.

**(Fin de la séance publique à 18.43 heures)**



# Chambre des Députés

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op

**www.chd.lu**

mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live

## Sommaire des séances publiques

Clôture de la session ordinaire 2002-2003 et ouverture de la session ordinaire 2003-2004	page 1
Confirmation de la composition du Bureau	page 1
Election du Secrétaire général de la Chambre des Députés	page 1
Composition des commissions parlementaires réglementaires, permanentes et spéciales	page 1
Composition des délégations parlementaires luxembourgeoises auprès des assemblées parlementaires internationales	page 1
Discours de M. Jean Spautz, Président de la Chambre des Députés	pages 1-2
Dépôt d'un projet de loi	page 2
Hommage à la mémoire de M. Nicolas Majerus, député honoraire	page 2
Communications	pages 2-3
Ordre du jour	page 3
Heure de questions au Gouvernement:	
- Question N° 326 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Nico Loes relative à certaines modalités de la rentrée scolaire, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports	pages 3-4
- Question N° 327 du 13 octobre 2003 de Monsieur le Député Jos Scheuer relative au droit de vote des chargés de cours lors des élections du délégué du personnel enseignant, adressée au Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports	page 4
- Question N° 328 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Laurent Mosar relative à l'organisation d'un référendum sur la future constitution européenne, adressée au Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur	page 4
- Question N° 329 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant les difficultés de la société Centralmarketing et l'avenir des installations dites "collectives agricoles" de l'Agrocenter à Mersch, adressée au Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural	pages 4-5
- Question N° 330 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à la mise en pratique de la loi du 8 novembre 2002 modifiant la loi du 25 février 1979 concernant l'aide au logement, adressée au Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement	page 5
- Question N° 331 du 14 octobre 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo relative à au nouveau quartier AGORA à Esch/Belval, adressée au Ministre de l'Intérieur	pages 5-6
Accueil de Madame Maria Eugenia Brizuela de Avila, Ministre des Affaires étrangères de la République d'El Salvador	page 6
Question avec débat N° 32 de M. Marc Zanussi relative à la professionnalisation du football luxembourgeois	pages 6-7
Question avec débat N° 33 de M. Alex Bodry relative au plan directeur sectoriel " Stations de base pour réseaux publics de communications mobiles "	pages 7-9
Dépôt de deux projets de loi	page 9
5091 - Projet de loi modifiant la loi modifiée du 10 juin 1980 portant planification des besoins en personnel enseignant de l'enseignement postprimaire	pages 9-13
5100 - Projet de loi modifiant le Code des Assurances sociales et la loi modifiée du 28 juillet 2000 ayant pour objet la coordination des régimes légaux de pension;	
5060 - Proposition de loi de Mme Mady Delvaux-Stehres modifiant le livre III du Code des Assurances sociales	
et	
5061 - Proposition de loi de M. Aly Jaerling ayant pour objet de modifier la loi du 28 juin 2002	
1. adaptant le régime général et les régimes spéciaux de pension	
2. portant création d'un forfait d'éducation	
3. modifiant la loi modifiée du 29 avril 1999 portant création d'un droit à un revenu minimum garanti	pages 13-18
Ordre du jour	pages 17-18
5101 - Projet de loi relatif aux études et travaux préliminaires en vue de la réalisation d'un centre national de la culture industrielle sur le site des hauts fourneaux à Belval-Ouest	pages 18-24

## Chambre des Députés

Compte rendu officiel

### Supplément commun aux quotidiens:

Luxemburger Wort, Tageblatt, Lëtzebuurger Journal, Zeitung vum Lëtzebuurger Vollek

### Contenu rédactionnel:

Service du compte rendu de la Chambre des Députés  
Service des relations publiques de la Chambre des Députés

### Conception, saisie de texte et mise en page:

Polygraphic Communication, Luxembourg

### Concept et coordination générale:

BRAIN&MORE, agence en communication, Luxembourg



# QUESTIONS AU GOUVERNEMENT

COMPTE RENDU N° 1 / 2003-2004

## Sommaire des questions parlementaires

Question N°	Auteur	Objet			
2021	Renée Wagener	Commission consultative des droits de l'Homme	2315	Serge Urbany	Traitement inhumain dans son pays d'origine d'une personne expulsée
2212	Gusty Graas	Application de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel	2316	Aly Jaerling	Protection des animaux, exhibition à des fins de spectacle
2240	Robert Garcia	Politique actuelle du Gouvernement en matière de sécurité informatique	2317	Laurent Mosar	Remise en liberté provisoire
2241	Robert Garcia	Initiatives gouvernementales en faveur du logiciel libre dans les administrations publiques	2318	Camille Gira	Problèmes de circulation dans la région Nordstad
2244	Marc Zanussi	Législation sur les navires à démanteler	2319	Robert Mehlen	Entretien des pistes cyclables
2247	Laurent Mosar	Autorisation de séjour et de travail pour un conjoint non-communautaire d'un citoyen communautaire	2320	Aly Jaerling	Expansion du travail intérimaire
2249	Robert Mehlen	Honoraires d'architectes pour le projet "Musée d'art moderne Grand-Duc Jean"	2321	Aly Jaerling	Infrastructures des piscines ouvertes au public
2252	Aly Jaerling	Transports internationaux d'animaux	2322	Aly Jaerling	Restriction de la publicité en faveur du tabac
2256	Alex Bodry	Promotion des sources d'énergie renouvelables	2323	Robert Mehlen	Exécution des jugements
2261	Mars Di Bartolomeo	Libéralisation des prix des produits pétroliers	2326	Georges Wohlfart	Perte de revenus pour les agriculteurs
2263	Mars Di Bartolomeo	Incapacité de travail et réinsertion professionnelle	2327	Gusty Graas	Syndicats de communes
2264	Xavier Bettel	Carrière du brigadier	2328	Aly Jaerling	Projet "CUTE" (système d'autobus à piles à combustible à l'hydrogène)
2265	Serge Urbany	Surveillance et fichage de manifestants par la Police	2329	Jean Colombero	Serpents
2267	Jacques-Yves Henckes	Dépenses de l'administration centrale	2330	Robert Mehlen	Réglementation du travail agricole
2270	Mars Di Bartolomeo	Enquête policière	2332	Aly Jaerling	Lutte contre le tabagisme
2272	Gusty Graas	Conformité avec le droit communautaire de certains accords aériens bilatéraux	2333	Aly Jaerling	Co-voiturage
2275	Robert Mehlen	International School of Luxembourg	2335	Aly Jaerling	Contraintes thermiques au lieu de travail
2283 cf. 2310	Aly Jaerling	Introduction de frais pour virements bancaires	2337	Xavier Bettel	Fonctionnement des pompes à eau au Centre pénitentiaire de Schrassig
2284	Renée Wagener	Abri pour toxicomanes sans domicile fixe	2344	Claude Meisch	Souscription par les communes à des emprunts à taux fixes
2287	Gusty Graas	Elimination des antibiotiques dans les eaux usées	2345	Aly Jaerling	Respect de l'article 16 du statut des fonctionnaires communaux
2288	Gusty Graas	Revalorisation de la friche industrielle "A la Haute Saule"	2346	Ben Fayot	Harmonisation du taux d'alcoolémie
2292	Marco Schank	Fonctionnement du Service de recherche et d'enquête criminelle (SREC) au Nord du pays	2347	Aly Jaerling	Jeux de hasard
2294	Aly Jaerling	Adjudication des travaux d'entretien	2348	Lucien Lux	Causes de décès survenus pendant la période caniculaire
2295	Ben Fayot	Actionnaires minoritaires de RTL Group	2349	Ben Fayot	Extension et modernisation du Centre de conférences à Luxembourg
2296	Georges Wohlfart	Consommation de poissons des rivières luxembourgeoises	2350	Marc Zanussi	Fermeture de deux boucheries suite au contrôle de la brigade de l'inspection des douanes
2299	Mars Di Bartolomeo	Offre de lits-vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées	2351	Aly Jaerling	Impôt de solidarité
2300	Mars Di Bartolomeo	Introduction de nouveaux bulletins scolaires pour l'enseignement primaire	2352 urgente	Ben Fayot	Homologation des diplômes de fin d'études secondaires par la Communauté française de Belgique
2302	Mars Di Bartolomeo	Coopération policière transfrontalière	2353	Renée Wagener	Rotondes de Bonnevoie
2306	Jean Colombero	12345 Kanner-Jugendtelefon (aide aux jeunes enfants et jeunes gens)	2355	Renée Wagener	Contrats d'entreprise
2307	Jean-Pierre Koepp	Airfield de Noertrange	2356	Renée Wagener	Distribution de seringues stériles pour toxicomanes à l'intérieur des établissements pénitentiaires
2308	Aly Jaerling	Introduction de bus de nuit dans tout le pays	2357	Renée Wagener	Vente de cigarettes et d'alcool aux mineurs
2310 cf. 2283	Robert Mehlen	Frais d'exécution des virements bancaires sur les salaires	2359	Aly Jaerling	Fonctionnement de la justice pendant les vacances scolaires
2311	Ben Fayot	Permis de conduire	2365	Laurent Mosar	Nom patronymique de l'enfant
2312	Marco Schank	Documents de transport d'alcool	2366	Laurent Mosar	Position du Gouvernement luxembourgeois à la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún
2313	Xavier Bettel	Coupure d'eau au Centre pénitentiaire de Schrassig	2367	Claude Meisch	Donneurs d'organes
2314	Georges Wohlfart	Pollution du ruisseau de Heiderscheidergrund	2368	Alex Bodry	Ouverture de l'armée luxembourgeoise aux ressortissants de l'Union européenne résidant dans notre pays
			2370	Ben Fayot	Position du Luxembourg au sommet de l'OMC à Cancún
			2371	Renée Wagener	Rétention de personnes déboutées
			2372	Nico Loes	Service de maternité de Wiltz

Question 2021 (28.1.2003) de Mme Renée Wagener (DÉ/GRÉNG) concernant la commission consultative des droits de l'Homme:

La Commission consultative des droits de l'Homme qui a été instituée auprès du Premier Ministre en 2000 joue également le rôle de correspondant national de l'Observatoire européen des phénomènes racistes et xénophobes.

- Quel est le budget dont dispose la Commission pour faire ce travail?

- Comment procède-t-elle pour analyser la situation luxembourgeoise en matière de racisme? Réalise-t-elle des enquêtes ou des études ou est-ce qu'elle prend uniquement en compte les plaintes déposées dans ce contexte?

Y a-t-il des chiffres plus précis sur les plaintes introduites au niveau juridique ou encore au niveau administratif, par exemple auprès du service de plaintes existant au Ministère de la Famille?

Réponse (10.9.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre d'Etat:

Le budget dont dispose la Commission consultative des droits de l'Homme pour l'exercice 2003 s'élève à 8.250 euros au titre de frais de fonctionnement et dépenses diverses. Alors que la Commission est composée de membres sur base volontariste, les bureaux de la Commission sont occupés par un employé depuis 2001. Cet agent assure également le rôle de secrétaire de la Commission et assiste de ce fait à toutes les séances de la Commission ainsi, le cas échéant, qu'aux réunions des sous-commissions et groupes de travail ad hoc.

La Commission, qui fut créée en date du 28 avril 2000, est chargée d'assister de ses avis et études le Gouvernement sur toutes les questions de portée générale qui concernent les droits de l'Homme sur le territoire du Grand-Duché de Luxembourg.

Dans le cadre de son fonctionnement la Commission

a) examine librement toute question relevant de sa compétence, qu'elle soit soumise par le Gouvernement ou décidée par autosaisine sur proposition de ses membres ou de toute personne ou de toute organisation;

b) entend toute personne, reçoit le cas échéant toute information et tout document nécessaires à l'appréciation de situations relevant de sa compétence;

c) s'adresse directement à l'opinion publique ou par l'intermédiaire de tout organe de presse, particulièrement pour rendre publics ses avis et recommandations;

d) entretient une concertation avec d'autres organes, juridictionnels ou non, ayant pour objet la promotion et la protection des droits de l'Homme;

Dans ses travaux de recherche, la Commission peut ainsi demander à entendre des fonctionnaires issus des administrations concernées ou toute autre personne dont le témoignage lui paraît utile.

Procédure de travail de la Commission:

a) la Commission est convoquée par son président, ou, à son défaut, par le vice-président;

b) elle se réunit sur une base régulière autant que de besoin en présence de tous ses membres régulièrement convoqués;

c) chaque membre de la Commission a le droit de faire parvenir à la Commission des observations écrites sur les projets ou propositions dont elle est saisie;

d) chaque membre s'engage à assister à un minimum de séances de la Commission;

e) au cours des débats un membre peut se trouver dans un conflit d'intérêts. Il/Elle se met alors en congé quand un point précis est à débattre.

En principe la Commission ne traite pas les plaintes ou autres cas individuels qui peuvent lui parvenir. Il se peut cependant qu'un de ses cas ou qu'il relève d'une plainte individuelle que le problème y relaté soit d'une envergure plus globale, de sorte que la Commission peut alors être amenée de charger une de ses sous-commissions ou un groupe de travail ad hoc à examiner plus en profondeur le dossier en question.

La Commission, réunie en séance plénière, a au fil du temps créé un certain nombre de ces sous-commissions à composition plus réduite et composée de membres experts et/ou intéressés dans les matières respectives. Les sous-commissions préparent les avis et études à soumettre à l'aval de la Commission réunie en séance plénière:

- sous-commission «Education»
- sous-commission «Discrimination»
- sous-commission «Problèmes institutionnels».



La Commission a également été amenée à créer des groupes de travail ad hoc afin d'analyser plus en détail certains cas d'actualité relevant de sa compétence: ainsi, ont été institués les groupes ad hoc «droits des enfants» et «expulsions».

Depuis sa création, la Commission a émis les avis suivants:

- avis sur le projet pour une Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne;

- avis sur le projet de loi N°4735 relatif à la protection des personnes à l'égard du traitement des données à caractère personnel;

- avis concernant l'éducation aux droits de l'Homme;

- avis sur le projet de loi N°4137 relatif à la promotion des droits de l'enfant et la protection sociale de l'enfance;

- avis sur «L'expulsion et le refoulement du territoire des étrangers en situation irrégulière».

Les avis et les communiqués de presse de la Commission peuvent d'ailleurs être consultés sur Internet: [www.gouvernement.lu](http://www.gouvernement.lu) sous la rubrique «dossiers/justice et droits de l'Homme».

**Question 2212 (5.6.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'application de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel:**

Dans une interview accordée à la revue «De Kéisecker» 01/2003 de mai 2003, l'ancien chef du Service de la Protection de la Nature auprès des Eaux & Forêts ne ménage pas ses mots quant à l'approche du Ministère de l'Agriculture vis-à-vis de la protection de la nature. De sérieuses critiques sont particulièrement émises concernant l'application de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement. (Et kann net sinn, dass d'Geld ënner d'Leit gehäit gëtt, an dat wat sollt erreecht ginn, gëtt zum Onwee gemaach). Dans ce contexte le fonctionnaire en question met en doute les contrôles effectués par le Ministère de l'Agriculture. (Ech wëisst gären, wou do eng Kontroll ass).

En outre, le fait qu'au Luxembourg les haies sur les champs d'une largeur de trois mètres et plus ne sont pas prises en compte pour l'allocation de cette prime est aux yeux du fonctionnaire une aberration. Ceci serait dû à la faiblesse du Ministère de l'Agriculture étant donné que la base de données pour le calcul des cultures serait la même que pour le calcul de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel. Finalement il estime que les directives européennes relatives à la protection de la nature sont interprétées d'une manière trop restrictive par le Ministère de l'Agriculture, contrairement à d'autres pays européens.

Partant, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Est-ce que Monsieur le Ministre partage les critiques formulées par ce spécialiste en la matière quant à l'application de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement?

- Est-ce qu'effectivement des contrôles adéquats pour pouvoir bénéficier de cette prime font défaut?

- Est-ce que le calcul de cette prime devrait se faire sur une base de données propre?

- Finalement, est-ce que l'affirmation au sujet de l'interprétation des directives européennes est justifiée?

**Réponse (4.9.2003) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

L'honorable Député me prie de prendre position à l'égard d'une interview accordée à la revue «De Kéisecker» (N°1/2003 du mois de mai 2003) par l'ancien chef du Service de la Protection de la Nature au sujet de l'application du régime de la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement. Je réponds comme suit à cette demande:

1. Les critiques formulées par ce fonctionnaire sont dénuées de tout fondement et suscitent ma réprobation la plus déterminée. Elles laissent une impression mêlée inclinant indifféremment à l'odieux ou au ridicule. Bien plus, au risque de me voir accusé par d'autres que je veuille déjà la censure, j'estime que les boules puantes lancées par leur auteur placent celui-ci dangereusement à l'écart de l'obligation de réserve imposée à tout fonctionnaire.

2. Le Service d'Economie rurale et l'Administration des Services techniques de l'Agriculture sont compétents pour l'application de la mesure et le contrôle des différentes conditions à respecter dans le cadre du programme de l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement, mesure cofinancée par l'Union européenne à partir du FEOGA, section garantie (Fonds européen d'orientation et de garantie agricole).

Dans ce contexte, des règles strictes concernant le contrôle de l'application de la mesure par les services concernés existent à différents niveaux. Elles comprennent un contrôle par audit interne, un contrôle externe par une société d'audit, un contrôle par les services compétents de la Commission européenne et un contrôle administratif et sur place par les deux administrations susvisées. Les affirmations faisant état d'un manque de contrôles me semblent dès lors inappropriées.

D'ailleurs, des contrôles effectués par les deux administrations en question ont conduit à un nombre non négligeable de sanctions appliquées pour le non-respect de différentes conditions prévues par la réglementation afférente. A titre d'information, pour l'année culturelle 1999/2000, 170 pénalisations ont été appliquées et pour l'année culturelle 2000/2001, 173 exploitants ont été sanctionnés. Pour l'année culturelle 2001/2002, ce nombre a diminué (61 pénalisations) démontrant bien l'efficacité des contrôles effectués ainsi que l'effet dissuasif qui en découle.

3. Comme le précise la réglementation en la matière, la prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel et à l'encouragement d'une agriculture respectueuse de l'environnement est accordée pour les superficies en exploitation agricole. Voilà pourquoi une base de données unique pour les superficies agricoles est gérée au niveau de l'administration qui sert à la gestion de toutes les primes liées à la superficie gérées par le Ministère de l'Agriculture.

A noter que cette superficie éligible aux aides comprend également des terrains occupés par des éléments de structure du paysage (par exemple des haies) qui ne dépassent pas une certaine largeur. Ainsi les structures linéaires d'une largeur de moins de deux mètres, mesurée au sol, ne sont pas déduites pour les terres arables. Bien plus, aucune déduction n'est faite pour les prairies et pâturages qui représentent plus de la moitié de la surface agricole totale.

J'ajoute que le montant de la prime payée par hectare de surface agricole utilisée comprend un montant forfaitaire pour indemniser les travaux d'entretien des éléments de structure dont font partie les haies et qui se trouvent sur ou autour de la surface agricole utilisée. Dans le régime de prime à l'entretien du paysage et de l'espace naturel, le coût supplémentaire pour respecter les conditions suivantes:

- prendre des mesures appropriées en vue de la préservation des éléments de structure du paysage, en particulier:

maintien des haies, des éléments de structure du paysage et des arbres isolés, replantation des arbres dépérissants, interdiction d'interventions inappropriées telle que la coupe à ras des haies à grande échelle,

entretien approprié de la végétation établie autour des bâtiments agricoles en zone verte (c'est-à-dire en dehors des agglomérations),

entretien adéquat des alentours des bâtiments agricoles, notamment en ce qui concerne la propriété et l'entretien des bâtiments et des infrastructures,

interdiction d'entreposer en permanence des machines agricoles ainsi que des accessoires (pneus, bâches...) en zone verte à des endroits non prévus/aménagés à cet effet;

est estimé à 14,50 €/ha (source Plan de Développement rural) et est compris dans le montant forfaitaire de la prime allouée effectivement (93 €/ha pour les exploitants à titre principal et 75 €/ha pour les exploitants à titre accessoire).

Ce régime de prime constitue donc un bon instrument pour encourager les agriculteurs à cultiver leurs terres selon des principes respectueux de l'environnement et à préserver les éléments de structure du paysage et notamment les haies qui sont d'ailleurs déjà protégées par la loi sur la protection de la nature dont le contrôle relève de la compétence de l'Administration des Eaux et Forêts.

4. Il s'agit d'une insinuation aussi fortuite que déplacée.

**Question 2240 (30.6.2003) de M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG) concernant la politique actuelle du Gouvernement en matière de sécurité informatique:**

Dans une société de connaissance, où la communication et le traitement des informations se basent de plus en plus sur l'informatique, le numérique et Internet, la sécurité des données est primordiale. Ceci concerne aussi bien l'utilisateur privé que les sociétés et utilisateurs commerciaux. Or il est notoire que depuis plusieurs années la dominance de marché de certains produits Microsoft (surtout Windows, Outlook et Explorer) et leurs nombreuses failles fragilisent les réseaux informatiques. La grande majorité des virus et des autres parasites qui transitent par Internet se base en effet sur ces failles, tout comme les pirates informatiques.

L'utilisation de standards ouverts, tels que Linux, évitent d'emblée de nombreux problèmes de sécurité de par leur structure différente. Mais l'avantage qui me semble plus important encore, c'est qu'un logiciel libre peut être modifié aisément par tout informaticien talentueux. Ainsi une société peut donc éviter de payer des adaptations spécifiques ou des mises à jour au propriétaire. Elle ne doit pas non plus attendre pendant des jours,

voire des mois les «critical security updates» du propriétaire, mais peut demander à ses propres informaticiens de modifier immédiatement le code-source et d'éliminer le problème de sécurité dans les meilleurs délais.

- Le Gouvernement est-il d'accord avec l'affirmation que plusieurs produits Microsoft présentent de sérieux déficits en relation avec la sécurité informatique et ne conviennent donc pas pour les applications critiques?

- Quelle est la politique actuelle du Gouvernement en matière de sécurité informatique?

- Existe-t-il un document de recommandation pour les entreprises luxembourgeoises?

**Réponse (15.9.2003) de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications:**

L'honorable Monsieur le député demande tout d'abord si le Gouvernement est d'accord avec l'affirmation que plusieurs produits Microsoft présentent de sérieux déficits en relation avec la sécurité informatique et ne conviennent donc pas pour les applications critiques.

Le Gouvernement est conscient du fait que tous les logiciels peuvent présenter des failles de sécurité plus ou moins graves, qu'ils soient «open source» ou «closed source».

Il faut éviter les généralisations qui accorderaient à un des deux systèmes une qualité par défaut.

Ce qui est vrai par contre est le fait qu'en cas de problèmes on est, en présence d'un logiciel «closed source», à la merci du fournisseur.

Les logiciels dits «open source» par contre peuvent être manipulés par un informaticien sans l'intervention du fournisseur. Cependant, il faut savoir que sans une connaissance approfondie du logiciel, une telle manipulation n'est pas nécessairement aisée.

La sécurité des systèmes et réseaux de l'information ne se limite pas au choix des produits à mettre en place, mais doit nécessairement prendre en compte tous les facteurs qui peuvent directement ou indirectement influencer la sécurité de tout le système. Les applications critiques doivent être sécurisées de façon efficace. Pour ce faire, les solutions mises en oeuvre sont sélectionnées de façon consciencieuse et mises à jour de façon régulière. Sans ces mises à jour, les vulnérabilités persistent, indépendamment du type de système utilisé.

En réponse à la deuxième question soulevée dans la question parlementaire sous rubrique, à savoir quelle est la politique actuelle du Gouvernement en matière de sécurité informatique, il y a lieu de relever que dans le cadre du programme eLuxembourg, la Commission nationale pour la Société de l'Information (CNSI) prépare un «Plan national en matière de Sécurité des Systèmes et Réseaux de l'Information».

Par ailleurs, le Ministère de l'Economie, en charge de la coordination du dossier «sécurité des réseaux» au sein de la CNSI, collabore activement avec différents acteurs du secteur public et privé en vue de la mise en place du plan qui devrait être approuvé dans les prochains mois par la CNSI.

Quant à la question s'il existe un document de recommandation pour les entreprises luxembourgeoises, je voudrais rappeler que le Ministère de l'Economie a, dans le cadre d'un projet eLuxembourg, rédigé trois guides sécurité destinés aux PME, citoyens et administrations. Les guides sensibilisent aux risques informatiques et forment les lecteurs dans l'élaboration et la mise en place d'une politique de sécurité. Les procédures et outils nécessaires pour augmenter la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des systèmes et ré-

seaux de l'information sont décrits et leur mise en place est expliquée. Ainsi les guides préconisent une approche globale pour parer aux menaces informatiques.

Les guides se trouvent actuellement en relecture et seront publiés en automne 2003.

**Question 2241 (30.6.2003) de M. Robert Garcia (DÉI GRÉNG) concernant les initiatives gouvernementales en faveur du logiciel libre dans les administrations publiques:**

Après le Bundestag et la commune allemande de Schwäbisch Hall, une première grande ville allemande, Munich, a décidé il y a peu de changer de système d'exploitation informatique. Au lieu d'acquiescer les nouveaux Windows et Office XP, la ville remplacera sur ses 14.000 ordinateurs le système propriétaire de Microsoft par une distribution Linux, le fleuron du logiciel dit «libre» et «open source».

J'estime qu'il s'agit d'un signal très clair en faveur des logiciels libres dans l'administration publique et l'application de standards ouverts, non propriétaires, dans les concepts d'«e-Government» tel que eLuxembourg.

- Quelle importance le Gouvernement attribue-t-il au développement et à la promotion des logiciels dits «libres»?

- Quels projets ou initiatives en faveur du logiciel libre le Gouvernement a-t-il soutenu financièrement? Quel est le montant global de ce soutien?

- Le Gouvernement favorise-t-il ou projette-t-il de favoriser sérieusement l'utilisation de logiciels libres au sein de ses administrations, de l'enseignement et/ou au niveau des communes?

- Dans quelle mesure le Centre informatique de l'Etat exploite-t-il des logiciels libres?

**Réponse conjointe (18.9.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie, de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports, et de M. François Biltgen, Ministre délégué aux Communications:**

Quelle importance le Gouvernement attribue-t-il au développement et à la promotion des logiciels dits «libres»?

Le Gouvernement est conscient du fait que les logiciels libres peuvent constituer, dans certains cas, une alternative intéressante aux logiciels dits «closed source».

Signalons à ce propos que l'«open source» n'est pas tout à fait gratuit. En effet le déploiement et l'exploitation nécessitent une charge de travail et de savoir-faire supplémentaires considérables. Le coût total de ces solutions (TCO) est déplacé du coût d'achat de licences vers le coût des ressources humaines.

Néanmoins les logiciels «open source» donnent une indépendance exemplaire par rapport aux logiciels propriétaires et fermés.

Cependant il faut éviter les généralisations qui accorderaient à l'un des deux systèmes une qualité par défaut.

Quels projets ou initiatives en faveur du logiciel libre le Gouvernement a-t-il soutenus financièrement? Quel est le montant global de ce soutien?

- Enseignement

Il faut distinguer d'une part entre les logiciels d'exploitation et les serveurs nécessaires à faire démarrer et fonctionner un ordinateur



et d'autre part les logiciels d'application nécessaires au traitement des données sous forme de textes, de nombres, d'images et de sons.

Concernant les systèmes d'exploitation, le service de l'enseignement primaire du Ministère de l'Éducation nationale exploite depuis début 2002 une base de données hébergée sur deux serveurs basés sur le système d'exploitation libre Linux.

Cette base de données est destinée à l'établissement, la transmission et l'approbation des organisations scolaires de l'éducation préscolaire et de l'enseignement primaire. Elle est accessible par Internet aux administrations communales, aux inspecteurs de l'enseignement primaire, aux commissaires de district ainsi qu'aux utilisateurs du ministère.

Dans les établissements secondaires et secondaires techniques on trouve en principe sur les serveurs des systèmes d'exploitation de Microsoft, de Novell et des systèmes Linux. La répartition entre ces trois systèmes est à peu près équilibrée, les systèmes Microsoft et Novell se trouvent normalement sur les serveurs de fichiers, la grande majorité des serveurs accessibles par Internet (serveurs www, ftp, mail, dns) tourne sous Linux.

Concernant les stations de travail, le système d'exploitation est majoritairement Microsoft.

Ceci pour différentes raisons:

Les systèmes d'exploitation Microsoft sont actuellement encore les plus répandus dans les entreprises à Luxembourg et dans les pays limitrophes. Comme l'objectif notamment de l'enseignement secondaire technique est de donner aux élèves des connaissances de base pour évoluer dans l'environnement des entreprises, ne pas appliquer les logiciels utilisés dans les entreprises équivalerait à rendre un mauvais service aux élèves.

Comme les systèmes d'exploitation Microsoft sont les systèmes qu'on trouve sur les ordinateurs domestiques (souvent il n'est même pas possible d'acheter un ordinateur sans un système d'exploitation Microsoft), le nombre d'enseignants maîtrisant les logiciels sous Windows est de loin plus grand que le nombre de titulaires ayant des connaissances avancées en matière de systèmes Linux.

Pour beaucoup de logiciels d'applications professionnelles, il n'existe pas de version Linux et ainsi ces logiciels doivent être installés sur un système Microsoft (p.ex. AutoCad, SolidWorks). Pour d'autres logiciels professionnels il existe déjà une version Linux (p.ex. Mathematica) qui est évidemment payante comme la version Microsoft.

A part quelques logiciels principalement du domaine de la bureautique (comme p. ex. Open Office), les outils libres n'offrent généralement pas les mêmes fonctionnalités que leurs analogues commerciaux.

- Economie

Les initiatives du Gouvernement ne se limitent pas au secteur de l'enseignement. Le Ministère de l'Économie a mandaté le CRP Henri Tudor pour accompagner le développement du logiciel libre dans le secteur de l'économie.

Pour mener à bien cette mission, le projet AIDILL («Grappe pour l'Animation et l'Incitation au Développement en Informatique Libre au Luxembourg») a vu le jour avec pour but de sensibiliser les acteurs du monde économique (sociétés de service, PME, industries) au fait que le logiciel libre est une alternative et non un but en soi et de démontrer par des études de cas concrets et par des analyses axées sur des business modèles qu'une activité informatique libre peut être

avantageuse pour informatiser une exploitation informatique tout en restant rentable et source de profit pour une société de service.

- Recherche

L'alternative «open source» est une opportunité clairement identifiée au sein des centres de recherche publics. Cette attitude se traduit par une série d'activités menées afin de favoriser le déploiement de «l'open source» dans ce domaine:

des activités de veille technologique et de création de compétences en interne qui permettent de préparer les ingénieurs de recherche à l'importance de l'«open source»;

études et tests comparatifs des suites OpenOffice et Microsoft-Office;

élaboration d'une distribution Linux CRP Henri Tudor;

le projet Accès-PME du CRP Henri Tudor (solutions libres pour l'e-business) supporté par le FNR (programme SECOM);

le projet SICOV (création d'un système basé sur les nouvelles technologies de l'information et de la communication facilitant les affaires électroniques d'organisations virtuelles) du CRP Gabriel Lippmann;

utilisation d'une plate-forme «open source» au sein du projet CONCEPT (Coopération optimisée et novatrice à la Chambre des Employés Privés);

activités d'information et de formation technologique via les budgets attribués au service SITec du CRP Henri Tudor qui supporte logistiquement les associations diverses qui traitent de la question du logiciel libre au Luxembourg (p.ex. l'association LINUX ainsi que le CLUSSIL qui co-organisent des manifestations avec ces associations tels que les Journées du Libre et les LINUXdays);

support aux activités d'incubation de nouvelles entreprises via le Technoport Schlassgoart (CRP Henri Tudor) qui accueille des entreprises «High-Tech» qui intègrent l'«open source» dans leur Business Model et via la participation active à des projets de grappage entre acteurs du libre tels que le projet OpenSST (sécurité des réseaux) et le projet AIDILL (cf. supra).

Vu la diversité des activités et leur intégration dans le cadre plus général d'autres activités, il est impossible de donner un montant exact du soutien financier. En ce qui concerne le volet «recherche», le montant est estimé à 300.000 euros pour les deux dernières années.

Le Gouvernement favorise-t-il ou projette-t-il de favoriser sérieusement l'utilisation de logiciels libres au sein de ses administrations, de l'enseignement ou au niveau des communes?

- Enseignement

L'enseignement luxembourgeois n'est pas indifférent à l'évolution que présentent les outils libres. Aussi bien les responsables dans les établissements que les collaborateurs du Centre de Technologie de l'Éducation suivent de près cette évolution.

Plusieurs initiatives montrent clairement l'intérêt et la volonté de prendre en considération ces alternatives.

Les programmes de la formation du technicien en informatique et en électronique contiennent les éléments du système d'exploitation Linux.

Dans quelques établissements scolaires les ordinateurs d'une ou de deux salles sont installés avec les deux systèmes d'exploitation Microsoft et Linux, offrant ainsi aux utilisateurs la possibilité de sélectionner au lancement le système sous lequel ils veulent travailler.

Cette option permet aussi bien aux professeurs qu'aux élèves de se familiariser avec Linux et les outils libres.

Du fait que la majorité des serveurs Internet tournent sous Linux, chaque établissement est en train de développer des compétences en cette matière.

Le Centre de Technologie de l'Éducation avec son service informatique travaille depuis deux années déjà dans un environnement majoritairement basé sur Linux. Plusieurs projets y ont été réalisés entièrement à l'aide d'outils libres. Les plus importantes réalisations sont :

- le projet pare-feu (firewall) ayant pour objectif de protéger les réseaux des écoles contre des intrusions et attaques externes;

- l'application de la gestion de l'inventaire des équipements informatiques dans les établissements;

- l'application de calendriers avec la gestion des congés, la réservation des salles;

- des applications de bases de données.

Actuellement le Centre de Technologie de l'Éducation participe activement au projet «Tests et déploiement des outils libres» du Centre de Recherche Public Henri Tudor.

Le Centre de Technologie de l'Éducation fonde la planification de ses activités et projets sur la prévision qu'à l'avenir l'utilisation d'outils libres sera renforcée notamment parce que:

- les coûts initiaux des solutions sont très bas;

- l'expérience 'in house' est très grande et que les acteurs sont personnellement motivés;

- l'utilisateur reste maître des solutions développées; il peut choisir de suivre ou non un mouvement de mise à jour en fonction des besoins (pour une solution commerciale une mise à jour s'impose impérativement chaque fois qu'un certain produit est arrêté et/ou n'est plus supporté).

Pour le moment les solutions Linux sont des alternatives réelles pour toutes les applications du domaine des serveurs. Un déploiement à grande échelle du système Linux sur les stations de travail n'est pour le moment pas un sujet dans l'enseignement, mais certainement pas à exclure une fois le moment venu.

En octobre 2002, Madame la Ministre de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports a donné son accord à ce que «Linux Users Luxembourg a.s.b.l.» puisse évaluer au niveau des lycées l'utilisation de logiciels libres.

- Administration de l'Etat

Il n'existe actuellement pas de projet concret en vue d'un passage généralisé au logiciel libre au sein de l'administration de l'Etat.

Le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative attend un rapport de la part du Centre Informatique de l'Etat en la matière.

Bon nombre d'administrations et de ministères utilisent des logiciels libres, notamment au niveau des serveurs, sans pour autant renoncer totalement à l'utilisation des logiciels «closed source». L'appréciation se fait au cas par cas.

Dans quelle mesure le Centre Informatique de l'Etat exploite-t-il des logiciels libres?

Depuis des années le CIE utilise un bon nombre de logiciels «open source» autant pour ses besoins internes que pour des services mises à disposition de l'Etat et du grand public.

En détail il s'agit de

- systèmes d'exploitation LINUX/BSD (le CIE exploite une vingtaine de serveurs. Linux n'est pas utilisé comme système d'exploitation „Desktop“ au CIE),

- langages de programmation (PERL, PHP, TCL/TK, etc.),

- application WEB (apache, tomcat, httdig, etc.),

- bases de données (mysql, Postgres),

- applications de gestion de systèmes,

- services de messagerie,

- systèmes techniques d'infrastructure,

- applications clients (navigateur Internet, client ftp, client mail, etc.).

Tout comme les ministères et administrations, le CIE utilise les logiciels «open source» dans les cas appropriés, dans la mesure où ils représentent un avantage technique et économique.

Réponse (29.9.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre de l'Économie*:

J'ai l'honneur de vous saisir par la présente de ma contribution à la réponse qui se réfère aux deux premiers volets de la question susvisée.

Les standards ouverts jouissent effectivement d'un intérêt grandissant auprès des utilisateurs et l'offre de logiciels libres s'amplifie constamment. Elle est donc en phase de devenir une alternative sérieuse aux solutions propriétaires.

Dans la mesure que cette alternative peut influencer favorablement sur les coûts d'entreprise, il est évident que le Ministère de l'Économie observe avec intérêt cette évolution.

C'est ainsi que le Ministre de l'Économie se félicite de toute initiative et en encourage certaines dans ce domaine, tout spécialement si elles s'adressent aux PME.

A titre d'exemple, j'ai retenu éligible, parmi les projets que mon département cofinance dans le contexte de l'initiative des fonds structurels communautaires intitulée «innovating regions», un projet commun du Centre de Recherche Public Henri Tudor et de l'entreprise CONOSTIX de promotion du logiciel libre. La contribution financière nationale de l'ordre de 80.000 euros prévue par le Ministère de l'Économie couvrira près de 47% des dépenses estimées pour des actions de sensibilisation, de démonstration, de recherche et de diffusion des résultats.

Conscient du fait que le développement logiciel en «open source» peut, du fait du partage des codes sources informatiques, aussi avoir un effet catalytique sur l'innovation technologique, je considère qu'il se justifie également d'encourager les acteurs qui prennent part à de telles initiatives et réseaux à utiliser activement les instruments et les mesures que j'ai initiés pour promouvoir la coopération technologique.

Je suggère donc à toute initiative de développement de logiciel libre à utiliser le «portail luxembourgeois de l'innovation et de la recherche» (<http://www.innovation.public.lu>) comme plate-forme d'information du grand public, de communication et de partage de leurs compétences.

Je leur rappelle également que dans le contexte de nos grappes technologiques et qu'à travers de notre agence nationale pour la promotion et l'assistance à l'innovation Luxinnovation le Gouvernement met à leur disposition un support logistique et de conseil à l'échange et à la coopération technologique, que ce soit dans de nouvelles initiatives qu'il reste à définir ou au travers d'une concertation avec la grappe déjà existante intitulée «Infocom» qui réunit des acteurs du secteur informatique et des télécommunications.

Permettez-moi également de saisir cette occasion pour exprimer mon souhait que l'engouement croissant pour les logiciels libres et la disposition au partage de codes sources puissent également contribuer à la sécurisation des réseaux et systèmes télématiques, voire même à la diffusion des vertus civiques dans la pratique informatique. Ce n'est que sous ces conditions que nous arriverons à exploiter pleinement toutes les potentialités économiques, culturelles et sociales de ces technologies.

J'aimerais rappeler dans ce contexte que le Ministère de l'Économie met en œuvre un plan d'actions en faveur de la sécurité des systèmes et réseaux de l'information. Mes services sont à ce niveau bien entendu disposés à se concerter avec tous les acteurs de bonne foi qui considèrent pouvoir contribuer à cet objectif.

En guise de conclusion, j'aimerais souligner qu'il n'appartient pas aux pouvoirs publics d'exprimer des préférences pour ou contre les logiciels libres par rapport aux solutions propriétaires. Je rappelle que la première tâche des autorités chargées de la politique économique consiste bien évidemment à encourager toute initiative privée qui contribue à la prospérité économique de la nation et à la sécurité sociale de ses citoyens. Les activités en matière de solutions informatiques propriétaires y ont aussi leur rôle à jouer.

Les autorités politiques se doivent toutefois de contribuer à la diffusion de l'information objective sur les initiatives et technologies disponibles, de sorte à ce que les citoyens et les professionnels puissent de leur libre arbitre faire des choix appropriés en fonction de leurs besoins et d'encourager la prise d'initiative privée de tout genre. L'information sur les logiciels libres fait partie de cette politique des pouvoirs publics.



Question 2244 (2.7.2003) de M. Marc Zanussi (*LSAP*) concernant la législation sur les navires à démanteler:

Greenpeace, dans un rapport récent sur la démolition des navires en fin de vie, fait état des profits que les propriétaires de ces navires empochent lorsqu'ils les vendent en Asie pour y être détruits. Les bénéficiaires sont d'autant plus grands que le respect de l'environnement lors de la démolition ne l'est pas.

Cette pollution va même s'accroître dans les années à venir avec l'augmentation du nombre des navires qui devront être supprimés en raison de l'application des nouvelles lois visant au «phase out» des pétroliers monocoques.

Ayant rencontré des acteurs et victimes de la démolition navale en Inde et au Bangladesh, des responsables du Ministère de l'Environnement et du Commissariat aux Affaires maritimes ont pu être particulièrement sensibilisés à leurs revendications visant à introduire un régime qui obligera les propriétaires de navires à assumer leurs responsabilités environnementales et sociales.

L'Organisation maritime internationale quant à elle s'interroge sérieusement sur les mesures à adopter pour la protection du milieu marin et se réunira en juillet prochain pour décider de la mise en place éventuelle d'une législation internationale sur les navires à démanteler.

Dans ce contexte et étant donné les engagements de notre pays, membre de l'OMI, dans le domaine de l'environnement, Monsieur le Ministre peut-il me faire savoir pourquoi notre Gouvernement n'a pas encore pris de position définitive quant aux termes d'une nouvelle législation en la matière?



Réponse commune (29.7.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre des Transports* et de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

Se référant à un rapport de Greenpeace et à une visite d'une délégation du Bangladesh et de l'Inde à Luxembourg, l'honorable Député s'enquiert sur l'état d'une nouvelle législation en matière de démantèlement des navires.

L'honorable Député signale à juste titre que la demande en recyclage des navires augmentera prochainement du fait notamment que les navires, en particulier les navires citernes qui ne satisfont plus aux nouvelles prescriptions internationales de la Convention MARPOL (Convention internationale de 1973 de l'Organisation maritime internationale pour la prévention de la pollution par les navires) atteignent la fin de leur vie économique. Il est en outre important de souligner que cette industrie a disparu dans une très large mesure en Europe et a trouvé une terre d'accueil dans des pays en voie de développement, notamment des pays d'Asie (Bangladesh, Chine, Inde, etc.), peu soucieux des problèmes liés à l'environnement ou à la protection des travailleurs.

Les conditions dans lesquelles fonctionne actuellement l'industrie du recyclage des navires émeuvent la communauté internationale. Les organisations internationales telles que le Secrétariat de la Convention de Bâle, l'Organisation maritime internationale (OMI) et l'Organisation internationale du Travail (OIT) sont actuellement engagées dans un processus d'élaboration d'une réglementation prenant en considération l'ensemble des facteurs dans leur dimension internationale. Ces instances tra-

vailent d'ailleurs ensemble sur ce sujet.

Les solutions à un problème aussi vaste et complexe n'avancent guère par la désignation d'un ou de plusieurs coupables, mais plutôt par une définition des responsabilités de tous les acteurs intervenant dans le processus, ce qui n'est pas suffisamment clair en l'état actuel du droit.

La Conférence des Parties à la Convention de Bâle, convention dont un des buts est d'assurer que les déchets dangereux et d'autres déchets soient gérés d'une manière écologiquement rationnelle, a adopté en décembre 2002 des directives techniques qui fourniraient un niveau minimal de prescriptions auxquelles les Parties doivent satisfaire lorsqu'il y a démantèlement de navires pour s'acquitter de leurs obligations au titre de cette convention qui relève des attributions du département de l'environnement. Cependant il est important de souligner qu'il n'est nullement établi que les dispositions de cette convention s'appliquent aux navires en tant que déchets. Les travaux en cours concernent justement ce sujet.

L'OIT quant à elle a préparé un projet de directives relatives à la sécurité et la santé dans la démolition des navires visant à améliorer les conditions des travailleurs sur les sites de démantèlement. Alors que les premières tentatives en la matière ont échoué en 1988 et 1994, faute de consensus, les travaux semblent prometteurs cette fois-ci. Une réunion tripartite à ce sujet aura lieu en octobre 2003 à Bangkok. Cette réunion était initialement prévue pour mai de cette année, mais a été reportée en raison de l'épidémie SARS.

Finalement l'OMI vient de mettre au point ses directives sur le recyclage des navires lors de la réunion du Comité de la protection du milieu marin qui s'est tenue à Londres du 14 au 18 juillet 2003, réunion à laquelle a participé un représentant du Commissariat aux Affaires maritimes. Ces directives seront soumises fin de cette année au vote de la 23<sup>e</sup> session de l'Assemblée générale à Londres (24 novembre au 5 décembre 2003). On arrivera à une responsabilisation de tous les acteurs de ce secteur comme les pays constructeurs de navires et fournisseurs de matériel de marine, les Etats de pavillon, les Etats du port, les Etats recycleurs, mais aussi les armateurs, l'industrie du recyclage, etc. et de mettre en place le cas échéant un cadre juridique contraignant à un échelon international.

Il semble évident qu'une solution viable à la problématique du démantèlement des navires ne peut être trouvée que sur le plan international. Il est clair que le Luxembourg assumera les responsabilités qui lui seront assignées dans le nouveau contexte international qui est en train de se mettre en place.

**Question 2247 (3.7.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant l'autorisation de séjour et de travail pour un conjoint non communautaire d'un citoyen communautaire:**

La législation communautaire prévoit que le conjoint non communautaire d'un ressortissant communautaire résidant dans un pays membre autre que celui dont il a la nationalité se voit octroyer l'autorisation de séjour et de travail dans ce pays. Il s'agit là d'un droit positif

dont jouit le conjoint non communautaire. Par contre, aucune disposition positive de même effet n'existe au Luxembourg concernant le conjoint non communautaire d'un citoyen luxembourgeois résidant dans notre pays. Le conjoint non communautaire d'un citoyen luxembourgeois vivant ici n'a donc pas, dans une approche formaliste et à l'heure actuelle, les mêmes droits que s'il était marié à un citoyen communautaire non luxembourgeois établi sur notre territoire. En pratique, les personnes concernées doivent donc parcourir une longue procédure administrative avant de pouvoir travailler au Luxembourg et résider légalement dans notre pays avec leur conjoint.

Je voudrais dès lors savoir de Messieurs les Ministres comment ils envisagent de résoudre le problème résidant dans le traitement inégal du conjoint non communautaire d'un citoyen communautaire, suivant que celui-ci est luxembourgeois ou non.

**Réponse conjointe (12.9.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*, et de M. Fernand Biltgen, *Ministre du Travail et de l'Emploi*:**

1. Le ressortissant d'un Etat tiers non membre de l'Union européenne se voit accorder en cas de mariage avec un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne\*, et à supposer que toutes les conditions relatives au séjour sont remplies, une carte de séjour dont la durée de validité coïncide avec celle de la carte de séjour de son conjoint.

2. En cas de mariage avec un citoyen luxembourgeois, le ressortissant d'un Etat tiers non membre de l'Union européenne se voit octroyer une première carte de séjour d'une durée de validité de trois ans.

3. Cette différenciation dans le traitement du conjoint d'un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne et de celui d'un citoyen luxembourgeois est due au fait que, contrairement au ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ayant exercé son droit à la libre circulation qui dispose d'un droit de séjour durable mais toutefois soumis à condition, le citoyen luxembourgeois dispose d'un «droit de séjour inconditionnel» au Luxembourg; or le même droit de séjour inconditionnel ne saurait être octroyé dès le début de son séjour à son conjoint originaire d'un Etat tiers non membre de l'Union européenne.

4. Dans les deux hypothèses mentionnées sous 1. et 2., le ressortissant d'un Etat tiers non membre de l'Union européenne est en principe dispensé du permis de travail pour pouvoir accéder au marché du travail.

5. La procédure en obtention de la carte de séjour a été simplifiée et est la même que le ressortissant d'un Etat tiers non membre de l'Union européenne soit marié à un ressortissant d'un Etat membre de l'Union européenne ou à un citoyen luxembourgeois. Ces personnes pourront s'adresser dorénavant directement à l'administration communale du lieu de résidence du couple afin d'y déposer une demande de carte de séjour. Les administrations communales ont été dûment informées des nouvelles procédures à suivre.

\*sont assimilés au ressortissant d'un Etat tiers non membre de l'Union européenne le ressortissant d'un Etat membre de l'Espace économique européen (EEE - Norvège, Islande, Liechtenstein) et le ressortissant suisse.



**Chambre  
des Députés**

L U X E M B O U R G

d'Chamber live

**Chamber TV**

och an der Rediffusioun

all Sëtzungsdag

vun 19:00 Auer un

d'Chamber online op  
**www.chd.lu**  
mat de Rubriken

- Composition & Organisation
- Séances publiques & Commissions
- Hôtel de la Chambre
- Portail documentaire
- Web TV live



Question 2249 (3.7.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les honoraires d'architectes pour le projet «Musée d'art moderne Grand-Duc Jean»:

Am Zesammenhank mat dem Bau vum «Musée d'art moderne Grand-Duc Jean», am Volleksmond Pei-Musée genannt, zirkuléiere Be-

hauptungen an der Öffentlechkeet, déi et - fir falsche Rumeuren entgéintzewierken - verdéngen, kloer-gestallt ze ginn.

Ënner anerem geet Rieds vun engem Betrag vun 217 Mio. Frang, deen ufanks 1996 un den Här Pei oder säin Architektbüro iwwer ganz verschidde Fongen oder Budgetsposté bezuelt gi wäeren.

Dat féiert mech derzou fir folgend Froen ze stellen:

1. Wéi vill huet den Här Pei resp. dee betreffenden Architektbüro bis haut un Honorairé fir de Projet vum «Musée d'art moderne Grand-Duc Jean» bezuelt kritt?

2. Vu wat fir Fongen oder Budgets-posté sinn dës Honorairé bezuelt ginn?

Réponse (13.8.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, *Ministre des Travaux publics*:

En réponse à la question parlementaire de Monsieur le Député Robert Mehlen concernant les honoraires d'architectes versés à ce jour dans le cadre de la construction du «Musée d'art moderne Grand-Duc Jean», j'ai l'honneur de vous faire tenir en annexe un tableau détaillé reprenant les liquidations effectuées par le département des Travaux publics en faveur des architectes avec les imputations budgétaires respectives.

Il en ressort que les paiements de 1991 et 1992 ont été effectués sur l'article 55.3.72.010 de la loi budgétaire, que les factures 1993 et 1997 ont été payées sur les crédits du Fonds d'investissement public administratif et qu'à partir de l'année 1999, l'immobilière S.C.I. 3 Echelen a assuré les paiements dans le cadre du préfinancement du projet.

Honoraires et frais d'architectes TTC							
	LUF TTC	Euro TTC	Imputation budgétaire		LUF TTC	Euro TTC	Imputation budgétaire
<b>1991</b>				<b>2000</b>			
Pei Cobb Freed & Partners	24 369 400	604 102	55.3.72.010	Pei Cobb Freed & Partners	10 478 076	259 745	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	1 282 600	31 795	55.3.72.010	Pei Cobb Freed & Partners	2 238 374	55 488	PREFIN
Cadence	132 500	3 285	55.3.72.010	Pei Cobb Freed & Partners	4 930 065	122 213	PREFIN
Reuter Georges	3 323 100	82 377	55.3.72.010	Reuter Georges	6 426 897	159 319	PREFIN
Reuter Georges	174 900	4 336	55.3.72.010	Reuter Georges	4 476 749	110 976	PREFIN
Cadence	2 517 500	62 407	55.3.72.010	Reuter Georges	6 187 524	153 385	PREFIN
<b>Sous-Total</b>	<b>31 800 000</b>	<b>788 301</b>		Reuter Georges	43 384	1 075	PREFIN
				<b>Sous-Total</b>	<b>34 781 069</b>	<b>862 200</b>	
<b>1992</b>				<b>Cumul</b>	<b>329 106 033</b>	<b>8 158 325</b>	
Pei Cobb Freed & Partners	3 024 000	74 963	55.3.72.010	<b>2001</b>			
Reuter Georges	6 384 942	158 279	55.3.72.010	Pei Cobb Freed & Partners	5 339 952	132 374	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	46 435 937	1 151 117	55.3.72.010	Pei Cobb Freed & Partners	2 316 133	57 415	PREFIN
Cadence	5 224 043	129 501	55.3.72.010	Pei Cobb Freed & Partners	524 868	13 011	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	1 179 868	29 248	55.3.72.010	Pei Cobb Freed & Partners	1 039 289	25 763	PREFIN
Cadence	2 910 165	72 141	55.3.72.010	Reuter Georges	5 604 486	138 932	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	9 876 371	244 829	55.3.72.010	Reuter Georges	4 632 268	114 831	PREFIN
Cadence	9 406 385	233 178	55.3.72.010	Reuter Georges	233 107	5 779	PREFIN
Reuter Georges	532 924	13 211	55.3.72.010	Reuter Georges	1 511 520	37 470	PREFIN
Reuter Georges	3 048 476	75 570	55.3.72.010	Reuter Georges	25 185	624	PREFIN
<b>Sous-Total</b>	<b>88 023 111</b>	<b>2 182 036</b>		Reuter Georges	9 030	224	PREFIN
<b>Cumul</b>	<b>119 823 111</b>	<b>2 970 337</b>		Reuter Georges	757 338	18 774	PREFIN
				<b>Sous-Total</b>	<b>21 993 175</b>	<b>545 197</b>	
<b>1993</b>				<b>Cumul</b>	<b>351 099 208</b>	<b>8 703 522</b>	
Pei Cobb Freed & Partners	17 859 811	442 733	FIPADM	<b>2002</b>			
Pei Cobb Freed & Partners	39 007 327	966 966	FIPADM	Pei Cobb Freed & Partners	7 400 355	183 450	PREFIN
Cadence	330 435	8 191	FIPADM	Pei Cobb Freed & Partners	4 202 499	104 177	PREFIN
Cadence	1 124 148	27 867	FIPADM	Pei Cobb Freed & Partners	2 725 456	67 562	PREFIN
Reuter Georges	2 370 158	58 755	FIPADM	Pei Cobb Freed & Partners	1 804 382	44 729	PREFIN
Reuter Georges	5 229 062	129 625	FIPADM	Pei Cobb Freed & Partners	11 309 383	280 352	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	4 305 724	106 736	FIPADM	Pei Cobb Freed & Partners	5 563 807	137 923	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	5 052 723	125 254	FIPADM	Reuter Georges	83 627	2 073	PREFIN
Cadence	311 160	7 713	FIPADM	Reuter Georges	5 205 057	129 030	PREFIN
Cadence	1 861 530	46 146	FIPADM	Reuter Georges	8 404 997	208 354	PREFIN
Reuter Georges	601 572	14 913	FIPADM	Reuter Georges	4 947 450	122 644	PREFIN
Reuter Georges	1 282 176	31 784	FIPADM	Reuter Georges	3 608 854	89 461	PREFIN
<b>Sous-Total</b>	<b>79 335 826</b>	<b>1 966 684</b>		Reuter Georges	3 769 794	93 451	PREFIN
<b>Cumul</b>	<b>199 158 937</b>	<b>4 937 021</b>		Reuter Georges	76 645	1 900	PREFIN
				Reuter Georges	13 973	346	PREFIN
<b>1997</b>				Reuter Georges	30 813	764	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	10 677 453	264 687	FIPADM	Reuter Georges	10 001 939	247 942	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	7 091 612	175 796	FIPADM	<b>Sous-Total</b>	<b>69 149 031</b>	<b>1 714 160</b>	
Pei Cobb Freed & Partners	18 018 202	446 680	FIPADM	<b>Cumul</b>	<b>420 248 239</b>	<b>10 417 682</b>	
Pei Cobb Freed & Partners	18 792 243	465 848	FIPADM	<b>2003</b>			
Reuter Georges	1 334 681	33 086	FIPADM	Pei Cobb Freed & Partners	3 109 450	77 081	PREFIN
Reuter Georges	569 706	14 123	FIPADM	Pei Cobb Freed & Partners	501 678	12 436	PREFIN
Reuter Georges	2 252 276	55 832	FIPADM	Reuter Georges	2 823 149	69 984	PREFIN
Reuter Georges	2 349 029	58 281	FIPADM	Reuter Georges	12 015	298	PREFIN
<b>Sous-Total</b>	<b>61 085 201</b>	<b>1 514 263</b>		Reuter Georges	734	18	PREFIN
<b>Cumul</b>	<b>260 244 138</b>	<b>6 451 284</b>		Reuter Georges	2 297	57	PREFIN
				Reuter Georges	30 296	751	PREFIN
<b>1999</b>				Reuter Georges	64 962	1 610	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	13 774 932	341 472	PREFIN	Reuter Georges	27 866	691	PREFIN
Pei Cobb Freed & Partners	2 086 917	51 733	PREFIN	<b>Sous-total</b>	<b>6 572 448</b>	<b>162 927</b>	
Pei Cobb Freed & Partners	4 261 459	105 639	PREFIN	<b>Cumul</b>	<b>426 820 687</b>	<b>10 580 608</b>	
Pei Cobb Freed & Partners	782 593	19 400	PREFIN				
Reuter Georges	2 987 826	74 066	PREFIN	<b>Total</b>	<b>426 820 687</b>	<b>10 580 608</b>	
Reuter Georges	4 173 834	103 467	PREFIN				
Reuter Georges	6 013 266	149 065	PREFIN				
<b>Sous-Total</b>	<b>34 080 826</b>	<b>844 842</b>					
<b>Cumul</b>	<b>294 324 964</b>	<b>7 296 125</b>					

Question 2252 (7.7.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les transports internationaux d'animaux:

Zënter ronn zwee Joer héiert a liest ee praktesch näischt méi vun iwwerluedenen Déierentransporter, déi vun eiser Douane, oft mat grousser Echo an de Medien, ugehale an emgeluede goufen. Mam deemolege konsequenten Duerchgräifen hat Lëtzebuerg e kloert Signal, och international, géint déi oft déierequalesch Praktike vun den internationalen Déierentransportere gesat.

Zu dëser Problematik stelle sech folgend Froen:

- Wéi vill Déierentransportere goufe vun eiser Douane am Joer 2001 an am Joer 2002 gestoppt an iwwerpréift?

- Wéi oft gouf an dëse Fäll Protokoll erstallt?

- Wat fir eng penal Suiten haten dës Protokoller?

- Wéi schätzt d'Regierung déi allgemeng Entwécklung an dësem Beräich vun internationalen Transportsecteur an? Ass antëschent eng Besserung am Hibleck op de Respekt vun den elementare Bedürfnisser vun transportéierte Véi festzestellen?

Réponse (29.9.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre des Finances*:

Aux volets 1) et 2) du questionnaire, j'ai l'honneur d'apporter les éléments de réponse suivants:

Vers la fin de l'année 2000 et au début de l'année 2001, l'Administration des Douanes et Accises du Luxembourg a dû constater un grand nombre d'infractions en ma-

tière de transport d'animaux vivants. Pendant cette période les agents de l'Administration des Douanes et Accises ont relevé à maintes reprises des surcharges importantes et inadmissibles aussi bien du point de vue de la sécurité routière que de la protection des animaux des camions transportant des animaux vivants.

Depuis fin 2000 jusqu'à la fin du 1<sup>er</sup> semestre 2001, 15 infractions ont été constatées dans ce domaine. Dans douze cas graves, les agents de l'Administration des Douanes et Accises ont rédigé des procès-verbaux.

Comme le nombre des transporteurs d'animaux est assez restreint, les nouvelles sur les contrôles ré-

pressifs de l'Administration des Douanes et Accises luxembourgeoise se sont vite répandues et les transports ont été déviés le long du territoire luxembourgeois à travers la Belgique, ce qui explique qu'au deuxième semestre 2001 aucune nouvelle infraction n'a été constatée.

Depuis décembre 2001 jusque fin janvier 2002, les ressources humaines de l'Administration des Douanes et Accises étaient entièrement appréhendées par des missions de contrôle aux frontières dans le cadre de la lutte anti-terroriste et de l'introduction de l'euro.

A peine ces missions terminées, la peste porcine a fait son apparition avec des restrictions, voire l'interdiction de transport d'animaux à travers le Grand-Duché. Ceci explique qu'aucune infraction n'a pu être constatée en 2002 et en 2003.

Récemment une nouvelle décision de la Commission du 18 juillet 2003 concernant les mesures de protection contre la peste porcine et applicable jusqu'au 30 octobre 2003 n'est guère destinée à clarifier la situation en matière de transport d'animaux. En effet, d'après cette décision «le transport des porcs expédiés vers d'autres Etats membres par les zones indiquées (dont Belgique: Sud-Est; Luxembourg: tout le pays; Allemagne: Rhénanie-Palatinat et Sarre; France: grandes parties des départements Moselle et Bas-Rhin) n'est autorisé que si le véhicule emprunte les grands axes routiers ou ferroviaires et ne s'arrête pas». Cette décision suscite de nombreuses questions dont une analyse à ce stade serait prématurée.

Les volets 3) et 4) ne relèvent cependant pas de la compétence de mon Ministère.



Question 2256 (9.7.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant la promotion des sources d'énergie renouvelables:

L'Etat a pris l'initiative de promouvoir l'investissement dans des sources d'énergie renouvelables. En juillet 2001, le programme d'aides financières aux particuliers pour les investissements réalisés dans le contexte de l'utilisation rationnelle de l'énergie et de la mise en œuvre des sources d'énergie renouvelables a été institué par règlement grand-ducal. Depuis la mise en œuvre du programme d'aides financières, ce sont surtout les installations de production d'électricité par cellules photovoltaïques, les capteurs solaires thermiques et les chaudières à condensation qui ont connu un certain succès.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Environnement.

- Combien de demandes, notamment concernant les installations spécifiées plus haut, ont été introduites depuis la mise en œuvre du programme d'aides financières?

- Quels sont le nombre et le montant des subventions accordées par type d'installation jusqu'au 30 juin 2003?

- Combien de demandeurs n'ont pas encore bénéficié de subventions et pourquoi?

- Quel est l'apport net en CO<sub>2</sub> de ces mesures que le Luxembourg peut comptabiliser réellement dans le cadre du Protocole de Kyoto par lequel le Luxembourg s'est engagé à réduire ses émissions en CO<sub>2</sub> de 28% à l'horizon 2010?

- Monsieur le Ministre entend-il ajuster éventuellement le régime d'aide en fonction de l'impact écologique effectif de ces mesures?

Réponse (29.7.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de l'Environnement*:

L'honorable Député me pose un certain nombre de questions ayant trait au programme d'aides financières concernant les installations photovoltaïques, les capteurs solaires thermiques et les chaudières à condensation.

Dans le cadre du règlement grand-ducal du 17 juillet 2001 instituant un régime d'aides pour la promotion de l'utilisation rationnelle de l'énergie et la mise en valeur des sources d'énergies renouvelables, 4 689 dossiers de demande ont été saisis par mes services au 1<sup>er</sup> juillet 2003. 107 dossiers ont dû être refusés parce que les demandes ne répondaient pas aux critères du règlement grand-ducal en question. 745 dossiers saisis sont en cours d'évaluation et pour 219 dossiers, l'Administration de l'Environnement est en attente d'informations supplémentaires.

En ce qui concerne les subventions accordées pour les différentes techniques, il est renvoyé au tableau suivant.

Nombre et subventions accordées par type d'installation au 1.7.2003		
Type d'installation	Nombre	Subvention accordée
Analyse d'étanchéité	11	2.750,00
Capteur solaire photovoltaïque	392	5.026.604,96
Chaudière à bois	25	58.139,19
Chaudière à condensation	2919	3.618.444,37
Cogénération	6	27.334,17
Collecteurs thermiques – chauffage et eau chaude	96	277.443,51
Collecteurs thermiques – eau chaude sanitaire	225	489.412,33
Concept énergétique	12	7.133,60
Conseil technique	3	248,97
Echangeur géothermique	2	760,00
Elimination amiante des poêles électriques	2	503,00
Maison à basse énergie	7	68.263,00
Maison passive	3	71.120,00
Pompe à chaleur	6	14.919,38
Raccordement à un réseau de chaleur	4	6.010,84
Substitution chauffage central électrique	10	5.000,00
Substitution chauffe-eau par système centralisé	126	15.750,00
Substitution chauffe-eau par système décentralisé	8	1.000,00
Substitution poêles électriques à accumulation	47	23.500,00
Thermographie	12	3.000,00
Ventilation contrôlée avec récupération de chaleur	7	10.500,00
<b>Somme:</b>	<b>3.923</b>	<b>9.727.837,32</b>

L'honorable Député me demande quel est l'apport net en émission de CO<sub>2</sub> de ces mesures que le Luxembourg peut comptabiliser réellement dans le cadre du Protocole de Kyoto.

Or il est très difficile de répondre à cette question car ces données dépendent de nombreux facteurs. Ainsi, nous ne connaissons pas les combustibles utilisés par les particuliers avant les mesures mises en

œuvre (collecteurs solaires thermiques, chaudières à condensation au gaz) et nous ne connaissons pas les surfaces chauffées habitables et l'indice énergétique des maisons où ces installations ont été mises en place.

Toutefois, on peut faire des estimations grossières. Le tableau suivant indique les économies de CO<sub>2</sub> par type d'installation, par année et par cycle de vie.

Estimation grossière des économies de CO <sub>2</sub> sur base des subventions enregistrées au 1.7.2003 (r.g. 17.7.01)				
Technologie	Nombre d'installations	CO <sub>2</sub> évité (tonnes/a)	Durée de vie (ans)	CO <sub>2</sub> évité (tonnes sur cycle de vie)
Photovoltaïque	392	650	20	13 000
Chaudière à bois	25	170	18	3 060
Chaudière à condensation (chauff, + eau sanit,)	2 919	2 100	18	37 800
Cogénération	6	20	15	300
Inst, solaires therm, sanit,	225	130	15	1 950
Inst, solaires therm, sanit, + chauff,	96	100	15	1 500
Maison à basse consommation d'énergie	7	30	50	1 500
Maison passive	3	20	50	1.000
Pompe à chaleur	6	17	15	255
Chauffage central électrique	57	630	18	11 340
Chauffe-eau électrique	134	100	15	1 500
<b>Total</b>	<b>3 870</b>	<b>3 967</b>	<b>/</b>	<b>73 205</b>

En ce qui concerne la dernière question de l'honorable Député, j'ai effectivement l'intention de proposer prochainement des modifications respectivement des adaptations des régimes d'aides, respectivement d'introduire de nouvelles subventions pour l'assainissement énergétique de maisons existantes.

Question 2261 (10.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la libéralisation des prix des produits pétroliers:

Le Groupement pétrolier vient de reformuler son souhait en vue de la libéralisation des prix des produits pétroliers au Grand-Duché de Luxembourg. Cette revendication est expliquée par le vœu du Groupement de répercuter plus rapidement les hausses et les baisses des prix du marché international sur les prix aux consommateurs.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quelle est son attitude face à cette revendication.

Monsieur le Ministre partage-t-il l'avis que cette libéralisation comporte un certain risque de voir appliquer les hausses sans délais et les baisses avec moins de rapidité?

Selon quel système et quels paramètres les prix pétroliers sont-ils actuellement fixés et adaptés au Luxembourg?

Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer l'évolution du prix du pétrole brut et l'évolution des prix des produits pétroliers depuis l'année 2000?

Quelle a été l'incidence de l'évolution de l'euro sur les prix des produits pétroliers et quelles baisses et hausses ont été provoquées par cette évolution depuis le début de l'année?

Dans quels délais ces adaptations vers la hausse ou vers la baisse des prix ont-elles été mises en vigueur?

Réponse (18.9.2003) de M. Henri Grethen, *Ministre de l'Economie*:

conséquence que les compagnies pétrolières ne pourraient plus s'alligner sur un même prix, toute entente de prix étant interdite.

3. Les prix au public se composent du prix départ raffinerie (prix de base), des frais et marges de distribution ainsi que des taxes spécifiques.

Pour les modifications de prix courantes il est tenu compte uniquement des variations des cotations pour les produits raffinés (PLATT'S Oilgram), converties en euros. Dans le cas où la différence moyenne des deux dernières cotations par rapport au prix de base en vigueur dépasse pendant deux jours consécutifs dix euros/1.000l, le prix au public du produit en question est adapté à la hausse ou à la baisse.

4. En annexe vous trouverez les tableaux synoptiques retraçant l'évolution des prix du pétrole brut, des produits raffinés et des prix à la consommation luxembourgeois pour les années 2001, 2002 et le premier semestre 2003. Pour les années antérieures il y a lieu de se référer aux chapitres afférents des rapports annuels du Ministère de l'Economie.

5. Depuis le début du mois d'avril et jusqu'à la mi-juin l'évolution du cours de l'euro par rapport au dollar US ainsi que la baisse des cotations pour le pétrole brut ayant suivi le début des hostilités en Irak ont eu une influence favorable sur l'évolution des prix des produits pétroliers. Ainsi certaines hausses ont pu être évitées alors que les baisses ont gagné en ampleur.

6. Les adaptations entrent en vigueur, en principe, le lendemain du jour où le seuil de l'écart, tel que décrit sous le point 3, a été dépassé.

Evolution des prix du pétrole brut, des prix des produits finis, départ Anvers, et des prix au public en 2002

	BRENT Baril \$	€/ \$	Baril	Super 95-Pb/l	Diesel €/l	Gazole €/l
Décembre 2001	18,67	0,8925	20,92	0,1411	0,1822	0,1564
Janvier 2002	19,46	0,8833	22,03	0,1541	0,1798	0,1602
Février	20,12	0,8700	23,13	0,1592	0,1762	0,1633
Mars	23,54	0,8758	26,88	0,1929	0,2037	0,1876
Avril	25,60	0,8858	28,90	0,2226	0,2111	0,1959
Mai	25,39	0,9167	27,70	0,2089	0,2046	0,1896
Juin	24,08	0,9554	25,20	0,1975	0,1895	0,1759
Juillet	25,69	0,9922	25,89	0,2020	0,1919	0,1834
Août	26,56	0,9777	27,17	0,2074	0,2010	0,1940
Septembre	28,33	0,9808	28,88	0,2168	0,2173	0,2002
Octobre	27,50	0,9911	27,75	0,2143	0,2307	0,2070
Novembre	24,23	1,0012	24,20	0,1824	0,2059	0,1865
Décembre	28,23	1,0183	27,72	0,2019	0,2196	0,2104

Cette évolution s'est reflétée sur nos prix au public (moyennes pondérées) de la manière suivante:

	Super-Pb 98	Super-Pb 95	Diesel	Gazole chauffage
Décembre 2001	0,771	0,712	0,619	0,253
Janvier 2002	0,772	0,720	0,611	0,260
Février	0,786	0,735	0,602	0,260
Mars	0,806	0,756	0,618	0,280
Avril	0,848	0,798	0,635	0,298
Mai	0,840	0,789	0,642	0,300
Juin	0,821	0,773	0,626	0,287
Juillet	0,819	0,771	0,626	0,287
Août	0,834	0,789	0,627	0,294
Septembre	0,847	0,801	0,644	0,318
Octobre	0,841	0,794	0,672	0,328
Novembre	0,810	0,765	0,640	0,299
Décembre	0,819	0,775	0,641	0,314

Evolution des prix du pétrole brut, des prix des produits finis, départ Anvers, et des prix au public au courant du 1<sup>er</sup> semestre 2003:



	BRENT Baril \$	€/ \$	Baril	Super 95-Pb/l	Diesel €/l	Gazole €/l
Décembre 2002	28,23	1,0183	27,72	0,2019	0,2196	0,2104
Janvier 2003	31,29	1,0622	29,46	0,2131	0,2239	0,2169
Février	32,72	1,0773	30,37	0,2359	0,2474	0,2497
Mars	30,46	1,0807	28,19	0,2177	0,2626	0,2393
Avril	24,89	1,0848	22,94	0,2010	0,2025	0,1791
Mai	25,68	1,1382	22,56	0,1778	0,1762	0,1644
Juin	27,52	1,1663	23,60	0,1824	0,1833	0,1707
Juillet						
Août						
Septembre						
Octobre						
Novembre						
Décembre						

La répercussion de cette évolution sur nos prix au public (moyennes pondérées) a été la suivante:

	Super- Pb 98	Super- Pb 95	Diesel	Gazole chauffage
Décembre 2002	0,819	0,775	0,641	0,314
Janvier 2003	0,831	0,778	0,652	0,324
Février	0,835	0,815	0,681	0,354
Mars	0,841	0,798	0,720	0,373
Avril	0,829	0,786	0,646	0,304
Mai	0,786	0,752	0,608	0,270
Juin	0,790	0,757	0,608	0,277
Juillet				
Août				
Septembre				
Octobre				
Novembre				
Décembre				

**Question 2263 (10.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle:**

Par la loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle, notre législation sur l'invalidité professionnelle a été réformée. L'objectif principal de cette loi était de compléter l'instrumentaire existant dans l'intérêt des concernés.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre quels ont été les résultats concrets de cette réforme.

Combien de pensions d'invalidité complète ont été accordées depuis la mise en vigueur de la nouvelle loi?

Quelle est l'évolution des statistiques pour les années 2000, 2001 et 2002 et les six premiers mois de l'année en cours?

Combien de reclassements internes et externes ont pu être réalisés?

**Réponse (18.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Sécurité sociale:**

La loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle est entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2002.

En ce qui concerne les statistiques relatives à l'évolution des pensions d'invalidité, il y a lieu de préciser que le nombre de pensions d'invalidité en cours de paiement est, pour chaque année, arrêté au 31 décembre. Pour l'année 2003, il n'est dès lors pas encore possible de fournir une donnée comparable à celle des années 2000, 2001 et 2002.

En outre, le tableau détaillant l'évolution chronologique du nombre des pensions suivant la date de début, permettant de déterminer le nombre de nouvelles pensions d'invalidité attribuées par année, ne peut actuellement renseigner

que sur l'état de l'année 2001. En effet, cette donnée est fonction d'une variation provisoire jusqu'à la consolidation des faits.

Il s'en suit qu'au stade actuel il n'est pas encore possible de déterminer l'évolution des pensions d'invalidité suite à l'adoption de la nouvelle loi du 25 juillet 2002 concernant l'incapacité de travail et la réinsertion professionnelle.

D'après les informations fournies par le secrétariat de la commission mixte, celle-ci a décidé à la date du 19 août 2003 161 reclassements internes et 311 reclassements externes.

**Question 2264 (8.7.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la carrière du brigadier:**

Il me revient que les nouveaux agents de la Police grand-ducale relevant de la carrière du brigadier doivent effectuer les six premières années de leur emploi auprès de l'unité de garde et de réserve mobile.

Cependant, il semble que cette longue durée auprès de ce service qui d'après certaines informations est très dure psychologiquement pose certains problèmes à ces jeunes brigadiers.

De ce fait, j'aimerais savoir de la part de Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- si Monsieur le Ministre peut me confirmer cette information?

- Dans l'affirmative, si Monsieur le Ministre ne pense pas qu'il serait utile de réduire cette durée à trois années?

**Réponse (9.9.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

L'UGRM est chargée de missions de garde, de protection et de sécurité et constitue une réserve d'intervention nationale pour appuyer les autres unités et services de la Police en cas de besoin. Celle-ci as-

sure également une mission de formation pour les inspecteurs et les brigadiers à leur sortie de l'École de Police, suivant les articles 21 et 39 du règlement grand-ducal modifié du 20 juin 2001 concernant les conditions de recrutement, d'instruction et d'avancement du personnel du cadre policier et les conditions d'admission à des services particuliers.

En principe, les brigadiers issus de l'École de Police sont affectés à l'UGRM pour une durée de six ans. Cette période de référence est justifiée au vu des nombreuses et importantes missions lui incombant et sachant que les effectifs de ce service seront encore étoffés dans les prochaines années.

**Question 2265 (10.7.2003) de M. Serge Urbany (déli Lénk) concernant la surveillance et le fichage de manifestants par la police:**

1) Lors d'une manifestation organisée ce jour, 10 juillet 2003, en soutien à José Bové devant l'Ambassade de France à Luxembourg, deux personnes en civil, équipées d'appareils photographiques à grand objectif, prenaient en photo les manifestants sur le trottoir d'en face. Présent parmi les manifestants, je me suis rendu chez ces personnes qui ont décliné leur identité et leur fonction de membre de la Police luxembourgeoise en me montrant leurs cartes d'identité professionnelles. Un commissaire de police s'est présenté qui a déclaré être responsable de cette action.

2) Il me revient par ailleurs qu'un des agents en question aurait déjà été aperçu le lundi 7 juillet 2003, lors de la grève de la faim devant la Chambre des Députés, prenant pendant un quart d'heure des photos des jeunes, les prenant en portrait et les exhortant même à se mettre en groupe, ce que les jeunes auraient refusé. Questionné sur sa qualité exacte, il aurait déclaré être une personne privée travaillant en free-lance qui vend des photos à la presse. Prié de quitter les lieux s'il n'était pas journaliste, il serait resté.

Ces actions soulèvent un certain nombre de questions de principe quant aux missions de la police, étant entendu que je n'entends nullement mettre en cause le comportement d'un quelconque agent pris isolément, tous me semblant agir dans le cadre d'un ordre de mission.

1° Pouvez-vous me confirmer les faits concernant le point 2)?

2° Est-ce qu'il rentre dans les compétences de la police de faire systématiquement des photos de personnes qui ne font qu'exercer leur droit constitutionnel de manifester?

3° Si oui, pouvez-vous m'indiquer la base légale de ce genre d'instructions?

4° Si non, quelles sont les conséquences que vous entendez tirer sur un plan général de ces méthodes qui seraient alors à considérer comme illégales? Existe-t-il un schéma général de surveillance et de fichage de manifestants par la police, le cas échéant depuis quand? Comptez-vous y mettre un terme?

5° Pensez-vous qu'un agent de la police agit dans le cadre de ses compétences quand il se fait passer pour un journaliste pour prendre des photos?

**Réponse conjointe (8.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice, et de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

L'Inspection Générale de la Police (IGP) a effectué une enquête administrative dans le cadre des manifestations organisées les 7 et 10 juillet dernier devant la Chambre des Députés et l'Ambassade de France à Luxembourg. L'IGP conclut que le policier incriminé - contrairement aux insinuations faites par Monsieur le député - ne s'est pas prévalu du titre de journaliste lorsqu'il a pris en photo des manifestants.

La base légale de l'action policière est constituée par les articles 33 et 40 de la loi du 31 mai 1999 sur la Police et l'Inspection Générale de la Police. La prise de photos lors de grands rassemblements publics se justifie du moment qu'il y a risque de perpétration d'une infraction sérieuse. Si des photos ont été prises lors de manifestations à un moment où les forces de l'ordre ont pu croire que des infractions risqueraient de se commettre, elles ne seront pas conservées si les craintes se révèlent sans fondement.

**Question 2267 (14.7.2003) de M. Jacques-Yves Henckes (ADR) concernant les dépenses de l'administration centrale:**

Dans son avis du 23 mai 2003 relatif aux grandes orientations des politiques économiques des Etats membres, le Conseil économique et social relève que l'administration centrale pourrait être confrontée en 2003 à un besoin de financement de l'ordre de 444,8 millions d'euros (environ 18 milliards de LUF) et que ce serait la capacité de financement de la sécurité sociale, qui compte un excédent de 454 millions d'euros, qui compenserait le déficit de l'administration centrale.

Dans ce contexte je voudrais vous poser les questions suivantes:

1. Est-ce que les estimations de l'Inspection générale des Finances du 6 mars 2003, reprises dans l'avis dont question, sont confirmées par les nouveaux chiffres à votre disposition?

2. Quelles conséquences le Gouvernement entend-il tirer de ces chiffres? Est-ce qu'il envisagerait notamment de compenser, temporairement voire définitivement, l'excédent de la sécurité sociale avec le déficit de l'administration centrale? Est-ce que ces chiffres, pour autant que la tendance soit confirmée, vont inciter le Gouvernement à réduire les dépenses de l'administration centrale et, si oui, dans quelle mesure et sur quels postes principaux?

3. Pouvez-vous m'indiquer les principaux postes financiers que l'IGF a inclus sous les rubriques «administration centrale» et «sécurité sociale»?

**Réponse (15.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

1. Le solde global de l'exécution du budget de l'Etat pour 2003, y non compris les opérations des fonds spéciaux, s'établit fin juin à +58 millions d'euros (en tenant compte d'une dotation théorique aux fonds spéciaux de 50% du montant annuel des dotations prévues au budget) et de -195 millions (en tenant compte de la dotation déjà effectuée aux fonds qui s'élève à 71% du montant total annuel prévu).

Une évaluation tant du côté recettes que du côté dépenses pour toute l'année 2003 ne peut être faite en ce moment.

2. Une compensation telle que décrite par le député Henckes est exclue.

3. Par «administration centrale» il y a lieu d'entendre l'Etat, par «sécurité sociale» principalement les caisses de maladie et de pension, selon les définitions européennes.

**Question 2270 (15.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant une enquête policière:**

Il y a plusieurs mois, des ouvriers communaux ont trouvé lors de travaux dans la broussaille du lieu-dit «Scherr», à la sortie de Dudelange vers Kayl, deux crânes humains enveloppés dans un sachet en plastique. Ce fait fut suivi par la police et relaté largement dans les médias.

Les crânes furent envoyés pour examen dans un laboratoire spécialisé en Allemagne.

Comme depuis aucune information n'a été transmise, j'aimerais connaître de Monsieur le Ministre les conclusions des examens sur les origines de ces crânes.

**Réponse (8.9.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

Les deux crânes humains trouvés au lieu-dit «Scherr» à la sortie de la ville de Dudelange sont analysés dans un laboratoire spécialisé en Allemagne. Le résultat des analyses sera fourni par l'institut médico-légal à l'autorité judiciaire qui décidera si une enquête judiciaire sera entamée ou non.

**Question 2272 (16.7.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant la conformité avec le droit communautaire de certains accords aériens bilatéraux:**

La Cour de Justice des Communautés européennes vient dans un récent arrêt de remettre en cause la conformité avec le droit communautaire de certains accords aériens bilatéraux qu'ont conclus plusieurs Etats membres avec des pays tiers.

Or les accords bilatéraux signés par le Luxembourg constituent le cadre juridique nécessaire pour l'évolution de l'activité commerciale de la compagnie Cargolux.

J'aimerais dès lors savoir de la part de Monsieur le Ministre des Transports quelles pourront être les conséquences de la jurisprudence précitée sur l'activité Cargolux?

- Les relations aériennes exploitées par Cargolux risquent-elles, le cas échéant, d'en pâtir?

- Par ailleurs, la libéralisation de l'espace européen ne permet-elle pas à Cargolux de recourir, pour une part de ses activités, à des infrastructures aéroportuaires situées en dehors des frontières du Grand-Duché?

- Qu'en est-il notamment de la coopération envisagée en la matière avec d'autres aéroports de la Grande Région tels que Zweibrücken ou Bitbourg, Metz ou Vatry?

**Réponse (29.8.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:**

En date du 5 novembre dernier, la Cour de Justice européenne a rendu son verdict dans l'affaire opposant la Commission européenne à huit Etats membres ayant conclu des accords aériens de type «open skies» avec les Etats-Unis d'Amérique et cela suite à la plainte déposée par la Commission européenne il y a quelques années.

L'arrêt du 5 novembre 2002 a comme conséquence que le domaine des relations aériennes externes des Etats membres de l'Union européenne relève désormais de la compétence mixte des Etats membres et de la Commission.

Le Conseil des Ministres des Transports de juin 2003 a donné à la Commission européenne un mandat pour la négociation d'un



accord aérien entre la Communauté européenne et les Etats-Unis ainsi qu'un mandat «horizontal» visant à mettre progressivement tous les accords aériens existant entre les Etats membres et les pays tiers en conformité avec le droit communautaire. Pour ce qui est des négociations bilatérales futures entre les Etats membres et les pays tiers, un règlement communautaire devrait être adopté prochainement. Ce règlement fixera les modalités d'action, d'information et de coordination entre les Etats membres et la Commission européenne dans ce domaine.

Des questions restent cependant encore ouvertes en ce qui concerne les modalités pratiques du déroulement de négociations bilatérales entre la Communauté européenne et les pays tiers ainsi que la distribution future des droits de trafic obtenus à l'occasion de telles négociations. Alors qu'il ne faudra guère s'attendre à des changements en ce qui concerne les droits de trafic existants et utilisés effectivement par les compagnies européennes, de nouvelles possibilités devraient s'offrir à l'avenir aux compagnies européennes leur permettant d'opérer entre des pays européens autres que leur pays d'origine et des pays tiers. L'exploitation de telles opportunités nouvelles dépendra cependant aussi de l'attitude qu'auront à cet égard les pays tiers concernés.

Alors que le transporteur Cargolux dispose déjà à l'heure actuelle d'une série de droits de trafic permettant d'inclure certains aéroports dans des régions périphériques d'Europe dans ses dessertes long-courrier, il faudra encore quelque temps avant qu'une généralisation de cette politique ne permette des opérations régulières vers les principaux marchés de fret au départ de nos pays voisins. Dans ce contexte il est également important de signaler que la mise en place de telles opérations à partir de nos pays voisins comporte un aspect de réciprocité dans le sens que cette nouvelle politique libérale ouvre bien évidemment autant de possibilités en faveur des compagnies aériennes de ces pays pour lancer à leur tour des opérations au départ de l'aéroport de Luxembourg.

Signalons finalement qu'outre la question essentielle des droits de trafic, la décision d'opérer des vols cargo au départ d'autres aéroports situés dans le voisinage de notre pays est une décision à prendre en définitive par le transporteur Cargolux lui-même en considérant tous les paramètres commerciaux, économiques et opérationnels applicables. Il est vrai qu'il en résulte des ruptures de charge supplémentaires qui auront certainement des répercussions en matière de procédures opérationnelles et affecteront par ricochet les coûts d'exploitation.

**Question 2275 (17.7.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant l'International School of Luxembourg:**

Virum e puer Méint ass en Deel vun der (mat Zille gebauter) Fassad vun der International School of Luxembourg zesummegefall. Dës Affär hätt enner Ëmstänn kënnen ganz domm ausgoen. Well dëst Gebai nach nei ass, muss een op e schwéiere Feeler beim Bau schléissen. Duerfir géif ech lech, Madame Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Ass déi ugekënnegt Enquête iwwert d'Ursaachen ewell ofgeschloss?
2. Wa jo, wat ass dobäi erauskomm?
3. Bei wem prezis läit d'Responsabilitéit fir d'Feeler, déi gemaach goufen?

4. Wéi héich ass ongeféier de Schued, a wie muss duerfir riichtstoen?

5. Wat ass geplangt fir d'Fassaderëm ze restauréieren a fir sécherzestellen, datt dat net méi virkënt, respektiv datt net nach en Deel vun där Baussemauer zesummegefall?

6. Wat fir Konsequenzen zitt Dir aus dëser schlimmer Affär, fir am öffentleche Bauwiesen ze verhënnere, datt esou Akzidenter sech nach eng Kéier widerhuelen? Ech wëll dobäi drop hiweisen, datt dëselwecht Firma d'Tour B um Kierchbierg amgang ass ze bauen.

**Réponse (27.8.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:**

- Ass déi ugekënnegt Enquête iwwert d'Ursaachen ewell ofgeschloss? Wa jo, wat ass dobäi erauskomm?

D'Enquête, déi vun dem Bauhär, der Immobilière Campus Geesseknäppchen an dem Kontrollbüro duerchgefouert gouf fir d'Grënn vum Virfall an der International School of Luxembourg erauszefannen, huet erweisen, datt vergiess gouf am iewechten Deel vun der Mauer Fixationskallen tëschent dem Beton an der Mauer unzubringen.

Dës Kallen hunn eng duebel Funktioun:

- d'Regléiere vun de Wénkeleise fir d'Stëtz vum Mauerwierk;

- d'Transmissioun vun de vertikalen Efforte vun der Mauer op d'Betonmuer.

Well dës Deeler feelen, huet d'metalle Konsoll duerch d'Auswierkung vum Wand an de Vibratiounen dräi Joer no dem Ofschloss vun den Aarbechten nogelooss.

- Bei wem prezis läit d'Responsabilitéit fir d'Feeler, déi gemaach goufen?

De falsche Montage ass e Feeler vun der Entreprise, déi mat den Aarbechte vum Réibau a vun der Baussemauer beoptraagt gi wor.

- Wéi héich ass ongeféier de Schued, a wie muss duerfir riichtstoen?

D'Käschte fir erëm alles a Stand ze setze belafen sech op ongeféier 85.000 Euro a gi vun der Garantie décennale a biennale iwwerholl, mat Ausnahm vum der Franchise, fir déi déi genannten Entreprise muss opkommen.

- Wat ass geplangt fir d'Fassaderëm ze restauréieren a fir sécherzestellen, datt dat net méi virkënt, respektiv datt net nach en Deel vun där Baussemauer zesummegefall?

No dem Virfall ass déi ganz Baussemauer vum zougeloossene Kontrollbüro kontrolléiert ginn, an d'Resultater hunn erweisen, datt nëmmen plazeweis vergiess gi war Kallen ze montéieren. Ausserdeem limitéiert sech dës Virfall just op déi östlech Mauer vum Gebai.

Folglech ass déi betraffe Mauer an hirer Ganzheet kontrolléiert ginn, an deen Deel, deen zesummegefall war, ass erëm opgebaut ginn.

D'Reparatiounsaarbechte sinn ofgeschloss an et ass virgesinn, d'Steeën no dem Kollektivcongé vun dësem Summer erëm ewechzehuelen.

Bei der Kontroll vun den Echantillonon, déi op verschiddegen anere Plaze vun der Mauer (Süd-, Nord- a Westsäit) geholl goufen, ass festgestallt ginn, datt d'Kallen effektiv op hirer Plaz waren a korrekt ubruecht sinn.

Virum Ufank vun den Aarbechte ginn d'Pläng, de Prinzip vun der Montage esou wéi d'Prozedur vun der Befestegung vun de Kallen duerch den Architekt an duerch de Kontrollbüro approvüiert. Eréischt da kann d'Entreprise ufänken de virgeschloene System ze montéieren.

Beim Aarbechtsvirgang vun esou Konstruktione ass et net méiglech, d'Totalitéit vun der Mauer ze

kontrolléieren, well de Befestegungssystem duerch déi thermesch Isolatioun verstoppt gëtt.

Bei der Montage vun esou Baussemuren gëtt effektiv no deemselwechte Prinzip vun Echantillonage geschaff ewéi an alle Beräicher vum Bauwiesen (ewéi zum Beispill Schweessaarbechten, Qualitätskontroll vum Beton asw.).

An dësem bestëmmte Fall hat d'Kontroll erweisen, datt d'Kallen op de kontrolléierte Plazen ubruecht waren.

Just zur Informatioun: Et goufe 556 Kallen op der ganzer Fassad installéiert.

- Wat fir Konsequenzen zitt Dir aus dëser schlimmer Affär, fir am öffentleche Bauwiesen ze verhënnere, datt esou Akzidenter sech nach eng Kéier widerhuelen? Ech wëll dobäi drop hiweisen, datt dëselwecht Firma d'Tour B um Kierchbierg amgang ass ze bauen.

D'Konklusioun, déi een aus dësem Virfall zéie kann, ass, datt een unhand vun enger Kontroll duerch Echantillonon net gesäit ob vergiess ginn ass d'Kallen unzubringen.

An dësem Kontext kann ee sech seriö Froen iwwert d'Qualifikatiounne vun den Aarbechter stellen, déi am Bauwiesen agestallt ginn, grad esou wéi iwwert d'Presenz vun de Responsable vun de Firmaen um Chantier, deenen d'Aufgab zoukënnert fir hir Aarbechter ze encadréieren an technesch Kontrolle vum ausgefouerte System ze maachen.

Anerersäits muss een op d'Risiken hiweisen, déi dës System vum Baussemaure mat sech bréngt, wann een a groussen Héichte schafft.

Am Fall vun der International School of Luxembourg ass effektiv bis an eng Héicht vu fënnf Etage geschaff ginn.

An Zukunft misst ee virgesinn dës System op eng Héicht vun zwou bis dräi Etagen ze limitéieren.

Zum Schluss ass ze vermierken, datt de Bausystem vun der Tour B um Kierchbierg iwwerhaupt net mat deem vun der International School of Luxembourg um Geesseknäppchen ze vergläichen ass.

**Question 2283 (21.7.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'introduction de frais pour virements bancaires:**

Zënter dem 1. Juli sinn d'Iwwerweisungen hei am Land net méi gratis. Um Ursprung vun dëser Deierecht läit en EU-Reglement (cf. meng parlamentaresch Ufro vum 19. am Broochmount).

Mä och aner Servicer sinn elo op eng Kéier net méi fir näischt. D'Spuerkeess, an där de Stat Haaptaktionär ass, freet elo esouguer fir e Stempel, dee beleet, datt eng Dokteschrechnung iwwerweisen ass, fir se dann op d'Krankekeess aschécken ze kënnen, dräi Euro. Bis zum 1. Juli war dat nach gratis. Dëst bréngt elo fir den Assuré eng permanent zousätzlech Verdeierung vun de Krankheetskäschte mat sech. Dat genannten EU-Reglement kann awer a mengen Aen net fir dës nei Käschte verantwortlech gemaach ginn.

Kann de Minister mer dofir dës Froe beäntweren:

1. Misste gewëss finanziell Universaldéngschtleeschungen, déi hautdesdaags praktesch all Bierger gezwongen ass ze notzen, net gratis bleiwen?
2. Wéi ass et ze erklären, datt zënter dem 1. Juli net nëmmen d'Iwwerweisungskäschten, mä och aner bis elo gratis Bankdéngsch-

leeschungen, an awéiwäit kënnen d'Banken heifir dat genannten EU-Reglement responsabel maachen?

3. Ass de genannten neien Tarif iwwerhaupt rechtens?

4. Muss de Bierger dës nei zousätzlech Liewenshaltungskäschten einfach esou hinuelen? Gëtt et Alternativen oder Recoursméiglechkeeten?

5. Denkt d'Regierung drun dës zousätzlech Käschten, besonnesch am Zesammenhank mat de Krankekeessen, op déi eng oder aner Manéier ze kompenséieren, jo ze ennerbannen – zum Beispill andeems bei Dokteschrechnungen d'Banke verpflichtet géinge ginn, d'Iwwerweisung an alles wat domadder zesammenhängt (d'Quittéierung) fir den Assuré a selbstverständlech och d'Krankekeess weiderhi gratis unzubidden?

**Question 2310 (1.8.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant les frais d'exécution des virements bancaires sur les salaires:**

Am Kontext vun der neier (ëmstridener) Regelung vun den Iwwerweisungskäschte bei de Banke stellt sech elo d'Fro, wie bei der Iwwerweisung vu Léin a Gehälter dës Käschten ze droen huet. Mat der Iwwerweisung vun de Paie vum leschte Mount stellt sech dës Problem fir d'éischt, an en huet an enger Rei vu Betriber zu Diskussioun gefouert, well dës Käschten dem Salaré vu senger Pai ofgehale gi sinn.

An dësem Zesammenhank géif ech lech gären dës Froe stellen:

- 1.) Ass dës Problem an der aktueller Léiglatioun geregelt a wéi?
- 2.) Wann et keng allgemeng gültig Regelung gëtt, ass d'Regierung bereet, dës Manktem aus der Welt ze schafen? Wéi géif esou eng Regelung ausgesinn?

**Réponse (15.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget, aux questions parlementaires n° 2283 et n° 2310:**

L'objectif de la réglementation communautaire en matière de paiements transfrontaliers en euros est de faire de la zone euro une «zone intérieure de paiement» pour le citoyen européen. L'étape du 1<sup>er</sup> juillet 2003 constitue une avancée importante vers cet objectif.

En même temps les banques ont été amenées, grâce au libre jeu de la concurrence et de la fixation de leurs prix, d'introduire plus de transparence dans les tarifs qu'elles appliquent pour la fourniture de leurs différents services à la clientèle. Sous l'impulsion des établissements financiers de l'Etat, cette concurrence offre une multitude d'alternatives à la clientèle et est en train de conduire à des réductions de prix sur toute une gamme de services bancaires courants.

Quant à la question de savoir à qui incombent les frais d'un paiement, j'ai l'honneur de renvoyer à la règle générale fixée à l'article 1247 du Code civil qui dispose qu'à défaut de convention contraire le paiement doit être fait au domicile du débiteur. L'article 1248 précise que les frais du paiement sont à charge du débiteur. Comme ces deux articles constituent des règles générales à caractère supplétif, les parties peuvent y déroger, notamment quant à la prise en charge des frais au cas où le débiteur s'engage à payer par virement sur un compte de son créancier. La lecture combinée de ces deux articles confirme la pratique luxembourgeoise, qui est par ailleurs conforme aux orientations découlant des textes communautaires, qui consiste à ce qu'en général chacun, du créancier au débiteur, supporte les frais mis en compte par sa banque respective. Les virements à l'intérieur d'une même banque ne donnent normalement pas lieu au prélèvement de frais.

**Réponse (18.9.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi, à la question n° 2310:**

D'Aarbechtsgesetzgebung enthält keng speziell Bestëmmunge wat d'Plaz ugeet, wou de Loun ze bezuelen ass oder och wat d'Iwwerhuele vun de Käschten ugeet, déi bei deem Bezuelen ufalen.

Et muss ee sech domat op d'allgemengt Recht beruffen, wat awer zimlech däitlech ass.

Sou gesäit den Artikel 1247 vum Zivilgesetzbuch vir, dass d'Bezuelen «au domicile» vum Schuldner stattzefannen huet.

Den Artikel 1248 vum selwechte Code bestëmmt, dass d'Käschten zu Laaschte vum Schuldner (hei also dem Patron) sinn. Leschtendlech huet d'Rechtspriechung entscheed, dass d'Käschte vun enger eventueller Zwangsandriewung zu Laaschte vum Gleeweger (hei also Salaré) sinn (Tribunal Diekirch, 15.7.1998).

D'Partie kënnen eng aner Plaz bestëmmen, wou oder wouhin de Loun bezuelt gëtt, zum Beispill d'Adress vun enger Bank. Si sollte sech dann och iwwert d'Käschten ausschwätzen, déi zousätzlech kënnen ufalen. Wa se dat net maachen, spillt d'allgemengt Recht.

De Richter huet natierlech d'Charge fir de Wëlle vun de Parteien ze interpretéieren, wann een Zweifel besteet an/oder de Kontrakt net prezis ass.

Menger Meinung no spillt awer hei ëmmer och den Artikel 37 vum Gesetz vum 24. Mee 1989. Wann den Netto-Loun duerch iergendeen Grond méi kleng gëtt wéi dee bis dohinner verdéngten, ouni dass de Vertrag de Grond vun där Kierzung virgesäit, si mir wahrscheinlech am Kader vun enger «Annerung zu Ongonschte vum Salaré betreffend eng essenziell Bestëmmung vum Vertrag». An deem Fall muss also d'Prozedur vum Artikel 37 agehale ginn.

Als Schlussfolgerung wier also ze soen, dass de Patron net mir näischt, dir näischt an ouni vertraglech Klausel an deem Sënn d'allgemengt Recht sou einfach kann ëmgoen an d'Iwwerweisungskäschte vum Loun zrëckbehale kann.

Ech mengen net, dass mir zurzäit eng Gesetzesännerung brauchen. Et ass awer en de Personalvertrieeder an de Gewerkschaften, zum engen d'Praxis ze iwwerwaachen an zum aneren opzespännen, dass keng negativ Klauselen an d'Vertrag oder d'Kollektivvertrag kommen.

**Question 2284 (21.7.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant un abri pour toxicomanes sans domicile fixe:**

Dans son rapport 2002, l'association «Jugend- an Drogenhëllef» fait état de l'abri pour personnes sans domicile fixe, essentiellement toxicomanes, qui avait été mis en place provisoirement en hiver dernier. Elle déplore entre autres le manque d'un concept bien défini.

- Quelle solution est prévue pour l'hiver à venir sachant que le terrain qui accueillait l'ancien abri n'est plus disponible?

- Est-ce que les travaux de préparation et d'organisation ont déjà commencé?

- Est-ce qu'un concept est en train d'être élaboré?

- Qu'en est-il du manque de ressources matérielles et humaines qui a été la source de nombreux conflits l'hiver dernier? Est-ce que le ministre est disposé à prendre ses responsabilités en prévoyant des budgets adéquats pour le matériel et le personnel nécessaire à la gestion de l'abri?



- Ne faudrait-il pas miser sur une solution durable, ouverte pendant toute l'année, plutôt que sur un abri provisoire?

- Quels pourront être les liens entre un tel abri et le foyer de nuit prévu dans le centre de consommation («Fixerstuff») devant ouvrir ses portes rue de Hollerich?

- Quel est l'état d'avancement du projet de la «Fixerstuff» qui, selon le Plan d'action du Ministère, devait commencer son activité en 2003?

**Réponse (4.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Je voudrais rappeler d'entrée qu'aucune disposition légale ne confère au Ministre de la Santé une compétence pour la prise en charge de personnes sans abri. En vertu de la législation sur le domicile de secours c'est plutôt aux administrations communales de secourir les personnes nécessitées.

S'agissant plus spécialement des toxicomanes, il est bien vrai que mon Ministère a compétence pour la prise en charge thérapeutique et l'accompagnement de cette population.

Cela étant, une coopération étroite s'est instaurée entre la Ville de Luxembourg, prête à mettre à disposition un local, et le Ministère de la Santé, compétent pour les moyens humains et l'équipement du local.

Un concept de fonctionnement est en train d'être élaboré par mes services en collaboration avec les associations actives sur le terrain. Mon Ministère dispose des postes requis pour la gestion du foyer d'accueil d'urgence pour toxicomanes, qui se fera par le biais d'une convention avec une association spécialisée ainsi que des crédits pour l'équipement du foyer.

S'agissant de la solution durable préconisée par l'honorable Parlementaire, elle consiste dans la création d'une structure d'accueil pour toxicomanes intégrant un foyer de nuit, un service d'accueil bas seuil et une salle d'injection. La Ville de Luxembourg n'est nullement opposée au principe d'une pareille structure, mais elle a soulevé un problème d'emplacement. D'après mes informations elle est sur le point de proposer une alternative au site initial projeté rue de Hollerich. Une réunion avec la Ville prévue pour les prochains jours me permettra de faire le point sur la question.

Etant donné que le problème des toxicomanes sans abri ne se limite pas à la Ville de Luxembourg, des pourparlers sont en cours avec la Ville d'Esch pour une solution régionale.

**Question 2287 (21.7.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant l'élimination des antibiotiques dans les eaux usées:**

Selon les conclusions de trois projets de recherche européens (ERAVMIS, REMPHARMAWATER et POSEIDON) réalisés avec la participation de 13 pays européens, des résidus d'antibiotiques tout comme d'autres médicaments tels que contraceptifs et analgésiques sont présents dans des eaux usées ainsi que dans des ressources d'eau. Toujours selon les conclusions de ces projets, le degré de décomposition de ces différentes associations varierait et certaines des techniques d'assainissement des eaux ne seraient pas aptes à les supprimer.

Par ailleurs, les rapports des projets de recherche en question proposent des solutions à cette problématique. Ainsi il pourrait être procédé à l'élimination des antibiotiques dans les eaux usées par exposition à la lumière ou par ozonisation.

Dans ce contexte, je voudrais savoir de M. le Ministre:

- Est-ce que le Luxembourg a participé à ces projets?

- Est-ce qu'il existe des données quant à la présence de résidus de médicaments, notamment d'antibiotiques dans nos eaux usées et nos eaux courantes?

- Est-ce qu'il est envisagé d'équiper les stations d'assainissement des eaux usées de procédés aptes à éliminer des résidus d'antibiotiques?

**Réponse (10.9.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

Le Luxembourg n'a pas participé aux projets cités par l'honorable Député. La recherche fondamentale et appliquée dans le domaine de l'eau constitue certes un des champs d'action privilégiés du programme du Fonds national de la recherche mais les projets menés jusqu'à ce jour dans ce cadre ont été élaborés dans d'autres domaines considérés comme prioritaires. Ceci étant, une veille scientifique et technologique concernant les résultats et conclusions des projets de recherche européens cités par M. le Député a été mise en place auprès des Services de la gestion de l'eau.

Actuellement nous ne disposons pas encore de données concernant la présence de médicaments dans les eaux des effluents des stations d'épuration, mais des projets de recherche qui ont pour objectif d'étudier la problématique sont en cours d'élaboration.

Quant aux possibilités d'équiper nos stations d'épuration de procédés aptes à éliminer ces substances, il faudra d'abord attendre la mise sur le marché de tels équipements. En effet, les solutions proposées actuellement sont loin d'avoir un standard «prêt à l'emploi». Ainsi, s'il est vrai que l'ozonisation des effluents des stations d'épuration dont parle l'honorable Député pourrait, en principe, décomposer les résidus de médicaments, encore faudrait-il s'assurer que les produits de décomposition ne sont pas aussi, sinon plus toxiques que les polluants initiaux.

**Question 2288 (21.7.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant la revalorisation de la friche industrielle «A la Haute Saule»:**

Au sujet de la revalorisation de la friche industrielle «A la Haute Saule (Fonderie)» à Rodange, la Ligue luxembourgeoise pour la protection de la nature et des oiseaux a récemment publié une lettre ouverte (voir *Lëtzebuurger Journal* du 19 juillet 2003) dans laquelle diverses critiques sont émises quant à la variante retenue. Ainsi il est stigmatisé entre autres que l'aménagement des constructions projetées ne serait pas en concordance avec la végétation existante. Les étangs de la Fonderie et les zones humides adjacentes devraient être classés comme zone de protection naturelle et la renaturation de la Chiers s'imposerait. La variante retenue ne préverrait que l'aménagement d'une zone d'activité commerciale et artisanale stérile. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce qu'une variante quant à la revalorisation de la friche industrielle «A la Haute Saule» a été retenue définitivement?

- Dans l'affirmative, est-ce que cette variante tient suffisamment compte des contraintes écologiques?

- D'une manière générale, est-ce que les critiques formulées par la Ligue luxembourgeoise pour la protection de la nature et des oiseaux sont justifiées?

**Réponse (22.8.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

La variante retenue tient suffisamment compte des contraintes écologiques du fait que:

- le projet reprend les surfaces prévues pour la réserve naturelle future. Selon le Ministère de l'Environnement l'inventaire ne reprend pas d'autres biotopes à protéger;

- la végétation spontanée peut être intégrée dans l'aménagement futur des investisseurs;

- l'implantation du centre d'accueil a été prévue dans la surface réservée à la renaturation de la Chiers suite à la demande de l'Administration des Eaux et Forêts qui élabore le projet de renaturation;

- le concept d'assainissement des friches est coordonné avec le projet de renaturation de la Chiers;

- l'Etat acquiert 2,5 ha de terrains pour accueillir le Data Center et 7,6 ha (moitié du terrain) pour la renaturation de la Chiers.

Les critiques énoncées par la Ligue luxembourgeoise pour la protection de la nature et des oiseaux ne sont dès lors pas justifiées.

**Question 2292 (22.7.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant le fonctionnement du Service de recherche et d'enquête criminelle (SREC) au Nord du pays:**

La Police grand-ducale souffre d'un manque aigu en personnel dans la circonscription régionale de Diekirch. Cette pénurie en personnel concerne plus particulièrement le SREC (Service de recherche et d'enquête criminelle) qui ressent de plus en plus de difficultés à maîtriser la criminalité régionale. Le fait que la Police judiciaire ne joue qu'un rôle qui est nettement plus discret que pour le reste du pays implique que le SREC représente le seul service en charge de la criminalité régionale.

A cela s'ajoute le fait que les fonctionnaires et agents de la Police grand-ducale sont de plus en plus sollicités pour des missions au niveau national et international incluant d'une part certaines missions octroyées par le Parquet et d'autre part les formations continues ayant lieu pour la plupart dans la capitale luxembourgeoise. De plus, la réorganisation voire le renfort du personnel sont ralentis par les promotions et les malades de longue durée dont les remplacements ne s'effectuent qu'après une période excédant souvent les douze mois.

Si mes informations sont bonnes les commissariats de proximité nécessiteraient au moins quatre agents supplémentaires à raison d'un agent par commissariat (Ettelbruck, Diekirch, Wiltz, Troisvierges). Les trois centres d'intervention de Diekirch, de Troisvierges et de Wiltz auraient besoin de trois agents supplémentaires. A l'heure actuelle, quatre patrouilles à deux agents couvrent le territoire de la région du Nord. Selon les informations des responsables de la direction de la circonscription régionale de Diekirch, une patrouille supplémentaire garantirait une meilleure présence des forces de l'ordre dans une région couvrant tout de même un tiers du territoire national. Rappelons que le seul renfort pour 2003 était le recrutement de deux spécialistes en matière d'anthropométrie judiciaire.

Dans ce contexte, j'aimerais poser une série de questions à Monsieur le Ministre de l'Intérieur:

- Est-il prévu de remédier dans les mois prochains à cette situation par un renfort substantiel des forces dans la circonscription régionale de Diekirch et en particulier au SREC, aux commissariats de proximité ainsi qu'aux centres d'intervention susindiqués?

**Réponse (8.9.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

Aussi bien le Service de recherche et d'enquête criminelle (SREC) de Diekirch que les commissariats de proximité de Troisvierges et de Wiltz seront renforcés d'une unité au 1<sup>er</sup> octobre 2003. Le SREC concerné comptera dès lors un effectif de dix policiers et tous les commissariats de proximité de cette circonscription régionale seront occupés par au moins quatre fonctionnaires.

L'effectif total de la circonscription régionale de Diekirch passera ainsi à 115 unités. Etant donné que la progression de la criminalité est plus forte au Centre et au Sud du pays, il n'est pas prévu de renforcer les autres unités de cette circonscription.

**Question 2294 (23.7.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'adjudication des travaux d'entretien:**

Et fällt op, datt méi auslännesch Firmen hei um Lëtzebuurger Maart Opträg am Zesammenhank mat Statsstroosse kréien, z.B. war haut eng hollännesch Firma amgang, d'Grénganlagen am an um Kreesverkéier zu Steebrécken ze fleegen.

Dëst werft folgend Froen op:

- Wéi erfollegt d'Vergab vum esou Fleegopträg fir Grénganlage vun de Ponts et Chaussées?

- Wéi vill Lëtzebuurger a wéi vill auslännesch Firme kruten am vergangene Joer esou Opträg?

- Ass bei der Verdeelung un auslännesch Firmen eng Steigerung par rapport zu de Jore virdrun (2001, 2000, 1999) feststellen?

- Wa jo, duerch wat ass dat bedéngt?

- Kënnst een net iwwert de Wee vu méi kleng sektoriellen Opträg, fir net ënnert d'EU-Ausschreiwungsrecht ze falen, dës Aarbechte Lëtzebuurger Entrepreneuren zoukomme loossen?

**Réponse (28.9.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics:**

1. Fleegopträg fir Grénganlage bei den Autobunnen:

D'Fleeg vun de Grénganlage laansch d'Autobunnen a laansch hir Echangeure leeft iwwer Ennerhaltsvertrag mam Accord vun der Regierung. Esou Vertrag bestinn zurzäit mat folgende Lëtzebuurger Organisatiounen:

«Objectif Plein Emploi»

«Forum pour l'Emploi»

«Polygone»

Doniewent ginn nach Aarbechte vu klengem Ausmooss vu klengen a mëttlere Betriber aus Lëtzebuerg ausgefuert, alles am Kader vun der Reglementatioun iwwert d'Marchés publics.

2. Fleeg vun de Grénganlagen a Plantatioun laansch déi aner Statsstroossen:

D'Stroossenaarbechter vun de Ponts et Chaussées fleegen an ënnerhalen d'Grénganlagen an d'Plantatiounen esou wäit wéi nëmmen méiglech selwer. Verschidden Aarbechten, vu kengem gréisseren Ausmooss, ginn u Lëtzebuurger Firmen aus der jeweiliger Géigend verginn zu approuvierte Regiespräisser, dat op deene Plazen, wou

dat eegent Personal vun der Stroossebauverwaltung d'Aarbechten net all packt.

Bei speziellen Aarbechte muss emol op d'Hëllef vu Spezialisten zréckgegraff ginn.

D'Servicer vu Ponts et Chaussées schaffen, wat d'Plantatiounen ugeet, mat 19 Lëtzebuurger Firmen a mat zwou auslänneschen zesummen. Um Niveau vun der Bamfleeg gëtt et eng Zesummenaarbecht mat dräi Firmen aus Lëtzebuerg. Et ass keng Erhéijung vun den Opträg un auslännesch Entrepreneuren feststellen. Well d'Opträg vu méi klengem Ausmooss sinn, fale si net ënnert d'EU-Ausschreiwungsbestëmmungen.

**Question 2295 (24.7.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant les actionnaires minoritaires de RTL Group:**

Le 8 juillet 2003, le tribunal d'arrondissement de Luxembourg a rendu un jugement dans l'affaire des actionnaires minoritaires de RTL Group. Il y est dit «qu'il convient de vérifier le droit d'égalité des actionnaires allégué selon le droit luxembourgeois». Le tribunal «constate que les prétentions des parties demanderessees et intervenantes ne s'appuient sur aucune norme de droit ou principe de droit reconnu en droit luxembourgeois» et rejette donc la plainte des actionnaires minoritaires contre Bertelsmann.

Suite à ma proposition de loi n°5013, le Gouvernement avait pris position en estimant qu'il était «opportuniste de préparer une législation en matière d'offres publiques d'acquisition» (document parlementaire n°5013<sup>1</sup>) en s'inspirant de la proposition de directive du 2 octobre 2002 et des meilleures pratiques étrangères.

Faut-il ajouter que le jugement du 8 juillet 2003 risque d'aviver l'amertume des épargnants luxembourgeois en général, encouragés par la loi Rau à investir dans le capital de sociétés mais restés sans protection légale à ce jour, des actionnaires minoritaires luxembourgeois de RTL Group en particulier, gravement lésés dans leurs intérêts par un traitement foncièrement inégal de la part des actionnaires principaux de cette société autrefois luxembourgeoise?

Ce jugement intervient aussi dans un contexte plus général. L'industrie des fonds d'investissement, donc de l'appel à l'épargne du grand nombre, est appelée à se développer sur la place de Luxembourg comme un créneau particulièrement prometteur. L'absence d'une législation précise en matière d'OPA risque de fragiliser cette industrie. Par ailleurs, l'Etat luxembourgeois est lui-même actionnaire minoritaire dans Arcelor et SES et peut donc risquer de se retrouver un jour dans une situation analogue à celle des actionnaires minoritaires de RTL Group en cas d'OPA, c'est-à-dire sans défense. Enfin, la proposition de directive en cours de discussion au Conseil ne semble pas prête dans l'immédiat. Quatorze ans après le début des travaux il n'est pas sûr qu'elle soit adoptée rapidement.

Toutes ces considérations m'amènent à demander à Monsieur le Premier Ministre si le Gouvernement est décidé à soumettre rapidement le projet de législation sur les OPA annoncé dans sa prise de position du 30 décembre 2002 pour offrir enfin aux actionnaires minoritaires une protection légalement fondée qui existe partout dans les pays environnants?

**Réponse (8.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre du Trésor et du Budget:**

Je tiens d'abord à rappeler que la matière dont traite la question de l'honorable Député a déjà fait l'objet des réponses du Gouvernement



aux questions parlementaires 1508 de l'honorable Député Laurent Mosar, 1327 et 1477 de l'honorable Député Ben Fayot ainsi que d'une prise de position du Gouvernement sur la proposition de loi 5013 du même honorable Député Ben Fayot.

Le Gouvernement tient à souligner en premier lieu, comme il l'a fait précédemment, que même en l'absence d'une législation spécifique sur les OPA, le droit luxembourgeois connaît des principes généraux de droit qui, tout en préservant le caractère libéral du droit des sociétés luxembourgeois, n'en protègent pas moins les actionnaires minoritaires et qui sont, pour autant que de besoin, précisés dans la Recommandation de la Commission européenne du 25 juillet 1977 portant sur un code de conduite européen concernant les transactions relatives aux valeurs mobilières.

Nonobstant ces règles générales existantes, le Gouvernement reste d'avis qu'il serait opportun de les ancrer davantage dans une législation nationale en matière d'OPA sur la base de la législation communautaire en gestation, étant donné que par la force des choses les OPA au Luxembourg ont normalement un contexte international.

Or, pour difficile que soient les négociations, la législation communautaire continue à être préparée activement, comme le démontrent les efforts intenses déployés à la fin de la présidence grecque. La proposition de directive du 2 octobre 2002 reste l'une des clés de voûte du Plan d'action pour les services financiers que la Commission européenne s'est engagée à compléter au cours des prochains mois.

Le Gouvernement participe activement à la recherche d'un accord au niveau européen, mais pour le cas où la directive communautaire n'aboutirait pas dans les délais annoncés, le Gouvernement poursuit parallèlement l'élaboration d'un projet de loi au niveau national suivant les lignes esquissées dans la prise de position du Gouvernement sur la proposition de loi 5013 précitée.

**Question 2296 (25.7.2003) de M. Georges Wohlfart (LSAP) concernant la consommation de poissons des rivières luxembourgeoises:**

En date du 21 juillet 2003, Monsieur le Ministre de la Santé a fait un appel à la population afin de réduire la consommation de poissons provenant de la majorité des rivières luxembourgeoises. En effet, deux études sur la pollution des rivières, réalisées en 2000 et 2002, ont révélé une forte contamination des eaux en PCB, dioxine et autres substances chimiques. Or, ces résultats ne sont pas nouveaux et la contamination des rivières luxembourgeoises est connue depuis des années.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- Quelles sont les raisons qui expliquent que les résultats des études n'ont pas été publiés plus tôt?

- Quelles sont les mesures que le Gouvernement entend prendre pour remédier à la pollution alarmante des rivières? Dans quels délais?

- Est-ce que les initiatives du Gouvernement se limitent à l'information de la population de réduire sa consommation de poissons?

**Réponse (12.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale, et de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

1. Les résultats des études sur la teneur des poissons de certains cours d'eau luxembourgeois en polychlorobiphényles (PCB), dioxines et métaux lourds ont fait l'objet de discussions approfondies entre les Services de la Gestion de l'Eau, la Direction de la Santé et le Laboratoire national de Santé avec l'auteur des études, BioMonitor, pour identifier les conclusions à tirer des résultats enregistrés quant à la comestibilité des poissons.

Au vu de la diversité des normes en la matière, que ce soient des dispositions réglementaires ou des directives-guides, l'appréciation toxicologique des résultats n'était pas aisée, mais - et contrairement aux autorités allemandes - c'est finalement le principe de la précaution que le Ministère de la Santé a fait prévaloir, c'est-à-dire d'opter pour la démarche garantissant un maximum de sécurité alimentaire.

2. En ce qui concerne les mesures que le Gouvernement entend prendre pour remédier à la pollution constatée, nous renvoyons à la réponse que nous avons donnée à la question parlementaire n°2186 de Monsieur le Député Gusty Graas en relation avec le même sujet. Il s'agira en l'occurrence de déterminer si les contaminations sont occasionnées par des rejets ponctuels et donc en principe assez rapidement identifiables, ou, au contraire, par des rejets diffus dont la localisation, et à plus forte raison la maîtrise complète, ne sera certainement pas possible avant une dizaine d'années.

3. Les initiatives du Gouvernement ne se limiteront certainement pas à la seule information de la population de réduire sa consommation de poissons mais porteront prioritairement sur l'élaboration de programmes d'abattement de la pollution, comme indiqué au point 2 ci-dessus.

**Question 2299 (28.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'offre de lits-vacances dans les centres intégrés pour personnes âgées:**

Beaucoup de familles s'occupent avec un engagement admirable de leurs parents ou grands-parents âgés dans le cadre du maintien à domicile et renoncent à recourir à des structures pour personnes âgées.

Pour permettre à ces familles de prendre des vacances, des lits-vacances sont offerts dans un certain nombre de centres intégrés pour personnes âgées.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre:

- Quelle est actuellement l'offre en lits-vacances et quels centres offrent actuellement ce service temporaire?

- Quelles sont les démarches à faire pour bénéficier d'un lit-vacances?

- Dans quelle mesure cette offre a-t-elle été utilisée?

**Réponse (29.9.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:**

En réponse à la question parlementaire n°2299 du 28 juillet 2003 de Monsieur le Député Mars Di Bartolomeo, je vous transmets les informations suivantes:

- Quelle est actuellement l'offre en lits-vacances et quels centres offrent actuellement ce service temporaire?

Je vous joins la liste des services disposant de tels lits:

a) liste des Centres Intégrés pour Personnes Agées (CIPA):

Numéro d'agrément	Nom du service CIPA		Nombre de lits de vacances
98/01/001	HPPA St-François	Clervaux	0
98/01/002	HPPA St-François	Redange	0
98/01/003	HPPA St-François	Grevenmacher	2
98/01/004	HPPA St-Joseph	Mersch	0
98/01/005	HPPA St-Antoine	Luxembourg	0
98/01/006	Haaptmann's Schluss	Berbourg	1
98/01/007	Foyer Ste-Elisabeth	Bettembourg	4
98/01/011	Maison St-Joseph	Consdorf	0
98/01/013	Maison de retraite	Junglinster	0
98/01/015	St-Jean de la Croix	Luxembourg	4
98/01/016	Servior	Bofferdange	1
98/01/017	Servior	Niederkorn	1
98/01/018	Servior	Dudelange	1
98/01/019	Servior	Echternach	1
98/01/020	Servior	Esch/Alzette	1
98/01/021	Servior Centre du Rham	Luxembourg	1
98/01/022	Servior	Mertzig	1
98/01/023	Servior	Rumelange	1
98/01/024	Servior	Vianden	1
98/01/025	Servior	Wiltz	1
98/01/026	Hospice civil St-Joseph	Remich	1
98/01/027	Blannenheem	Berschbach	0
98/01/028	Fondation Pescatore	Luxembourg	0
98/01/030	Résidence du Parc	Diekirch	0
98/01/031	Hospice civil	Echternach	0
98/01/032	Résidence Dickskopp	Soleuvre	2
98/01/033	Hospice civil	Pfaffenthal	0
98/01/034	Maison de gériatrie	Hamm	0
98/01/035	Résidence des Ardennes	Clervaux	0
98/01/036	Annexe Pfaffenthal	Luxembourg	1
00/01/037	Monplaisir	Mondorf	9
02/01/038	Servior	Howald	1
02/01/039	Servior	Niederanven	1
02/01/040	Maredoc	Heisdorf	0
		<b>TOTAL</b>	<b>36</b>

b) liste des Maisons de soins (Mds):

Numéro d'agrément	Nom du service CIPA		Nombre de lits de vacances
A/01/98	An de Wisen	Bettembourg	1
A/02/98	Parcs du 3 <sup>e</sup> âge	Bertrange	1
A/03/98	Mds	Pétange	0
A/04/98	Mds	Wiltz	0
A/05/98	Mds St-Joseph	Luxembourg	0
A/06/98	Mds	Esch/Alzette	1
A/07/98	Mds	Differdange	1
A/08/98	Mds	Echternach	1
A/09/98	Mds	Vianden	1
A/10/98	Hôpital intercommunal	Steinfort	1
A/11/98	Clinique St-François	Luxembourg	0
A/12/98	Mds Sacré-Cœur	Diekirch	3
A/13/99	Am Schmëttbesch	Schifflange	1
PA/99/10/001	Op Lamp	Wasserbillig	1
PA/02/10/002	Elysis	Kirchberg	23 courts séjours
PA/02/10/003	Mds HPPA Home St-François	Luxembourg	0
		<b>TOTAL</b>	<b>12 lits de vacances et 23 lits de court séjour</b>

peuvent faire une demande pour bénéficier d'un lit de vacances pendant un mois au maximum.

Cette demande est à adresser soit au chargé de direction de l'institution souhaitée soit à la personne responsable de l'admission dans cette institution.

Une liste avec les adresses et les noms des personnes concernées peut être demandée au SENIO-RENTELEFON qui fonctionne tous les matins de 8.30 à 12.30 sous le numéro 478-6000 au Ministère de la Famille, Service pour personnes âgées.

- Dans quelle mesure cette offre a-t-elle été utilisée?

La demande en lits de vacances est la plus élevée pour les mois d'été. Il faut donc prévoir de s'inscrire à l'avance pour pouvoir bénéficier de ce service.

L'établissement public Servior accueille chaque année environ 200 personnes dans un lit de vacances.

**Question 2300 (28.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant l'introduction de nouveaux bulletins scolaires pour l'enseignement primaire:**

Dans sa lettre circulaire de printemps Madame la Ministre annonce l'introduction de nouveaux bulletins scolaires pour l'enseignement primaire.

Ce bulletin est actuellement utilisé sous forme provisoire et complémentaire dans toutes les classes de première année d'études.

J'aimerais dès lors savoir de Madame la Ministre comment ces nouveaux bulletins se différencient par rapport aux anciens bulletins et quels sont les buts visés?

Y aura-t-il des nouveautés en matière d'évaluation et de critères de promotion?

Dans quels délais les nouveaux bulletins seront-ils généralisés?

**Réponse (29.8.2003) de Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:**

De nos jours, un livret scolaire constitue un outil pédagogique destiné à renseigner les parents de manière nuancée sur les capacités et les progrès de leur enfant, à guider la communication entre les parents et l'école et à documenter la scolarité de l'élève. Ainsi le nouveau livret scolaire pour l'enseignement primaire comprendra quatre parties:

- la liste des objectifs principaux à atteindre à la fin de l'année scolaire. L'instituteur organise son enseignement par rapport à ces orientations définies par le plan d'études en vigueur et, lors de l'information des parents, il se réfère à ce relevé;

- la partie des notes et des points par branche d'enseignement. Pour ce qui est des langues, il est prévu de considérer également les performances en lecture, l'ancien livret n'ayant fourni des informations que pour l'oral et l'écrit. La notification traditionnelle allant jusqu'à 60 points sera maintenue;

- la description de l'attitude au travail et du comportement social de l'élève. Cette partie remplace les notes en conduite et en ordre figurant sur l'ancien bulletin;

- les précisions concernant les performances de l'élève par rapport aux objectifs principaux. Le cas échéant, l'instituteur peut décrire - verbalement - les progrès et les difficultés de l'élève, ce qui lui permet d'expliquer la valeur des notes et des points obtenus ainsi que la décision de promotion.

Les première, troisième et quatrième parties constituent des nou-

- Quelles sont les démarches à faire pour bénéficier d'un lit-vacances?

Toutes les familles prenant en charge une personne de 60 ans



veautés par rapport au bulletin existant.

L'élaboration du document en question a été faite en deux étapes par un groupe d'instituteurs et d'inspecteurs:

- pendant l'année scolaire 2001-2002: élaboration d'une première ébauche du document, réunions d'échanges dans tous les arrondissements d'inspection;

- pendant l'année scolaire 2002-2003: mise à l'essai dans toutes les classes de 1<sup>ère</sup> année d'études d'un complément au bulletin existant comprenant les nouvelles parties susmentionnées; simulation dans 60 classes; réunions d'échanges dans tous les arrondissements d'inspection.

Les nombreuses et précieuses réactions des enseignants seront largement considérées lors de la finalisation de ce document tellement important dont la généralisation progressive est prévue à partir de l'année scolaire à venir.

**Question 2302 (28.7.2003) de M. Mars Di Bartolomeo (LSAP) concernant la coopération policière transfrontalière:**

Dans le cadre de la coopération policière transfrontalière un poste (container) a été installé à l'entrée de la localité de Rodange.

J'aimerais dès lors savoir de Monsieur le Ministre:

- Quelles ont été les activités dans ce poste au courant des douze derniers mois?

- Quels sont les buts de cette infrastructure, comment est-elle équipée et pendant quelles périodes le poste a-t-il été occupé?

- Quelle est l'évaluation de ce projet?

**Réponse (10.9.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

Alors que des attaques à main armée dans la région frontalière avec la Belgique et la France avaient augmenté subitement au premier semestre de l'an 2001, il a été décidé d'installer un poste visible sur le principal axe de pénétration situé à Rodange pour organiser, d'une part, des rencontres journalières avec les forces de l'ordre des pays voisins et, d'autre part, des actions de contrôle quotidiennes par des patrouilles organisées dans la région frontalière. Ces patrouilles étaient composées de fonctionnaires du Centre d'intervention de Differdange et des commissariats de proximité de Pétange, Bascharage, Belvaux et Differdange. A cet effet, les policiers disposaient d'un véhicule blindé, d'un armement et d'un équipement adaptés à leur mission. A noter que la criminalité violente a diminué notablement sur le territoire de la commune de Pétange en passant de six hold-up commis en 1999 à une seule attaque perpétrée en 2003.

Ces patrouilles ont cependant dû être suspendues au profit d'autres missions spécifiques à assumer prioritairement par la Police grand-ducale de sorte que le poste susvisé n'est momentanément utilisé qu'à l'occasion d'actions de contrôle policières et douanières transfrontalières.

**Question 2306 (30.7.2003) de M. Jean Colombero (ADR) concernant le 12345 Kanner-Jugend-Telefon (aide aux jeunes enfants et jeunes gens):**

Wenn Kinder in Not sind oder sich von Eltern, Verwandten, Freunden usw. bedroht fühlen, besteht die Möglichkeit, dass sie ihr Anliegen

direkt über das Kindertelefon (z.B. 12345 - aide aux jeunes enfants et jeunes gens) mitteilen können. In diesem Zusammenhang habe ich folgende Fragen an die Familienministerin:

1.) Wie viele Anrufe wurden insgesamt in den letzten Jahren von diesen Notrufzentralen entgegengenommen?

2.) Bestehen Statistiken über die Altersstruktur der anrufenden Kinder? Nehmen die Kindernotrufzentralen auch Anrufe von Eltern entgegen?

3.) Welche Probleme werden von den Kindern am häufigsten angesprochen?

4.) Welche Ausbildungen müssen die telefonischen Betreuer aufweisen können?

5.) Werden all diese Jugendtelefone vom Familienministerium finanziell unterstützt und welche Kriterien und Bedingungen müssen dabei erfüllt werden?

6.) Welche Art von Ratschlägen oder Hilfsmaßnahmen werden den Kindern (oder den Eltern) angeboten?

7.) In wie vielen Fällen wurde in den letzten Jahren die Polizei eingeschaltet oder um deren Hilfe gebeten?

**Réponse (8.9.2003) de Mme Marie-Josée Jacobs, Ministre de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse:**

Le service «Kanner-Jugend-Telefon 12345» est un service d'information, d'aide et de soutien par téléphone qui s'adresse prioritairement aux enfants et aux adolescents. Depuis sa création en 1992, le Kanner-Jugend-Telefon bénéficie d'une convention avec le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. Le service est géré par l'a.s.b.l. Caritas Jeunes et Familles, en collaboration avec la Fondation Kannerschlass, la Ligue luxembourgeoise d'Action et de Prévention médico-sociales et la Croix-Rouge luxembourgeoise.

ad 1. Le nombre d'appels téléphoniques reçus par le Kanner-Jugend-Telefon a été:

en 2000	641 unités
en 2001	557
en 2002	607

ad 2. Pour l'année 2002 la répartition des appelants par tranche d'âge a été la suivante:

moins de 7 ans	17 appelants
7-9 ans	73
10-12 ans	143
13-15 ans	174
16-18 ans	71
plus de 18 ans	43
adultes	86
<b>Total</b>	<b>607</b>

ad 3. En 2002 les problèmes majeurs abordés lors des conversations téléphoniques ont été:

Sexualité	11%
Famille (relations parents/enfants)	10%
Appel de tierces personnes	10%
Amitié	8%
Ecole	6%
Grossesse	5%
Situation personnelle particulière	5%
Toxicomanie	5%
Jeunes du même âge	5%
Famille (situation particulière des parents)	4%

Corps - santé	3%
Violence	3%
Famille (frère(s) et /ou sœur(s))	2%
Problèmes psychiques	2%
Divers	21%

ad 4. L'équipe du Kanner-Jugend-Telefon se compose actuellement de 33 bénévoles, soit trois hommes et 30 femmes, qui sont encadrés par un pédagogue diplômé engagé à temps plein.

Les bénévoles s'engagent à suivre une formation initiale d'une durée approximative d'un an et demi. Cette formation comprend une partie théorique (70 heures environ) et une partie pratique (service au téléphone assisté par un collaborateur expérimenté pendant six mois environ). Tous les bénévoles assistent par ailleurs régulièrement à des sessions de supervision et de formation continue.

ad 5. Le Kanner-Jugend-Telefon est le seul service d'assistance par téléphone qui s'adresse prioritairement aux enfants et aux adolescents et qui est conventionné par le Ministère de la Famille, de la Solidarité sociale et de la Jeunesse. Il doit se conformer essentiellement aux dispositions de la loi du 8 septembre 1998 réglant les relations entre l'Etat et les organismes oeuvrant dans les domaines social, familial et thérapeutique, dite «loi ASFT».

ad 6. Les collaborateurs du Kanner-Jugend-Telefon sont essentiellement à l'écoute de leurs interlocuteurs. Ils fournissent les informations demandées et ils offrent conseils et orientations. Régulièrement les bénévoles invitent les jeunes à s'adresser aux différents services de consultation et d'assistance qui sont gérés soit par les instances publiques soit par des organisations non gouvernementales.

ad 7. En principe, suivant les situations qui se présentent, les bénévoles du Kanner-Jugend-Telefon demandent aux jeunes de prendre contact directement avec les services de la Police grand-ducale respectivement du Parquet. Cependant, depuis la création du Kanner-Jugend-Telefon, il est arrivé deux fois que les responsables du service ont signalé eux-mêmes des situations à la police.

Signalons dans ce contexte que le Service «Protection de la Jeunesse» de la Police grand-ducale a mis en place le service «Bobby», à savoir un service téléphonique non anonyme auquel les mineurs peuvent s'adresser librement.

**Question 2307 (30.7.2003) de M. Jean-Pierre Koepf (ADR) concernant l'airfield de Noertrange:**

An enger Pressematdeelung konnt ee liesen, datt déi Näertrenger Sportfliegerplaz deemnächst erëm soll hir Aktivitéiten ophuelen. Dat ass erstaunlech, well de Buergermeeschter déi wéinst Sécherheetsbedenken a Lärmbelästegung vun den Awunner an op Grond vun ongeklaärten Eegentums- a Pachtverhältnissen virun dräi Méint zouge-maach hat. Weiderhin erfuere mir, datt de Stat sech um Kaf vun dësen Terrainen beedelegt huet.

An dësem Kontext hätt ech folgend Froen un den Här Minister:

1. Eng Sportfliegerplaz, déi praktesch an engem Wunnegebitt läit, ass mat Sécherheet net déi idealste Léisung. Ass dofir no Auswäichméiglechkeete fir d'Implantéierung vun esou enger Sportfliegerplaz gesicht ginn?

2. Wa jo, wat fir Sitë wäre méiglech gewiescht, an aus wat fir Grënn sinn déi net zrëckbehalte ginn?

3. Fir de Fall datt déi Sportfliegerplaz erëm sollt opgoen, wéi gesäit et elo mat de Sécherheetsbedenken an der Lärmbelästegung vun den Awunner aus? Ass do eng zerridde stellend Léisung fonnt ginn? Ass fir de Betrib vun enger Sportfliegerplaz eng Kommodo-Inkommodo-Prozedur virgeschriwwen, a wa jo, ass déi och duerchgefouert ginn?

4. Wéi vill Terrain huet de Stat effektiv kaaft an zu wat fir engem Ar-Präis?

5. Wien ass genee de Bedreiver vun dëser Sportfliegerplaz an a wat fir enger Form an enner wat fir Bedéngunge stellt de Stat dës Terrainen dem Bedreiver zur Verfügung?

6. Wien ass responsabel fir wéi eng Genehmigung, wat fällt enner d'Kompetenz vun der Gemeng respektiv enner d'Kompetenze vun der Stat?

**Réponse (27.8.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:**

Dem éirewäerten Deputéierte seng parlamentaresch Ufro betrëfft d'Exploitation vum Flugfeld vun Näertreng a freet no Alternative fir de bestehende Site, deen, senger Meenung no, ze no bei den Haiser läit.

Hei meng Äntwert op déi ugesprochene Froen:

1. + 2. Néirens ass et einfach, d'Kohabitatioun tëschent der Aviation an dem ugrenzende Wunnen ze organiséieren. Am Fall vun der Sportfliegerplaz vun Näertreng dierf ech awer drun erënneren, datt d'Flugfeld säit 1955 benotzt gëtt, an datt soumat kaum ee vun den Urainer ka behaapte beim Kaf vu senger Bauplaz näischt vun de Flugaktivitéite gewosst ze hunn. D'Gemengenautoritéite vu Wanseler hu mir och gesot, datt all notariell Kafakte vun Terrainen an der Cité d'Noperschaft vum Flugfeld ausdrëcklech mentionéieren.

3. Säit dem 11. Juni 2001 huet d'Fliegerplaz vun Näertreng eng Kommodo-Autorisation mat alle Konditiounen wat d'Sécherheet an d'Ofsécheren vun der Liewensqualitéit an den ugrenzende Wunne- raim ubelaangt.

4. Fir weidere Problemer bei der Disponibilitéit vun den Terrainen aus dem Wee ze goen, huet de Lëtzebuerger Stat kierzlech 27,73 ha zu engem Präis vu ronn 620 €/Ar ukaaft.

5. Fir de Betrib vum Flugfeld ass d'Gemeng Wanseler responsabel. Si krut déi Terrainen, déi de Stat kaaft huet, gratis zur Verfügung gestallt.

6. Als Exploitant vun der Fliegerplaz ass d'Gemeng verantwortlech, datt d'Konditiounen vun deene gesetlech virgeschriwwene Genehmigungen agehale ginn.

All administrativ Kontrollaufgaben, déi mat der Circulation aérienne ze dinn hunn, falen enner d'Responsabilitéit vun der Stat.

**Question 2308 (30.7.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'introduction de bus de nuit dans tous le pays:**

D'Verkéiersakzidenter, déi sech am Zesummenhang mam Nuetsliewe vun eiser Gesellschaft erginn, entstie ganz oft doduerch, datt déi Leit, déi sech ameséieren wëllen, mat hirem Auto ennerwee sinn, well et nuets keen Ugebuet un öffentlechen Transportmëttelen gëtt, aus-

ser am Zentrum, wou e sou genannten Night-Bus bis mueres zirkuliert.

Dëst ass besonnesch bedauerlech fir déi Jonk, déi nach net den Alter hu fir sech mam Auto kënnen fortbeweegen. Awer och fir déi Jonk, déi en Auto hunn, wier et net schlecht, wa se kënten op den öffentlechen Transport zrëckgräifen, nodeems se sech bis spéit an d'Nuecht ameséiert hunn an eng sécher Heemrees brauchen.

Duerfir meng Fro un den zoustännegen Här Minister:

1. Wier e flächendeckend Ugebuet un Nuetsbussen oder eng längerer Fuerzäit vum öffentlechen Transport keng Méiglechkeet fir den Autostrafik nuets ze limitéieren an domadder Akzidenter virzebeugen?

2. Huet den Här Minister esou eng Méiglechkeet schonn an d'A gefaasst?

3. Kënn esou eng Initiativ net mat de Busbedreiver ausgeschafft a realiséiert ginn, fir datt och d'Sortien, besonnesch vun de Jonken, kéinte méi sécher ginn?

**Réponse (8.9.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:**

Den Här Deputéierten Aly Jaerling wëllt a senger Ufro dem Transportminister seng Meenung iwwert d'Méiglechkeet, flächendeckend Nuetsbussen oder längerer Fuerzäite vum öffentlechen Transport unzëbitten, héieren.

Zurzeit gi vun enger ganzer Rei vu Gemengen Nuetsbussen ugebueden, déi freides a samschdes déi Jugendlech heem féieren.

De Succès vun dësen Bussen ass ganz ennerschiddlech, jee nodeem wat wou ugebuede gëtt.

Den Transportministère begréisst dës Initiativ, déi an den Hänn vun de Gemengen ennerbruecht ass, well déi de bessere Kontakt zu hire Bierger an hire Bedürfnissen hunn.

Den öffentlechen Transport mat feste Fahrpläng kann dogéint manner gutt op déi variabel Wënsch vum Nuetstransport reagéieren.

Ech weisen awer drop hin, datt vu Säite vum Transportministère an deene leschte Joren zahlreich Initiativen ennerholl gi sinn, fir d'Verwëcklung vun de Jugendlechen a Verkéiersakzidenter ze bekämpfen.

An deem Kontext wëll ech besonnesch d'Aféierung vun der Stageperiod fir déi nei Chauffeuren, d'Obligatioun fir déi jonk Chauffeuren, un enger «formation post-permis» am Centre de formation zu Kolmar-Bierg deelzehuelen an d'Aféierung vun der «conduite accompagnée» erwähnen.

Da wëll ech och de Programm «Mobilité et sécurité sur la route» ervirhiewen, dee gemeinsam vum Educationministère a vum Transportministère op d'Bee gestallt gouf. Bei dësem Programm, deen an deene verschiddene Lycéee vum Land duerchgefouert gëtt, geet et drëms, deene Jugendlechen e verantwortungsvollt Verhalten am Verkéier ze vermëttelen an esou d'Unzuel vun den Akzidenter ze reduzéieren.

An darselwechter Optik huet den Transportministère d'Groupe Gentle MC's bei hirem Videoclip zum Lidd «Firwat» ennerstëtz, Videoclip deen als Objektiv huet déi Jonk dozou ze bréngen, sech méi virsiichteg a méi moderéiert am Verkéier ze behuelen.

**Question 2311 (4.8.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant le permis de conduire:**

Il me revient que la SNT, désormais compétente pour l'établissement et la prolongation des permis de conduire, envoie ces permis par le courrier normal, envoi non recommandé.



Il arrive ainsi que des envois, en faible nombre il est vrai, n'atteignent pas les destinataires. Dans ces cas, la SNT fait établir par ceux-ci une déclaration de perte et payer une taxe de douze euros avant d'établir un double du permis perdu du fait de la poste.

Cette pratique n'est pas sans poser des questions. Ces demandeurs de permis sont censés signer une déclaration de perte pour quelque chose qu'ils n'ont jamais perdu. Ne faudrait-il pas dès lors soit dispenser les clients de cette déclaration et de la taxe afférente soit envoyer les permis par envoi recommandé, moyen le plus sûr pour que le document établi par la SNT arrive à bon port?

**Réponse (29.8.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:**

La question de l'honorable Député a trait au remplacement des permis de conduire expédiés par voie postale par le service des permis de conduire de la Société nationale de contrôle technique à Sandweiler (SNCT) et non parvenus au destinataire.

Monsieur le Député se heurte notamment à la pratique administrative afférente qui soumet la délivrance d'un double du permis de conduire à la condition pour la personne concernée de faire une déclaration de perte et de s'acquitter d'une taxe de chancellerie de douze euros.

Tout d'abord il échet de souligner que le nombre de permis de conduire n'arrivant pas à destination est très limité et qu'en conséquence la proposition de Monsieur le Député de procéder à l'envoi des permis de conduire sous pli recommandé ne saurait être retenue pour être disproportionnée face aux coûts engendrés par cette mesure.

Pour ce qui est de la déclaration de perte à faire par les personnes concernées, je partage l'avis de Monsieur le Député, à savoir que cette manière de procéder est inadaptée et j'ai demandé au service compétent de réviser cette procédure, notamment par l'élaboration d'un modèle de déclaration qui remplace dans ces cas précis la déclaration de perte ou de vol usuelle.

Quant à la perception de la taxe de douze euros, elle se fait en exécution de l'article 2 du règlement grand-ducal modifié du 12 novembre 1981 ayant pour objet la fixation et la perception des taxes sur les demandes en obtention des documents prescrits pour la mise en circulation et la conduite de véhicules.

Cet article dispose que «La taxe prévue à l'article 1<sup>er</sup> sous 2) (12 euros) sera également perçue... lors de la présentation des demandes en obtention d'un double, d'une transcription, d'un échange et d'un remplacement d'un permis de conduire».

Il s'ensuit que la taxe de douze euros est due chaque fois que le titulaire d'un permis de conduire en demande un double ou un remplacement, sans distinction quant aux circonstances (perte, vol, courrier postal égaré, détérioration...) qui sont à l'origine de cette demande. Une dérogation à ce principe n'est pas prévue à l'heure actuelle.

Je suis toutefois d'accord de faire examiner par mes services compétents dans quelle mesure le texte légal précité pourrait être amendé pour prendre en compte le cas de figure évoqué par Monsieur le Député.

**Question 2312 (4.8.2003) de M. Marco Schank (CSV) concernant les documents de transport d'alcool:**

Le règlement grand-ducal du 9 septembre 2002 relatif au transport d'alcools spécifiques ainsi qu'au commerce et à l'emménagement de produits soumis à accises exige des documents de transport d'alcool. Tout transport de boissons alcooliques à partir d'une distillerie ou d'une fabrique d'alcool et conditionnées autrement que pour la vente au détail d'une distillerie doit être couvert par un document de transport d'alcool PASSAVANT-1. Tout transport de boissons alcooliques et conditionnées pour la vente au détail nécessite un document de transport PASSAVANT-2. La procédure d'établissement de ces documents diffère selon qu'il s'agit d'un transport direct ou d'un transport en provenance autre que directement d'une distillerie ou d'une autre fabrique d'alcool établie dans le pays.

Dans ce contexte, j'aimerais savoir de Monsieur le Ministre:

- Pourquoi existe-t-il des différences dans l'établissement des documents de transport d'alcool entre détaillants et particuliers respectivement vendeurs tenant étalage et particuliers et existe-t-il une possibilité d'abolition de tout document de transport dans le but de diminuer le formalisme des détaillants?

- Si ceci n'est pas possible, le détaillant ne pourrait-il pas, au lieu d'établir des documents de transport, faire une déclaration en vrac sur base de son chiffre d'affaires (p.ex. une fois par mois)?

**Réponse (29.9.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, Ministre des Finances:**

En réponse à la question parlementaire de l'honorable Député Marco Schank, qui aimerait savoir pourquoi il existe des différences dans l'établissement des documents de transport entre distillateur et particulier respectivement détaillant et particulier, j'aimerais apporter les précisions suivantes:

Les distilleries au Grand-Duché sont imposées forfaitairement c.-à-d. que lors de la production des eaux-de-vie les distillateurs bénéficient d'une marge de tolérance qui n'est pas imposée, le soi-disant «Nullter».

A titre d'exemple pour 100 kg de fruits macérés les rendements sont fixés comme suit:

Cerises: 4,5% imposables + 1,5% (Nullter)

Quetsches et mirabelles: 4,0% imposables + 1,5% (Nullter)

Un distillateur qui distille 100 kg de mirabelles est donc imposé pour 4 litres d'alcool pur (10,41 euros par litre a.p.). S'il produit maintenant 5,5 litres d'alcool pur, les 1,5 litres en surplus ne sont pas imposés (1,5 litres à 0 euro accises/taxe de consommation). Tout litre supplémentaire produit (donc dépassant les 5,5%) est à nouveau imposé sur base de la déclaration de production que le distillateur est obligé de remettre à la douane. Un contrôle, p.ex. par compteur, n'a pas lieu.

Un détaillant tenant étalage (épicerie, supermarché, station essence, etc.) ne reçoit de son fournisseur aucun alcool en exemption du droit d'accise/de la taxe de consommation. Tout produit vendu à partir d'un magasin a été imposé.

Tandis que la provenance régulière des produits est contrôlable à partir des factures d'achat auprès du détaillant, la production du distillateur n'est contrôlable que sur base de sa déclaration de production respectivement des factures/passavant de vente.

Aussi aimerais-je rappeler qu'avec la publication du règlement grand-ducal du 9 septembre 2002, le «formalisme» tel qu'il existait depuis 1935 a été largement réduit.

Avant septembre 2002, le transport d'eaux-de-vie en quantités jusqu'à 6 litres nécessitait un passavant III (banderole) à coller sur chaque bouteille. Un transport supérieur à 6 litres jusqu'à 25 litres nécessitait l'établissement d'un passavant II. Tout transport qui dépassait 25 litres, nécessitait l'établissement d'un passavant I, à établir 24 heures à l'avance pour autorisation avec comme conséquence l'impossibilité de satisfaire des commandes parvenues au courant du vendredi après-midi resp. le samedi ou dimanche.

Tandis que l'arrêté de 1935 prenait en considération le nombre de litres d'alcools transportés pour prescrire un document de transport, la philosophie du nouveau règlement considère la destination finale comme prépondérante. Le transport entre professionnels en bidons, fûts, etc. reste soumis à une surveillance poussée tandis que pour le transport en bouteilles «normales», la surveillance ne doit pas être si stricte.

Cette approche, basée sur le conditionnement, vaut pour toute provenance et ne désavantage plus les distillateurs vis-à-vis des détaillants.

Si l'utilisation d'un document de transport reste pour les besoins de surveillance une nécessité, les modalités pour présenter ces documents à l'administration ont été allégées en utilisant les moyens de communication modernes. En conséquence, s'il en est autorisé, l'expéditeur et le destinataire ne doivent plus se présenter auprès de l'administration mais peuvent transmettre les documents par FAX.

Vu que l'administration doit disposer d'un moyen pour contrôler si les produits transportés proviennent d'une production régulière, chaque transport en bouteilles, sans tenir compte de la quantité, doit être couvert par un document PASSAVANT-2/FAC-TURE. Ce document remplacera les banderoles et passavants II, et peut en même temps servir aussi bien au producteur qu'à l'acheteur comme facture. Au lieu de remplir deux documents, un seul est rempli.

L'avantage de cette approche est que le distillateur ou le fabricant peut à tout moment et pour toute quantité faire des ventes ou transporter les produits vers l'acheteur, toujours sous condition qu'il s'agisse de contenants destinés pour la vente au détail.

Les transports à l'intérieur du pays, en provenance autre que d'une distillerie ou d'une fabrique établies au pays, doivent être couverts par une facture, sur base de laquelle il sera possible à l'administration de contrôler la provenance ainsi que le régime régulier des produits. En plus le détaillant remettra au client également une facture/ticket de caisse.

Si donc quiconque qui transporte des eaux-de-vie tombe dans un contrôle (police ou douane) il pourra toujours avec son P II/facture ou sa facture/ticket prouver la provenance régulière des produits. S'agissant de produits sensibles (à haute imposition), leurs mouvements doivent rester sous surveillance, jusqu'au consommateur final.

Pour conclure, j'aimerais préciser qu'aussi longtemps que les distillateurs sont imposés forfaitairement, l'administration doit surveiller de près la production et les mouvements des produits. En renonçant à l'imposition forfaitaire en faveur d'une imposition précise au litre, tous les documents de transport spécifiques deviendraient superflus.

**Question 2313 (6.8.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant la coupure d'eau au Centre pénitentiaire de Schrassig:**

Il me revient que depuis plus de 24 heures, ni les détenus, ni le personnel du Centre pénitentiaire de Schrassig n'ont plus accès à l'eau courante. Ni toilettes, ni douches, ni lavabos ne semblent plus être alimentés, ce qui produit de nombreux désagréments, en particulier par les températures ambiantes.

Par ailleurs, ni le personnel, ni les détenus ne semblent avoir été informés de cette coupure d'eau imprévue.

Cette situation aurait d'ores et déjà provoqué certains incidents entre gardiens et détenus.

Par la présente, j'aimerais donc poser les questions suivantes à M. le Ministre de la Justice:

- Est-ce que cette situation résulte des travaux effectués actuellement dans le cadre de la mise en place de la «Spidolswäschei»?

- Dans l'affirmative, est-ce que cette coupure d'eau n'aurait pas été prévisible?

- Si cela est le cas, pourquoi est-ce que ni le personnel ni les détenus du Centre pénitentiaire n'ont été mis au courant qu'ils devaient se passer d'eau pendant un certain temps?

- Si la situation perdurerait, quelles mesures M. le Ministre compte-t-il prendre afin d'y remédier?

- Est-ce que M. le Ministre peut me confirmer que cette coupure d'eau a provoqué certaines tensions entre gardiens et détenus? Comment est-ce que M. le Ministre compte éviter de telles situations à l'avenir?

**Réponse (4.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

1. Le mardi 5 août 2003, l'alimentation en eau potable a dû être interrompue pour procéder au remplacement de vannes dans le château d'eau du CPL.

2. Cette coupure qui avait été portée à la connaissance du personnel du CPL était prévue pour une durée de trois heures à partir de 10.30 heures.

3. A l'échéance des travaux en tout début de l'après-midi, une série de pannes imprévues a retardé le remplissage du réservoir jusque tard dans la nuit. Les réparations supplémentaires ont entraîné de nouvelles perturbations de l'alimentation en eau le lendemain 6 août 2003.

4. Le personnel du CPL et les détenus ont fait état de beaucoup de compréhension et de patience au courant de ces deux jours.

5. L'incident n'a pas de lien direct avec la «Spidolswäschei».

**Question 2314 (6.8.2003) de M. Georges Wohlfart (LSAP) concernant la pollution du ruisseau de Heiderscheidergrund:**

En date du 3 août 2003, un communiqué diffusé par différentes stations radio a relaté la pollution du ruisseau de Heiderscheidergrund. Il a été constaté que la plupart des poissons flottaient sans vie sur la surface de l'eau.

Dans ce contexte, j'aimerais poser les questions suivantes à Messieurs les Ministres:

- D'où provient la pollution qui a engendré la mort des poissons du ruisseau de Heiderscheidergrund?

- De quel type de pollution s'agit-il?

- Quelles sont les mesures immédiates qui ont été prises aussitôt après la détection de la pollution?

- Quel est l'impact environnemental d'une telle pollution? Quelles en sont les conséquences à moyen, voire à long terme, en ce qui concerne la qualité de l'eau du ruisseau en question?

**Réponse (17.9.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

Le dépérissement de poissons constaté le dimanche, 3 août 2003, dans le «Grënneschërbaach» à Heiderscheidergrund fut signalé par le Service national de la Protection civile aux Services de la Gestion de l'Eau dont un agent s'est immédiatement rendu sur les lieux. Des échantillons d'eau furent pris dans le ruisseau concerné, à l'amont et à l'aval du tronçon où fut constaté le dépérissement, mais aussi dans les effluents des deux stations d'épuration raccordées à ce ruisseau, en l'occurrence la station mécanique de Heiderscheid-Buregronn et la station mécano-biologique d'Eschdorf.

Les analyses ont porté sur les paramètres classiques de pollution par des eaux résiduaires, ainsi que sur des paramètres de pollution par des solvants organiques (de type thinner) ou organochlorés. En outre, l'oxygène dissous a également été déterminé sur place.

La campagne d'analyses n'a malheureusement pas permis de déterminer l'origine du dépérissement observé. Un mauvais fonctionnement des deux stations d'épuration en amont peut cependant être exclu.

Ceci étant, il faut admettre que le dépérissement a été provoqué par un déversement d'un polluant inconnu et que, en plus, la vague polluante avait passé au moment du prélèvement des échantillons.

Vu le caractère manifestement passager de la pollution constatée, on peut supposer que l'impact principal sur la qualité de l'eau restait limité aux poissons, sachant cependant que des effets supplémentaires sur la microflore et la microfaune ne peuvent jamais être exclus dans de telles pollutions.

**Question 2315 (6.8.2003) de M. Serge Urbany (déi Lénk) concernant le traitement inhumain dans son pays d'origine d'une personne expulsée:**

Je voudrais questionner le Gouvernement au sujet des informations parues dans la presse concernant le cas d'un ressortissant tunisien expulsé le 3 avril 2003 suite à l'opération «anti-islamiste» du 31 mars 2003, arrêté dès son arrivée à l'aéroport de Tunis, sauvagement torturé d'après son avocate tunisienne au point de nécessiter une intervention médicale d'urgence et actuellement toujours détenu selon la même source dans un état de santé préoccupant:

1.-1) Pouvez-vous confirmer l'information selon laquelle la personne en question a été torturée et soumise à des traitements inhumains en Tunisie? Sous quelle inculpation est-elle actuellement incarcérée? Vos services, à l'origine de cette expulsion, ont-ils contacté leurs homologues tunisiens pour avoir confirmation de ces faits évidemment contraires aux droits de l'Homme et pour intervenir afin de les faire cesser le cas échéant et pour faire respecter les droits de la défense?

Ce cas ne concerne-t-il pas les relations extérieures du Luxembourg et donc aussi le Ministère des Affaires étrangères? Celui-ci a-t-il été informé de cette expulsion et de ses suites? Quelles sont les suites diplomatiques qu'il entend donner à cette affaire?

2) Comme il semble que le ressortissant tunisien n'ait pas fait l'objet d'une extradition dans le cadre d'une procédure judiciaire, mais



d'une simple procédure d'extradition administrative, j'aimerais connaître le motif de l'expulsion.

Ne pensez-vous pas dans ce contexte que l'article 14, alinéa 3 de la loi du 28 mars 1972 sur le statut des étrangers devrait primer toutes autres considérations en disposant que «l'étranger ne peut être expulsé, ni éloigné à destination d'un pays s'il établit que sa vie et sa liberté y sont gravement menacés ou qu'il y est exposé à des traitements contraires à l'article 3 de la Convention européenne des droits de l'Homme ou à des traitements au sens des articles 1<sup>er</sup> et 3 de la Convention des Nations Unies contre la torture et autres peines et traitements cruels, inhumains ou dégradants»? Le tribunal administratif n'a-t-il pas admis dans un jugement du 4 février 2002 que ce devoir de protection de l'Etat luxembourgeois «ne souffre pas de possibilités dérogatoires découlant du droit national et tirées d'un prétendu risque que les demandeurs d'asile compromettent la sécurité, la tranquillité ou l'ordre public»?

3) Ne fallait-il pas présumer d'office la torture dans ce cas, la Tunisie ayant été régulièrement dénoncée par Amnesty International et par d'autres organismes internationaux pour ses pratiques contraires aux droits de l'Homme?

Cela n'est-il pas vrai surtout alors que l'expulsion dans ce pays avait été accompagnée de reproches officiels par voie de presse accusant la personne expulsée d'«islamisme» et de «terrorisme»?

Des renseignements officiels ou officieux ont-ils par ailleurs été fournis aux autorités tunisiennes lors de l'expulsion, et si oui, de quelle nature étaient-ils? Est-ce que des éléments d'enquête pénale ou de renseignement ont été mêlés à un dossier administratif destiné à des autorités étrangères, sans les garanties de la procédure pénale, notamment en matière d'extradition?

II. - 1) Les faits publiquement imputés à la personne expulsée concernant des contacts avec des organisations islamistes radicales voire terroristes (déclarations de M. Juncker reproduites dans la presse du 22.04.2003, déclarations de M. Frieden reproduites dans la presse du 2.08.2003) sont extrêmement graves, surtout au regard des principes de la présomption d'innocence et du secret de l'instruction.

J'aimerais dès lors savoir, ces reproches une fois formulés par les autorités politiques du pays: Quelle est la nature exacte des préventions retenues à l'égard de la personne expulsée, respectivement d'autres personnes ayant fait l'objet de la perquisition «anti-islamiste» du 31 mars 2003 décidée par un juge d'instruction?

L'instruction a-t-elle été clôturée? Avec quel résultat? Y aura-t-il des procès?

2) Si les déclarations faites à la presse par des représentants du Gouvernement s'avéraient justifiées, elles signifieraient que le Luxembourg est la plate-forme de menées terroristes internationales. Pourquoi dans ce cas le ressortissant tunisien, qu'on met directement en cause dans ce contexte, a-t-il été expulsé dans le cadre d'une mesure administrative sur décision du Ministre de la Justice et pourquoi son dossier n'a-t-il pas continué à être traité, dans ce cas, sous le coup d'une inculpation sérieuse et dans le cadre d'une enquête pénale serrée, comportant une collaboration internationale? Des dangers réels ne risquent-ils pas de ne plus pouvoir être élucidés lors d'une enquête et de continuer de peser sur notre pays?

Réponse commune (18.9.2003) de M. Jean-Claude Juncker, Premier Ministre, de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Le Gouvernement estime inopportun de répondre à la question parlementaire concernant le rapatriement d'un citoyen tunisien, notamment pour les raisons suivantes:

- les informations requises ont trait à un dossier individuel d'un demandeur d'asile débouté (la décision ministérielle de refus du statut de réfugié a été confirmée par le tribunal administratif le 17 octobre 2001 et par la Cour administrative le 7 mars 2002);

- un litige concernant certaines décisions faisant l'objet de la question parlementaire est actuellement pendante devant le tribunal administratif (recours no. 16.647 introduit le 30 juin 2003);

- certaines informations relatives à ce dossier relèvent des dispositions de la loi du 30 juillet 1960 concernant la protection des secrets intéressant la sécurité extérieure de l'Etat.

Le Gouvernement se tient évidemment à la disposition de la Chambre pour lui donner, dans un cadre approprié, toute information supplémentaire souhaitée par elle.

Question 2316 (7.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la protection des animaux, exhibition à des fins de spectacle:

D'Gesetz vum 15. am Lenzmout 1983 iwwer den Déiereschutz schreift a sengem drëtten Kapitel «Commerce et spectacles d'animaux» vir: «Toute personne physique ou morale qui utilise les animaux à des fins de spectacle ou d'exhibition doit en demander l'autorisation du Ministre.»

Gëschter huet wu Nidderkäerjeng eng Wanderausstellung gehalen, déi fir siwen Euro Entrée eng ganz Rëtsch exotesch Déieren (Alligatoren an aner Echsen, Schlangen - ënnert anerem eng Anaconda, Mungoen, a.e.w) zur Schau gestallt huet. Mat räisseresche Plakater a Camionsopschreften, wéi «Visite du géant de l'Amazonie/ Le prédateur/ L'anaconda», oder «Crocodile vivant» an Ähnlech gouf heifir Reklamme gemaach.

Den iwwerparteielle politeschen «Aarbechtsgrupp Déiereschutz» huet bei enger «Visite des lieux» festgestallt, datt d'Haltongsbedéngunge vun dësen Déieren absolut net hirer Aart entspriechen (z.B.: vill ze kleng Boxen a Käfeger - esou war et engem Leguan net emol méiglech sai Schwanz riicht auszestrecken). Ausserdeem goufen, fir de Leit eppes ze bidden, dës Matliwewiesen mësshandelt (z.B.: engem groussen Alligator gouf mat engem décke Knéppel op de Réck geschlo, fir datt e bougéiert, kleng Alligatore goufen erëmgereecht, eng gréisser Schlaang mam Fouss an d'Schnëss gerannt, fir datt se se oprappt, a.e.w.).

Dësen traurege Spektakel werft folgend Froen op:

1. Hat de Ministère Kenntnis vun dëser Ausstellung?

2. Gouf fir dës Exposition, wéi d'Déiereschutzgesetz vum 1983 am Artikel 5 dat virschreift, eng Autorisation bei Ärem Ministère gefrot?

3. Falls esou eng Autorisation gi gouf, gouf dobäi gepréift, ob déi Schaudéieren och aartgerecht gehalen a behandelt ginn a gëtt dat bei esou Ufroen och systematesch gemaach?

4. Falls keng Autorisation gefrot gouf, intervenéiert de Ministère dann entspriechend dem Déiereschutzgesetz - falls deeselwechten Expositant nach an enger anerer Lëtzebuurger Uertschaft ufreet, fir seng Ausstellungswee opzestellen?

5. Misst eng Gemeng, ier se esou eng Ausstellung autoriséiert, net virusser iwwerpräifen, ob den Ex-

posant, esou wéi d'Déiereschutzgesetz dat virschreift, eng Autorisation vun Ärem Ministère huet?

6. Huet Lëtzebuerg hautzedaags esou eng Zurschaustellung vun „exoteschen“ Déieren, iwwerhaupt Wanderausstellungen, iwwerhaupt néideg - dat heescht, missten esou Spektakelen net einfach völeg verbuede ginn?

Réponse (22.8.2003) de M. Fernand Boden, Ministère de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:

L'honorable Député relève à juste titre qu'en application de l'article 5 de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux quiconque «utilise des animaux à des fins de spectacle ou d'exhibition doit en demander l'autorisation du Ministre», en l'occurrence le Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Services vétérinaires.

Pour l'exhibition en question l'Administration des Services vétérinaires, agissant en tant qu'autorité compétente sous la tutelle du Ministre de l'Agriculture, a accordé en date du 5 août 2003 une autorisation temporaire portant sur six alligators, trois boas et quatre pythons. A noter que l'émission d'un permis d'importation spécifique CITES n'était pas requise en l'espèce puisqu'il s'agit d'espèces animales exotiques inscrites sur la liste B (II) des annexes de la Convention de Washington du 3 mars 1973 sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction.

Cette autorisation temporaire, accordée pour les mois d'août et de septembre 2003, est soumise à l'obligation d'avertir l'Administration susvisée des date et heure de l'introduction des animaux sur notre territoire aux fins d'un contrôle vétérinaire des conditions sanitaires et de détention. Elle impose également le respect des conditions de transport et de détention prévues par le règlement grand-ducal du 22 juin 1998 relatif à la protection des animaux en cours de transport et des dispositions du règlement grand-ducal du 16 août 1984 fixant les modalités de détention d'animaux non domestiques.

Suite à un changement impromptu de l'itinéraire initialement annoncé, le contrôle vétérinaire prévu a eu lieu lors de l'exposition des animaux dans la localité de Mersch. Lors de ce contrôle, le vétérinaire-inspecteur compétent a constaté une détention conforme aux besoins physiologiques et éthologiques des reptiles exposés et un état sanitaire satisfaisant. En plus, l'organisateur a pu présenter en bonne et due forme les documents requis à savoir une autorisation de commerce, un certificat sanitaire international pour les animaux, une assurance responsabilité civile et une autorisation d'exposition de la commune. A ce dernier égard, il importe de relever que toute exposition itinérante d'animaux est soumise à une autorisation spécifique à accorder par la commune visitée.

Ceci dit, l'Administration des Services vétérinaires n'a jusqu'à ce jour constaté aucun maltraitement des animaux tel que relaté dans la question parlementaire.

Quant à la question sur l'opportunité de telles expositions animales itinérantes, l'expérience plus ou moins longue à cet égard amène à faire montre de réticence et de vigilance. Néanmoins, à côté de leur aspect ludique, on ne saurait dénier à de telles expositions un certain rôle informatif et éducatif pour autant que toutes les normes en matière de bien-être sont satisfaites.

Question 2317 (7.8.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la remise en liberté provisoire:

Des affaires récentes ont mis à jour une certaine incohérence en la matière. En effet, plusieurs décisions de remise en liberté rendues par la Chambre du Conseil en première instance ont été infirmées en appel, avec pour résultat un va et vient incessant des inculpés en question entre l'établissement pénitencier de Schrassig et leur domicile. Si le principe du précédent est étranger à notre système judiciaire et que les magistrats, qu'ils siègent en première ou en deuxième instance, sont libres de fonder leurs décisions sur leur intime conviction dès lors que celle-ci se base sur des moyens de preuve légalement admis et admissibles dans les formes, il n'en demeure pas moins que l'actuelle politique en matière de remise en liberté étonne plus d'un et crée un certain malaise dans la population qui a du mal à suivre et à comprendre les subtilités de la procédure pénale. Au-delà de cet aspect, il échet de noter qu'une telle situation s'avère également préjudiciable aux inculpés eux-mêmes qui ne sont guère fixés sur leur situation qui peut changer d'un moment à l'autre au gré d'une décision de la Chambre du Conseil.

Dans ce contexte, j'aurais aimé savoir de Monsieur le Ministre de la Justice:

s'il n'est pas possible de mieux coordonner les décisions rendues par les différentes Chambres du Conseil en matière de remise en liberté provisoire sans pour autant enfreindre le principe de l'indépendance de la magistrature? Dans l'affirmative quels sont les moyens que le Gouvernement entend mettre en œuvre?

Réponse (8.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministère de la Justice:

Conformément au principe de l'indépendance de la magistrature du siège, les juridictions prennent leurs décisions conformément au droit matériel et procédural applicable sous le seul contrôle des juridictions d'appel, voire de la Cour de Cassation, à laquelle il incombe en dernier ressort de veiller à une certaine uniformité de la jurisprudence. Il n'appartient pas au pouvoir exécutif, en général, et au Ministre de la Justice, en particulier, d'empiéter sur les attributions exclusives du pouvoir judiciaire.

Question 2318 (8.8.2003) de M. Camille Gira (DÉI GRENG) concernant les problèmes de circulation dans la région Nordstad:

Fin juillet, la nouvelle section DP-Nordstad a présenté au public ses solutions pour les problèmes de circulation dans la région Nordstad (Ettelbruck-Diekirch et 13 communes environnantes). Plusieurs revendications de la DP-Nordstad répètent les demandes déjà formulées par des communes ou des associations de la région.

Il serait dès lors intéressant de savoir quelle est la position du Ministre des Transports sur les points pour lesquels il est compétent (le texte publié au Lëtzebuurger Journal du 23/7/03 suit).

„Forderung 1: Ausweitung des Citybussystems in Diekirch und Umgebung. Berücksichtigung eines angepassten und flexiblen Angebots an Wochenenden und zu spezifischen Tagesstunden für Senioren und Jugendliche (cf. Ruf- und Bummelbus).“

1) Est-ce que le Ministère des Transports prévoit de soutenir les communes et les associations pour l'or-

ganisation d'un Citybus, d'un Bummelbus ou d'un Late Night Bus?

„Forderung 3: Schaffung einer Hauptverkehrsachse zwischen Bissen und Reisdorf durch die progressive Einführung des CIVIS (bus en forme de tram). Die Zahl und Lage der Haltestellen muss optimiert bzw. erhöht werden.“

„Forderung 4: Umgestaltung des Bahnhofareals in Ettelbrück im Rahmen einer noch zu schaffenden Umgehung Patton-Gare.“

2) Est-ce que le Ministère des Transports s'engage pour la création d'un corridor efficace réservé au transport public sur l'axe dorsale de la Nordstad?

La DP-Nordstad propose aussi plusieurs projets routiers: liaison Draieck-Warken, contournement sud-ouest Feulen-Ettelbruck, contournement Bleesbréck-Fridhaff et élargissement du contournement Schieren-Fridhaff (Hoscheid-Dick) à quatre voies.

D'après mes informations l'étude de trafic Nordstad achevée en avril 2003 analyse les différentes variantes de solutions envisageables pour le transport individuel et public.

3) Est-ce qu'il s'agit d'une étude commune du Ministère des Transports et du Ministère des Travaux publics? Quand est-ce que cette étude sera présentée aux premiers concernés à savoir aux conseils communaux?

Est-ce que Monsieur le Ministre est d'avis qu'on puisse indéfiniment continuer à investir dans de nouvelles routes si on veut atteindre le modal split 25/75?

Réponse (29.9.2003) de M. Henri Grethen, Ministère des Transports:

L'honorable Député souhaite être informé sur l'organisation des transports publics dans la région Nordstad.

Depuis quelque temps plusieurs communes, dont notamment les villes d'Ettelbruck et de Wiltz, ont décidé d'introduire un service City-Bus.

L'exploitation de tels services revient aux autorités communales concernées et trouve l'appui du Ministère des Transports, en ce sens que lorsque les communes organisatrices d'un City-Bus acceptent sur leur réseau local la tarification nationale ainsi que les titres de transport émis sous l'autorité du Ministère des Transports, elles bénéficient d'une compensation du déchet de recettes qui en résulte à condition d'avoir à cet effet signé une convention avec l'Etat.

Récemment le service «Bummelbus», un projet pilote qu'une a.s.b.l. réalise en collaboration avec plusieurs communes dans le nord du pays, a été inauguré. Même si le Ministère des Transports encourage toute activité de transport qui contribue à une meilleure mobilité, il faut cependant remarquer que le projet en question soulève certains problèmes au regard de sa légalité.

En effet, le service «Bummelbus» constitue une opération commerciale dont l'exercice requiert, conformément à la loi du 28 décembre 1988 réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales, une autorisation d'établissement à délivrer par le Ministère des Classes moyennes. L'exploitation du service par une a.s.b.l. semble en outre contraire à la loi du 21 avril 1928 sur les associations sans but lucratif et les établissements d'utilité publique, alors que cette loi défend aux a.s.b.l. de se livrer à de quelconques opérations industrielles ou commerciales. Par conséquent l'a.s.b.l. en question ne dispose pas de l'autorisation requise pour organiser un service rémunéré de transports de personnes.



A l'heure actuelle certaines communes offrent un service Night-Bus, destiné à reconduire les jeunes chez eux les vendredis et samedis soirs.

Le Ministère des Transports laisse l'initiative de ces services aux autorités communales qui sont le mieux placées pour organiser ces services, alors qu'elles connaissent bien les besoins de leurs administrés.

**Question 2319 (8.8.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant l'entretien des pistes cyclables:**

D'Gesetz vum 6. Juli 1999 iwwert den nationale Réseau vu Vélospiste seet a sengem Artikel 7, datt de Stat fir de Bau an den „Entretien constructif“ vun den am Gesetz opgefouerte Vélospisten opkënn. Weider seet den Artikel 7, datt d'Gemengen, iwwert deenen hiren Territoire des Piste féieren, fir de lafenden Entretien vun dese Pisten, resp. Dealer vu Pisten zoustänneg sinn. Am Fall, wou si deser Obligation net géifen nokommen, géif de Stat dat op Käschte vun de Gemenge maachen. Leider muss ee feststellen, datt am Géigesaz zum Ausland den Entretien an d'Properehale vu ville Piste staark ze wënschen iwwreg léisst.

Dofir géif ech lech, Madame, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Huet dës Aufgabendeelung tëschent Stat a Gemengen sech als sënnvoll erweisen?
2. Gëtt et eng national Instanz, déi sech systematesch ëm den Zoustand an de lafenden Entretien vun dese Piste bekëmmert?
3. Iwwerhëlt de Stat tatsächlech seng Verantwortung, wa Gemengen hirer Verflechtung zum Entretien net nokommen?
4. Wäre et net méi sënnvoll, de Stat géif den Entretien vun den nationale Vélospisten, grad wéi beim Stroossennetz, ganz iwwerhuelen, an dat mat System maachen?

**Réponse commune (29.9.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre des Travaux publics, et de M. Fernand Boden, Ministre des Classes moyennes, du Tourisme et du Logement:**

Als Äntwert op d'parlamentaresch Ufro vum Här Deputéierte Roby Mehlen ass ze soen, datt den Ennerhalt vun de Vélosweeër vum nationalen Netz nom Gesetz vum 6. Juli 1999 an no der ministerieller Virschrëft vum 27. Oktober 2000 gehandhabt gëtt.

D'Aufgabe betreffend den Ennerhalt deelen sech deemtspriechend folgendermoossen op:

De konstruktiven Ennerhalt, wéi d'Veerstäerken oder d'Festegung vum Ennerbau, d'Erneuerung vum Belag an d'Ennerhaltsaarbechte vun de Konschtbauten, genau sou wéi d'Beschëlderung obleien der Stroossebauverwaltung.

De lafenden Ennerhalt, wéi d'Gestrëpp ewechhuelen, d'Méien, d'Botzen a wann erfuerdert de Wanterdëngscht, ass d'Aufgab vun de Gemengen.

Bestëmmte Vélosweeër vum nationalen Netz lafen direkt laanscht Statsstroossen oder befannen sech esouguer op der Fuebunn vun der Strooss selwer. Fir dës Deelstrecken iwwerhëlt d'Stroossebauverwaltung d'Méie vun de Säitesträifen an d'Schneide vun de Planzen. D'Botze vum Wee selwer genau sou wéi de Wanterdëngscht sinn awer vun de Gemengen ze garantéieren.

Dës Aufgabendeelung ass och sënnvoll, well d'Stroossebauverwaltung mat hire schwéiere Botzmaschinen, déi fir Botzearbechten op de Stroosse bestëmmt sinn, net kann iwwert d'Velosweeër fue-

ren. Do sinn d'Gemenge besser équipéiert, well si éischer iwwert datt néidegt Material verfügen, wéi zum Beispill Gefrierer fir d'Foussweeër ze botzen.

Den Zoustand vun de Piste muss natierlech regelméisseg vun de staatlechen Instanzen iwwerwaacht ginn. Wa munch Gemengen hire Verflechtungen net nokommen, da mussen si dorop higewise ginn. De Fall gesat géif de Stat dann och de lafenden Ennerhalt op Käschte vun dese Gemenge maachen.

**Question 2320 (8.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'expansion du travail intérimaire:**

D'Entwécklung um Lëtzeburger Aarbechtsmarché ass Besuegner erreegend, och wat d'Vermëttlung vun Aarbechtslosen iwwert d'staatlech Aarbechtsmaartverwaltung ugeet: Een Drëttel vun de bei der ADEM registréierten entloossene Salarieën huet no engem hallwe Joer nach keng nei Plaz fonnt, 20% och no engem Joer nach net. Besonnesch schlecht ergeet et eelere Chômeuren oder manner gutt qualifizéierten. Oft ass an deem Kontext d'Interimsaarbecht den eenzege Wee, fir als Salarieërem an den Aarbechtsmaart integréiert ze ginn.

Esou huet een och den Androck, datt d'Interimsaarbecht zouhëlt, well offiziell a rezent Chifferen iwwert dese Secteur feelen. No den Donnéeën ze uerteelen, déi ënner anerem vun der Confédération internationale des entreprises du travail temporaire geliwwert ginn, louch Lëtzebuerg schonns 1999 direkt hannert Holland an der europäescher Spëtz wat d'Beschäftegter an deem Secteur ugeet: 4,5% vum gesamte Salarie, den europäeschen Duerchschnitt louch bei nëmme 1,4%. Den Émsaz, deen dese Secteur 1999 an der gesamter Unioun gemaach huet, louch bei 59 Milliarden Euro.

Dofir folgend Froen:

1. Huet zu Lëtzebuerg, no de Statistiken oder Schätzungen, déi der zoustänneger Verwaltung virleien, d'Interimsaarbecht zënter 1999 zougeholl, wa jo ëm wéi vill a wéi vill mécht dat vun der Gesamtzuel vun de Beschäftegten aus?
2. Wéi vill Interimsaarbechtvermittlungsgesellschaften si momentan um Lëtzeburger Marché aktiv? Huet hir Zuel zougeholl?
3. Besteet hei d'Gefor vum Entstoe vun engem parallelen Aarbechtsmaart?
4. Wat erkläert de Succès vun dese Gesellschaften an deser Aarbechtsform, besonnesch um Lëtzeburger Aarbechtsmaart?
5. Wéi ass dese Succès an der Aarbechtsvermittlung vun dese Gesellschaften ze erklären bei der gläichzäiteger Existenz vun enger eigentlech dofir zoustänneger staatlecher Verwaltung?

**Réponse (22.8.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

Fir d'alleréisch muss ech dem éierwäerten Ofgeuerdneten zum Deel Onrecht gi wat seng Analys vum Aarbechtsmaart ugeet.

Sécher ginn déi absolut Zuelen an d'Luucht, genee wéi zanter kuerzem, mä a vill méi klengem Mooss, de Prozentsaz vun der Aarbechtslosegkeet.

Mä just déi Zuelen, déi den Här Jaerling zitëiert, si genee déi, déi eigentlech zanter Jore gläich bliwwe sinn, an déi och déi hoffnungsvollst Zuelen sinn, nämlech datt zwee Drëttel vun den Aarbechtslosen no sechs Méint schon nees eng Plaz hunn, an datt den Niveau vun de Laangzäitarbechtslose kaum klëmmt.

Falsch gekuckt huet den éierwäerte Volleksvertrieeder och de Gesamtprozentsaz vun der Interimsaarbecht.

An enger interessanter Etüd vum CEPS vum März 2003 «Le travail intérimaire au Luxembourg, un véritable marché transfrontalier», vun där ech eng Kopie bäileeën, fënnt den Här Jaerling vill vun deene gefroten Donnéeën, woubäi gesot muss ginn, datt déi Donnéeën ënner eenzelnen Aspekter vum Auteur gekuckt an triéiert gi sinn, esou datt se no baussen net onbedéngt mat de Bruttoszifferen vun de Verwaltungen ze vergläiche sinn.

Déi Etüd enthält, leider op Enn 2001 (mä si gëtt am März 2004 nei opgeluecht a vervollstännegt), interessant Aspekter iwwert d'Entwécklung vun der Interimsaarbecht, der Unzuel vun de Missiounskontrakter, d'Zuel vun den Zäitarbechter no Residenz, Geschlecht, Secteuren, Qualifikatiounen, Missiounsdauer, Betriber, déi op Zäitarbechter zrëckgräifen asw. Wéi gesot, d'Etüd geet bis Enn 2001.

Egal wéi, dem Här Volleksvertrieeder seng Basis vu senger Gedanken, déi awer soss zum Deel net onberechtigt sinn, ass falsch.

Ech schwätzen do vun zwou Saachen:

Den Taux vun Interimsaarbecht, op deen den Här Jaerling sech baséiert, ass net ganz richtig. Déi 4,5% vum gesamte Salarie betreffen all eenzelnen Zäitarbechter, onofhängeg vun der Dauer vum Vertrag, vun der geschaffener Aarbechtszäit (Deelzäit, Vollzäit) asw.

Dat gëtt awer e falscht Bild.

Wéi an allen anere Länner muss een déi ganz Beschäftegung als en Total ugesinn an, genee wéi d'Interimsaarbecht, am Begrëff vun „équivalent temps plein (ETP)“ denken. Dat heescht, d'Gesamt-aarbecht gëtt vun engem Pool, enger Zuel X vu Salarieë gemaach, héichgerechent op Vollzäit.

Dës Rechnung huet korrekterweis den CEPS an där Etüd gemaach, déi bäläit, an e kënn, wéi Eurostat, op en Taux vun Interimsaarbecht ETP vun 1,6%, also net wäit ewech vun der europäescher Moyenne. Et ass och deen Taux, dee vergläichbar ass, net déi 4,5%.

Den zweete Feeler ënnerleef dem éierwäerte Volleksvertrieeder wann e behaupt, d'Importanz vun der Interimsaarbecht géif klammen.

De Prozentsaz, an déi doraus entstoeend Kurv un Zouwuess, flaacht nämlech zanter 2002 of. D'Spezialiste féieren dat dorop zrëck, datt de Secteur vum Interim en excellent Barometer vun der Konjunktur ass, där hir Entwécklung hie vir-aushëlt.

Ech leeën hei déi lescht Statistick vun de Verwaltungen bäi, déi dem Här Volleksvertrieeder wuel all Äntwerte ginn.

Da méi prezis zu de Froen:

1. Interimsaarbecht huet an absoluten Zuelen zougeholl, mat, wéi gesot, oflaachender Kurv säit 2002. Am Prozentsaz ass si mat 1,6% vum Salarie an der europäescher Norm, an huet naturgeméiss manner zougeholl wéi an absoluten Zuelen.

D'Zuel vun de Persounen, déi Interim geschafft hunn, si folgend, vum Spierkel 1999 bis Lenzmount 2003: Spierkel 1999: 3.737 Persounen Lenzmount 2003: 6.683 Persounen.

Heibäi ass ze bemierken, datt déi Zuel am Krëschtmount 2001 schonns bei 6.020 Persounen louch, wat beweist, datt duerch de konjunkturellen Abroch d'Interimsaarbecht zum Deel als Puffer benotzt gëtt, an hiren Zouwuess staark gebremst ass.

Net verwiesselen däerf een d'Zuel vun de Persounen mat der Zuel vun de Verträge, well eng Persoun am Joer méi Verträge kann hunn.

D'Entwécklung vun de Verträge ass folgend (am Duerchschnitt):

1999:	9.205
	+ 1.997
2000:	11.202
	+ 1.001
2001:	12.203
2002 (Schätzung):	12.500
2003 (Schätzung bis Lenzmount):	12.400

Och hei weist sech also d'Of-laache vum Zouhuelen.

Bei der duerchschnittlecher Dauer vun den Interimsverträge, och eng wichteg Donnée fir d'Definitioune vun der weiderer Politik géintwärt deem Phenomeen, ass eng oneenheetlech Entwécklung feststellen (am Duerchschnitt):

1999:	24,3 Deeg pro Kontrakt
2000:	31,1 Deeg pro Kontrakt
2001:	27,6 Deeg pro Kontrakt
2002:	20,88 Deeg pro Kontrakt
2003: (Schätzung bis Lenzmount):	21,63 Deeg pro Kontrakt

Iwwert den Daum kann ee soen, datt d'Dauer an de Servicer zouhëlt (Banken an „auxiliaires financiers“: 2003: 97,39 Deeg pro Kontrakt) an an de manuelle Beruffer stagnéiert.

Bleift ee Bléck op d'Zuel vun de Betriber, déi op Interim zrëckgräifen (Utilisateuren also):

Tëschent 1999 an 2002 hunn tëschent 1.000 an 1.200 Firmen Zäitarbechter benotzt.

Am Lenzmount 2003 waren et 1.143 Betriber.

Interessant ass den Domizil vun dese Benotzerbetriber:

Zu Lëtzebuerg usässege waren:	
1999:	84,1% vun de Benotzer
2000:	88,1% vun de Benotzer
2001:	86,8% vun de Benotzer
2003 (Lenzmount):	80,05% vun de Benotzer

Am Ausland usässege waren:	
1999:	15,9% vun de Benotzer
2000:	11,9% vun de Benotzer
2001:	13,2% vun de Benotzer
2003 (Lenzmount):	20% vun de Benotzer(!)

Dës zimlech ausféierlech Zuele weisen op zwee méi grondsätzlech Problemer hin, déi ech wëlles sinn am Kader vun enger Reform vum Interimsgesetz vun 1994 unzegeen:

- Déi duerchschnittlech Dauer vun de Missiounen gëtt nees lues a lues ze laang, an dat an alle Secteuren, besonnesch natierlech bei de Servicer (dräi Méint pro Vertrag). Dat weist drop hin, datt d'Interimsaarbecht méi a méi dénatureiert gëtt; si sollt am Prinzip an aussergewéinleche Fäll eng sou genannte „main-d'oeuvre d'appoint“ zur Verfügung stellen. Et stellt sech eraus, datt méi a méi „normal“ Posten iwwert dee Wee besat ginn. Ech wäert mer iwwerleee wat fir eng (legislativ?) Weeër et ginn, fir dës Evolutioun anzedämmen.

- De Sätz vun de Benotzerfirmen weist drop hin, datt vill vun deenen Interimsaarbechten, déi zu Lëtzebuerg ugemellt sinn, net zu Lëtzebuerg stattfannen.

Dës stellt d'Fro no de fiktiven oder „virtuelle“ Beschäftegungen an deem Secteur, wat op där enger Säit d'Zuel vun den Intérimairen zu Lëtzebuerg staark no ënne relativéiert, an op där anerer Säit déi entscheidend Fro stellt, ob mer déi Leit mussen an der Lëtzeburger Sozialversicherung unhuelen.

Op deem Punkt ass d'Tripartite amgang ze schaffen. De Problem bei

de fiktiven Interimsbeschäftegungen ass zum Beispill deen, datt Leit aus der Lorraine, ouni och nëmme ee Fouss op Lëtzebuerg gesat ze hunn, direkt an Däitschland schaffe ginn, a vun enger Lëtzeburger Interimsfirma an eiser Sozialversicherung ugemellt ginn.

Wéi gesot, iwwert dee Punkt, deen esouwuel europarechtlech Aspekter, wéi politescher huet, ass d'Tripartite amgang ze diskutéieren.

Den zoustännegen Ministère baséiert sech op eng eenzel Rechtssprechung vum leweschte Rot vun de Sozialversicherung vu Lëtzebuerg, geméiss där esou eng Umeldung zwecks direktem Weiderschëcken an en anert Land, no der europäescher Veruerdngung 1408/71, legal wär. Den leweschte Rot huet iwwregens an deem Zesammenhank keng prejudiziell Fro un den Europäesche Gerichtshaff gestallt.

Dës Uerteel widderspricht enger Ausleeung duerch d'Verwaltungskommissioun a Sozialversicherungsaffären zu Bréssel, déi esou e „redetachment“ op Käschte vun der Lëtzeburger Sozialversicherung nëmme da fir méiglech hält, wann d'Interimsfirma iwwerweid zu Lëtzebuerg schafft. Menger Meinung no wier et weinstens derwäert gewiescht fir d'Umeldungen an eenzelne Fäll ofzeleenen, quitte datt déi eng oder aner Affär op den Europäesche Gerichtshaff gaange wier.

D'Entscheidung an deem Dossier steet nach aus, mä den Drock zum Beispill vun de saarlänneschen Aarbechts- a Sozialministère gëtt emmer méi grouss. Ausserdeem ass am Kader vun esou fiktive Beschäftegungen zu Lëtzebuerg den Interim nëmme een Aspekt. Do gëtt et och nach den internationalen Transport an och d'Iddi fir zum Beispill héichrangeg Sportler hei zu Lëtzebuerg unzemellen, och wa se ni e Fouss heihinner setzen. De Grond ass einfach den niddregen Niveau vun eise Sozialbeitrag.

Op jidde Fall ass den Interimsmaart wäitgehend e Grenzgänger-marché (+/- 80% vun den Intérimairen). Dat beweist och, datt genee 35,9% vun deene vun der ADEM am Juni a 27% vun deenen am Juli ausgestallte Formularen E301 Interimsaarbechter betreffen.

2. Et schaffe momentan 30 Interimsfirmen zu Lëtzebuerg. D'Zuel bleift vun Ufank vum Gesetz vun 1994 u konstant.

3. Ech mengen net, datt den Interimsmaart e parallelen Aarbechtsmaart duerstellt, mä an der Zwëschenzäit zu engem integralen Deel vun all Aarbechtsmaart ginn ass, och hei zu Lëtzebuerg. „Parallell“ huet ëmmer esou eng negativ Konnotatioun.

Dat kann et zu Lëtzebuerg awer net sinn, an dat aus dräi Grënn:

- Mir hunn e ganz strengt Gesetz, wat am Prinzip d'Gläichbehandlung vun den Intérimaire mat all anere Beschäftegte virgesäit, zousätzlech zu enger méi strenger Autorisatiouns- a Kontrollprozedur. Sécher gëtt et op deem Marché och schwaarz Schof, déi versichen all Lacune am Gesetz ze benotzen. Mä ech kann dem Här Volleksvertrieeder versécheren, datt de Ministère zesumme mat der Gewerbeinspektioun amgangen ass iwwer eng ganz vaste Kontrollaktioun nozedenken, déi Interimsfirmen a Benotzerfirmen gläichermoosse wäert betreffen.

- D'ADEM huet mat der ULEDI (Verenegung vun den Zäitarbechtsfirmen) eng Konventioun. Op där Basis schafft d'Aarbechtsamt enk mat den Interimsentreprisen zesummen.

Ech weisen den éierwäerte Volleksvertrieeder hei op d'Säiten 148 an 149 vum Aktivitéitsbericht vum Aarbechtsministère hin, dee jo an éischer Linn fir d'Ofgeuerdnetekummer geduecht ass, an deen den Här Jaerling jo misst kritt a gellies hunn.



Der Einfachheit halber leeën ech déi Säfte bái (à consulter au Greffe de la Chambre des Députés).

- Dat dréit Argument, fir datt een net vun engem parallele Maart sollt schwätzen, ass dee sou genannten „effet intégrateur“ vun der Interimsaarbecht, dat heescht, datt e grouse Prozentsaz vun den Interimssalariéen am „éischte“ Marché hánke bleiwen. Leider hu mir nach keng Zuele fir Lëtzebuerg. Den CEPS-Rapport vun 2004 wäert déi Fro ënnersichen. D'Informatiounen aus dem Ausland soen aus, datt an Däitschland ronn een Dréitel vun den Zäitaarbechter en onbefristen Aarbechtsvertrag kritt. An der Belsch sinn d'Zuelen anscheinend bal d'selwecht. Déi franséisch Zuele besoen, datt vun deene Jonken, déi ee Joer Interim gemaach hunn, ronn 17% sech an engem onbefriste Kontrakt ëremfannen. Bei deene sou genannte Kaderen, wou a Frankräich d'Definitiouen jo relativ „déif“ usetzt, sinn et esouguer 70%, déi an deem Fall sinn.

4. a 5. Déi Froe sinn deckungsgläich an ech beäntweren se zesummen:

Et sollt een net de Feeler machen, deen den éierewäerte Volleksvertreieder mécht: D'Aarbechtsamt an d'Zäitaarbeitsfirmen hu grundsätzlich net déiselwecht Funktiounen an Ziler. Déi öffentlech Placeménts-servicer sinn do fir Aarbechtsloser méi oder wéineger laangfristeg op den Aarbechtsmaart ze vermëtelen. D'Interimsfirmen si Servicebetreiber, déi op Demande hin de Betriber kuerzfristeg an an Engpäss Aarbechtskräfte liwwere kënnen. Dese Facteur vun der méi laangfristeger Integratioun vun deene Leit ergëtt sech also net aus der primärer Missioun vun deesen Entrepreneuren, mä ass en „Zoufallprodukt“, dat sech zwar als gutt fir den Aarbechtsmaart kann erweisen, mä a priori net gewollt ass.

Et ass genee dës Komplementaritéit vun den Missiounen, déi d'Aarbechtsämter ronderëm eis dozou bruecht huet, ebe genee esou Servicer opzebauen, déi funktionéiere wéi Interimsagencen.

Esou hunn d'ANPE a Frankräich an d'Bundesanstalt für Arbeit an Däitschland (Job-Centers) am Rumm vun hire Verwaltungen Interimsservicer geschaaft, während d'Belsch, Holland, England, Irland asw, esouguer weider gaange sinn a quasi onofhängeg Interimsagencé geschaaft hunn, wou dat jeeweilegt Aarbechtsamt majoritären Aktionär ass.

Dës Servicer oder Agencé bidden dann de Patronen an de Beschäftegten déi Virdeeler, déi Interimsentrepreneuren nun eemol fir béid Säiten ze hu schéngen.

Fir d'Objektivitéit vu menger Äntwert betreffend d'Avantagé vun den Zäitaarbeitsfirmen ze garantéieren, zitéieren ech aus engem Dokument vun der Entreprise „TRACE“, déi Interimsagence, déi de belsche FOREM geschaaft huet. Den Haapaktionär ass iwwergens déi wallounesch Region a Partner sinn och de FOREM, ADIA Interim (Frankräich), T-Groep (Flandern) asw.

Dës Entreprise „TRACE“ beschreift d'Virdeeler vum Interim wéi follegt:

- Aarbechtssich a Recrutementen durch Spezialisten
- Keng Partei muss sech mat Presseannoncé beschäftegen
- Zäitgewënn
- Keng administrativ Démarchen
- Grouss Flexibilitéit am Service (am Verglach mat öffentlechen Dëngschter)
- Ubidde vun engem Service, deen all Démarché bei der Sozialversicherung mécht
- Méiglechkeet e Beschäftegten ze testen
- Formatioun vun de Beschäftegten

- Erlichterung vun der Aarbecht vun de Personalservicer an deene grouse Betriber

- Erlichterung vu Selektiounsaarbecht fir kleng Betriber

- Doraus ergëtt sech eng gewësse Sécherheet fir den Employeur, deen en Zäitbeschäftegten astellt, well de Profil, de Kompetenzbilan asw. vun der Interimsentreprise gemaach ginn, déi sech och ëm de Suivi bekëmmert.

Elo si bei deene Grënn, déi de Succès vun Interimsaarbecht erklären (och nëmmen e relative Succès, well 1,6% vum Gesamtsalariat ass net esou enorm), eng Rei, déi ech verstinn, an eng Rei, déi Froen opwerfen. Dës Froen an Zweifel betreffen haaptsächlech déi verstoppte „période d'essai“, déi en Interimskontrakt duerstellt, dann och d'Méiglechkeet (an der Praxis), den Arbeitnehmer relativ einfach auszutauschen, a leschtendlech och Zweifel iwwert déi genee Uwendung vum Gläichbehandlungsprinzip wat de Loun ugeet.

Aus dese Grënn envisagéieren ech eben eng Aktioun vun der ITM an deemem Secteur.

Ech wëll zum Schluss awer ënnersträichen, datt hei esouwuel d'Interimsfirmen wéi d'Benutzerfirmen an der Verantwortung stinn.

Dofir wäert déi Kontrollaktioun och, a ganz seriö, d'Utilisateuren ënnert d'Lupp huelen.

Ee vun de Punkten, deen hei ënner d'Lupp geholl gëtt, ass sécher de Prozentsaz vun Zäitaarbechter am Verglach mat der Zuel vu permanente Salariéen.

Ech mengen nämlech, datt d'Gesetz net esou geduecht war, datt eenzel Betriber systematesch a permanent mat ëm oder iwwer 50% Interimairé fueren.

Wann et net anescht geet, wäert ech och op deem Punkt méi restriktiv légiféieren.

Et soll nämlech zu Lëtzebuerg eng Gradatioun vu Kontrakter ginn, vum Normale bis bei dat Exceptionnell:

- Contrat à durée indéterminée
- Contrat à durée déterminée
- Interim.

An dohinner musse mer nees kommen.

**Question 2321 (8.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les infrastructures des piscines ouvertes au public:**

Déi momentan Hëtzt an deesen aussergewöhnlech stabile Summer loosse vill Matberger den eklatante Mangel u Sports- a Fraizäitinfrastrukture vun eisem Land elo um eegene Leif spieren. Dëst besonnesch am bevölkerungsräiche Süde vum Land. Hei existéieren nëmmen nach zwou oppe Schwemmen: Diddeleng an Uewerkuer. Méi wéi een huet do an der lescht ëmssoss an der Schlaang gestanen. Regelméisseg goufen d'Paarte wéinst Iwwerfüllung kuerzfristeg an temporär zougemaach.

D'Frustratioun vun de Betraffenen ass deemno verständlech, ëmsou méi, wéi nach laang net jiddere sech eng Vakanz am Ausland leeschte kann. Traditionell nämlech waren dës oppe Schwemmen eng agréabel a génschteg Noerhuelungsméiglechkeet fir d'breet Mass vun eiser Populatioun an dorunner huet sech am Prinzip bis haut och nâischt geännert.

Dofir dës Froen:

1. Wéi vill oppe Schwemmen existéiere landeswäit, wou befannen se sech a wellech zueleméisseg Entwécklung ass feststellen?
2. Wéi vill oppe Schwemmen hat de Süden zu Héichzäiten a wou?

3. Wéini a firwat goufen déi net méi a Betrib befindlech oppe Schwemmen zougemaach?

4. Wéi ass et ze erklären, datt hautdesdaags, an esou engem „räiche Land“ a bei enger esou staark gewuessener Populatioun, daitlech manner oppe Schwemmen am Süden existéieren?

5. Firwat ass d'Rodanger Schwemm nach ëmmer net op?

6. Ass d'Regierung net och der Meenung, datt d'oppe Schwemmen eng séier wichteg, génschteg a gesond Noerhuelungsméiglechkeet fir eis Populatioun duerstellen, a wat gëtt gemaach fir dës Offer an hir Attraktivitéit, besonnesch am Süde vum Land, esou séier wéi méiglech ze vergréisseren?

7. Wier et net eng kâschtege schteg a gutt ëmsetzbar Méiglechkeet fir d'Offer daitlech ze verbessern, wann een um nach disponible Site vun der einsteiger ERA-Schwemm um grenziwwerschreidende Site Terres Rouges zu Esch zesumme mam Département Meurthe et Moselle eng grouss oppe Schwemm fir d'Groussregion géng realiséieren? Esou eng grenziwwerschreidend Zesummenaarbecht hätt den Avantage mat EU-Gelder subventionéiert kënnen ze ginn. Wéi stinn déi zoustänneg Ministeren zu deser Iddi?

**Réponse (29.9.2003) vun der Mme Anne Brasseur, Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports:**

1. Zu Lëtzebuerg existéieren néng reng oppe Schwemmen, an zwar zu Beefort, Uewerkuer, Diddeleng, Gréiwemaacher, Noumer, Réimech, Elwen, Veianen a Wolz.

Zu Miersch an an der Fiels si Piscinë mat enger beweeglecher Kuppel, déi also bei schéinem Wieder kënnen opgemaach ginn, an zu Réide gëtt et elo neierdëngs eng Schwemm mat engem Aussebaseng. Et stinn dem Public also 13 Schwemme mat oppene Bassengen zur Verfügung.

Wat d'zueleméisseg Entwécklung ugeet, esou ass am Moment d'oppe Schwemm zu Rodange a Renovatioun. D'Ouverture ass fir d'Saison 2004 virgesinn.

Weider oppe Schwemme sinn net an der Planung.

2. An Héichzäiten hat de Süden - de geographesche Süden, net de Wielbezierk - fënnef oppe Schwemmen, an zwar zu Uewerkuer, Rodange, Esch/Uelzecht, Déifferdeng a Mondorf.

3. D'Schwemm zu Mondorf gouf aus sanitären an technesche Grënn zougemaach.

D'Era-Schwemm zu Esch, déi op franséischem Territoire an op ARBED-Terrain louch, hätt no leschte franséische sanitären Normen Ufanks den 90er Jore komplett renovéiert misse ginn. Well d'Stad Esch sech net mat engem décke Budget fir eng privat Anlag am Ausland engagéiere konnt, ass dës Schwemm 1995 zougemaach ginn.

4. Och an engem „räiche Land“ dierf gerechent ginn: Wann een aus Statistike weess, datt et an eiser Géigend an der Moyenne 30 Sonnendeeg ginn, während deenen an enger oppener Schwemm Betrib ass, dann ass et och kee Geheimnis méi, datt eng oppe Schwemm nëmme kann en defizitäre Betrib sinn, deen d'Gemeengekeese staark belaascht. Bei enger staarker finanzieller Belaaschtung fir wéineg Rendement ass et nëmme verständlech, datt d'Gemeenge virzéien an iwwerdeckte Schwemmen ze investéieren, déi iwwert d'gant Joer esouwuel dem Schoulsport an dem Verainssport, wéi och der Populatioun zur Verfügung stinn. Defiziter gëtt et och bei iwwerdeckte Piscinen, mä bei en-

ger gudder Gestiouen halen se sech a Grenzen.

5. D'Gemeengeverantwortlech vu Péiteng hunn decidéiert aus der Rollenger Schwemm eng „piscine tout-temps“ ze maachen a se mat engem verschiebbaren Daach ze versinn. Dëst huet d'Aarbechte verlängert. D'Ouverture vun deser Schwemm ass fir d'Saison 2004 virgesinn.

6. Eng oppe Schwemm bitt sonner Zweifel eng agréabel Méiglechkeet fir d'Fräizäit ze verbréngen während esou hëtzege Deeg, wéi mer se dese Summer haten. Ob et allerdëngs gesond ass sech e puer Stonnen hannerenaner an d'Sonn ze leeën ass diskutabel. Et ginn och aner Méiglechkeeten sech bei grousser Hëtzt ze erhuelen.

Wat gëtt gemaach fir d'Offer op deem Gebitt ze vergréisseren? Zousätzlech zum Projet Rodange sinn zwee aner Projekte fir Schwemmen an der Planung, an zwar zu Stroossen an zu Mondorf. Béid Projekte sinn am 8. Fënnefjoresplang fir d'Realisatioun vu kommunalen an interkommunale Sportanlage virgesinn a gi vum Stat och konsequent ënnerstëtzt. Et ass virgesinn dës Schwemmen net nëmmen 100%eg op de Schoul- a Verainssport auszerichten, mä si sollen och den Uspréich vun engem moderne Fräizäit- a Wellnessbad gerecht ginn. Dee Programm gesäit och Aussenanlage vir.

7. Op Grund vun deene Projeten, déi zur Zäit fäerdig gestallt ginn, respektiv an der Planung sinn, gesäit de Sportsministère zu deem Zäitpunkt kee Besoin fir zu Esch nach eng zousätzlech oppe Schwemm ze realiséieren.

**Question 2322 (11.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la restriction de la publicité en faveur du tabac:**

Mam Gesetz vum 24. März 1989 «portant restriction de la publicité en faveur du tabac et de ses produits, interdiction de fumer dans certains lieux et interdiction de la mise sur le marché des tabacs à usage oral», ass en éischte Schrëtt geholl ginn, fir déi negativ Auswirkung vum Tubakkonsum a senge Produkter op d'Gesondheet anzuschranken.

Mat deemem Gesetz ass net nëmmen d'Publicitéit fir den Tubak limitéiert ginn, mä et ass och e gesetzleche Verbuert fir a verschiddene Lokaler a Raimlechkeeten ze fëmmen virgesi ginn. Bei Verstéiss géint déi gesetzleche Dispositiounen an deesen zwee Beräicher riskéiert ee Geldstrofen. Am Widerhuelungsfall kënnen dës Strofe verduebelt ginn.

Schonns 1989 ass bei de Chambersdebatte kritiséiert ginn, datt et wuel nëtzlech ass fir Strofe virzege sinn, wann trotz Verbuert an de genannte Raimlechkeeten gefëmmt gëtt, mä datt et an der Praxis bal onméiglech ass dofir ze suergen, datt dëst Gesetz agehale gëtt. Am Laf vun de Jore kann een dann och ëmmer méi feststellen, datt an de vum Gesetz opgezielte Raimlechkeeten, trotz Verbuert, vill Leit awer fëmmen an domadder d'Gesondheet vun den Net-Fëmmerten a Gefor bréngen.

An deemem Zesummenhank hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Wéi vill penal Poursuité gouf et zanter 1989 bei Verstéiss géint d'Publicitéitsbestëmmungen (éischte Kapitel vum Gesetz) vum 89er Gesetz an zu wéi vill Veruerteelungen ass et komm?

2) Wéi vill penal Poursuité gouf et zanter 1989 bei Verstéiss géint de Verbuert fir a verschiddene Lokaler a Raimlechkeeten ze fëmmen (zweet Kapitel vum Gesetz) an zu wéi vill Veruerteelungen ass et komm?

3) Wéi léisst sech an Zukunft d'Anhale vun de gesetzleche Bestëmmunge vun dem Gesetz vum 24. März 1989 besser iwwerwaachen?

**Réponse (29.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

D'après les renseignements qui m'ont été donnés par les parquets de Luxembourg et de Diekirch, les autorités de poursuite n'ont été saisies d'aucun procès-verbal et d'aucune plainte concernant une infraction à la loi modifiée du 24 mars 1989 portant entre autres restriction de la publicité en faveur du tabac. Il n'y a donc pas non plus eu de jugements rendus en application de cette loi.

**Question 2323 (11.8.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant l'exécution des jugements:**

Meng Fro bezitt sech op de Respekt virum de Gesetzer an op d'Ausféierung vun de rechtskräfigen Uerteeler an eisem Stat. Am konkrete Fall, wou et ëm dräi Antenne geet, déi am Kierchtuerm vu Bærdref bedriwwen ginn, hu Bierger aus der Uertschaft géint déi betreffend Autorisatioun geklot. Den 12. Februar 2001 huet den Tribunal administratif hinne Recht ginn an dës Autorisatioun fir ongültig erkläert, well d'Bautereglement vun der Gemeng d'Installatioun vun enger GSM-Antenn op där Plaz net géif zouloossen.

D'Post an den Aarbechtsminister hunn dogéint Appel ageluecht. Den 20. Dezember 2001(!) huet d'Cour administrative d'Uerteel vum éischte Geriicht voll a ganz confirméiert. Dobäi ass et bliwwen. Trotz enger Onmass vu schréfflechen a mëndlechen Interventiounen vu Säite vun den interesséierte Bierger ass bis haut nach guer nâischt geschitt an d'Post mécht wéi wann et dat Uerteel net géif ginn. Déi zoustänneg Autoritéiten fannen ëmmer erëm nei Ausrieden an Excusen, fir hir Inaktivitéit ze explizéieren. Mat de Kläger, déi um Geriicht Recht kritt hunn, gëtt op dës Manéier regelrecht de Geck gemaach.

Dofir meng Froen:

1. Ass Lëtzebuerg e Rechtsstat, wou jiddereen, also och en Etablissement public, virum Gesetz gläich ass?
2. Wéi ass et ze erklären, datt d'Post sech erlabe kann e rechtskräfigt Uerteel flagrant ze ignoréieren, an datt d'Force publique trotz schréfflechen Plainten net an Aktioun trëtt?
3. Wat gedenkt Dir ze ënnerhuelen, fir deemem rechtsstaatleche Skandal en Enn ze maachen?

**Réponse (29.9.2003) de M. Henri Grethen, Ministre de l'Economie:**

D'Question parlementaire N° 2323 vum Här Deputéierte Mehlen ass initialement un den Här Justizminister Frieden gericht ginn, dee mir d'Fro weidergereecht huet, well d'Post, déi hei indirekt viséiert ass, jo bekannterweis dem Economiesminister ënnersteet.

Als Äntwert op dem Här Deputéierte Mehlen seng Question parlementaire vum 11. August 2003 kann ech déi heite Renseignementer ginn:

Ad 1) Selbstverständlech.

Ad 2) Den Dag nodeems den Arrêt vum 20. Dezember 2001 vun der Cour d'Appel notifizéiert ginn ass, hunn déi responsabel Ingenieure vum LUXGSM-Netz d'Parametere vun der Statioun esou emgéännert, dass déi maximal Wäerter, déi vun der Antenn ausginn, ënner 100 Watt gefall sinn, esou dass dës Statioun haut net méi ënnert d'Gesetz vun den „établissements classés“ fällt.



Ad 3) Well nom Arrêt vum 20. Dezember 2001 déi néideg Moossname geholl goufe fir d'Gesetz ze respektéieren, kann net vun engem rechtsstaatleche Skandal Rieds goen.

**Question 2326 (11.8.2003) de M. Georges Wohlfart (LSAP) concernant la perte de revenus pour les agriculteurs:**

La canicule et la sécheresse puissantes ne restent pas sans conséquences néfastes pour le monde agricole. Ainsi la Commission européenne a décidé, en principe, que le paiement de certaines primes serait, en partie du moins, anticipé, afin de venir en aide aux agriculteurs. Durant ce week-end, les médias allemands ont diffusé la nouvelle que les responsables fédéraux et des Länder se retrouvaient en réunion de crise afin de discuter de subventions éventuelles pour le secteur agricole.

Dans cet ordre d'idées j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de l'Agriculture:

- Quel est le montant des primes envisagé par la Commission européenne?

- Monsieur le Ministre peut-il me renseigner sur le montant approximatif des pertes de revenus pour ce qui est de notre pays?

- D'autres mesures sont-elles envisagées d'ores et déjà par le Ministère de l'Agriculture?

**Réponse (10.9.2003) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

La question parlementaire au sujet de la sécheresse exceptionnelle et de la chaleur caniculaire appelle les réponses suivantes:

L'honorable Député relève à juste titre que la situation climatologique des derniers mois s'est caractérisée par une chaleur exceptionnelle et prolongée dans certaines régions de l'Europe dont notamment le Grand-Duché de Luxembourg. Cette situation a été particulièrement difficile pour le secteur agricole et a affecté surtout la production de fourrages et dès lors les éleveurs de bovins.

Afin de permettre aux producteurs de faire face aux charges financières additionnelles causées par cette sécheresse exceptionnelle, différentes mesures ont été décidées au niveau de l'Union européenne.

Ainsi, certains Etats membres ont été autorisés à permettre aux agriculteurs l'utilisation des terres gelées aux fins d'alimentation du cheptel. Au Grand-Duché de Luxembourg cette mesure a été mise en œuvre dès le début du mois d'août.

Le taux des avances que les Etats membres peuvent effectuer dans le secteur de la viande bovine à partir du 16 octobre est augmenté de 60% à 80%.

Par ailleurs l'Allemagne, la France, l'Italie, le Portugal et le Luxembourg ont été autorisés à avancer du 16 octobre au début de septembre le paiement des avances sur les primes animales à l'intérieur de l'enveloppe budgétaire définie par l'Etat membre et qui s'élève à 1,4 mio d'euros en ce qui concerne le Luxembourg. Le paiement de ces fonds aux agriculteurs est en cours.

Sur le plan national j'ai décidé d'autre part une dérogation à la réglementation en vigueur, dérogation qui permet aux agriculteurs participant au régime d'aides favorisant les méthodes de production agricoles compatibles avec les exigences de la protection de l'environnement et de l'entretien de l'espace naturel, d'utiliser en automne les cultures dérobées et les sous-semis à des fins d'affouragement.

Ces différentes mesures vont certainement contribuer à améliorer la situation financière des agriculteurs concernés et donnent une flexibilité supplémentaire à augmenter le cas échéant le stock de fourrage nécessaire pour l'hiver.

A ce stade il me paraît prématuré d'avancer un chiffre sur le montant des pertes de revenu pour les agriculteurs.

J'ai cependant chargé les services compétents de suivre attentivement la situation sur le terrain, notamment afin de pouvoir évaluer la nécessité et le cas échéant la nature des mesures supplémentaires à prendre.

**Question 2327 (11.8.2003) de M. Gusty Graas (DP) concernant les syndicats de communes:**

La loi concernant les syndicats de communes du 23 février 2001 abroge et remplace celle du 14 février 1900 concernant la création des syndicats de communes. Lors des débats afférents à la Chambre des Députés plusieurs réserves ont été émises quant à l'application de la nouvelle loi. Ainsi le recours à des emprunts, la modification des statuts, le personnel et l'engagement des communes-membres ont été entre autres des points ayant donné lieu à des positions différentes. Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à M. le Ministre:

- Est-ce que M. le Ministre est en mesure de dresser un premier bilan, comme d'ailleurs revendiqué par d'autres, de la mise en application de la nouvelle loi concernant la création des syndicats de communes?

- Dans l'affirmative, est-ce que l'application des nouvelles dispositions légales a donné lieu à des problèmes avec des syndicats intercommunaux? Si oui, lesquels?

- Combien de syndicats en place lors de l'entrée en vigueur de la loi du 23 février 2001 ont entre-temps mis leurs statuts en conformité avec les nouvelles dispositions légales?

**Réponse (15.9.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

La loi du 23 février 2001 concernant les syndicats de communes est en application depuis deux ans et demi.

Par une circulaire du 2 avril 2001 les communes et les syndicats de communes ont été informés par le Ministère de l'Intérieur sur la mise en œuvre pratique des nouvelles dispositions légales. Aussi les services compétents du Ministère de l'Intérieur et des Commissariats de district ont-ils assisté et conseillé les communes et les syndicats de communes qui ont demandé leur appui lors de la modification de statuts de syndicats existants. De même, les syndicats nouvellement créés depuis l'entrée en vigueur de la loi du 23 février 2001 ont été accompagnés par les agents compétents du Ministère de l'Intérieur et des Commissariats de district lors de la rédaction de leurs statuts.

Il n'y a jusqu'à présent pas eu de problèmes majeurs avec des syndicats intercommunaux concernant l'application de la nouvelle loi. Evidemment, la transposition et la clarification dans des statuts existants des exigences de la nouvelle législation peuvent donner lieu à d'après discussions dans la mesure où le texte de la loi ne règle que les principes sans donner pour chaque cas de figure le mode d'emploi concret. Des divergences de vue ont toutefois pu être applanies lors d'entretiens entre les parties concernées.

La partie de la loi la plus délicate à transposer dans le texte des statuts d'un syndicat est sans doute

celle qui concerne les engagements financiers des communes dans le syndicat tant au niveau des investissements qu'au niveau des frais de fonctionnement. En général les responsables des syndicats existants demandent aux agents compétents du Ministère de l'Intérieur ou aux Commissaires de district de les aider à rédiger ce volet des statuts afin de pouvoir proposer aux communes membres un texte qui identifie et respecte les engagements de chaque commune. Il importe dans ce contexte de veiller à identifier sur base de paramètres clairs et vérifiables les besoins en services que chaque commune membre entend se faire couvrir par la structure intercommunale et ce dans le respect réciproque des droits aux services des autres communes. Des réunions de concertation sont organisées suivant les besoins pour aboutir à des textes qui satisfont les responsables du syndicat et qui sont en conformité avec la loi.

Depuis l'entrée en vigueur de la nouvelle loi sur les syndicats de communes cinq nouveaux syndicats ont été créés et une modification des statuts d'un syndicat existant a été publiée au Mémorial. D'après les informations dont dispose le Ministère de l'Intérieur une vingtaine de syndicats intercommunaux ont entamé la procédure de modification de leurs statuts. Le Ministère de l'Intérieur et les Commissariats de district continuent à assister les syndicats dans leurs démarches pour adapter leurs statuts à la loi du 23 février 2001.

**Question 2328 (12.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le projet „CUTE“ (système d'autobus à piles à combustible à l'hydrogène):**

Eng ganz Rëtsch Ëmweltproblemer ass op den enormen Energiehonger vun de wirtschaftleche Héichentwëckelten a sech entwëckelnde Länner zréckzeféieren, en Honger, dee gréisstendeels mat fossile Brennstoffe gestéllt gëtt.

Dat wier kee Grund zu Pessimismus, wann een de politesche Wëllegen erkennen dës Erausforderung resolut unzepaken. Technesch gesi wier et nämlech schonns haut méiglech de weltwäiten Energiebedarf ëmweltfrëndlech ze decken. Eng grondleeënd a revolutionär Method wier dobäi d'Brennstoffzellentechnik, déi antëschent esou wäit perfektionéiert ass, datt schonns eng ganz Rutsch Applikationen a gréisseren Alldagtests funktionéieren, net nëmmen als Blockheizkraaftwierker, esouguer a private Stéit, mä och a besonnesch am Transportberäich. Mat Waasserstoff bedriwwene, funktionéieren dës Systemer emissionsfräi. All gréisser Automobilsfabrikant schaffe mat Héichdruck un der Aféierung vu mat Waasserstoff bedriwwene Seriemoedeller.

Momentan hält esouguer d'Stad Lëtzebuerg am weltwäit éischte Groustest mat Brennstoffzelle-Liniébussen deel. Dobäi handelt et sech ëm de Projet „CUTE“, dee vun der EU subventionéiert gëtt.

Déi zentral Erausforderung läit elo am séieren, awer enorm käschtespilligen Opbau vun enger Waasserstoffinfrastruktur fir den öffentliche a privaten Transport, e Kraaftakt, deen déi direkt concernéiert Privatwirtschaft eleng net packt.

Dofir dës Froen:

1. Huet den Ëmweltministère Kenntnis vun der Participatioun vun der Stad Lëtzebuerg um Projet „CUTE“?

2. Wéi ass den Test am Alldag vun dësen Null-Emissions-Busser bis

elo verlaf? Kënnt ee sech an noer Zukunft en ofgasfräien öffentliche Bustransport virstellen?

3. Wéi évaluéiert den Ëmweltministère d'Aussichte vun der Brennstoffzellentechnik a vu Waasserstoff als Energieträger am Transportwiesen?

4. Wier d'Regierung bereet dës nei Technologie massiv ze förderen?

5. Kënnt Lëtzebuerg net, als klenge a relativ finanzstaark Land, eng weltwäit beispillhaft Virreiderroll spillen, andeems eise Stat systematesch hëllef déi éischt national flächendeckend Waasserstoffinfrastruktur opzebauen?

6. An enger éischer Phas wäert den Nodeel vu Brennstoffzellebedriwwenen Transportmëttel hiren deieren Uschafungspräis sinn. Wier d'Regierung bereet schonns am Virfeld vun der Serieräif ze deklaréieren esou Gefierer staark ze subsidiéieren, dëst an éischer Linn als wichtegt motivéierend Signal fir d'Automobil- a Brennstoffzellenindustrie an och déi entsprechende Investore fir déi weider Entwécklung a Virfinanzéierung vun esou Null-Emissionsseriemoedeller?

**Réponse (29.9.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:**

Laut eisen Informatiounen géng d'Stad Lëtzebuerg, ënnerstëtzt vu Bréissel a Stat, 3 där Busser kafen. Niewent Lëtzebuerg bedeelegen sech 9 aner Stied an Europa um «European Full Cell Bus»-Projet, dee vu Bréissel ënnerstëtzt gëtt. Bis elo sinn nach keng Tester zu Lëtzebuerg verlaf, well d'Busser eréischt an e puer Woche geliwert ginn. An noer Zukunft ass och net un en ofgasfräien allgemengen öffentliche Bustransport ze denken, well d'Tester lafen iwwer zwee Joer. De serieräifen Asaz vun der Brennstoffzellentechnik ass éischer mëttel- bis laangfristeg ze gesinn. Am Moment ass éischer den Asaz vu Busser, déi mat Äerdgas funktionéieren oder och mat «Biorcarburants», wou deemnächst eng EU-Direktiv soll an nationaal Recht ëmgesat ginn, als Alternativ unzegesinn.

D'Regierung fördert nei an erneierbar Energien an Techniken, an och Brennstoffzellentechnik. Beispillsweis gi Brennstoffzellen, déi vu Privatpersounen installéiert ginn, mat bis zu 75.000 Euro ënnerstëtzt. Projete vu Gemenge kënnen iwwert den Ëmweltschutzfong finanziell ënnerstëtzt ginn.

Ech wëllt och drop hiweisen, dass haut de Waasserstoff nach am wesentlechen aus fossilen Energieträger gewonnen gëtt. D'Waasserstoffherstellung kann also net als ofgasfräi ugesi ginn, och wann d'Brennstoffzellentechnik ofgasfräi ass.

Waasserstoff kann awer och ënnert dem Asaz vu Solarstrahlung, Wand- a Waasserkraaft produzéiert ginn. An deem Fall sinn awer haut d'Käschte wesentlech méi héich, an d'Technik ass nach net ganz ausgeräif.

Bei alle Strategien zum Ofbau vun enger geschlossener Waasserstoffwirtschaft ass d'Fro vum Stockage an dem Transport en zentralen Aspekt.

Am Moment si verschidde Speichermethoden an der praktescher Erprouung. Un eng national Waasserstoffinfrastruktur parallel zum bestehende Gasnetz ass awer am Moment net ze denken. D'Käschte wäeren horrend, an d'Produktioun vum Waasserstoff misst fir d'éischt emol garantéiert sinn. Bei der Utilisatioun vum Waasserstoff am Verkéier stellt sech och erëm d'Fro vun dem Stockage bei den Tankstellen. Hei missten d'Brennstofflieferanten awer d'Investiounskäschten droen. Innovativ Bëtriber, déi d'Brennstoffzellentechnik asetzen, kënnen iwwert d'Wirtschaftsrahmengesetz gefördert ginn. E Reformprojet gesäit vir, dass nei Ëmwelttech-

niken an nei Energieformen hei speziell sollen ënnerstëtzt ginn.

**Question 2329 (12.8.2003) de M. Jean Colombera (ADR) concernant les serpents:**

In letzter Zeit werden mir vermehrt Schlangensichtungen zugetragen. Was an der langanhaltenden Wärmeperiode liegen mag. So zum Beispiel in Eschdorf, bei Feldarbeiten, wie auch in Wilwerwiltz. Nicht immer handelt es sich dabei um lebende Exemplare, auch Schlangenhäute (nach erfolgter Häutung des Reptils) werden gefunden, so z.B. kürzlich in Merscheid/Mertzig.

Gleichzeitig ist aber auch festzustellen, dass das Hobby, exotische Tiere in Terrarien zu halten, sich zunehmender Beliebtheit erfreut. Dabei sind gerade Schlangen beliebt und nicht zuletzt Giftschlangen.

Darum folgende Fragen:

1. Wie viele Schlangenarten kommen in Luxemburg in freier Wildbahn vor und welche davon könnten dem Menschen u.U. gefährlich werden (wie z.B. Vipera berus)?

2. Wie häufig ist das Vorkommen von Schlangen in den verschiedenen Gegenden des Landes?

3. Haben einheimische Schlangenarten sich aufgrund der langen und ungewöhnlich warmen Hitze- und Trockenperiode, besonders stark vermehrt?

4. Würden schon nichteinheimische Schlangenarten in freier Wildbahn gesichtet?

5. Muss ein Schlangenhalter das Verschwinden eines seiner Tiere bei den Behörden melden?

6. Wie lange könnten ausgetragene exotische Schlangenarten in unseren Gegenden überleben?

7. Besteht eine Meldepflicht für die Haltung von Gift- oder Würgeschlangen, wäre eine solche gegebenenfalls einführungswert und welche gesetzlichen Bestimmungen gelten derzeit für die private Haltung/Züchtung von Schlangen und wie werden diese kontrolliert und sanktioniert?

8. Falls solche Bestimmungen noch nicht existieren, wäre es nicht an der Zeit solche zu erlassen?

**Réponse (8.9.2003) de M. Charles Goerens, Ministre de l'Environnement:**

1. Au Grand-Duché de Luxembourg, seulement deux espèces de serpents indigènes existent dans la nature: la coronelle lisse (Glattnatter) Coronella austriaca, et la couleuvre à collier (Ringelnatter) Natrix natrix. Les deux espèces sont absolument inoffensives, non venimeuses et ne constituent par conséquent aucun danger pour l'homme. L'espèce citée dans la lettre de l'honorable Député M. Jean Colombera, à savoir la vipère péliade (Kreuzotter) Vipera berus, n'a jamais été trouvée au Luxembourg. En dehors des deux espèces de serpents, il existe au Luxembourg l'orvet fragile (Blindschleiche) Anguis fragilis, qui, ayant certes l'apparition d'un serpent pour l'observateur non spécialiste, n'est pas un serpent, mais un lézard absolument inoffensif ne constituant aucun danger pour l'homme. Cette espèce fait souvent l'objet d'observations de «serpents» par des non spécialistes.

Toutes les espèces de reptiles, donc aussi les deux espèces de serpents, sont intégralement protégées au Grand-Duché de Luxembourg par la législation nationale (loi du 11 août 1982 concernant la protection de la nature et des ressources naturelles; règlement grand-ducal du 8 avril 1986 concernant la protection intégrale et partielle de certaines espèces animales de la faune sauvage). Par conséquent, des individus de ces espèces ne peuvent être inquiétés,



tués, chassés, capturés, détenus ou naturalisés et ceci quel que soit leur stade de développement. Ils ne peuvent être acquis, transportés, importés, exportés ou mis en vente ni vivants, ni morts, ni dépeçés.

2. Il n'existe pas d'étude systématique détaillée sur le statut des reptiles au Luxembourg. Les deux espèces sont pourtant présentes à travers le pays: la couleuvre à collier fréquente plutôt les milieux humides, alors que la cornelle lisse préfère plutôt les milieux secs (p.ex. les anciennes minières à ciel ouvert; Dudelange Haardt, etc).

3. Aucune indication permet de conclure si la température élevée de 2003 a résulté en une reproduction plus importante des serpents.

4. Jusqu'à présent un seul cas d'un individu d'une espèce non indigène a été trouvé dans la nature, près de Strassen, en début des années 1980; il s'agissait d'un individu d'une espèce de couleuvre non indigène non identifiée, écrasé sur une route.

5. Le chapitre II de la loi du 15 mars 1983 ayant pour objet d'assurer la protection de la vie et le bien-être des animaux (articles 2-4) dispose sur la détention d'animaux, y inclus les animaux non domestiques.

«Chapitre II: détention d'animaux

Art. 2. Toute personne qui tient un animal, qui en a la garde ou qui en prend soin est tenue:

de donner à l'animal la nourriture et les soins appropriés à son espèce et de lui fournir un logement adapté à ses besoins physiologiques et éthologiques;

d'éviter de restreindre les besoins naturels d'exercice et de mouvement d'un animal de façon qu'il en résulte pour lui des douleurs, des souffrances, des dommages ou des lésions. Des règlements grand-ducaux peuvent déterminer les conditions de confort minima de détention et d'entretien des animaux.

Art. 3. Les installations techniques dans les systèmes d'élevage intensif doivent suffire à des conditions minima de dimensions, d'éclairage et d'aération à déterminer par règlement grand-ducal et être autorisées par le Ministre.

Art. 4. La détention d'animaux d'espèces non domestiques n'est autorisée que dans des établissements ou élevages spécialement affectés à des fins didactiques, scientifiques et pour la conservation d'espèces menacées.

Ces autorisations peuvent être retirées à tout moment.

Le Ministre ayant dans ses attributions l'Administration des Services vétérinaires, désigné dans la présente loi par les termes «le Ministre», pourra déroger à cette disposition pour certaines espèces d'animaux à déterminer par règlement grand-ducal.

Le Ministre pourra interdire la détention de certaines espèces d'animaux.

Des règlements grand-ducaux détermineront les conditions générales et spécifiques de détention et d'entretien à respecter, ainsi que des conditions d'autorisation, de fonctionnement, de salubrité et de sécurité ainsi que le contrôle de ces installations.

Les responsables des établissements ci-dessus doivent être titulaires d'un certificat de capacité pour l'entretien de ces animaux.

Un règlement grand-ducal fixera les conditions de la délivrance de ce certificat.

Les exploitants d'établissements et d'élevages existants sont tenus d'obtenir l'autorisation requise dans les six mois suivant l'entrée en vigueur de la présente loi.»

6. Concernant le potentiel de survie d'individus d'espèces non indigènes dans la nature au Grand-Du-

ché, aucune généralisation ne peut être faite: ceci dépend entièrement de l'espèce et du climat de leur aire de répartition géographique originelle.

**Question 2330 (12.8.2003) de M. Robert Mehlen (ADR) concernant la réglementation du travail agricole:**

Nodeem den Här Innenminister mer op eng entspriechend Fro (Q.p. Nr 2243) geäntwert huet, datt d'Police an aller Gesetzméissegkeet (en parfaite légalité) gehandelt hätt, wéi si e Bauer, deen amgaang war op engem Sonndeg um Cents a sengem Hee ze schaffen, gezwongen huet, fir mat senger Aarbecht opzehalen, stellt sech fir d'Landwirtschaft déi grundsätzlech Fro no der Gläichbehandlung, well de Kaméidi, deen z.B. d'Fligere maachen, anscheinend net ënnert dese Verbuete fällt. Et stellt sech och d'Fro, ob d'Méie vu Wues, wat keng dringend noutwendeg Aktivitéit duerstellt, mat enger eventueller beruflecher Noutsituatioun an der Landwirtschaft gläichgestallt ka ginn. Duerfir géif ech lech, Här Minister, gäre folgend Froe stellen:

1. Wéi gesitt Dir dës Problematik aus der Siicht vun der Ausübung vum landwirtschaftleche Beruff, deen de Kapriole vum Wieder ausgelwwert ass?

2. Gëtt et keng generell gesetzlech Bestëmmung, déi dem Bauer (besonnesch bei problematesche Wiederkonditiounen) d'Ausübung vum sengem Beruff garantéiert, och wann e Gemengereglement esou verfaasst ass, datt et „missbräuchlich“ kann ausgeluecht an applizéiert ginn?

3. Am Fall, wou dat net zoutreff, sidd Dir eventuell bereet, fir eng gesetzlech Initiativ ze huelen, fir dës Problematik kloer ze regelen, an domat ze verhënneren, datt esou e bedauerleche Virfall sech net méi ka widerhuelen?

**Réponse (8.9.2003) de M. Fernand Boden, Ministre de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural:**

Suite à la réponse fournie par M. le Ministre de l'Intérieur à la question parlementaire posée par l'honorable Député au sujet de travaux bruyants effectués par un agriculteur sur un champ du quartier Cents le dimanche de Pentecôte, l'honorable Député revient à charge pour situer le problème sur un plan plus général. Les questions posées appellent les réponses suivantes:

1. Il est manifeste que le secteur agricole, plus que tout autre secteur économique, est dépendant des conditions climatiques et se trouve en défi permanent contre les divers aléas météorologiques. Bien plus, la restructuration des exploitations, la mécanisation et la spécialisation ont entraîné une sensibilité beaucoup plus grande des exploitations modernes aux aléas climatiques, au point que les conséquences sont de plus en plus difficiles à supporter en termes de gestion d'entreprise.

Pour prévenir de telles conséquences, il est évident que des travaux champêtres, même bruyants, doivent pouvoir être exécutés en dehors des heures ou jours de travail normaux, tout retard risquant de s'avérer être fatal.

Ceci dit, il me paraît tout aussi évident que cette contrainte ne saurait valablement être exercée et acceptée que si toutes les parties impliquées font montre de bon sens et si des mots comme doigté, respect, compréhension et tolérance ne sont pas vides de sens.

2. Une disposition légale telle que visée par l'honorable Député n'existe pas. D'ailleurs, compte tenu de la panoplie et de la différenciation des situations pouvant se

présenter et des pouvoirs et obligations des communes en matière de tranquillité, une adaptation des règlements de police communale, là où il s'avère nécessaire, serait certainement une voie plus appropriée pour régler le problème évoqué.

3. Au regard de mes explications fournies aux points 1 et 2, j'ai tendance à mettre en doute l'acuité d'une solution du problème invoquée par voie coercitive. D'ailleurs, il est généralement admis qu'une réglementation générée par un cas fortuit constitue une mauvaise technique juridique.

**Question 2332 (13.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant la lutte contre le tabagisme:**

An de Séissegkeetsrayone vun deene meeschte Geschäfte kann ee Schokolas- a Knätschzigarette kafen. Vun der Form, der Opmaachung an der Verpackung hier kéint ee mengen, et géing sech em „richteg“ Zigaretten handelen. Wëssenschaftlech Studien hunn, laut dem däitsche Verbraucherschutzministerium, allerdéngs erginn, datt d'Kanner mat dëser op den éischte Bléck harmloser Séissegkeet spéider zum Fëmme verleet ginn.

Dofir fuerdert den däitsche Verbraucherschutzminister d'Industrie an den Handel op, dës Séissegkeete fräiwëlleg aus de Regaler ze huelen. Wann dëst net sollt geschéien, da géing gepréift ginn, ob esou Séissegkeeten net kënn gesetzlech verbuede ginn. Grad virun dem Hannergrond, datt d'Zuel vun de jonke Fëmmeren zu Lëtzebuerg konstant klëmmt, schéngt et mer wichtig ze sinn, fir och zu Lëtzebuerg iwwer esou Schrëtt nozedenken.

An dësem Zesammenhang hunn ech folgend Froen un den Här Minister:

1) Ass den Här Minister bereet am Kader vun der „Lutte contre le tabagisme“ och zu Lëtzebuerg esou eng Empfehlung un d'Industrie an den Handel erauszeginn?

2) Kann zu Lëtzebuerg eventuell och e gesetzleche Verbuete vun deene Séissegkeeten an d'Ae gefaasst ginn?

**Réponse (4.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

De Moment gëtt et nach keng gesetzlech Basis fir géint Schokolas- a Knätschzigarette virzegoen.

Allerdéngs huet Lëtzebuerg viru kuerzem eng «Convention-cadre pour la lutte antitabac» vun der Weltgesundheitsorganisation ënnerschriwwen. Den Artikel 16 vun där Konvention regelt de Verkaf vun Tabaksprodukter u Mannerjähreger. De selwechten Artikel verbitt och de Verkaf vu Séissegkeeten oder Spillsaachen, déi d'Form vun Tabaksprodukter unhuelen.

Bei Geleeeënheet vun der Ratifikatioun vun där Konvention muss gesetzlech Moossname virgesi ginn, fir och d'Regele vum Artikel 16 an déi Lëtzebuurger Gesetzgebung ze iwwerhuelen.

**Question 2333 (13.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le co-voiturage:**

Um direkte Wee op seng Schaff ass den eenzelne Salarié am Fall vun engem Accident versécherert. Et gëtt awer Salariéen, déi sech fir hire Wee op d'Schaff a Fuergemeinschaften zesummeschlëssen, fir

hire jeeweilegen Auto méi rationell ze notzen.

Am Kontext vun der momentaner Ozonproblematik kann een dëst Verhalen als besonnesch ëmweltbewusst nëmmen encouragéieren.

Fir dës Fuergemeinschaft bilden ze kënnen, fiert de Chauffeur, dee grad um Tour ass, oft net um direkte Wee op seng Schaff. En hält deen een oder anere Mataarbechter of a setzt och deen een oder aneren op enger Aarbechtsplaz of, déi net um Site vu senger eegener Schaff läit.

Dofir dës Froen:

1. Sinn och d'Chauffeure vu Fuergemeinschaften op hirem ganzen, tatsächlech zréckgeluechte Wee op hir Schaff, versécherert?

2. Sinn och déi aner Membere vun enger Fuergemeinschaft integral versécherert, och fir den Deeltrejet, dee se bis zu engem jeeweilegen Treffpunkt zréckleeë mussen?

3. Falls deem net esou ass, wier et net richtig de wichteg dës Versécherungsavantages integral och a grad de Fuergemeinschaften zouzegestoen?

**Réponse (12.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

L'article 92 du Code des assurances sociales, alinéas 1<sup>er</sup> et 3, dispose qu':

«On entend par accident professionnel celui qui est survenu à un assuré par le fait du travail ou à l'occasion de son travail.

(...)

Un règlement d'administration publique précisera les conditions auxquelles devra répondre, pour être considéré comme un fait du travail, l'accident survenu sur le parcours effectué pour se rendre au travail et en revenir.»

L'arrêté grand-ducal modifié du 22 août 1936 portant exécution de l'article 92, alinéa final du Code des assurances sociales précise la notion d'accident de trajet: sont visés le trajet effectué par l'assuré pour se rendre de sa demeure ou de sa maison de pension habituelles au lieu de son travail et pour en revenir et le trajet effectué pendant une interruption du travail par autorisation expresse ou tacite du patron ou de ses préposés, sauf si le trajet a servi à des fins strictement personnelles à l'assuré.

L'article 2 dudit arrêté précise que:

«Donnent lieu à indemnisation les accidents de trajet survenus sur le territoire du Grand-Duché, ou, dans l'hypothèse de l'alinéa final de l'article 91 du Code des assurances sociales, à l'étranger, pendant le parcours normal sur la voirie publique, dans les chemins de fer et leurs dépendances ouvertes au public et sur les chemins d'accès privés des entreprises. Il en sera de même des accidents survenus en territoire étranger sur un tronçon de trajet intermédiaire entre deux portions du territoire luxembourgeois.

Est considérée comme voirie publique au regard de l'alinéa qui précède toute voie classée comme telle ou ouverte au public en vertu d'un usage constant et non trouble.»

Dans l'impossibilité de réglementer toutes les situations d'espèces pouvant se présenter, les dispositions légales et réglementaires fixent des règles de portée générale, précisées et complétées par la jurisprudence. C'est l'ensemble des solutions données aux cas d'espèces par le juge qui permet, graduellement, d'élaborer une définition, ou tout au moins de délimiter positivement et négativement une notion déterminée, autrement dit de savoir ce qui rentre ou non sous cette qualification.

Dans un arrêt du 12 novembre 1981, le Conseil supérieur des assurances sociales a décidé que ne constitue pas une augmentation du

risque assuré, le fait d'un détour pour prendre en charge une collègue de travail, alors qu'en réalité, par la circonstance que deux assurés empruntent une seule voiture pour effectuer le même trajet, le risque assuré est diminué dans la mesure où les deux trajets se trouvent remplacés par un parcours unique. La victime ne saurait être privée du bénéfice de la loi alors que la réduction des frais d'essence et autres constitue indubitablement une nécessité de la vie courante, justifiant le maintien de la protection légale dans la mesure où ces considérations n'entraînent pas une augmentation disproportionnée des risques assurés.

L'idée dominante dans l'application des dispositions légales est dès lors celle d'assurer une répartition équitable entre les risques de trajet, la responsabilité patronale et les droits de l'assuré social.

**Question 2335 (14.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les contraintes thermiques au lieu de travail:**

Meteorologen a Klimafuerscher behaupten et kéint ee sech elo schonns drop astellen, datt Rekordsummer wéi dee jëtzenge ëmmer méi d'Regel ginn. Eis Aarbechtsgesetzgebung ass dësem strukturelle Klimawissel nach net ugepasst.

Hëtzepräi oder Mesuren, déi en Employeur ab enger bestëmmter Héijer Temperatur ze ergräifen huet, sinn an eiser Gesetzgebung net ze fannen, dëst obwuel de gesondheetleche Risiko (Hypothermie) bei Baussentemperaturen, déi iwwert der normaler mënschlecher Kierpertemperatur leien, enorm ass. Esou gouf elo aus Frankräich vun engem Aarbechter bericht, deen um Wee heem vun engem Schantjen zesummegebrach a verseecht ass.

Grad eeler Salariéen, déi ustrengegend kierperlech Aarbecht dobaussen am Stroossen- oder Haiserbau verrichte mussen, mä bai wäitem net nëmmen an deem Secteur, sinn hei direkt betraff, woubäi d'Rentrée aus dem „congé collectif“ elo eréischt virun der Dier steet.

Dofir dës Froen:

1. Wat ass d'Maximaltemperatur, déi op engem Aarbechtsposten net iwwerschritt dierf ginn a wéi eng Mesur muss de Patron huele falls dës Maximalwäerter iwwerschritt ginn, resp. wat sinn dem betraffene Salarié seng Rechter am Fall vun net méi ze veräntwertenden Héijen Temperaturen op der Schaff?

2. Wier et méiglech, datt den Aarbechtsminister ugesichts der bevorstehender Rentrée aus dem „congé collectif“ eng Recommendation veröffentlecht, vläicht iwwert de Wee vun der Äntwert op dës Fro, déi den Employeuren e gewëssene „code de conduite“ vis-à-vis vun hire Salariéen ugesichts der aktueller Hëtzezeit an d'Hand gëtt?

3. Wier et méiglech, datt den Aarbechtsminister kuerzfristeg gewësse limitéiert Sonderregelungen, d'Hëtzeproblematik op der Aarbechtsplaz betreffend, erausgëtt?

4. Wier et net un der Zäit hei legislativ täteg ze ginn?

**Réponse (18.9.2003) de M. François Biltgen, Ministre du Travail et de l'Emploi:**

Weder bei eis, nach an eisen Nopeschlänner, ginn et Bestëmmungen, déi maximal Temperature fir eenzel Aarbechtsposte virgesinn.

Déi generell Moossnamen, déi de Patron muss huelen, och am Fall vun Aarbechtsbedingungen, déi duerch Hëtze erschwéiert ginn, fanne mer an deenen zwee ganz expliziten Artikelen 4 a 5 vum Gesetz vum 17. vum Broochmont 1994 betreffend d'Sécherheet an d'Ge-



sondheet vun de schaffende Persounen op hirer Aarbecht.

Ech wëll dofir den éierewäerte Volleksvertrieeder op des Texter hiweisen.

Esou ass d'generell Regel, datt den „Employeur“ verpflichtet ass d'Sécherheet an d'Gesondheet vun de „Salariéen“ ze sécheren, an dat an allen Aspekter, déi mat der Aarbecht ze dinn hunn.

Des Weideren entbannen déi Verpflichtungen, déi d'Aarbechter selwer am Beräich vu Sécherheet a Gesondheet hunn, den „Employeur“ net vu senger prinzipieller Verantwortung an där Matière (Artikel 4).

Esou bestëmmt dann den Artikel 5 vum uewe genannte Gesetz och, datt de Patron an der Rumm vu senger Verantwortlechkeeten all déi Moosnamen ergräift, déi néideg sinn, fir d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbechtsplaz ze garantéieren. Doran abegräff sinn d'Preventioun, d'Informatioun an d'Formatioun, genee ewéi, d'„mise en place“ vun der Organisatioun an deenen néidege Méttelen.

Den Text seet dann och nach, datt de Patron dofir ze suergen huet, datt déi Moosnamen ze adaptéieren sinn, wann d'Emstänn änneren oder fir déi bestoend Situatioun ze verbesseren.

Leschtendlech fixéiert den Text eng ganz Rei vu Prinzipien no deenen den „Employeur“ déi genannte Moosname muss ëmsetzen (Risiko verhënneren, déi Risiko bewäerten, déi net ze verhënnere sinn, d'Risiken un der Quell bekämpfen, d'Aarbecht un de Mënsch adaptéieren an zwar an der Konzeptioun vun de Posten an an de Sécherheetsausrüstungen, d'Preventioun plangen duerch een zesummenhängenden Ensemble aus Technik, Organisatioun, Aarbechtsbedingungen an Influenz vun äusserer Bedingungen asw.). Den éierewäerte Volleksvertrieeder kann déi Gesetzestexter liesen, fir all Detailer ze fannen, well d'Gesetz vum 17. vum Broochmount 1994 nach eng ganz Rei vu Konditiounen, Obligatiounen a Prozedure virgesäit.

Den Text schwätzt also vu „facteurs ambiants au travail“, esou datt ech der Meinung sinn, och am Gesamtkontext vum Gesetz, datt natierlech all des virbeugend Moosnamen och de Beräich vun der iwwergrousser Hëtzt betreffen.

Op jiddfer Fall setzt dëst Gesetz, zesumme mam Gesetz vum 17. vum Broochmount 1994 iwwert d'Gesondheidsdëngschter op der Aarbecht, déi legislativ Rumm vun de Rechter a Flichte vun deenen engen an deenen aneren.

Ech misst, fir komplett ze sinn, och nach drun erënneren, datt zanter dem Gesetz vum 25. vum Fréilénk 1995 d'Bestëmmungen iwwert d'Inaktivitéit am Fall vu schwéiere Wiederbedéngungen ënner verschiddene Konditiounen, och bei aussergewéinlecher Hëtzt spille kënnen (Artikel 2, Paragraph (2) vum uewe genannte Gesetz).

Dës Uwendung läit am Ermiesse vum Aarbechtsminister, a soll, fir Abüen ze verhënneren, restriktiv gehandhabt ginn.

Eng Demande misst komme vun de sou genannten „travailleurs désignés“ am Sënn vum Artikel 6 vum Gesetz vum 17. vum Broochmount 1994 iwwert d'Gesondheet an d'Sécherheet op der Aarbechtsplaz, a begleet si vun engem „Avis“ vum Patron a vum zoustännegen aarbechtsmedezineschen Dëngschter. De Minister kann (huet also hei Ermiesensméiglechkeet) d'Gesetz iwwer „chômage intempéries“ uwendbar erklären, wann d'Hëtzt aussergewéinlech ass, a wa se d'Aarbecht vun deene Betreffene geféierlech mécht wat hir Gesondheet oder hir Sécherheet ugeet, an zwar duerch déi direkt an onméttelbar Folge vun der Hëtzt oder hire Konsequenzen.

Demandé sinn dëst Joer keng komm.

Ech misst allerdéngs soen, datt ech a priori, an no geneeër Prüfung vun alle Bedéngungen, Fall fir Fall, mer kënn virstellen, datt des Texter géifen an aussergewéinleche Fall spillen. Ech denken un Daachdecker, wou d'Aarbecht um Daach bei 35 Grad a méi sécher geféierlech gëtt oder verschidden haart kierperlech Aarbechten dobaussen, och am Fall vu wierklech aussergewéinlecher Hëtzt, woubäi sécher all Situatioun verschidden ze bewäerten ass.

Mä och hei géllt, datt fir d'éischt muss gepréift ginn, ob et net méiglech ass, d'Folge vun der Hëtzt zum Beispill duerch aner Aarbechtszäiten oder méi laang Pausen, an esou weider, ofzeschwächen.

Gesetzgeberesch Aktivitéit ass also net néideg.

Dat ass ëmsou méi wouer, well et quasi onméiglech ass, fir all Posten an all Situatioun eng Temperatur festzesetzen, vun där un d'Aarbecht net nëmme penibel, mä och gesondheetsschiedlech ass. Dëse Problem mécht och eng spezifesch Recommendatioun vun Aarbechtsminister problematesch.

E Rappel vun der Législatioun, wat och iwwert dese Wee geschitt ass, a Bezuch op d'Hëtzt, ass sécher net onnéideg.

Den éierewäerte Volleksvertrieeder weess jo och, datt den Aarbechtsministère zanter kuerzem eng Publikatioun erausbréngt, déi „LEXTRA“ heescht, an Explikatiounen esou wéi Résuméé vu wichtegen Texter enthält. Déi éischt Nummer war iwwregens zum Thema „neit Aarbechtsgesetz am HORECA-Beräich“. Näischt verhënnert eng nächst Nummer dësem Sujet hei ze reservéieren.

Op där anerer Säit fannen ech dem éierewäerte Volleksvertrieeder seng liddi mam „code de conduite“ net esou schlecht. Allerdéngs dierft esou e Code net vun uewen erf kommen, vu déi ganz verschidde Situatiounen, déi ze regele wieren.

Ech denken éischter un eng Zort „Auto-Regulatioun“, um géeeegenten Niveau, tëschent Betrib oder Branche a Belegschaft. De Kader vun esou enger „Auto-Regulatioun“ kënn esouguer ganz nätzlech an engem Kader-Kollektivvertrag festgeluecht ginn. Ech bleiwen derbäi ze soen, datt eis Kollektivvertrag ebe mat esou qualitativen Inhalter iwwer Verbesserung vum Aarbechtsbedingungen (ähnlech wéi zum Beispill och mat Bestëmmunge géint „harcèlement“ a „mobbing“) kënnen ugerechent ginn.

Esou kënnen zum Beispill Betrib oder Secteuren sech mat den zoustännegen aarbechtsmedezineschen Dëngschter zesummesetzen fir iwwer Preventiouns- an/oder Kompensatiounsmoosnamen ze diskutéieren, déi am Fall vun anormaler Hëtzt unzewende wieren.

Ech denken un aner Aarbechtszäiten (e puer Betrib hunn dat souwou dese Summer vu sech ausgemaach), zousätzlech Pausen (wéi oft, wéi laang, ofhängeg vun den Aarbechtsbedingungen), Bereetstelle vu spezieller Schutzkleeder, Verbesserung vun der Ventilatioun, Nodenken iwwert d'Installatioun vu Klimatisatioun asw..

Bei esou Ofkommen sollten déiselwecht Leit virgesinn, besonnesch bei Aarbechtsplazen am Fräien, déi aussergewéinlecher Hëtzt speziell ausgesat sinn, wéi hiert Personal, dat dobanne schaffe muss, zousätzlech geschützt ka ginn.

Ech mengen esouguer, datt d'Gesetz vum 17. vum Broochmount 1994 eng rechtlech Basis hiert fir esou Ofmaachungen. Ech weisen zum Beispill hin op den zweeten Abschnitt vum Paragraph 1, Artikel 5 vum Gesetz vum 17. vum Broochmount 1994 iwwert d'Sécherheet an d'Gesondheet op der Aarbecht.

Nodeem den éischten Abschnitt déi generell Verpflichtung vum Patron festleet, bestëmmt den Abschnitt 2, datt den „Employeur“ muss d'Upassung vun deene Moosname garantéieren, fir der Annerung vun den Emstänn Rechnung ze droen an déi bestoend Situatioun ze verbesseren (bei iwwergrousser Hëtzt zum Beispill), dat Ganzt no de Regele vun Informatioun a Konsultatioun, déi d'Gesetz virgesäit.

Doriwwer eraus gesinn ech déi ugesprochen „Auto-Regulatioun“ als en typescht Element vun enger Campagne iwwert d'sozial Responsabilitéit vun de Betriben. Esou „codes de conduite“, déi fräiwëlleg ofgeschloss ginn, kënnen also zousätzlech Législatioun vläicht verhënneren, besonnesch wann des ze vill misst an den Detail goen, an doduerch schwéier duerch- an ëmsetzen, respektiv ze kontrolléieren wier.

Mä dese fräiwellegen Aspekt vum Konzept vun der „sozialer Verantwortung“ mat där am Abschnitt virdu beschriwwener Konsequenz (net méi ze vill zousätzlech Detailregelunge vun uewen erof) ass vu ville Patronatsorganisatiounen nach net verstane ginn.

**Question 2337 (17.8.2003) de M. Xavier Bettel (DP) concernant le fonctionnement des pompes à eau au Centre pénitentiaire de Schressig:**

Il me revient qu'au Centre pénitentiaire de Schressig (CPL) il existe actuellement un problème avec les pompes servant à puiser l'eau.

En effet, d'habitude la consommation et le pompage en eau au CPL est de +/- 200 m<sup>3</sup> par jour.

Cependant d'après des informations dont je dispose actuellement, les pompes utiliseraient près de 912 m<sup>3</sup> d'eau par jour; de ce fait, près de 700 m<sup>3</sup> seraient pris de la nappe phréatique et reversés dans les eaux usées.

Cette situation existe depuis le mercredi 7 août 2003, date depuis laquelle plus de 5.000 m<sup>3</sup> d'eau auraient été puisés en trop pour remplir des réservoirs qui ne peuvent contenir un tel volume.

Ces 5.000 m<sup>3</sup> représentent approximativement une perte financière de 12.300 euros pour le CPL en une semaine.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Monsieur le Ministre peut-il me confirmer ces informations?

- Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre peut-il m'indiquer les raisons de ces problèmes techniques?

**Réponse (4.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

A la suite de pannes survenues lors des travaux d'entretien réalisés dans le château d'eau du CPL en date des 5 et 6 août 2003, un défaut de régulation – sonde défectueuse – a fait qu'une quantité d'eau potable difficile à évaluer a débordé du réservoir pour être évacuée dans les canalisations.

La sonde a pu être remplacée en date du 18 août 2003.

**Question 2344 (18.8.2003) de M. Claude Meisch (DP) concernant la souscription par les communes à des emprunts à taux fixes:**

Aux termes de l'article 106 de la loi communale du 13 décembre 1988

sont notamment soumises à l'approbation du Ministre de l'Intérieur les délibérations des conseils communaux portant sur les emprunts, les garanties d'emprunts, les ouvertures de crédits, le tout si la valeur en dépasse 7.500 euros.

Actuellement plusieurs banques commerciales proposent des crédits à taux fixe sur une période de vingt ans. Certaines de nos communes y voient une opportunité pour souscrire à un emprunt, surtout que les taux d'intérêt sont actuellement à un niveau très bas. Les communes pourraient profiter de la situation actuelle des marchés financiers en contractant maintenant un emprunt à long terme et à un taux fixe.

Or, il s'avère que jusqu'à présent, le Ministre de l'Intérieur s'est opposé à ce que les communes souscrivent à des emprunts à taux fixes.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes :

- Est-ce que Monsieur le Ministre estime que les communes devraient saisir cette opportunité et souscrire, si elles en éprouvent le besoin, à des emprunts à taux fixes?

- Est-ce qu'au contraire Monsieur le Ministre entend poursuivre sa politique de désapprobation concernant la souscription par les communes à des emprunts à taux fixes?

**Réponse (17.09.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

Dans le respect de l'autonomie des communes et dans la limite de son pouvoir d'autorité supérieure des communes, le Ministre de l'Intérieur recommande aux communes la sagesse et la prudence lorsqu'elles décident à contracter un emprunt pour financer un solde de leur budget extraordinaire.

Cette ligne de conduite a en général été respectée dans ce sens que les communes, respectivement les collèges des bourgmestres et échevins, ont toujours cherché à obtenir la meilleure offre. Ils ont choisi l'emprunt au taux le plus favorable sans succomber à la tentation d'opter pour un taux fixe dépassant la durée de la législature communale pour ne pas hypothéquer les marges de manœuvre de futurs conseils communaux par des considérations relevant plutôt de la spéculation que de la raison.

En effet il s'avère que les taux variables varient en fonction de la conjoncture économique et que lorsque les taux sont bas, la conjoncture est normalement peu florissante et produit donc peu de ressources fiscales pour les communes. Lorsque par contre la conjoncture reprend il est alors dans la logique des mécanismes que les taux de l'argent emprunté vont également avoir tendance à augmenter. Or les communes n'ont pas de problèmes à suivre ces hausses en raison de la bonne conjoncture qui leur produit davantage de ressources.

Actuellement (20.08.03) les taux fixes à 3, 6, 10 ou même à 20 ans sont nettement supérieurs aux taux variables après 1, 6 ou 12 mois.

Sur 10 ans le taux fixe s'élève au-dessus de 4% alors que le taux variable au rythme annuel ne dépasse pas les 2,3%.

Il est difficilement compréhensible dans quel intérêt une commune agirait si elle optait aujourd'hui pour un taux de 4% et plus alors qu'elle pourrait avoir le même emprunt à 2,5%. Une telle décision ne s'expliquerait que si la commune spéculait que les taux du marché vont dépasser à l'avenir la barre des 4% pour récupérer par après les dépenses supplémentaires d'aujourd'hui tout en acceptant que les responsables locaux seraient bloqués pour des années et ne pourraient sortir d'un emprunt devenu éventuellement trop cher que contre paiement d'une commission de sortie.

**Question 2345 (19.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le respect de l'article 16 du statut des fonctionnaires communaux:**

An der lescht héiert een ëmmer méi kloen iwwer e Mangel u Respekt viru grondleeënde rechtsstaatleche Normen a Wäerter, esouguer am Stats- a Gemengendëngschter. Dës Kloe kommen deelweis aus der Fonction publique selwer a wat d'Gemengeverwaltungen ugeet, betreffen se besonnesch d'Haaptstad. Hei gouf ech eréischt kierzlech op e konkrete Fall opmierksam gemaach, e Beamten, deen niewent senger eigentlecher Fonction, an och während senger Aarbechtszäit, kommerziell Aktivitéiten als Administrateur délégué an, resp. iwwer, zwou Aktiegesellschaften (agedroen am Registre de Commerce Lëtzebuerg ënnert den Nummern 65.138 a 65.631) ausübt. Trotz Reklamatiounen bei de Resposabele vu gewëssenhafte Fonctionnären aus deemselwechte Service gëtt dëst weider explizit toleréiert. Méi nach, am plaz duerchgezäifen, goufen d'Reklamante mat Nodrock opgefuerdert des Situatioun ze akzeptéieren.

Esou zousätzlech kommerziell Aktivitéite stinn a krassem Widderstand zum Gesetz (Artikel 16 vum Statut vum Gemengefonctionnaire) a si virum Steierzueler kaum ze rechtfäertegen. Besonnesch d'Aktivitéit als Administrateur délégué an enger Immobiliengesellschaft schéngt mam Statut vum engem Gemengefonctionnaire, deen och Zougank zu vertraulichen Daten huet, völeg incompatibel ze sinn.

Et géng der Effizienz vun engem öffentleche Service schueden a géif zur Frustratioun vun der Majoritéit vun éierlechen, dévouéierten an hirer Roll bewosste Fonctionnaire féieren, wa bei esou Illegalitéiten d'Aen zougedréckt géife ginn.

Dofir dës Froen:

1. Ass dem Banneministère deen ugedeite Fall aus der Stad Lëtzebuerg bekannt?

2. Ass d'Aktivitéit als Administrateur délégué vun enger privater Immobiliengesellschaft an/oder vun enger privater Finanz- a Bedeelegungsgesellschaft mam Statut vum engem Gemengefonctionnaire vereinbar?

3. Wéi eng Sanktioun respektiv Mesurë misst e Schafferot, am Fall wou esou eng zousätzlech bezuelten Aktivitéit am Privatsektor net mam Statut vum Gemengebeamten vereinbar ass, an d'Wee leeden?

4. Bestinn an de Gemengen explizit Autorisatiounen vun de Schafferéit, wéi d'Gesetz dat fir Ausnahmefäll virgesäit, fir Fonctionnären eng zousätzlech Erwerbstätigkeit an der Privatwirtschaft ze erlaben?

5. Bestinn esou explizit Autorisatiounen och fir den Immobilienhandel a wa jo, a wéi enge Gemengen?

**Réponse (29.08.2003) de M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur:**

Dem Innenminister ass bis haut nach kee Fall zougedroe ginn, wou ee bestëmmte Gemengebeamten aus der Stad Lëtzebuerg enger onerlaabter zousätzlecher beruflecher Aktivitéit géif nogoen.

Laut dem Artikel 16 vum Gesetz vum 24. Dezember 1985 iwwert de Statut vum Gemengebeamten dierf kee Gemengebeamten ouni Erlaabnis vum Schafferot un der Direktioun oder der Verwaltung vun enger kommerzieller Entreprise deel huelen.

Deeselwechten Artikel 16 gesäit vir, dass esou eng Erlaabnis nëmme kann erdeelt ginn, wann et sécher ass, dass de Beamten trotz där zousätzlecher beruflecher Ak-



tivitéit gewëssenhaft all senge Flichten nokënnt. Doniewent muss dem Beamten seng Onofhängegkeet gesécherert sinn a seng zousätzlech berufflech Aktivitéit muss voll a ganz kompatibel si mat senger Aarbecht als Beamten.

Et läit eleng beim Schäfferot fir vu Fall zu Fall ze entscheeden, ob déi gesetzlech Konditiounen fir esou eng Erlaabnis erfëllt sinn. Déi Entscheedung fällt ënner d'Gemengeautonomie an den Innenminister huet guer keng Kompetenz an dëser Matière.

Am Fall wou e Schäfferot esou eng Erlaabnis net erdeelt, däerf de Beamten op kee Fall déi betreffend Aktivitéit ausüben. Mécht hien dat awer, esou kann dat fir hien eng disziplinaresch Strof mat sech bréngen, an hie kann esouguer nom Artikel 51, Paragraph 2, ënner a), ouni disziplinaresch Prozedur vum Gemengerot d'office démissionnéiert ginn.

Well den Innenminister guer keng Kompetenz huet op dësem Gebitt, an déi betreffend Autorisatiounen him och net vun de Gemengen zougestallt ginn, ass et him onméiglech eppes iwwert déi praktesch Uwendung vun deene gesetzleche Bestëmmungen ze soen.

**Question 2346 (19.8.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'harmonisation du taux d'alcoolémie:**

Il me revient que le représentant luxembourgeois au Groupe de travail de la sécurité et de la circulation routières du Conseil économique et social de l'ONU s'est exprimé contre l'harmonisation du taux d'alcoolémie à 0,5 g d'alcool par litre de sang proposée par ledit groupe de travail.

Il semble encore que le représentant du Gouvernement ait fait inscrire une réserve expresse à cet égard dans le rapport final.

Le Luxembourg, avec un taux officiel de 0,8 g, reste ainsi un des plus permissifs à cet égard. Or, l'alcool au volant joue souvent un rôle clef dans les accidents mortels et non mortels.

Monsieur le Ministre peut-il expliquer pourquoi le Gouvernement se refuse à harmoniser le taux d'alcoolémie sur la moyenne de la plupart des pays européens? Quelle est la politique poursuivie par le Gouvernement pour combattre le fléau de l'alcool au volant?

**Réponse (29.8.2003) de M. Henri Grethen, Ministre des Transports:**

La question de l'honorable Député a trait à l'abaissement du taux d'alcoolémie de 0,8 g à 0,5 g d'alcool par litre de sang.

Il m'incombe de rappeler qu'exception faite du Royaume-Uni, de l'Irlande et du Luxembourg, tous les Etats membres de l'Union européenne ont réduit en effet le seuil du taux d'alcoolémie prohibé à 0,5 g/l ou parfois même à un niveau encore inférieur.

Il est vrai que le Groupe de travail de la sécurité et de la circulation routières du Conseil économique et social des Nations Unies travaille depuis plusieurs sessions sur les amendements à apporter aux Conventions de Vienne sur la circulation et la signalisation routières ainsi qu'aux Accords européens les complétant. Au cours de la 40<sup>e</sup> session du Groupe de travail, au mois de novembre 2002, le délégué du Luxembourg a émis une réserve sur la proposition présentée par le représentant de la Hongrie consistant à modifier l'Accord européen complétant la Convention de Vienne sur la circulation routière dans le sens d'une réduction du taux d'alcoolémie prohibé à 0,5 g/l; les deux autres pays membres de l'Union européenne avec un taux d'alcool dépassant 0,5 g/l ne sont

pas représentés au sein du Groupe de travail pour ne pas avoir signé (Irlande) voire ratifié (Royaume-Uni) les instruments juridiques précités.

Lors de la 42<sup>e</sup> session du groupe en juillet 2003, ladite réserve a été maintenue par le Luxembourg, conformément à notre position communautaire en la matière.

L'honorable Député voudra noter dans ce contexte que les délégués du Ministère des Transports ont pour consigne de veiller à la concordance entre les réalités sur le terrain et les engagements à prendre au niveau international.

Le fait que l'ivresse au volant (alcoolémie supérieure ou égale à 1,2 g/l) constitue 40% des affaires pénales montre que, nonobstant l'application au Luxembourg de taux d'alcoolémie légaux relativement permissifs, le problème de l'alcool n'est pas maîtrisé à l'heure actuelle.

Les premières statistiques sur le permis à points, introduit au Luxembourg le 1<sup>er</sup> novembre 2002, confirment cette tendance.

Suite à 233 jugements des tribunaux luxembourgeois, 939 points ont été retirés. Les infractions courantes constituent des délits ou des contraventions ayant trait notamment à l'alcool au volant (ivresse 133x et influence d'alcool 22x), au dépassement de la limitation de la vitesse (33x), à des délits de fuite (13x), des coups et blessures involontaires (11x),...

Les taux d'alcoolémie recensés dans un échantillon de 120 décisions judiciaires ayant donné lieu à une réduction de points entre mai et août 2003 constituent dans 88% des cas une ivresse au volant (taux  $\geq 1,2$  g/l) par rapport à 12% seulement pour les cas de conduite sous l'influence d'alcool (taux  $\geq 0,8$  g/l et  $< 1,2$  g/l). Ces données sont illustrées plus amplement par les graphiques annexés à la présente.

En conséquence, afin d'intensifier la lutte contre l'alcool au volant, il me semble plus logique de renforcer les peines pour les cas d'ivresse plutôt que d'abaisser le seuil du taux prohibé de 0,8 à 0,5 g/l. En effet, en suivant l'exemple de la majorité des autres Etats membres de l'Union européenne, on élargirait tout au plus le cercle des fautifs sans pour autant influencer sur le comportement de ceux qui se rendent déjà aujourd'hui coupables d'une ivresse grave.

Dans ces conditions, il est proposé de multiplier les actions de dépistage systématique plutôt que de changer la législation en place.

Je tiens néanmoins à souligner que même si le taux d'alcoolémie au Luxembourg est fixé à 0,8 g/l, l'article 12 modifié de la loi du 14 février 1955 concernant la réglementation de la circulation sur toutes les voies publiques dispose que, même si le taux d'alcool est inférieur à 0,8 g/l ou s'il n'a pas été possible de déterminer un taux d'alcoolémie, toute personne qui, ayant présenté des signes manifestes d'influence de l'alcool, aura conduit un véhicule, sera punie d'une amende de 25 à 500 euros et/ou d'une interdiction de conduire de huit jours à un an. Une condamnation du chef de cette infraction entraîne par ailleurs une perte de deux points.

En ce qui concerne les chauffeurs professionnels, la réglementation luxembourgeoise est encore plus contraignante étant donné que l'article 72 modifié de l'arrêté grand-ducal du 23 novembre 1955 portant règlement de la circulation sur toutes les voies publiques (Code de la Route) prévoit qu'il est interdit aux conducteurs de taxis ou de voitures de location, de véhicules automoteurs servant à l'enseignement de l'art de conduire ou à la réception de l'examen pratique ainsi qu'aux conducteurs d'autobus, d'autocars, de camions et de tracteurs de semi-remorques de

consommer des boissons alcooliques pendant la durée de leur service.

**Question 2347 (20.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant les jeux de hasard:**

Dës Woch sinn an enger Dageszeitung positiv Chiffere matgedeelt ginn, wat d'Evolution vum der Lëtzebuerger Nationallotterie ugeet. Dobäi gëtt festgestallt, datt Lëtzebuerg e Land vu Spiller wier. All Dag ginn iwwer 45.000 sou genannte Rubbellouche verkaaft. Dozou gesellen sech nach 20.000 Transaktionen iwwert dat neit elektronesch Glécksspill Zubito, dat zanter e puer Méint an ëmmer méi Cafén a Brasserien ugebuede gëtt.

Schonn beim éischten Opkomme vum dësem Spill hunn ech den zoustännege Minister iwwert d'Konformitéit vun dëse Gewënnspillautomaten zum Artikel 3 vum Gesetz vum 20. am Ouschermount 1977 iwwert d'Glécksspill befrot (Q.p. N°1893), well et ass gewosst, datt d'Erlichtere vum Zougank zu Glécksspillméiglechkeeten d'Spillsucht fördere kann.

D'Spillsucht ass eng geféierlech Sucht, déi schonn, besonnesch a Familjen, vill Schued ugeriicht huet a weider urred. Vill Sozialfäll sinn op d'Spillsucht zrëckzeféieren. Dëst schéngt mer awer hei an eise Stat en Thema ze sinn, dat, grad ewéi d'Alkoholsucht, tabuisiert, jo verharmlost gëtt.

Onvertriebar ass et awer, wa gewosst ass, datt eng bestëmmte Sucht grouss sozial Schied urred, dës Sucht och nach vu staatlecher Säit ze förderen, andeems een d'Opstelle vun entspreche Spillautomaten an all beliebege Café explizit zouléisst, dëst och wann dat fir de Stat steierlech interessant ass an och wann de Gewinn integral sozialen oder karitativen Zwecker zoufléisst.

Dofir dës Froen:

- 1) Ass bekannt, wéi vill Persounen schätzungsweis hei am Land der Geldspillsucht verfall sinn?
- 2) Wéi vill Suizide sinn direkt oder indirekt op d'Konsequenze vun enger Spillsucht zrëckzeféieren?
- 3) Gëtt et, fir Matbiereger vu Geldspiller ofzehalen, e Preventiounsprogramm?
- 4) Wat fir eng Therapieméiglechkeeten existéieren hei am Land fir Spillsüchtger?
- 5) Ass déi aktuell „large“ Interpretation vum Gesetz iwwert d'Glécksspillen vun engem soziale Gesichtsponkt aus vertriebar, wa se dozou féiert Geldglécksspillen erëm an d'Cafén ze integréieren, Spiller, déi d'Spillsucht förderen an domadder vläicht méi Sozialfäll provozéieren, wéi der duerch déi akasséiert Gelder kënnen gehollef kréien?

**Réponse (14.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Zuelematerial iwwert déi Leit, déi zu Lëtzebuerg der Geldspillsucht verfall sinn, gëtt et net. De „Centre de Prévention des Toxicomanies“ (CePT), dee fir all Zorte vu Sucht zoustännege ass, also och fir d'Spillsucht, ass allerdeings der Meinung, datt et e reelle Problem zu Lëtzebuerg ass.

Leit, déi wëlle gehollef kréien, kënnen sech un den CePT wenden. Mä de Moment ass d'Nofro fir Hëllef beim CePT, besonnesch och um Suchttelefon, ganz niddreg.

Jugendlecher kënnen sech och un d'Fondatioun Jugend- an Drogenhëllef wenden. Mä och do ass d'Nofro ganz geréng.

Wéi vill Suizide mat Spillsucht ze dinn hunn, kann een net soen. An esou engem Fall gëtt den Dokter als Doudesursaach de Suizid un, e brauch awer näischt ze soen an e seet och näischt iwwert déi méiglech Ursaach vum Suizid. Ech denken och net, datt dat wëschenswäert wier, an eng Ennersichung vun offizieller Säit kéim enger posthumer Verletzung vun der Intimsphär gläich.

Wat elo eng méi oder manner large Ausleeung vum Gesetz iwwer Glécksspillen ubelaangt, esou ass déi net am Kompetenzberäich vun mengem Ministère.

**Question 2348 (20.8.2003) de M. Lucien Lux (LSAP) concernant les causes de décès survenus pendant la période caniculaire:**

En France, le Ministre de la Santé Jean-François Mattei a admis le chiffre de 5.000 victimes de la canicule. Le pic des décès a été enregistré entre le 7 et le 12 août 2003.

Vu que notre Ministère de la Santé effectue continuellement des statistiques détaillées des décès et qu'il est dès lors en mesure de réaliser rapidement des comparaisons du nombre et des causes de décès survenus lors de la période caniculaire de cette année avec la même période des années précédentes, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

- Monsieur le Ministre n'est-il pas d'avis qu'il faudrait procéder d'urgence à une analyse comparant le nombre et les causes de décès survenus pendant la période caniculaire de cette année avec ceux de la même époque des années précédentes, dans le but de déterminer s'il y a eu une surmortalité, ou non, dans notre pays?

- Monsieur le Ministre est-il au courant d'anomalies ou d'alertes des centres hospitaliers, des maisons de soins ou des centres intégrés pour personnes âgées concernant des cas précis de décès dus à la canicule? Dans l'affirmative, Monsieur le Ministre a-t-il mis en place une cellule qui s'occupe du suivi des décès par hyperthermie?

**Réponse (18.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

La période caniculaire visée par l'honorable parlementaire a couvert en gros le mois d'août passé. Pour ce mois d'août 2003 le service des statistiques sanitaires de la Direction de la Santé a reçu la déclaration médicale de 349 décès. Ce chiffre comprend les déclarations transmises par les autorités communales à la date du 8 septembre et est donné sous réserve d'une transmission tardive d'une déclaration d'un décès intervenu au mois d'août.

Pour l'année en cours la moyenne du nombre de décès par mois est de 318,37, avec un maximum de 351 décès au mois de janvier et un minimum de 292 en avril.

Si l'on compare maintenant le mois d'août 2003 avec les mois d'août des années précédentes, l'on constate que la moyenne des cinq dernières années est de 293,8, variant d'un maximum de 310 en 2000 à un minimum de 272 en 2002. Sur le vu de ces chiffres l'hypothèse d'une surmortalité au mois d'août 2003 et due à la canicule ne peut pas être écartée.

En ce moment une analyse comparative plus poussée, distinguant notamment suivant les causes de décès, n'est pas encore disponible.

Quoi qu'il en soit mes services n'ont à aucun moment, pendant la période visée, été contactés pour des problèmes spécifiques relevant du domaine de la santé publique. Une

enquête téléphonique effectuée à la mi-août par la division de la médecine curative de la Direction de la Santé parmi les principaux hôpitaux du pays n'a pas mis en évidence de quelconques problèmes d'accessibilité aux soins.

**Question 2349 (20.8.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'extension et la modernisation du Centre de conférences à Luxembourg:**

Le 21 juillet 2003, le Gouvernement s'est présenté devant la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire pour demander l'accord de celle-ci pour le mode de financement de l'aménagement provisoire de salles de réunion et d'une salle de presse dans deux halles de la Foire internationale de Luxembourg pour un montant total de 18,6 millions d'euros, dont 11,4 à charge de l'Etat et 7,2 millions à charge de la société immobilière de la FIL avec garantie de l'Etat. Cet aménagement servira à héberger les réunions du Conseil des Ministres à Luxembourg en octobre 2003, avril, juin et octobre 2004, et ainsi de suite, jusqu'en 2006 ou 2007, quand le nouveau Centre de conférences sera prêt. Selon le rapport de ladite réunion de la Commission du contrôle de l'exécution budgétaire, Monsieur le Premier Ministre a noté que le Centre de conférences provisoire était indispensable pour assurer la continuité des réunions du Conseil à Luxembourg.

La Commission du contrôle de l'exécution budgétaire, vu l'intérêt de la politique du siège pour le pays, a donné son accord pour que les travaux d'aménagement provisoire soient financés sur la base de la loi du 24 juillet 2001 relative à l'extension et à la modernisation du Centre de conférences à Luxembourg.

La façon de procéder du Gouvernement appelle les questions suivantes:

1. L'exposé des motifs de la loi du 24 juillet 2001 relatif à l'extension et à la modernisation du Centre de conférences à Luxembourg avait indiqué qu'en ce qui concerne la rénovation du Centre de conférences existant, «on peut affirmer, s'agissant de mesures d'adaptation et de modernisation en partie ponctuelles, que ces travaux pourront être entamés dès le début sous réserve d'une garantie d'exploitation continue du Centre au moins pour les périodes où le Conseil siège à Luxembourg».

En septembre 2001 – selon le rapport d'activité 2001 du Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens – «le Secrétariat général du Conseil de l'Union européenne a fait tenir aux autorités luxembourgeoises des précisions écrites sur sa perception des besoins futurs du Conseil de l'UE à Luxembourg». Comme ce document est parvenu trop tard pour être incorporé dans la loi du 24 juillet 2001, «il (était) à prévoir que les précisions apportées par le Secrétariat général du Conseil de l'UE rendront nécessaire un amendement à la loi».

Le rapport d'activité du même Comité avait confirmé ses vues qu'un «renouvellement total de l'aile est du Centre de conférences» était nécessaire. «Le Conseil de Gouvernement a dès lors invité le Ministre des Travaux publics à préparer un projet de loi pour les travaux requis», selon le rapport du même Comité.

Où en est le projet de loi annoncé pour les travaux supplémentaires reconnus comme nécessaires depuis septembre 2001? Le Gouvernement a-t-il entre-temps eu la possibilité de chiffrer l'enveloppe nécessaire pour la rénovation de l'aile est du Centre de conférences,



renovation totale et non pas ponctuelle, comme il avait été affirmé dans l'exposé des motifs de la loi du 21 juillet 2001?

2. Le rapport de 2002 du Comité de coordination pour l'installation d'institutions et d'organismes européens indique en outre qu'«il ne sera pas possible de terminer les travaux en temps utile pour l'élargissement de l'UE qui aura lieu en mai 2004» et qu'«il a soumis au Gouvernement la proposition de mettre en place une infrastructure provisoire pour assurer l'accueil des réunions du Conseil de l'UE pendant la durée des travaux». Il est dit encore dans ce rapport que «le Conseil de Gouvernement a décidé que cette infrastructure sera mise en place dans les Foires internationales de Luxembourg en temps utile pour l'élargissement». Le rapport conclut que «l'Administration des Bâtiments publics a été invitée à préparer l'installation de cette infrastructure». Il est à noter que cette administration est représentée au Comité de coordination.

Comment se fait-il que le Gouvernement attende la deuxième moitié de juillet 2003 pour se préoccuper du montage financier d'une entreprise connue depuis au moins 2002, sinon 2001, alors qu'il aurait largement eu le temps de préparer un projet de loi et de créer ainsi la base légale nécessaire pour le Centre de conférences provisoire d'abord, définitive ensuite?

3. Monsieur le Premier Ministre peut-il indiquer quand les travaux de transformation des halls 4 et 5 à la FIL ont réellement commencé, alors que le Centre de conférences provisoire devra être prêt en octobre prochain?

4. Quel est le montant du loyer à payer à la société FIL pour les deux halls loués?

Réponse (19.9.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Premier Ministre, Ministre d'Etat*:

1. Le projet de loi relatif à la transformation de l'aile est du Centre de conférences est en cours d'élaboration et devrait être prêt pour la fin du mois d'octobre. Le coût de cette rénovation ne peut pas encore être chiffrée avec précision à ce stade.

2. Le projet d'extension et de modernisation du Centre de conférences tel que prévu dans la loi du 24 juillet 2001 correspondait aux besoins définis par le Conseil de l'Union européenne en 2001. La redéfinition des besoins en raison de la perspective d'un plus grand élargissement de l'Union a rendu nécessaire une transformation plus substantielle du Centre de conférences. Je renvoie dans ce contexte aux informations détaillées fournies par Madame la Ministre des Travaux publics dans son courrier du 18 août à votre attention. Le deuxième projet de loi relatif à la transformation du Centre de conférences n'a pas pu être finalisé plus tôt en raison d'une mise à jour continue des besoins. Ceci explique d'ailleurs aussi pourquoi la décision de mise en place d'un Centre de conférences provisoire a été prise relativement tard. En effet, dans un premier temps, tous les efforts se sont concentrés sur la recherche de solutions architecturales et techniques qui auraient permis le maintien des sessions du Conseil dans le Centre de conférences en cours de transformation, notamment afin de faire l'économie des coûts engendrés par une solution transitoire. L'ampleur de l'élargissement, les contraintes techniques ainsi que des exigences de sécurité se sont cependant révélées telles qu'une solution transitoire n'a pas pu être évitée.

3. Les travaux de transformation des halls 4 et 5 à la FIL ont débuté le 28 avril 2003.

4. Le loyer annuel à payer à la société FIL pour les deux halls s'élève à 1.380.000 euros, TVA comprise.

Question 2350 (20.8.2003) de M. Marc Zanussi (LSAP) concernant la fermeture de deux boucheries suite au contrôle de la brigade de l'inspection des douanes:

Au cours des dernières semaines, deux boucheries de Dudelange ont été fermées suite à un contrôle de la brigade d'inspection des douanes.

Dans les deux cas la décision de fermeture a été notamment motivée par l'absence d'une autorisation de commerce et, d'après les communiqués de presse du service de douane responsable, par de graves carences au niveau hygiénique.

Or, si l'on en croit l'article publié aujourd'hui dans le Tageblatt, ces motifs demandent à être nuancés. En effet, l'absence d'une autorisation de commerce, dans le cas de la fermeture survenue vendredi passé, ne serait finalement due qu'à un retard administratif (le propriétaire étant bien détenteur du brevet de maîtrise nécessaire). Quant au respect des normes hygiéniques, le vétérinaire du service d'inspection de l'Etat aurait bien constaté quelques problèmes mineurs mais on ne pourrait, d'après lui, parler de conditions graves. L'article suggère qu'une telle divergence d'appréciation aurait également eu lieu lors de la première fermeture survenue il y a quelques semaines.

Le comportement de la brigade d'inspection des douanes est d'autant plus étonnant que, tout comme dans le premier cas de fermeture, la décision de se défaire de la marchandise stockée dans le magasin en la distribuant à des hospices, respectivement en détruisant ce qui n'a pas pu être distribué, a été prise avant même que le service vétérinaire d'inspection n'ait pu analyser la qualité de la viande.

A cet égard, j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre des Finances:

(1) Quelle est la procédure exacte à suivre lorsque des manquements sont constatés dans le cadre d'un contrôle de la brigade d'inspection des douanes dans un établissement vendant des aliments frais, telle une boucherie? Plus particulièrement, à quel moment de la procédure le service d'inspection vétérinaire respectivement alimentaire est-il sensé intervenir?

(2) Qui est autorisé à prendre la décision de fermeture et sur base de quels critères précis?

(3) Les fonctionnaires de la brigade des douanes avaient-ils le droit de décider de la redistribution respectivement de la destruction des produits confisqués, avant même que ces derniers n'aient été analysés par le service d'inspection vétérinaire compétent?

(4) Quelle est la position de la brigade des douanes par rapport à l'évaluation divergente du service vétérinaire d'inspection quant aux conditions d'hygiène de la boucherie dont question?

Réponse (29.9.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances*:

Il est vrai qu'au cours des dernières semaines deux boucheries ont été fermées à Dudelange sur ordre du parquet conformément à la loi (modifiée) sur le droit d'établissement du 28.12.1988, réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales.

Le préambule à la question parlementaire pourrait faire croire que le «retard administratif» invoqué est minime et ne constitue qu'une simple formalité sans importance. A cet égard il y a lieu de préciser que dans le premier cas, le défaut de présentation d'une demande

d'autorisation d'établissement, aggravé par l'absence d'un brevet de maîtrise, a perduré depuis plus de cinq ans alors que dans le deuxième cas, le patron responsable n'a pas trouvé nécessaire de présenter une telle demande depuis novembre 2000. Pourtant la présentation d'une telle demande ne doit pas poser trop de problèmes, si l'on considère que la personne en question en a été déposer une le jour même du contrôle de l'administration des douanes et accises. En plus, ce dernier boucher exerçait des activités (pâtisseries et traiteur) pour lesquelles il n'avait pas de brevet de maîtrise et pour lesquelles il ne pourra pas recevoir d'autorisation de commerce. Est-ce que ce n'est pas ridiculiser les patrons sérieux respectueux de la législation, si d'autres peuvent exercer un commerce pendant plusieurs années sans autorisation?

En ce qui concerne les carences au niveau hygiénique, elles se sont limitées aux installations et aux localités. La salubrité de la viande en vente n'a pas été contestée.

Quant à la gravité des carences aux localités, il appartient au pouvoir judiciaire de décider, au vu des preuves fournies, s'il y a une contravention à la loi ou non. De toute façon, la fermeture de la boucherie n'a pas été décidée sur base de la législation en matière d'hygiène.

Question (1): L'administration des douanes et accises, ayant compétence de rechercher et de constater des infractions dans de nombreux domaines, organise des contrôles intégrés afin d'éviter que la même entreprise ne soit contrôlée à plusieurs reprises pour des législations différentes. Ainsi, lors du contrôle d'une boucherie p.ex. l'administration contrôle le respect des législations en matière de commodo, droit d'établissement, contrôle alimentaire, droit du travail et santé et sécurité au travail. L'inspection vétérinaire respectivement alimentaire est sensée intervenir immédiatement si une décision (par exemple de fermeture) doit être prise sur base d'une législation de sa compétence, ce qui n'était pas le cas pour les affaires incriminées. Comme la fermeture avait déjà été décidée sur base d'une autre législation, la réquisition d'un expert, en l'occurrence l'inspection du service vétérinaire, n'était pas nécessaire.

Question (2): C'est le parquet (pouvoir judiciaire) qui est autorisé à prendre la décision de fermeture sur base des critères retenus d'après la loi modifiée sur le droit d'établissement du 28.12.1988, réglementant l'accès aux professions d'artisan, de commerçant, d'industriel ainsi qu'à certaines professions libérales. Les agents de l'administration des douanes et accises (pouvoir exécutif) n'ont pas ce droit et ne l'ont pas exercé.

Question (3): Les fonctionnaires de l'administration des douanes et accises n'ont pas le droit de décider de la redistribution, respectivement de la destruction des produits confisqués et ne l'ont pas fait. Le parquet a pris cette décision sur base de la législation citée ci-avant. Comme de toute façon la salubrité de la viande en vente libre dans le magasin n'était jamais contestée, une redistribution à des œuvres d'utilité publique semblait plus appropriée que la destruction d'aliments aptes à la consommation.

Question (4): Les fonctionnaires de la brigade motorisée des douanes et accises en question ont retenu des preuves qui doivent permettre au pouvoir judiciaire de décider s'il y a une infraction à la loi ayant pour objet la réorganisation du contrôle des denrées alimentaires, boissons et produits usuels et des règlements grand-ducaux connexes.

Ces lois et règlements prévoient des prescriptions très spécifiques quant à l'aménagement des locaux et il n'appartient pas aux fonctionnaires du pouvoir exécutif d'apprécier si la loi a été enfreinte un peu, beaucoup ou s'il y a irrespect total.

De toute façon la discussion sur ce point est superfétatoire étant donné que dans les cas présents la législation en matière d'hygiène n'était pas à l'origine ni de la fermeture des boucheries, ni de la destruction, ni de la redistribution des produits saisis.

Question 2351 (21.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant l'impôt de solidarité:

D'Regierung huet ugekënnegt d'Steieren erhéijen ze missen. Als Grond gëtt déi klammend Aarbechtslosegkeet uginn. Déi soll elo iwwert eng Erhéijung vun de Steieren op den Dreifstoffer finanziert ginn. All Liter vun deene Pétrolsderivater gëtt vum Stat ëm siwe Cent verdeiert, Geld, dat de Fonds pour l'emploi seise soll.

Zu Zäite vun der Stolkris gouf awer schonns déi sou genannte Solidaritéitssteuer als Finanzéierungsinstrument fir esou Aarbechtsmaartproblemer geschaf. Am Géigesaz zur Bensinssteuer, déi jiddferee gläichermoossen trefft, Leit mat héijem ewéi Leit mat klengem Akommes, gëtt déi direkt Solidaritéitssteuer nëmme vun deene bezuelt, déi en héicht genuch Akommes hunn, fir och direkt Steiere bezuelen ze mussen.

Dëse Choix werft also folgend Froen op:

1. Firwat wollt d'Regierung net op dat eigentlech fir esou Situatioune geduechten Instrument vun der Solidaritéitssteuer zrëckgräifen?

2. Wéi vill zousätzlech Steierakommes bannent engem Joer erwaart sech d'Regierung duerch dës zousätzlech Besteuerung vun de Pétrolsprodukter?

3. Ëm wéi vill hätt déi méi sozial Solidaritéitssteuer misse gehéicht ginn, fir datselwecht zousätzlech Steieropkommes ze erreechen?

Proposition de réponse (29.9.2003) de M. Jean-Claude Juncker, *Ministre des Finances*:

1. Firwat wollt d'Regierung net op dat eigentlech fir esou Situatioune geduechten Instrument vun der Solidaritéitssteuer zrëckgräifen?

Pour générer un même volume de recettes supplémentaires (+/- 60 mio euros) que le produit généré par l'augmentation du prix des carburants, l'impôt de solidarité sur le revenu des collectivités et/ou des personnes physiques devrait en fait augmenter considérablement. Une aussi forte augmentation de l'impôt de solidarité n'est pas compatible avec la politique gouvernementale qui consiste à offrir aux entreprises un cadre fiscal attractif du point de vue de la fiscalité internationale et à maintenir une pression fiscale et parafiscale faible sur le facteur travail.

Par ailleurs, la décision d'augmenter l'imposition sur certains produits pétroliers s'inscrit dans la logique d'une politique de développement économique durable qui consiste à taxer davantage la consommation d'énergie.

Finalement, le fait d'augmenter la pression fiscale sur un produit qui présente une base d'imposition élargie permet de mobiliser des recettes fiscales additionnelles tout en maintenant un coût moyen par contribuable qui reste très modéré.

2. Wéi vill zousätzlech Steierakommes bannent engem Joer erwaart sech d'Regierung duerch dës zousätzlech Besteuerung vun de Pétrolsprodukter?

Il est envisagé que l'augmentation du prix des carburants telle qu'elle

fut décidée par le Gouvernement dans le cadre de l'élaboration du projet de budget pour l'exercice 2004 génèrera des recettes fiscales supplémentaires (accises et taxe sur la valeur ajoutée) de l'ordre de quelque 60 mio d'euros en 2004.

3. Ëm wéi vill hätt déi méi sozial Solidaritéitssteuer misse gehéicht ginn, fir datselwecht zousätzlech Steieropkommes ze erreechen?

Le projet de budget pour l'exercice 2004 prévoit que l'impôt de solidarité produira des recettes totales de 85,4 mio d'euros en 2004 (47,9 mio d'euros pour les collectivités et 37,5 mio d'euros pour les personnes physiques).

Pour générer environ 60 mio d'euros de recettes supplémentaires, trois cas de figure se présenteraient dans la logique de l'honorable Député:

- seul l'impôt de solidarité prélevé sur le revenu des collectivités est augmenté: dans ce cas, le taux d'imposition devrait augmenter de 4% actuellement à environ 9%;

- seul l'impôt de solidarité prélevé sur le revenu des personnes physiques est augmenté: dans ce cas, le taux d'imposition devrait augmenter de 2,5% actuellement à environ 6,5%;

- l'impôt de solidarité sur les collectivités et les personnes physiques est augmenté: dans ce cas, il faudrait envisager une hausse du taux d'imposition sur les collectivités de 4% à environ 6,5% et pour les personnes physiques de 2,5% à environ 4,5%.

Question urgente 2352 (21.8.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant l'homologation des diplômes de fin d'études secondaires par la Communauté française de Belgique:

Il me revient que les étudiants luxembourgeois désireux de s'inscrire dans une université belge pour l'année académique 2003-2004 n'ont toujours pas reçu l'homologation de leur diplôme de fin d'études secondaires de la part de la Communauté française. Il semble que tous les étudiants luxembourgeois qui veulent s'inscrire pour la première fois dans une université ou une haute école belge se trouvent dans la même situation et par conséquent, ils risquent de ne pas pouvoir s'inscrire pour la prochaine année académique en Belgique. Pourtant, une partie des étudiants concernés a déjà investi de l'argent dans la préparation de leurs études universitaires (logement, garantie locative, etc.).

Je voudrais dès lors poser les questions suivantes à Madame le Ministre de l'Education nationale:

- Madame le Ministre peut-elle me renseigner sur la situation exacte?

- Dans l'affirmative, compte-t-elle intervenir auprès des autorités belges pour permettre l'inscription en temps voulu des étudiants luxembourgeois concernés?

Réponse (29.8.2003) de Mme Anne Brasseur, *Ministre de l'Education nationale, de la Formation professionnelle et des Sports*:

1. Le contexte

Jusqu'à présent les étudiants luxembourgeois, à l'opposé des étudiants des autres Etats membres de l'Union européenne, bénéficiaient de l'avantage d'une équivalence automatique qui avait été négociée avec la Communauté française de Belgique.

Or, la Commission européenne a mis la Belgique en demeure de mettre fin à ce qu'elle considère comme discrimination entre étudiants des différents Etats membres de l'Union européenne.



Les étudiants luxembourgeois qui souhaitent s'inscrire à une université belge ne profitent plus de la procédure d'équivalence automatique qui consistait à présenter leur diplôme au moment de l'inscription. Ils doivent obtenir comme tous les élèves ressortissants de la Communauté européenne l'équivalence de leur diplôme par la voie administrative, c'est-à-dire faire une demande d'équivalence auprès de la Direction générale de l'Enseignement secondaire - Service Equivalences - à Bruxelles.

2. Les démarches

Le Ministère de l'Education nationale et le Ministère de l'Enseignement supérieur sont entrés en contact avec les autorités belges pour pouvoir informer au mieux les bacheliers luxembourgeois de la procédure à suivre pour obtenir une équivalence de leur diplôme de fin d'études. Le détail de ces démarches, notamment l'information communiquée dès le 7 mai 2003 à tous les élèves candidats aux examens de fin d'études ainsi que l'aide des services compétents du Ministère de l'Education nationale et du Ministère de l'Enseignement supérieur aux élèves souhaitant s'inscrire à une université belge a déjà été évoqué dans la réponse à la question urgente n°2238 (30.6.2003) de M. Robert Garcia.

3. L'état du dossier

D'après les informations obtenues récemment par mes fonctionnaires auprès du service belge compétent, les dossiers des étudiants luxembourgeois sont en cours de traitement. En ce qui concerne le délai d'instruction des dossiers, la Belgique s'efforce de traiter les dossiers aussi rapidement que possible. Les décisions d'équivalences parviendront aux étudiants luxembourgeois dans les meilleurs délais. J'ajoute, à titre d'information, qu'en 2002 les autorités belges ont dû faire face à 14.734 demandes d'homologation, tous types d'études confondus.

Par ailleurs, Monsieur Pierre Hazette, Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial de la Communauté française de Belgique, m'a formellement assuré que compte tenu des récentes modifications intervenues dans le système d'octroi des équivalences pour les étudiants luxembourgeois, leur demande sera étudiée avec la plus grande attention.

Question 2353 (21.8.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant les rotondes de Bonnevoie:

Les travaux de rénovation de la première des deux rotondes situées près de la gare centrale sont achevés depuis un certain temps. Madame la Ministre avait annoncé qu'après une phase d'expérimentation, un programme d'activités culturelles serait élaboré et notamment présenté à la commission parlementaire concernée.

- Est-ce qu'un tel programme est maintenant disponible?

- Le groupe de travail Etat-Ville de Luxembourg-CFL qui devait entre autres réfléchir sur l'utilisation du bâtiment est-il encore en fonction? Combien de fois s'est-il réuni jusqu'à ce jour? Quelles sont ses conclusions? Pour quoi ce groupe n'inclut-il pas des représentant-e-s du quartier de Bonnevoie ou d'associations intéressées?

- Le contrat de location entre l'Etat et les CFL du 26 juillet 2000 prévoit l'utilisation de la deuxième rotonde par les CFL jusqu'au 31 janvier 2005. Quel est l'état d'avancement des projets de sauvegarde de cette rotonde?

- A quelques centaines de mètres des rotondes se trouve un autre édifice des CFL qui est fort intéres-

sant: le Dépôt de Luxembourg. Est-ce qu'il existe des projets pour sa rénovation voire son classement comme monument national?

Réponse (29.9.2003) de Mme Erna Hennicot-Schoepges, Ministre de la Culture, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche:

En réponse à la question parlementaire posée par Madame la Députée Renée Wagener sur les rotondes de Bonnevoie, je puis vous fournir les renseignements suivants:

(1) et (2) - Une grande partie des travaux de rénovation de la première rotonde de Bonnevoie étant achevée, il est prévu de lancer, pour la fin du mois de septembre, la soumission publique relative aux portes et fenêtres. Suivront, vers la fin de l'année, les demandes d'offres pour le chauffage et le revêtement de sol.

Dans une première étape, un groupe de travail Etat-Ville de Luxembourg-CFL avait lancé un appel à propositions, propositions qui ont été analysées en deux réunions publiques au Lycée technique de Bonnevoie. Au vu des propositions intéressantes mais très différentes reçues, j'ai décidé, une fois que les travaux seront terminés, de lancer une période d'expérimentation de deux années pour toutes sortes de manifestations. Au vu de l'avancement des travaux de rénovation, j'estime que la période d'expérimentation pourra démarrer pour de bon au printemps 2004.

(3) - La deuxième rotonde n'est pas encore l'objet d'études car elle ne sera libérée qu'après 2005. C'est une des raisons pour lesquelles j'estime qu'une période d'expérimentation de deux années est nécessaire pour la première rotonde.

(4) - Pour ce qu'il en est du Dépôt de Luxembourg, je voudrais vous confirmer qu'il est toujours occupé par les CFL. Il n'a pas encore fait l'objet d'un classement.

Question 2355 (22.8.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant les contrats d'entreprise:

Le Luxembourg n'échappe pas au phénomène que des personnes désirant acheter une parcelle de terrain à lotir ou faisant partie d'un lotissement sont obligées à conclure un contrat d'entreprise avec la partie venderesse ou avec un tiers désigné par elle. La partie acquérante est ainsi forcée à faire effectuer les travaux de construction par ces vendeurs, entrepreneurs ou promoteurs. Elle n'a plus la possibilité de choisir de son gré les bureaux d'architecte voire les entreprises de construction.

- Madame la Ministre est-elle au courant de telles pratiques au Luxembourg?

- Comment se positionne-t-elle face à cette restriction des libertés individuelles?

- Ne s'agit-il pas également d'une restriction de concurrence concernant les entrepreneurs et architectes contraire aux principes énoncés dans notre Constitution ainsi que dans la législation européenne?

- Pourquoi les administrations communales, qui ont souvent leur mot à dire lors de la construction de tels lotissements, soit parce qu'elles donnent l'autorisation de bâtir, soit parce qu'elles participent à la réalisation des projets, acceptent-elles de telles conditions douteuses?

- Quels pourraient être les moyens de lutter contre cette pratique? Faut-il adapter la législation en la matière? Est-ce que des contrôles sont effectués actuellement par des instances étatiques?

Réponse (15.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Les contrats dont question relèvent selon le droit national et international dans une large mesure de l'autonomie et de la liberté contractuelle des parties. Il appartient dès lors à l'acquéreur et au vendeur, au moment de la conclusion du contrat de vente d'un terrain, de fixer librement les conditions relatives à l'acquisition.

Les contrats de droit privé en matière de construction sont prévus par le Code civil, notamment dans le domaine de la vente d'immeubles à construire ainsi que des contrats de louage d'ouvrage et d'industrie.

En dehors du contrôle juridictionnel il n'appartient à aucune autre instance étatique ou communale d'interférer directement dans la conclusion de contrats de droit privé entre vendeur et acquéreur de terrains à bâtir ou à lotir pour autant que ces contrats respectent les dispositions afférentes du code civil ci-avant indiquées.

Question 2356 (22.8.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant la distribution de seringues stériles pour toxicomanes à l'intérieur des établissements pénitentiaires:

Selon des statistiques de l'Observatoire européen des drogues et des toxicomanies, au moins la moitié des personnes détenues de l'Union sont d'anciens usagers de drogues et beaucoup ont de sérieux problèmes de drogue.

- Est-ce qu'il existe des statistiques sur ce phénomène dans les établissements pénitentiaires luxembourgeois?

Dans son rapport 2002 le Comité de surveillance du sida évoque la nécessité de mettre en place un programme d'échange de seringues et d'aiguilles stériles à l'intérieur des établissements pénitentiaires. Cette demande aurait été formulée dès 1997 par le Comité, mais sans aucune suite de la part des ministères concernés.

- Quelles sont les raisons de ce silence?

- Quelle est la politique actuelle du Gouvernement en matière de programme d'échange de seringues dans les établissements pénitentiaires? Existe-t-il des projets concrets pour l'établissement d'un tel programme?

Réponse conjointe (15.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale et de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

Le volet de la question ayant trait à l'échange de seringues à l'intérieur des établissements pénitentiaires a fait l'objet de la question parlementaire n°2134 de Monsieur le député Mars Di Bartolomeo. Les soussignés se permettent dès lors de renvoyer pour cet aspect à la réponse donnée en date du 28 avril 2003.

Quant à la présence de toxicomanes dans les établissements pénitentiaires, une étude faite à la demande du Ministère de la Justice mais remontant à 1999 est susceptible de fournir certaines indications. Aux termes de cette étude, intitulée «Etude épidémiologique des infections à l'HIV et à l'hépatite virale C dans les prisons luxembourgeoises», conduite sur une base volontaire et anonyme, un tiers des détenus était à l'époque usagers de drogues par voie intraveineuse. Compte tenu de son objectif spécifique cette étude restait cependant muette quant aux déte-

nus consommateurs de drogues par tout autre moyen que l'injection intraveineuse.

Des statistiques plus récentes révèlent que le pourcentage des nouveaux admis au Centre pénitentiaire déjà antérieurement condamnés pour infraction à la loi de 1973 sur la toxicomanie se situe à 12,7. Ce pourcentage est en régression constante depuis 1996 où il était de 42,6. Comme cependant ces chiffres ne concernent que les détenus condamnés en vertu de la loi de 1973, ils ne permettent pas de conclusions quant à la prévalence de la toxicomanie en prison, d'autant plus qu'ils ne distinguent pas entre les consommateurs et les revendeurs.

Question 2357 (22.8.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant la vente de cigarettes et d'alcool aux mineurs d'âge:

Récemment, la France s'est donnée une loi qui interdit aux burocrates de vendre des produits de tabac aux moins de seize ans. Au Luxembourg, à défaut d'une telle réglementation, le législateur laisse aux délégués la décision d'appliquer des restrictions ou non.

- Quelle est la position de Monsieur le Ministre face à cette question? Est-il disposé à prendre des mesures analogues? Envisage-t-il d'autres mesures?

- La consommation d'alcool par des mineurs d'âge a atteint des dimensions inquiétantes au Luxembourg. Quid des dispositions réglementant la vente d'alcool aux mineurs dans les magasins et débits de boissons?

Réponse (15.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:

S'agissant du volet de la question ayant trait à la vente de cigarettes à des mineurs d'âge, je me permets de renvoyer l'honorable Parlementaire à la réponse que je viens de donner en date du 2 septembre à la question parlementaire n°2320 de Monsieur le député Aly Jaerling.

Quant à la vente d'alcool à des mineurs dans les débits de boissons, elle se trouve réglementée par la loi modifiée du 29 juin 1989 portant réforme du régime des cabarets, qui relève du Ministre des Finances.

La loi interdit de recevoir dans un débit de boissons alcooliques des mineurs de 16 ans non accompagnés par un adulte qui en a la charge ou surveillance et de servir des boissons alcooliques à des mineurs de 16 ans même accompagnés. Le fait de donner à boire jusqu'à l'ébriété à un mineur de 16 ans comporte une augmentation de la peine.

La vente d'alcool dans les magasins n'est toutefois pas soumise à une réglementation spécifique.

Question 2359 (22.8.2003) de M. Aly Jaerling (ADR) concernant le fonctionnement de la justice pendant les vacances scolaires:

De Procureur huet Recht op Congé, d'Justitia op kee Fall. Hei zu Lëtzebuerg schéngt awer och d'Justiz Problemer mam Summerlach ze hunn.

Als Volleksvertrieder gouf ech kierzlech mat engem entsprechen- de konkrete Fall befaasst a gefrot politesch ze intervenéieren: Eng fäerdeg ficeléiert Plainte (mat Zeienaussoen a Certificat vum traitéierenden Dokter) blouf mat der ausdrécklecher Erklärung, «de Procureur ass nach an der Vakanz», ronn dräi Woche leien, ouni

datt iergendeppes ennerholl gouf. Den Täter konnt also weider säin Onwiesen dreiwien, dat obwuel d'Accusatiounen aussergewéinlech schlëmm sinn: repétéiert physesch a psychesch Mësshandlung vun engem Schutzbefuelenen an engem Foyer de jour.

Ausserdeem hunn ech mer misse soe loossen, datt dës Inertie an de Summerméint relativ normal wier, wat, u sech a besonnesch am genannte Fall, skandaléis wier. Esou eng chronesch summerlech Inertie vum Justizapparat géing dozou bäidroen, d'VeTrauen an eisen demokratesche Rechtsstat ze ennergruewen, - wat mech zu folgende Froen zwéngt:

1. Sinn dem Justizministère och esou Fäll vu längerer Inaktioun vun der Justiz, bedéngt duerch d'Congészäit, bekannt?

2. Wat geschitt, wann den zoustännege Procureur an de Congé geet? Gëtt en ersat? Wa jo, huet den Ersatz déiselwecht Kompetenzen a Pouvoire wéi de Procureur selwer?

3. Gëtt et en Ersatz fir deen Ersatz, mat gläichfalls deene selwechte Kompetenzen a Pouvoiren?

4. a) Am Fall wou et esou en Ersatzsystem gëtt, mécht den Ersatzstansanwalt dat zousätzlech zu senger normaler Aarbecht oder kann e sech voll dëser Ersatztâche widmen?

b) Wann en déi Dossieren zousätzlech zu senger normaler Aarbecht behandelé muss, gëtt e fir déi zousätzlech Aarbechtslaascht och zousätzlech bezuelt, - en Emstand, dee jo am direkten Zesummenhank mat der néideger zousätzlecher Motivatioun steet?

5. Wat gedenkt de Justizminister ze ennerhuele fir dese summerleche Laisser-aller soufort ze ennerbannen an eréischt guer net méi opkommen ze loossen?

Réponse (18.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:

D'après le Parquet de Luxembourg, l'affaire à laquelle Monsieur le Député fait référence relève du secret de l'instruction, de sorte qu'aucune information concrète ne peut être donnée en l'espèce.

Monsieur le Procureur d'Etat se défend toutefois de l'accusation que cette affaire ait pris du retard du fait des vacances judiciaires. Une demande de renseignements au Parquet de Luxembourg aurait appris à l'honorable Député qu'il n'en est rien.

Le Parquet de Luxembourg n'accepte pas non plus l'accusation gratuite qu'en période de congé ses services ne fonctionneraient pas d'une manière satisfaisante. En effet durant les vacances judiciaires quatre magistrats du Parquet de Luxembourg assurent le service de manière concomitante afin de permettre d'évacuer toutes les affaires urgentes.

Par ailleurs il est connu que les pouvoirs du Procureur d'Etat et ceux des substituts sont exactement les mêmes et que les différents magistrats du Parquet se suppléent mutuellement.

Question 2365 (25.8.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant le nom patronymique de l'enfant:

En date du 7 mai 2003 la première chambre du tribunal d'arrondissement de Luxembourg a rendu une décision, depuis coulée en force jugée, selon laquelle la règle d'attribution obligatoire du nom du père à l'enfant légitime, et en conséquence à l'enfant légitimé par le mariage de ses parents, est incompatible avec la Convention européenne de sauvegarde des droits de l'Homme et des libertés fondamentales, et plus particulièrement avec ses articles 8 et 14, et ce au motif qu'une telle règle opère



une discrimination fondée sur le sexe, alors que les enfants des parents mariés sont toujours rattachés à l'homme à l'exclusion de la femme.

Cette décision prouve à nouveau l'urgence qu'il y a d'évacuer le plus rapidement possible le projet de loi déposé par le Gouvernement en date du 13 septembre 2001, doc. parl. 4843, et relatif au nom patronymique de l'enfant.

J'aurais aimé savoir de la part de Monsieur le Ministre de la Justice, respectivement de l'Intérieur:

- Quelle doit être, d'après le Gouvernement, l'attitude à adopter à l'avenir par les officiers de l'état civil sachant que le jugement précité a ordonné en l'espèce à l'officier de l'état civil compétent de rectifier le nom d'un enfant légitimé par le mariage de ses parents afin de lui permettre de porter le nom de famille de sa mère?

- Quelles sont les consignes que le Gouvernement entend voir appliquer au cas où des personnes demanderaient à voir rectifier le nom de leur enfant à posteriori en lui attribuant le nom de famille de la mère? Une rectification rétroactive est-elle envisageable?

Réponse (8.9.2003) de M. Luc Frieden, *Ministre de la Justice*:

Le 13 septembre 2001 le Gouvernement a déposé à la Chambre des Députés le projet de loi n°4843 relatif au nom patronymique des enfants.

Le Conseil d'Etat ne l'a pas encore avisé. Le projet consacre le principe de l'égalité de la mère et du père en matière de transmission du nom patronymique aux enfants. Ainsi l'enfant portera ou le nom du père ou celui de la mère.

En attendant le vote de ce projet, les officiers de l'état civil continuent à appliquer les dispositions actuelles en matière de nom patronymique.

Le projet de loi tel que déposé ne contient pas de disposition permettant un changement de nom rétroactif.

Question 2366 (25.8.2003) de M. Laurent Mosar (CSV) concernant la position du Gouvernement luxembourgeois à la Conférence ministérielle de l'OMC à Cancún:

Le Luxembourg va participer à la cinquième Conférence ministérielle de l'OMC qui aura lieu à Cancún (Mexique) du 10 au 14 septembre 2003. Cette conférence visera essentiellement à faire le bilan de l'avancement des négociations et travaux requis par le Programme de Doha pour le développement.

Dans le domaine de l'agriculture, l'objectif de la conférence sera «d'établir un système de commerce équitable et axé sur le marché au moyen d'un programme de réforme fondamentale comprenant des règles renforcées et des engagements spécifiques concernant le soutien et la protection afin de remédier aux restrictions et distorsions touchant les marchés agricoles mondiaux et de les prévenir» (déclaration ministérielle de Doha). Les propositions de réforme englobent entre autres les points suivants: l'accès au marché élargi pour tous, la réduction des subventions perturbatrices du commerce agricole, la réduction substantielle de toutes les formes de subvention à l'exportation, la prise en compte des questions non commerciales telles que la sécurité alimentaire, les questions environnementales et le bien-être des animaux ainsi qu'un régime spécial et différencié pour les pays en développement. Je tiens à rappeler qu'une position commune de l'Union Européenne au sein de l'Organisation Mondiale du Commerce est indispensable pour acquérir un

accord en matière de politique agricole commune. Une telle position commune aurait due être trouvée pour fin mars 2003.

Un autre sujet de cette conférence seront les droits de propriété intellectuelle accordés aux auteurs sur leurs créations et aux chercheurs sur leurs inventions, en particulier sur la relation entre l'accord ADPIC (Aspects des droits de propriété intellectuelle qui touchent au commerce, un des accords du Cycle d'Uruguay, signé en 1994 à Marrakech) et la convention sur la diversité biologique. Ce débat provient de la contradiction apparente entre la reconnaissance par la convention des droits souverains des Etats sur leurs ressources biologiques (plantes, micro-organismes, gènes, etc.) et la possibilité offerte par l'accord d'octroyer des brevets pour les inventions biotechnologiques utilisant des matières biologiques (plantes génétiquement modifiées par exemple). La thématique concerne en premier lieu l'industrie pharmaceutique qui pourra exploiter des nouvelles pistes de recherche en intégrant des plantes génétiquement modifiées dans les procédés de production de nouveaux médicaments.

A ce sujet l'UE a émis plusieurs propositions pour renforcer la compatibilité entre l'accord ADPIC et la convention sur la diversité biologique (par exemple, l'obligation de révéler l'origine des ressources génétiques et des savoirs traditionnels utilisés dans les inventions et l'octroi d'exemptions aux agriculteurs). L'UE soutient également l'élaboration d'un modèle de protection des savoirs traditionnels dans le cadre de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle.

Dans ce contexte, j'aimerais poser la question suivante à Madame la Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:

- Quelle sera la position générale du gouvernement luxembourgeois à la Conférence de Cancún, et plus particulièrement dans les domaines invoqués ci-dessus?

- Est-ce que le Gouvernement entend consulter la Chambre des Députés en la matière?

Réponse (15.9.2003) de Mme Lydie Polfer, *Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur*:

En vue de la rencontre de Cancún, les Etats membres de l'Union européenne, dans le cadre des conclusions du Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures du 21 juillet 2003, ont défini un mandat sur lequel se basera le Commissaire Lamy lors des négociations qui auront lieu pendant la conférence ministérielle. A ce mandat s'ajoute la résolution adoptée par le Parlement européen en date du 3 juillet 2003 qui appuie la position connue et bien définie de l'UE, y compris du Gouvernement luxembourgeois.

En ce qui concerne le domaine agricole, l'UE a présenté sa position au mois de janvier 2003. L'approche générale de l'Union est de parvenir à un accord équilibré pour faire progresser la libéralisation des échanges dans le secteur agricole selon des règles équitables pour toutes les parties. L'Union souhaite également que les questions non commerciales telles que la protection de l'environnement, la sécurité alimentaire et la qualité des produits soient traitées et que le rôle multifonctionnel joué par l'agriculture soit reconnu et qu'elle puisse continuer à jouer ce rôle.

Par ailleurs l'Union est convaincue que les pays les moins avancés méritent qu'on leur accorde une attention particulière et que des préférences commerciales significatives leur soient accordées.

Les décisions prises par le Conseil «Agriculture» le 26 juin 2003 renforceront la position de l'Union

dans le cadre des négociations du Doha Development Round et le Grand-Duché, avec ses partenaires de l'Union, défendra les objectifs retenus dans les différents documents.

Dans le domaine de l'Accord sur les aspects des droits de propriété intellectuelle qui touche au commerce (ADPIC), l'UE est en faveur d'une complémentarité entre cet accord et la Convention sur la diversité biologique. En effet, la biodiversité des écosystèmes, comme les forêts tropicales, représente une ressource pleine de potentialités en termes de nouveaux médicaments par exemple. Les populations locales des pays en développement disposant du savoir traditionnel devraient pouvoir bénéficier de l'utilisation de leur savoir à des fins commerciales. Ainsi, ces savoirs traditionnels transmis de génération en génération dans les communautés locales sont des plus variés et couvrent des connaissances agricoles, médicales ou encore écologiques.

Comme le remarque l'honorable Député, l'UE, donc y compris le Luxembourg, a fait plusieurs propositions au sein du Conseil ADPIC de l'OMC, qui est l'organe en charge de ces questions, comme par exemple l'obligation de révéler l'origine des ressources génétiques et des savoirs traditionnels utilisés dans les inventions. De plus l'UE souhaite que l'OMC puisse se baser sur les travaux accomplis au sein de l'Organisation mondiale de la propriété intellectuelle (OMPI) qui traite également du rapport entre la propriété intellectuelle et les ressources génétiques, les savoirs traditionnels et le folklore.

Les discussions sur ce sujet se poursuivront au sein des prochaines sessions du Conseil ADPIC puisqu'une référence directe à la question du lien entre l'ADPIC et la Convention sur la diversité biologique ne figure pas dans le projet de texte ministériel qui sera négocié à Cancún.

La Chambre des Députés a été consultée en mars dernier lors de l'élaboration de l'offre initiale de l'UE dans le cadre de l'Accord Général du Commerce des Services (AGCS), accord que l'OMC a adopté en 1994. Lors du débat d'orientation du 19 mars 2003 intitulé «Les négociations de la commission européenne dans le cadre de l'OMC relatives à la libéralisation des services AGCS et leurs conséquences», toutes les fractions parlementaires sont intervenues pour exposer leurs points de vue à ce sujet. J'y ai eu l'occasion d'expliquer clairement la position du Gouvernement, de répondre aux nombreuses questions posées et de redresser ainsi beaucoup de malentendus. Lors de chaque étape déterminante, le Gouvernement a voulu associer la Chambre des Députés à l'élaboration des décisions. Comme vous le savez, je me tiens toujours à disposition de la Chambre des Députés quand les députés expriment le souhait de me rencontrer aussi bien à la Commission des affaires étrangères qu'en séance publique.

Le 24 août 2003, le Président du Conseil Général de l'OMC, l'Ambassadeur Perez del Castillo de l'Uruguay, a présenté un projet de texte ministériel qui servira de base aux discussions des ministres à Cancún. Il a présenté ce projet sous sa propre responsabilité étant donné que les positions divergentes des 146 membres de l'OMC n'ont pas permis son adoption par consensus. Le laps de temps assez court entre la sortie de ce projet et la tenue de la conférence de Cancún ainsi que les vacances parlementaires pendant lesquelles la Chambre des Députés ne siège pas n'ont pas permis

l'organisation d'un débat à la Chambre des Députés.

La délégation luxembourgeoise qui se rendra à Cancún et que j'aurai le plaisir de conduire sera composée, entre autres, par Monsieur le Ministre Boden ainsi que par deux membres de la Chambre des Députés, en l'occurrence Monsieur Laurent Mosar et Monsieur Jean Huss. Ces derniers seront régulièrement informés de l'état des négociations puisque aussi bien le Commissaire Lamy que moi-même rencontreront les parlementaires pendant cette conférence ministérielle.

Question 2367 (26.8.2003) de M. Claude Meisch (DP) concernant les donneurs d'organes:

Dans son rapport d'activité de l'an 2002, la fondation suisse pour le don et la transplantation d'organes Swisstransplant a publié une comparaison du nombre de donneurs d'organes en Europe. Le Luxembourg prendrait selon cette statistique la dernière place de 13 pays européens avec une moyenne de 7,5 donneurs d'organes sur un million d'habitants.

Dans ce contexte j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre:

- Quel était le nombre des donneurs d'organes au Luxembourg en 2002?

- Quel était le nombre de transplantations effectuées en 2002 au Luxembourg?

- Quel était le nombre d'organes importés ou exportés en 2002?

- Quel est actuellement le nombre de patients en attente d'une transplantation d'organes?

- Quel était le nombre de donneurs potentiels au Luxembourg en 2002?

- Par quels moyens Monsieur le Ministre compte-t-il remédier à la situation?

Réponse (29.9.2003) de M. Carlo Wagner, *Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale*:

Faisant état d'une comparaison européenne en matière de don d'organes, classant le Luxembourg à la dernière place des 13 pays ouest-européens pris en compte, l'honorable parlementaire demande un certain nombre de renseignements chiffrés en matière de don d'organes.

Pendant l'année 2002 il y a eu trois dons d'organes. Cinq personnes ont pu être transplantées pendant la même année. Il faut en effet savoir que, sauf le cas où un receveur compatible figure sur la liste d'attente luxembourgeoise, les organes prélevés au Luxembourg vont dans le pool d'Eurotransplant qui en revanche alimente le Luxembourg avec des organes prélevés ailleurs. En règle générale le Luxembourg est plutôt exportateur d'organes. Toutefois des mécanismes compensateurs fonctionnent dans le système d'Eurotransplant, de sorte qu'en 2002, compte tenu du faible nombre de prélèvements au pays, le chiffre des organes reçus du pool a excédé celui des organes y versés.

La liste des patients en attente d'une greffe rénale oscille entre 15 et 20 cas depuis une dizaine d'années.

Il est difficile de s'exprimer sur le nombre des donneurs potentiels en 2002, alors qu'aucun médecin ni service d'urgence hospitalier n'est tenu de signaler les donneurs potentiels, c'est-à-dire les personnes en mort encéphalique disposant d'organes (reins, cœur, foie) en bon état. Toutefois l'on peut dire que l'équipe de transplantation s'est heurtée en 2002 à trois refus familiaux. En pratique en effet l'avis de la famille est toujours demandé, malgré le principe légal que quiconque n'ayant pas mani-

festé d'opposition de son vivant est censé être donneur.

La comparaison suisse, dont fait état l'honorable parlementaire, se réfère à l'année 2002, qui avec trois prélèvements a été exceptionnellement mauvaise au Luxembourg. En 1999, qui est la meilleure des cinq dernières années pour le prélèvement, huit dons ont été faits. Ce chiffre placerait le Luxembourg près du premier tiers des treize pays considérés dans l'étude comparative de Swisstransplant. Nous sommes ici en présence d'un cas d'espèce du phénomène dit «des statistiques des petits nombres». En pareil cas il faut se garder de tirer des conclusions des chiffres portant sur une seule année.

Question 2368 (26.8.2003) de M. Alex Bodry (LSAP) concernant l'ouverture de l'armée luxembourgeoise aux ressortissants de l'Union européenne résidents dans notre pays:

Depuis le début de l'année l'accès à l'armée luxembourgeoise a été ouvert aux ressortissants de l'Union européenne résidents dans notre pays.

- Quel a été le succès de ce changement dans les conditions de recrutement de l'armée?

- Quel est le nombre de candidats non-luxembourgeois recensés jusqu'à cette date?

- Est-ce que, d'une façon plus générale, le recrutement de volontaires de l'armée a continué à évoluer favorablement au courant de l'année en cours?

- Est-ce que le Gouvernement entend toujours procéder à une réforme globale de la législation sur l'armée avant la fin de la législature comme cela avait été annoncé à plusieurs reprises?

Réponse (17.9.2003) de M. Charles Goerens, *Ministre de la Coopération, de l'Action humanitaire et de la Défense*:

La question parlementaire de l'honorable Député concerne les effets de la loi du 20 décembre 2002 modifiant la loi modifiée du 23 juillet 1952 concernant l'organisation militaire.

Ce texte permet l'admission à l'armée luxembourgeoise de candidats soldats volontaires ayant la nationalité d'un des Etats membres de l'Union européenne à condition qu'ils aient résidé depuis au moins 36 mois au Luxembourg.

De façon générale, on constate que l'évolution du nombre de candidats volontaires à l'armée a été assez positive lors des dernières années.

Ainsi 228 volontaires ont posé leur candidature en vue de l'admission à l'armée luxembourgeoise en 2000, 369 en 2001, 416 en 2002 et 547 en 2003.

Depuis l'entrée en vigueur de la loi du 20 décembre 2002, 91 citoyens européens non luxembourgeois se sont portés candidats pour l'admission à l'armée.

La communauté portugaise est largement majoritaire (62 candidats), suivie des citoyens italiens (14 candidats), français (6 candidats), belges (3 candidats), néerlandais (2 candidats), espagnols (2 candidats) et allemands (2 candidats).

Le succès de l'ouverture de l'armée aux citoyens européens se mesure, par conséquent, à la fois par l'augmentation réelle des effectifs de l'armée luxembourgeoise et par le rôle précurseur du Luxembourg au niveau de l'intégration européenne.

En effet, cette adaptation de l'outil militaire national s'imposait afin d'augmenter les effectifs de l'armée, permettant ainsi au Luxem-



bourg d'honorer ses engagements internationaux, de maintenir sa crédibilité face à ses partenaires et d'assumer sa responsabilité accrue au sein de l'Union européenne et de l'OTAN.

Par ailleurs, le Luxembourg a été le premier pays européen à ouvrir son armée, élément de sa souveraineté, à des non-Luxembourgeois en démontrant, par ce fait, un effort réel d'intégration des citoyens européens et d'égalité entre Luxembourgeois et non-Luxembourgeois.

Afin de garantir le succès du recrutement du personnel de l'armée luxembourgeoise pour l'avenir il y a lieu de continuer l'effort de sensibilisation tout en connaissant les limites naturelles de la base de recrutement des volontaires remplissant les conditions d'admission à l'armée.

Quant à la réforme globale de la législation sur l'armée, il y a lieu de relever que les travaux y relatifs sont en phase de finalisation. Contrairement à la réforme opérée en 1997, la future réforme constitue une révision complète et fondamentale des textes. Vu que la composante des cadres et soldats volontaires de l'armée constitue un élément primordial pour le succès d'une telle réforme il y a lieu de suivre dans le temps la continuité et l'intérêt des candidats pour un emploi militaire et par conséquent la consolidation de cet intérêt enregistré depuis seulement quelques années.

**Question 2370 (26.8.2003) de M. Ben Fayot (LSAP) concernant la position du Luxembourg au sommet de l'OMC à Cancún:**

Le sommet de l'OMC de Cancún (Mexique) s'ouvrira le 10 septembre 2003 et tentera en quatre jours de finaliser les négociations du cycle de Doha sur la libéralisation des échanges internationaux.

Toutefois, nous observons à l'heure actuelle que l'OMC n'a respecté aucune des cinq échéances intermédiaires fixées par la Déclaration de Doha avant la tenue de la Conférence de Cancún: rien n'a pu être décidé dans les domaines des modalités d'accès au marché des produits agricoles et non agricoles, de l'accès des pays pauvres aux médicaments brevetés, du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et de la réforme de l'Organe de règlement des différends.

L'opacité importante du processus de ces négociations inquiète bon nombre de personnes. D'aucuns soulignent également l'insuffisance des évaluations concernant l'impact des libéralisations convenues dans le cadre de l'Uruguay Round, tout comme la nécessité de revoir le fonctionnement de l'OMC. Celle-ci devrait non seulement tenir compte des intérêts légitimes des pays en voie de développement mais également des besoins de transparence nécessaire pour le fonctionnement démocratique de l'institution.

A la lumière de ce qui précède, je voudrais poser les questions suivantes à Madame la Ministre:

- Quelle sera la position du Luxembourg au sommet de Cancún? Madame la Ministre peut-elle notamment préciser la position du Gouvernement en ce qui concerne les protections sur la santé, l'éducation et la culture? En outre, quel avis porte-t-elle sur l'ouverture de négociations sur les investissements?

- Est-ce que le Gouvernement soutient le Commissaire européen Pascal Lamy dans ses propositions? Y a-t-il des points de divergences?

- Etant donné que de nombreux engagements pris lors du Cycle de négociations de Doha n'ont pas été à ce jour respectés et que cet échec a entraîné une crise de confiance entre les pays industrialisés et les pays en développement membres de l'OMC, Madame la Ministre estime-t-elle que la Conférence de Cancún puisse encore parvenir à donner une impulsion décisive aux négociations afin que ces dernières puissent avancer de manière réellement équilibrée?

- De quelle manière les ONG et la société civile sont-elles associées?

**Réponse (15.9.2003) de Mme Lydie Polfer, Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur:**

La question parlementaire de l'honorable Député a trait à la cinquième conférence ministérielle de l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC) qui se déroulera du 10 au 14 septembre prochain à Cancún au Mexique. Cancún sera une étape intermédiaire importante du Programme de Développement de Doha qui avait été lancé en 2001 et dont la conclusion est prévue pour fin 2004. L'Agenda de Développement de Doha reste la première priorité de l'Union européenne en matière commerciale. Il est déterminant pour favoriser la croissance économique internationale et favoriser l'intégration des pays en développement dans l'économie mondiale.

Le fait que certaines des dates butoirs intermédiaires fixés à Doha n'ont pas été respectées s'explique non seulement par la complexité des dossiers mais aussi par la règle du consensus qui régit le travail de l'OMC. Tous les 146 membres de l'OMC disposent d'un droit de veto ce qui nécessite de longues discussions avant de conclure un accord. Le rythme de travail de l'OMC est malgré tous les contretemps satisfaisant. Le 30 août 2003 les membres de l'OMC sont parvenus à un accord qui permettra aux pays en développement d'importer plus facilement des produits génériques meilleur marché fabriqués dans le cadre de licences obligatoires s'ils ne sont pas en mesure de fabriquer eux-mêmes les médicaments afin de lutter efficacement contre le sida et d'autres pandémies.

En ce qui concerne les négociations de l'Accord Général sur le Commerce des Services (AGCS) à Cancún, les ministres inviteront les pays qui ne l'ont pas encore fait à présenter leurs offres initiales et tenteront d'élaborer une feuille de route précise pour faire aboutir les négociations.

En me référant à mon intervention du 19 mars 2003 à la tribune de la Chambre ainsi qu'à ma réponse à une question parlementaire de l'honorable Député de janvier 2003, je vous confirme que la position luxembourgeoise en matière de santé, éducation et culture est des plus claires: le gouvernement luxembourgeois n'acceptera pas d'ouvrir des négociations sur ces sujets. Cette position très ferme est également partagée par les quatorze autres Etats membres de l'UE ainsi que par la Commission européenne.

Le lancement formel de négociations pour les sujets dits de Singapour, à savoir l'investissement, la concurrence, la transparence des marchés publics et la facilitation des échanges, est une priorité de l'Union européenne. Pour les investissements, l'objectif de l'Union européenne est d'améliorer le cadre juridique régissant l'investissement direct étranger. Ceci ne signifie pas que les pays hôtes ne peuvent conserver leur droit de réglementer les activités des investisseurs sur leur territoire. L'investissement direct étranger est un facteur important de croissance économique. A condition de bénéficier d'un environnement commercial stable, transparent, prévisible et non discriminatoire, l'investissement peut

être un important facteur de développement. Un accord multilatéral, remplaçant à terme des milliers d'accords bilatéraux existants, est le meilleur moyen pour garantir un tel environnement commercial.

Comme vous le savez, conformément à l'article 133 du Traité, la Commission négocie au nom de l'Union européenne sur base d'un mandat du Conseil. Lors du Conseil Affaires Générales et Relations Extérieures de juillet 2003, les ministres des quinze Etats membres ont confirmé le mandat de négociation du Commissaire Lamy. Ce mandat reflète les attentes des Quinze et des dix pays adhérents. Monsieur le Ministre de l'Agriculture et moi-même représenteront le Luxembourg à Cancún, pour suivre de très près les négociations, de guider et d'assister les Commissaires Lamy et Fischler dans leur lourde tâche.

Bien que les pays industrialisés et les pays en développement de l'OMC aient souvent des positions divergentes, notamment sur des sujets importants comme l'agriculture multifonctionnelle, l'environnement ou les normes sociales, on ne peut pas parler de crise de confiance. D'ailleurs, il n'existe pas deux blocs homogènes opposés parmi les membres de l'OMC, mais les alliances temporaires se forment de plus en plus souvent au gré des sujets. Le Luxembourg espère que la conférence de Cancún sera un succès et qu'elle fasse entrer les négociations dans une phase décisive. A Cancún, il importera que tous les 146 membres de l'OMC fournissent leur part des efforts nécessaires afin d'obtenir un résultat équilibré tenant compte des intérêts légitimes de tous.

Le 28 août j'avais invité des syndicats et ONG à une réunion d'information afin de leur présenter le projet de texte ministériel que le Président du Conseil Général de l'OMC, l'Ambassadeur Perez del Castillo de l'Uruguay, a présenté le 24 août sous sa propre responsabilité. Ce projet de texte servira de base aux discussions des ministres à Cancún.

J'avais convié les syndicats à une réunion similaire en mars 2003 lors de l'élaboration des offres sur les services. Mes services avaient également organisé des réunions avec la société civile en marge de la conférence ministérielle de Doha.

J'ai également réitéré mon invitation à la société civile luxembourgeoise de participer aux réunions spéciales pour la société civile que le Commissaire Lamy organise régulièrement à Bruxelles. D'ailleurs, selon mes informations, des ONG luxembourgeoises sont parmi les plus de 900 ONG accrédités par l'OMC pour Cancún.

**Question 2371 (26.8.2003) de Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG) concernant la rétention de personnes déboutées:**

En date du 25 août 2003 deux familles de personnes déboutées de la procédure d'asile (deux couples avec trois resp. deux enfants) ont été arrêtées et ont subi une mesure de privation de liberté par le placement dans un «centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière», selon un communiqué de l'ASTI.

Est-il exact que les familles ont été placées dans un centre situé sur le terrain de l'aéroport?

Si oui, quelle a été la base légale pour la création de ce centre sachant que le seul «centre de séjour provisoire» de ce genre est celui situé au centre pénitentiaire de Schrassig, créé sur base du règle-

ment grand-ducal du 20 septembre 2002?

Mis à part le problème légal, s'agit-il d'un endroit approprié pour des familles avec des enfants?

Combien de temps ces familles ont-elles été retenues dans ce centre?

Est-ce que cette rétention fut nécessaire dans le cas de familles qui peuvent difficilement se dérober à un refoulement?

Le ministre a précisé lors de la réunion de la commission juridique de la Chambre des Députés du 2 avril 2003 qu'il «donne un agrément à des personnes déterminées en vue de s'occuper des personnes retenues» au «centre de séjour provisoire». Pourquoi les associations d'aide aux personnes réfugiées n'ont-elles pas été contactées afin de soutenir les familles dans cette situation-ci?

**Réponse (15.9.2003) de M. Luc Frieden, Ministre de la Justice:**

Je peux confirmer à l'honorable Députée que certains demandeurs d'asile déboutés qui avaient refusé tant un retour volontaire qu'un retour organisé par le Gouvernement dans leur pays ont été hébergés dans des locaux appropriés situés dans l'enceinte de l'aéroport dans les heures précédant le retour forcé en avion vers leur pays d'origine. Cette mesure, qui se base sur l'article 15 de la loi modifiée du 28 mars 1972 sur l'entrée et le séjour des étrangers, s'impose pour des raisons pratiques alors qu'elle permet de regrouper plusieurs personnes prévues sur un même vol. Le fait qu'un règlement grand-ducal de septembre 2002 crée un centre de séjour provisoire pour étrangers en situation irrégulière à Schrassig n'exclut évidemment pas, sur base de la disposition légale précitée, qu'en raison des circonstances ou de la durée de rétention les étrangers en situation irrégulière soient retenus dans un autre établissement approprié, ce qui a d'ailleurs été confirmé par la jurisprudence du tribunal administratif (T.A. 4.9.2003 no. 16943 du rôle).

**Question 2372 (27.8.2003) de M. Nico Loes (CSV) concernant le service de maternité de Wiltz:**

En réponse à mes questions parlementaires 172 et 208, le Ministre de la Santé a confirmé son intention de soumettre tous les services hospitaliers y compris les services de maternité à un réexamen lors de la révision du plan hospitalier.

A l'heure actuelle, la région hospitalière du Nord compte deux services de maternité, celui d'Ettelbruck et de Wiltz. La répartition géographique de ces deux services de maternité tient compte entre autres du facteur d'éloignement des gens vivant dans la partie nord du pays et permet d'offrir un service hospitalier adéquat et

proche du citoyen. La proximité d'une salle d'accouchement est d'autant plus importante en cas d'une naissance prématurée ou d'une naissance entourée de complications nécessitant une intervention rapide de la part d'un personnel qualifié. Depuis 1986, le nombre d'entrées dans les services de naissance des établissements hospitaliers de la région hospitalière du Nord n'a cessé d'augmenter. Rien que pour la période entre 1995 et 2000, le nombre d'entrées a progressé de 46%.

Il me revient toutefois que le Ministre de la Santé entend procéder à une dislocation de la Maternité de Wiltz vers Ettelbruck. Une telle décision irait à l'encontre de la population de la région de Wiltz, qui constitue une des agglomérations démographiques majeures de la région du Nord.

C'est dans ce contexte que j'aimerais poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Santé:

1. Est-ce que le Ministre de la Santé a l'intention de supprimer le service de maternité de Wiltz?
2. Quelles sont les raisons que le Ministre de la Santé invoque à l'appui d'une éventuelle suppression dudit service de maternité?

**Réponse (18.9.2003) de M. Carlo Wagner, Ministre de la Santé et de la Sécurité sociale:**

Revenant à deux questions parlementaires par lui posées en 1999, l'honorable parlementaire, croyant savoir que le soussigné entendrait procéder à une dislocation de la Maternité de Wiltz vers Ettelbruck, s'inquiète du sort qui sera réservé au service de maternité à la clinique de Wiltz.

Dans ma réponse donnée en décembre 1999 à l'une des précédentes questions précitées j'ai rendu l'honorable parlementaire attentif aux principes à dégager par le plan hospitalier, à l'époque en voie de révision, en matière de services hospitaliers en général.

Le nouveau plan hospitalier est effectivement intervenu le 18 avril 2001. Il restreint l'éventail des services dont peut disposer un hôpital de proximité, catégorie dans laquelle range la clinique de Wiltz. Le service de maternité n'y figure pas. Compte tenu cependant de l'éloignement de la région de Wiltz et de celle de Clervaux par rapport à la clinique St-Louis à Ettelbruck et du risque d'intempéries rendant le trajet plus difficile en hiver, le plan hospitalier a pris soin en son article 3, alinéa 3, de prévoir une disposition dérogatoire permettant la présence d'un service de gynécologie et d'obstétrique dans un hôpital de proximité distant de plus de 20 kilomètres par route de l'hôpital général le plus proche.

Cette disposition dérogatoire ayant été inscrite au plan hospitalier spécialement en considération de la situation de la maternité de la clinique de Wiltz, il n'est pas question pour moi de procéder à une suppression dudit service.



**www.avenir-europe.lu**  
de Lëtzeburger Site iwwert den EU-Konvent